

EUROPE

ASIE

Union soviétique DEVANT LE COMITÉ CENTRAL M. Brejnev affirme que l'amélioration des rapports avec Pékin est le «soutien permanent» des dirigeants du Kremlin

Le plénum du comité central du parti communiste soviétique, qui se tient à Moscou, a commencé le 26 octobre, ses travaux commencent la veille. Il doit approuver le projet de plan quinquennal pour la période 1976-1980, ainsi que le plan pour l'année 1977, qui ont été exposés lundi par M. Brejnev et Gorbousov, respectivement président du Gosplan et ministre des Finances, et procéder ensuite à des modifications dans la hiérarchie du parti. Le Soviet suprême, qui se réunit à partir du mercredi 27 octobre, approuvera à son tour le plan quinquennal ainsi que le plan pour l'année 1977.

Les travaux du premier jour du plénum ont été Moscou. — La partie de politique étrangère du discours de M. Brejnev ne contient pas de vrai dire d'éléments très nouveaux. Pour l'essentiel, le secrétaire général a réaffirmé les positions traditionnelles de l'U.R.S.S. Mais il a fait sur un ton beaucoup plus tranchant, voire agressif, que d'habitude, distribuant tour à tour bons points et mauvaises notes.

Le secrétaire général a profité de l'occasion pour évoquer « nos rapports avec la Chine qui demeurent encore per le point un problème à part ». « La Chine, a-t-il dit, est le théâtre d'un processus politique interne complexe. Pour le moment, il est difficile de prévoir sa ligne politique. Mais, dès à présent, il est clair que la politique étrangère pratiquée par Pékin ces quinze dernières années a perdu tout le crédit dans le monde entier ».

Affirmant que « l'amélioration de nos rapports avec la Chine est notre soutien permanent », M. Brejnev a repris en les épurant de tout ce qui pourrait offenser les dirigeants chinois, ses propos du XXIV^e congrès. « Nous nous en tenons fermement », a-t-il dit, aux principes de l'égalité en droits, du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence dans les affaires intérieures réciproques, du non-recours à la force. Autrement dit, nous sommes prêts à normaliser nos rapports avec la Chine dans la coopération pacifique. Indiquant une fois de plus que la balle est dans le camp chinois, M. Brejnev a insisté : « Je tiens à souligner que nous estimons qu'il n'y a pas

dominés par un long discours de M. Léonid Brejnev. Le secrétaire général a annoncé que la réouverture de contacts entre les deux pays serait supérieure à 216 millions de tonnes. Dans le cadre de son discours consacré à la politique étrangère de l'U.R.S.S., il a renouvelé ses ouvertures en direction de la Chine et a jugé d'une manière assez critique les rapports de l'U.R.S.S. avec la plupart des pays occidentaux. En ce qui concerne la France, il n'a pas caché une visite à Paris dans un proche avenir. Contrairement à la tradition, ce discours a été rendu public lundi soir et est publié intégralement mardi matin dans la presse soviétique.

De notre correspondant

dans les relations entre l'U.R.S.S. et la République populaire de Chine de problèmes qui ne peuvent être réglés dans un esprit de bon voisinage. Nous continuerons agir dans ce sens. Tout dépendra de la position qu'adopteront l'autre partie ».

Bien que les propos de M. Brejnev ne contiennent aucune déclaration sensationnelle, l'insistance avec laquelle l'U.R.S.S. semble chercher une réouverture des contacts avec Pékin paraît remarquable à de nombreux observateurs. Il est peu probable, dans ces conditions, que l'U.R.S.S. prenne rapidement la responsabilité de relancer la polémique avec Pékin.

Dans la ligne de ses ouvertures en direction de Pékin, M. Brejnev a affirmé : « Nous sommes prêts à renouer nos rapports avec l'Albanie et nous ne considérons pas que des facteurs objectifs nous séparent de ce pays ». Le parti albanais va tenir son septième congrès à partir du 1^{er} novembre prochain.

Les relations avec les États-Unis

Abordant le problème des rapports entre l'U.R.S.S. et les pays occidentaux, M. Brejnev a notamment affirmé : « Le développement de nos relations avec un certain nombre de pays s'est ralenti ces dernières années, mais ce n'est pas de notre faute. Cela tient pour une bonne part au climat complexe de politique intérieure qui règne dans certains pays. En particulier, cela tient aux campagnes électorales aux États-Unis et en Allemagne de l'Ouest. » M. Brejnev a tout particulièrement attaqué les États-Unis qui, selon lui, sont responsables de l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations de Genève sur la limitation des armements stratégiques. « Les choses sont pratiquement au point mort, bien que la tenue de ce document ait été concertée au « sommet » de Vladivostok à la fin de 1974 », a-t-il affirmé. Il s'en est pris à nouveau au président Ford et à M. Carter, pour leurs déclarations « d'un caractère le plus souvent général et souvent contradictoire ». « Dans l'ensemble, a-t-il dit, les deux candidats semblent être favorables à la normalisation de la situation internationale et au développement de nos rapports avec l'U.R.S.S. Mais il arrive souvent qu'ils fassent des déclarations d'un autre genre, appelant à la course aux armements, à une politique de force et à une ligne rigide envers l'U.R.S.S. ».

Confirmant que Moscou ne tient pas à prendre position dans les élections américaines,

M. Brejnev a conclu ce chapitre en affirmant : « Quel que soit le résultat des élections, les États-Unis devront apparemment tenir compte du rapport réel des forces dans le monde, qui a poussé les dirigeants américains à amorcer ces dernières années la recherche d'un consensus avec le monde socialiste. Une chose doit être évidente : notre option pour le développement de relations avec les États-Unis et pour l'atténuation du danger d'une nouvelle guerre mondiale reste invariable. » Les relations soviéto-américaines offrent également un bon exemple du durcissement du ton de M. Brejnev. Elles avaient été citées comme un modèle par le secrétaire général dans son discours devant le XXIV^e congrès, en février dernier. M. Brejnev avait affirmé alors les tenir « en haute estime » et n'avait fait aucune remarque quant à leur contenu. Ces ambiguïtés ont disparu dans le discours de lundi : « Les relations multiformes avec la France continuent d'être développées avec succès », a dit M. Brejnev, notant dans le domaine de la politique étrangère, bien que, certes, nous n'avons pas, loin de là, avec les dirigeants de ce pays des positions communes sur toutes les affaires internationales.

Évoquant pour la première fois l'invitation que lui a adressée M. Giscard d'Estaing il y a environ un mois, M. Brejnev a ajouté : « J'ai accepté l'invitation du président Giscard d'Estaing et suis allé en France pour un voyage en France pour un voyage en Allemagne de l'Ouest, dont le principe avait été annoncé il y a quelques semaines. Les discussions législatives ont été interrompues. M. Brejnev et Schmidt ont eu une discussion générale, pour le secrétaire général, pour le souligner que l'U.R.S.S. et la R.F.A. sont prêtes à promouvoir de bonnes relations ».

M. Brejnev a réservé ses critiques les plus vives au Japon. Traitant longuement de l'affaire du 26-27, il a déclaré : « Je ne suis pas satisfait du comportement des autorités nipponnes à l'égard des autorités soviéto-japonaises. Il a semé le doute parmi les Soviétiques en ce qui concerne la sincérité des déclarations qu'ils ont faites à Tokyo à propos du désir de promouvoir de bons rapports avec l'U.R.S.S. ».

JACQUES AMALRIC.

République démocratique allemande Le Vatican envisage de créer une conférence épiscopale autonome

De notre correspondant

Vienna. — Selon des informations de source catholique, le Vatican annoncerait, ce mardi 26 octobre, la création en R.D.A. d'une conférence épiscopale autonome. Cette décision attendue depuis longtemps entraînerait pour la conférence épiscopale allemande, qui a son siège en République fédérale, la perte de compétences juridiques pour le territoire de la R.D.A. La différence des régimes politiques entre les deux États allemands rendait de plus en plus difficiles les travaux de cette conférence, auxquels les évêques de la R.D.A. ne pouvaient plus assister, depuis la construction du mur en 1961.

Ainsi, le Vatican franchit un petit pas supplémentaire en vue d'une normalisation de ses relations avec l'État communiste allemand. Déjà, l'année précédente, les administrateurs apostoliques nommés à Erfurt, à Magdebourg et à Schwerin, diocèses rattachés à la curie de Berlin, ont été nommés par le passé, d'être rattachés à l'évêché de Berlin ayant à sa tête Mgr. Bengsch installé à Tegel, et président de l'ancienne « conférence des ordinaires ».

MANUEL LUCBERT.

(1) L'ordonnance désigne le titulaire des pouvoirs de juridiction (évêque ou administrateur apostolique) sur un diocèse, où il réside. — (N.D.L.P.)

Belgique LE RASSEMBLEMENT WALLON EST MENACÉ D'ÉCLATEMENT

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Un des partis de la majorité, le Rassemblement wallon, est menacé d'éclatement. Le vendredi 22 octobre, la presse a publié, à côté des déclarations d'une conférence de presse du président, M. Gendebien, le désaveu de deux autres membres du parti qui apparemment ont causé le président de l'Union F.S.U. français. Il a demandé à tous les militants de bien réfléchir aux conséquences d'une aussi profonde transformation d'un parti qui a toujours eu pour objectif le rassemblement des Wallons dans le cadre d'un large pluralisme idéologique.

M. Jean Gol, secrétaire d'État à l'économie régionale wallonne, a adopté une position semblable. Il déclare dans un communiqué : « On nous propose (...) un monothéisme politique qui limiterait notre horizon et notre influence. On nous propose de devenir une des multiples chapelles au sein du groupe. On propose aux entreprises wallonnes, qui ont besoin d'innovations, de responsabilités accrues pour tous et de bonne gestion, le mythe de l'autoconservation. (...) »

La crise du Rassemblement wallon était prévue depuis longtemps. Un fossé de plus en plus profond s'était creusé entre les « participationnistes » et ceux qui préféraient voir le parti demeurer dans l'opposition.

Le F.D.P., le Front des francophones bruxellois, parti frère du Rassemblement wallon, se félicite de la prise de position du président Gendebien. Le F.D.P. a toujours regretté la participation depuis juin 1974 du Rassemblement wallon au gouvernement Tindemans.

PIERRE DE VOS.

Chine L'armée joue un rôle essentiel dans la nouvelle organisation du pouvoir

De notre correspondant

Pékin. — Le meeting de masse de la place Tian-An-Men, dimanche, et l'éditorial publié lundi 25 octobre par le Quotidien du peuple n'ont marqué que le début d'une campagne qui se développe maintenant activement à travers la Chine. Quelques thèmes apparaissent déjà clairement.

La condamnation portée contre M. Wang Hong-wen, Chang Chun-chiao, Mme Chiang Ching et M. Yao Wen-yuan va beaucoup plus loin que celle qui avait accompagné la destitution de M. Teng Hsiao-ping. Si leur sort n'a toujours pas été officiellement précisé — aucune décision du comité central les concernant n'a encore été publiée, leurs crimes n'en sont pas moins qualifiés d'« impardonnables » et aucune chance ne leur est apparemment laissée de se « réformer » s'ils en avaient le désir. Le contraste est net avec le cas de l'ancien vice-premier ministre, dont la décision qui le destituait de ses fonctions précédait le 7 avril, qu'il conservait « son appartenance au parti afin de voir comment il allait se conduire à l'avenir ».

Si les textes continuent d'alléguer la fraude régulièrement alléguée à l'approfondissement de la critique contre Teng Hsiao-ping, il est clair, d'autre part, que celle-ci va laisser la place à un nouveau mouvement d'étude par l'exemple négatif, à partir de la dénonciation des quatre dirigeants déchu. Suivant un procédé classique, ce mouvement sera l'occasion d'aborder les sujets les plus divers à propos desquels un besoin de rectification ou seulement d'amélioration du travail se fait sentir. Pour y préparer, les accusations les plus diverses et les moins vraisemblables sont lancées contre les « quatre », la dernière en date étant d'avoir « tout fait pour saper le mouvement de la révolution ».

Il se confirme, d'autre part, qu'une place prépondérante revient à la ligne dans la réorganisation du pouvoir. Un article émanant de l'état-major de l'aviation et publié par le Quotidien du peuple met en évidence les dangers d'un « droit de veto » exercé par les militaires. « Suivant la théorie

marxiste de l'État, l'armée est l'instrument essentiel du pouvoir de l'État ; quiconque veut prendre et conserver le pouvoir de l'État doit disposer d'une armée forte. » L'article ajoute que les « quatre » ont cherché par tous les moyens à saper le travail d'édification de l'armée — ce qui laisse prévoir que ce travail va maintenant pouvoir être repris sur de nouvelles bases.

M. Hua Kuo-feng, cependant, assure de plus en plus pleinement ses fonctions de successeur de Mao Tse-tung. Lundi soir, à l'ouverture des programmes de télévision, son portrait a remplacé celui du président défunt, et le même portrait occupait l'essentiel de la première page du Quotidien du peuple. Des messages de félicitations lui

parviennent de l'étranger, les premiers ayant été, dans l'ordre, ceux du président nord-coréen Kim Il Sung, du chef du P.C. roumain, M. Ceausescu, des dirigeants du Cambodge (qui éprouvent certainement le besoin d'approuver expressément « l'écrasement de la bande des quatre ») et des dirigeants vietnamiens. Sans en tirer de conclusions hâtives, on note que le message des autorités albanaises n'avait pas encore été publié mardi matin, alors que M. Cheku avait été le premier à féliciter M. Hua Kuo-feng, en avril, pour sa nomination au poste de premier ministre.

ALAIN JACOB.

(1) Tatchai, nom d'une commune citée en exemple depuis des années de ce qu'il convient de réaliser sur les plans idéologique et matériel dans les campagnes.

PROCHES DES MAOISTES

Révolution et la Gauche ouvrière et populaire estiment les événements « inquiétants »

Deux organisations d'extrême gauche qui se réfèrent fréquemment à « nos amis de la révolution chinoise » ont publié dans le numéro de leur hebdomadaire commun, l'Outil-révolution, daté du 21 octobre, une déclaration commune qui fait état des réserves et de l'inquiétude que leur inspirent les événements de Chine. Il s'agit de la révolution et de la Gauche ouvrière et populaire (issue de la fusion, en octobre 1975, de l'Unité populaire, ex-F.P.U., maoïste), qui doivent tenir un congrès d'unification les 4 et 5 décembre prochains.

Ces deux mouvements estiment : « Il est du devoir des marxistes révolutionnaires d'affirmer en séparant être un jour démentis sur ce point par le parti communiste chinois — que les événements actuels constituent une véritable inflexion dans l'histoire de la révolution chinoise, lourde de conséquences pour son avenir. En effet, la destination, dans des conditions obscures, d'un groupe de dirigeants responsables du bureau politique du P.C. chinois, doit être

évaluée en fonction de leur rôle et de leur place décisifs à plusieurs points de vue : leurs idées étaient les principales dirigeants issues de la grande révolution culturelle prolétarienne qui restaient au bureau politique du P.C. chinois (...), et parce qu'ils ont été le fer de lance des campagnes récentes contre le révisionnisme, en particulier le vent dévastateur qui représentait par Teng Hsiao-ping.

En raison de ce rôle, leur destitution représente un déplacement du centre de gravité du P.C. chinois, qui favorise le développement de nouvelles tendances révisionnistes, et, en conséquence, une évolution défavorable du rapport de forces au détriment des positions prolétariennes. Cela est vrai quelles que soient les erreurs éventuelles qu'il y a pu commettre le « groupe de Shanghai » (...).

Les conditions dans lesquelles s'ajoute l'ancien groupe dirigeant révisionniste des techniques légitimes. Nous ne sommes pas de ceux qui s'imaginent le socialisme comme un monde sans contradictions. (...) Cela ne nous dispense pas de dire que la forme prise par les affrontements actuels manifeste un recul indéniable des capacités de contrôle de membres du parti communiste chinois et des masses sur les affaires du parti et de l'État, et à plus forte raison des capacités d'intervention directe dans ces domaines. Ce recul ne manifeste-t-il pas les méthodes de résolution des contradictions par des coups de force. Notre attention ne doit pas se relâcher sur ces questions.

Si inquiétants qu'ils soient, les événements actuels ne sont pas décisifs. La Chine n'a pas changé de contenu, la lutte de classes s'y poursuit et se poursuivra. C'est la ligne politique qui est déterminante en tout. »

Inde

Le débat parlementaire sur la réforme de la Constitution s'est ouvert en l'absence des représentants de l'opposition

New-Delhi (Reuter, A.P.F., Times). — Le Parlement a entamé, lundi 25 octobre, en l'absence des représentants des principaux partis de l'opposition, le débat sur la réforme de la Constitution (le Mouvement 2 septembre). Le Mouvement populaire, qui regroupe quatre formations — le parti socialiste, le Parti populaire, le Samyukta Kisan (paysan hindouiste) et les dissidents de droite du parti du Congrès — a boycotté la session spéciale. Les députés du parti communiste marxiste indépendant de l'Assam et de Pékin) ont quitté la Chambre basse pour marquer également leur désapprobation avec le projet gouvernemental.

En présentant ce projet, qui concerne principalement les amendements à la loi fondamentale, le ministre de la justice, M. Gokhale, a assuré qu'il marquerait « une étape importante sur la voie de la réorganisation économique et sociale ». Les amendements, a-t-il dit, garantissent « la suprématie du Parlement » (où le parti gouvernemental détient la majorité absolue) et n'affecteront pas « la dignité et l'indépendance du pouvoir judiciaire et les structures fédérales de l'Union ». En revanche, l'opposition estime que la réforme va limiter les pouvoirs du président de l'Union et des cours d'appel, selon l'expression d'un membre du groupe communiste marxiste, il représente une « tentative pour renforcer l'autoritarisme et la dictature d'un parti ». Cette réforme bénéficie cependant du soutien du parti communiste pro-soviétique. Mais l'un de ses dirigeants, M. Indrajit Gupta, a émis certaines réserves sur plusieurs de ses clauses, en particulier celle qui vise à combattre les « activités antisociales » et qui pourra être utilisée pour restreindre les activités syndicales.

Trois cents intellectuels, anciens hauts fonctionnaires, artistes, écrivains, journalistes, hommes proches de vagues de porte-parole de l'opposition parlementaire, ont signé une pétition affirmant que les modifications constitutionnelles envisagées « minent les fondements démocratiques de la société et de l'État ».

En marge du débat, des membres de l'opposition ont distribué, lundi, devant le Parlement, un télégramme affirmant qu'une cinquantaine de personnes avaient été tuées la semaine dernière, à Muzaffarnagar, à 120 kilomètres au nord de la capitale, lors d'émeutes. Celles-ci auraient éclaté lorsque la police avait

réquisitionné des propriétaires de poussoirs-poussoirs et de débris ambulants de boissons pour les contraindre à se faire stériliser. Un officier de police a déclaré que trente manifestants avaient été tués et soixante-dix policiers blessés. Le gouvernement et la presse indienne n'ont pas rendu compte de ces incidents.

Georges Sufferet et Pierre Chaunu La peste blanche

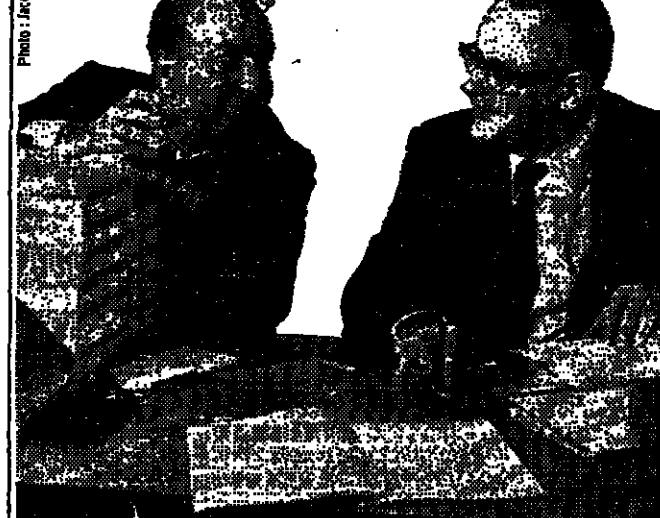
Comment éviter le suicide de l'Occident

« Si ce double toxine ne nous plonge pas dans des abîmes d'épouvante, c'est qu'il est sonné avec une bonne humeur contagieuse. »

Le Nouvel Observateur

« Leur dialogue est superbe de lucidité et d'intelligence informée »

Louis Pauwels — Le Journal du Dimanche



GALLIMARD

LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Le silence des Noirs américains

(Suite de la première page.)

L'histoire n'est pas neuve, elle court le Sud depuis toujours, mais en octobre 1976 elle n'a rien perdu de sa force. On pourrait suspecter cette catégorie de personnes d'être particulièrement racistes. La veille de cette conversation, le *Birmingham Herald* rapportait textuellement les propos tenus par M. Butts, et qui venaient de lui coûter son poste de ministre de l'Agriculture. Les chaînes de télévision nationales se sont refusées à les répéter, et nous laissons ici de côté l'argot pornographique ou scatologique de l'ex-ministre. « Ce que les Noirs veulent, avait dit M. Butts à l'ancien conseiller juridique de M. Nixon, John Dean, à la fin de la convention républicaine de Kansas-City, ce sont trois choses : premièrement un sexe de femme, deuxièmement, des chaussures pas trop serrées, troisièmement, un endroit chaud pour déféquer. C'est tout. » (Le Monde du 6 octobre.)

« J'ai entendu bien pis, nous a dit en souriant un jeune fonctionnaire municipal de Birmingham. Mais les choses ont énormément changé ici. Les gens de cette région sont violents, et pourtant il y a quelques années qu'on ne lynche plus personne... »

En 1857, la Cour suprême des États-Unis affirmait dans l'arrêt *Dred Scott* que les Noirs « étaient considérés comme appartenant à une race inférieure... et inférieure qu'ils n'avaient aucun droit que l'homme blanc fût tenu de respecter ». L'abandon du second principe de cette proposition a permis aux Noirs américains d'acquiescer le statut qu'ils ont aujourd'hui. Beaucoup de Blancs du Sud en revanche ne remettent pas en cause le premier.

Pourtant, quand on évoque ce sujet avec eux, ils s'efforcent de faire comprendre qu'il n'y a pas

que de la haine dans leur rapport avec les Noirs, mais aussi une certaine forme d'affection. Le dialogue n'est jamais facile : ils sont trop persuadés que le monde entier les déteste depuis les événements des années 60 qui ont fait d'eux le symbole du racisme et du conservatisme dans le pays. C'est un complexe qui s'ajoute à beaucoup d'autres : jusqu'à ces dernières années, le Sud s'est senti méprisé pour son retard économique, la faiblesse de son système éducatif, son particularisme linguistique.

« Ne croyez pas tout ce que vous lisez dans la presse, nous dit une dame de l'Eglise baptiste qui, en découvrant des images bibliques, prépare l'école du dimanche, nous avons beaucoup plus de compassion à leur égard que les autres », et un homme d'affaires ajoute : « À l'étranger, vous ne vous rendez sans doute pas compte d'une chose : nous, dans le Sud, nous avons désormais accepté l'idée de vivre avec les Noirs. Je ne crois pas que la haute (dans le Nord ou l'Est) ce soit le cas. »

Le Sud profond, à la différence de l'Ouest ou de villes comme Chicago et New-York, est une vieille société ; une terre refermée sur elle-même dont les fils blancs ou noirs s'expatrient souvent, mais qui accueille très peu d'immigrants. Le recensement de 1970 a montré qu'au Mississippi, par exemple, 14 % seulement de la population était née dans un autre État. Le chiffre était de 9 % en 1940, soit le degré de « mobilité » le plus bas de l'Union.

L'exemple de M. Carter, dont la famille est établie depuis près de deux cents ans dans le même petit coin de Géorgie, est typique. À l'homonogénéité de la population s'ajoutent les effets d'une cohabitation plus poussée que dans le Nord. Dans toutes les petites

villes, mais surtout dans les villages, la ségrégation par quartiers est moins précise, les familles noires et blanches vivent de part et d'autre de la même rue. La grand-mère de l'une soigne les petits-enfants de l'autre, un lien sentimental, même s'il est de type « oncle Tom », existe et dure.

C'est dans cet esprit de famille (le Noir étant considéré comme l'enfant attardé) que s'explique la compassion dont parlait cette dame. Et cela devrait lui paraître d'autant plus positif qu'elle partageait en même temps, malgré elle, et sur un autre plan, l'hostilité générale instinctive à l'égard des Noirs.

L'esclavage a été jadis la domination du Sud en même temps que la clef de sa réussite à l'époque du « roi coton ». L'importance du coton a diminué, les Noirs sont restés. L'histoire du Sud profond a depuis lors été dominée par la volonté de résoudre le problème posé par la présence insupportable des « nègres », dans une conjoncture générale de pauvreté. Le progrès s'abandonne du Sud en même temps que la clef de sa réussite à l'époque du « roi coton ». L'importance du coton a diminué, les Noirs sont restés. L'histoire du Sud profond a depuis lors été dominée par la volonté de résoudre le problème posé par la présence insupportable des « nègres », dans une conjoncture générale de pauvreté. Le progrès s'abandonne du Sud en même temps que la clef de sa réussite à l'époque du « roi coton ».

Le chemin parcouru

Avant d'en arriver là, les Blancs se sont défendus bec et ongles, et les combats d'arrière-garde n'ont pas tous cessé. La « guerre » a commencé en 1957 quand Mme Rosa Parks refusa de céder sa place à un Blanc dans un autobus de Montgomery (Alabama). Quelques heures plus tard, un jeune pasteur récemment installé dans la ville — Martin Luther King — recevait un coup de téléphone sollicitant son appui. Le « mouvement » commençait, non violent d'abord, puis de plus en plus dur.

Pour comprendre la portée symbolique du boycottage des autobus de Montgomery, il faut savoir que les Noirs subissaient à leur plus fréquente humiliations. Les chauffeurs, tous Blancs, accueilleraient les passagers noirs par des épithètes tels que « singe noir », « vache noire », « sala nègre ».

Les Noirs devaient souvent monter à l'avant de l'autobus pour payer leur ticket, ressortir, et remonter à l'arrière pour occuper les places qui leur étaient

réservées. « Le grand feu », raconte un historien (1), consistait à faire descendre le Noir qui venait de payer et à le dériver brusquement, les portes fermées, le laissant sur le trottoir. »

Lorsque les premiers autobus intégrés circulèrent en 1956, ils furent accueillis par des coups de feu, les passagers noirs molestés. Six maisons furent détruites par des explosifs en une seule nuit.

Les premières tentatives pour appliquer l'arrêt de la Cour suprême du 17 mai 1954, contestant globalement la ségrégation dans l'éducation, suscitèrent à Birmingham une série d'attentats à la bombe, des lynchages. Cette décision capitale de la Cour suprême — elle déclencha le branle-bas de la lutte pour les droits civiques dans tout le pays — ne fut complétée qu'une quinzaine d'années plus tard, en 1964, lorsque le président Johnson signa l'acte sur les droits civils, puis en 1965 avec la loi sur le droit de vote, et en 1968 avec la loi sur l'intégration du logement.

Dans le Sud, et surtout en Alabama, l'année 1963 fut la plus terrible. Les chiens lâchés contre les manifestants à Birmingham valurent à cette ville le surnom de « Johannesburg américaine ».

Six petites filles noires furent tuées dans un attentat à l'explosif, ce qui provoqua une indignation nationale. Le Ku-Klux-Klan redevenait actif. C'est cette année-là que le gouverneur Wallace fit une promesse qu'il n'est jamais parvenu à faire oublier : « Au nom du plus grand peuple qui ait jamais vécu sur cette terre, dit-il au cours de son message du 1^{er} janvier, je m'engage dans la poussière du sol, je lance mon gant aux pieds de la tyrannie, et je dis : ségrégation aujourd'hui, demain, ségrégation toujours. »

Après 1963, les émeutes et les exactions allèrent en diminuant, et la promesse de ce qu'il est devenu du racisme fut assez tôt battue en brèche dans le domaine de l'éducation. En 1967, trois cents étudiants noirs suivaient les cours de l'université de Birmingham.

L'État de Géorgie punissait, en 1929, « de l'amende ou du fouet », selon que le coupable était un esclave ou une « personne » (un Blanc ou un « nègre »), toute tentative « d'appréhender à un esclave, à un nègre ou à une personne de couleur affranchie, à lire ou à écrire ». Les nécessités du développement économique et les effets de la religion adoucèrent progressivement ces préventions obscures. Au lendemain de la guerre de Sécession, pendant la période dite de la reconstruction du Sud, les « libéraux » et les « philanthropes » avaient favo-

(1) Janet Stevens *The Montgomery bus boycott*, cité par Neal Pierce in *The Deep South States of America*.

risé la création d'écoles techniques pour les Noirs. Celle de Tuskegee, fondée en 1881 près de Montgomery, fut dirigée par Booker T. Washington, qui a marqué un tournant de l'histoire des races aux États-Unis. Washington, aujourd'hui considéré comme un affreux collaborationniste par les Noirs militants, était l'auteur d'une théorie de la division du travail et de la culture, connue sous le nom de « compromis d'Atlanta », qui fit croire un moment à l'Amérique blanche que le problème racial était résolu.

La suite des événements montra que la communauté noire n'était pas disposée à se soumettre à ce que l'on considérait comme étant sa « destinée manifeste ». Aujourd'hui, contrairement à ce que l'on pourrait croire, l'intégration en matière d'éducation est plus avancée dans le Sud que dans le Nord. Cela est notamment dû au fait qu'il y a eu plus de progrès dans le Sud que dans le Nord. Or, les « déségrégations » résultant d'ordonnances judiciaires sont généralement plus complètes que celles qui ont pour origine des initiatives spontanées. Selon le dernier rapport de la Commission des droits civils (organisme indépendant créé par le Congrès en 1957) 90 % des écoles noires du pays sont dans des écoles à 90 % noires, contre 15 % dans le Sud. De la même façon, les districts scolaires des grandes villes sont moins intégrés que ceux des petites agglomérations — très nombreuses au Sud.

La riposte des Blancs

Les conditions locales sont déterminantes dans l'application harmonieuse du programme de déségrégation. La Commission des droits civils souligne dans son rapport que l'attitude des administrations scolaires concernées, des autorités locales, des organisations civiques ou de parents, de la police et de la presse, sont autant de facteurs décisifs pour le succès ou l'échec de cette politique. Le rapport montre que les premiers intéressés, les enfants, sont ceux qui posent le moins de problèmes. Ils s'adaptent généralement bien à leurs nouvelles classes et paraissent en grande partie libérés des préjugés racistes de leurs parents. La Commission des droits civils a conclu qu'à deux exceptions majeures, Boston (Massachusetts) et Louisville (Kentucky), la déségrégation scolaire se passait bien dans l'ensemble du pays.

Les partisans de la déségrégation qui composent cette commission sont sûrement trop optimistes. La déségrégation est loin d'être complète et bien peu contraignante. Dans une ville comme Birmingham, les déplacements de populations vont plus vite que la

mise en place d'écoles intégrées. « Nous sommes depuis 1972 sous le coup d'une ordonnance judiciaire qui nous impose de mener à bien la déségrégation, nous a expliqué M. John Kalopodis, adjoint au directeur de l'administration scolaire de la ville. Depuis, l'Association nationale pour la promotion des gens de couleur (N.A.A.C.P.) a introduit de nouvelles actions en justice qui ont abouti à un renforcement de ces mesures. Mais, entre 1972 et aujourd'hui, des quartiers entiers, qui étaient à majorité blanche, sont devenus majoritairement noirs. Les Blancs sont partis vers les banlieues, et, cette année, à 70 %, la population scolaire de Birmingham est noire. Nous avons intégré une trentaine d'écoles, affirme M. Kalopodis, mais dans certains cas ce serait déjà à recommencer. Pour faire davantage, il faudrait mélanger plusieurs districts scolaires, recourir au busing. Et cela, la population, qu'elle soit noire ou blanche, n'en veut à aucun prix. »

Le busing ne réduisait en rien le phénomène des écoles privées, dont les tarifs élevés et les conditions d'admission recréent la ségrégation dans l'enseignement. En 1972, on estimait qu'environ cinq cent mille élèves blancs suivaient les cours d'écoles privées dans les différents États du Sud. Le taux annuel d'augmentation de leurs effectifs était à l'époque de 242 %. Dans ces conditions, la déségrégation reste un mythe.

Qu'en pensent les Noirs ? Ils ont appris depuis longtemps à ne pas dire ce qu'ils pensent. Tout Blanc est un homme « de l'autre monde », en qui on ne peut avoir confiance, à moins de l'avoir vu vivre pendant des semaines ou des mois. L'établissement noir (la ville a un conseiller municipal noir : un Noir s'est fait élire à la législature de l'État) ne fournit que des réponses conformistes : il est entendu que les choses ont bien changé, que d'énormes progrès ont été faits (« il y a maintenant des secrétaires noires... », nous a dit très librement un employé d'une administration municipale). On ajoute que l'heure de la confrontation violente est passée. Mais il y a bien sûr encore beaucoup à faire.

L'homme de la rue est plus sincère. « Je préfère être ici que dans le Nord, affirmait un jeune vendeur d'un magasin du centre de la ville, tacitement, mais sûrement, réservé aux Noirs. Ici les choses sont nettes, tout le monde sait que les Blancs ne veulent avoir absolument rien de commun avec nous. Dans l'Est, ils prétendent le contraire, mais c'est de l'hypocrisie. »

ALAIN-MARIE CARRON.

Prochain article :

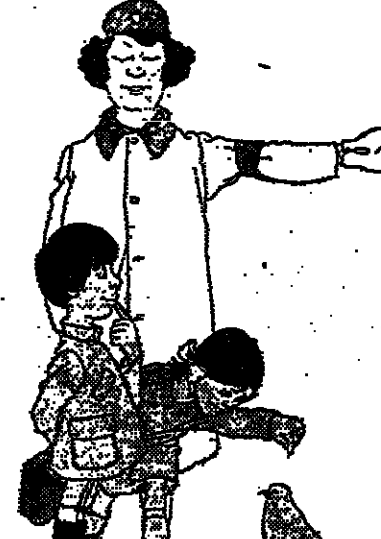
Ceux qui « s'en sortent »

Résidence Talleyrand
Lutry-Lausanne, Suisse




A VENDRE
appartements de haut standing sur les bords du lac entre Genève et Montreux
en nom propre ou en société anonyme, avec autorisation de vente aux étrangers jusqu'à fin 1976, larges crédits à 6,5%
pour renseignements confidentiels : M. Hess service des ventes
Régie Immobilière SA
télé : 24 226 144 (021) 22 18 52
case postale 29
11, Métropole 1000 Lausanne 9


Ils vont à la Maternelle
Habitez le Nouveau Monde
Sur la Rive gauche
au cœur du 13^e



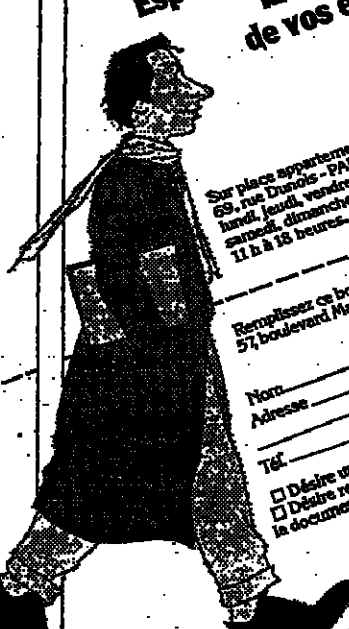
Ils vont à l'école primaire
Habitez le Nouveau Monde
au cœur du 13^e
Un appartement avec verrière
Un vaste séjour, le silence.
4.600 F le m²



Ils vont au lycée
Habitez le Nouveau Monde
au cœur du 13^e
4.600 F le m²
à prix fermes et définitifs
Le Centre Commercial à deux pas,
la piscine, bientôt la piscine,
Le 5^e arrondissement à côté.



Il est en fac
Habitez le Nouveau Monde
au cœur du 13^e
4.600 F le m²
Espace privilégié pour toute
la scolarité
de vos enfants.



Sur place appartement modèle
57 rue Dumas - Paris 13^e - Tél. 583.99.22
Ouvert tous les jours de 14 h à 18 h
Samedi, dimanche et jours fériés de
11 h à 18 heures

Remplissez ce bon et retournez-le à l'O.C.I.
57, boulevard Malesherbes 75008 PARIS

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Tél. _____

☐ Désire en voir un
☐ Désire en acheter un
☐ Désire en louer un
Le document "Le Nouveau Monde"

O.C.I.
57, boulevard Malesherbes
75008 PARIS
Tél. 583.99.22 et 582.67.10

1504-6440

DIPLOMATIE

LE VOYAGE OFFICIEL DU ROI JUAN CARLOS

De nouveaux accords de coopération technique doivent être conclus entre Paris et Madrid

Le roi Juan Carlos et la reine Sophie d'Espagne sont attendus en voyage officiel en France du mercredi 27 octobre au vendredi 29 au soir. On s'attache à cette visite, du côté français, une importance toute particulière, qu'il illustre le fait que le président de la République ait adressé à cette occasion, lundi soir, un message au peuple espagnol sur les ondes de la télévision d'Espagne.

« La France suit avec une attention sympathique et les initiatives et les efforts du roi Juan Carlos. Elle souhaite ardemment le succès », a notamment déclaré le chef de l'Etat, qui a exprimé en outre le « désir de fructifier dans l'Espagne un véritable partenariat avec qui nous souhaitons progresser ensemble ».

La future place de l'Espagne dans la construction européenne devrait être au centre des entretiens, alors que l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne est avant tout condition-

née par les perspectives d'instauration d'un système parlementaire comportant des élections libres. En corollaire, l'évolution de la situation dans le bassin méditerranéen, dont les dirigeants français formulent traditionnellement le vœu qu'il se transforme en un « lac de paix », devrait être passée en revue.

Les questions bilatérales seront évoquées, mais pas tant sur le plan économique, alors qu'aucun marché particulier n'est, dit-on, envisagé, que sur les plans de la coopération industrielle et scientifique. La collaboration entre les deux pays est déjà très importante, en particulier dans les domaines de l'électronique, de l'aéronautique, de l'électronique et la construction navale.

Cet aspect technique du voyage royal se traduira par une visite à l'école polytechnique, où Juan Carlos fera aux élèves un exposé, à l'usine électronique Thomson-CSF, aux futures installations nucléaires d'enrichissement de l'uranium de Tricastin.

Les affaires de défense ne se-

ront pas ignorées, puisque le sou-

verain se rendra au plateau d'

Aubion, où sont implantées les

unités de tir des fusées à tête

nucléaire. On ne peut écarter à

ce propos que les perspectives de

l'association de l'Espagne à

l'OTAN soient abordées.

Ce voyage survient pourtant à

un moment délicat dans les rela-

tions entre les deux pays. Il n'est

pas exagéré de dire que le voyage

en France n'a été maintenu que

par suite de l'insistance person-

nelle du roi Juan Carlos. Une

forte polémique a éclaté, le 10

octobre, à l'occasion de la publi-

cation d'un communiqué officiel

de la police, le jour même de

l'assassinat, le 1^{er} octobre 1975,

de quatre policiers madrilènes,

ainsi que les nombreux attentats

à la bombe commis simultanément

dans plusieurs villes d'Espagne, le

18 juillet dernier, contre des

monuments officiels.

Parmi les quarante-trois per-

sonnes qui ont été détenues, seize

ont été interpellées à Barcelone,

vingt-deux en Galice et cinq à

Madrid, précise la police.

Les groupes de résistance anti-

fasciste 1^{er}-Octobre seraient, selon

la police, une branche du parti

communiste d'Espagne reconstitué

de tendance maoïste.

ARRESTATION DE QUARANTE-TROIS PERSONNES SOUPÇONNÉES D'APPARTENIR A UN MOUVEMENT MAOÏSTE

Madrid (A.F.P.). — Quarante-trois personnes soupçonnées d'appartenir aux groupes de résistance antifasciste 1^{er}-Octobre (de tendance maoïste) ont été arrêtées, annonce un communiqué officiel de la police, le jour même de l'assassinat, le 1^{er} octobre 1975, de quatre policiers madrilènes, ainsi que les nombreux attentats à la bombe commis simultanément dans plusieurs villes d'Espagne, le 18 juillet dernier, contre des monuments officiels.

Parmi les quarante-trois per-

sonnes qui ont été détenues, seize

ont été interpellées à Barcelone,

vingt-deux en Galice et cinq à

Madrid, précise la police.

Les groupes de résistance anti-

fasciste 1^{er}-Octobre seraient, selon

la police, une branche du parti

communiste d'Espagne reconstitué

de tendance maoïste.

Mgr LEBEVRE : la mort de Franco a été un grand malheur

Madrid, 26 octobre (A.F.P.). — La mort de Franco, la prolifération d'attentats, les révoltes militaires et la continuelle évolution politique vers la gauche pour- raient conduire à une nouvelle guerre civile en Espagne, a déclaréMgr Lefebvre dans une interview accordée au correspondant en Allemagne de l'Ouest du quotidien espagnol *Diario 16* et publiée lundi 26 octobre.

« Pour l'Espagne, la mort de Franco a été évidemment un grand malheur », a d'autre part ajoutéMgr Lefebvre, qui a annoncé qu'il se rendrait à « l'extérieur en Espagne s'il y était invité ».

A PARIS ET DANS LA BANLIEUE

Plusieurs attentats ont été commis contre des banques et des sociétés en relation avec des firmes espagnoles

Une organisation s'intitulant les Commandes Puig-Antich-Orlitz-Sole, vient de revendiquer (1) dans un communiqué, trois attentats commis contre trois entreprises industrielles et commerciales de la région parisienne pendant la nuit du dimanche 24 au lundi 25 octobre. Les bombes avaient été déposées devant les portes de la société Rives (fabrique de vis et de rivets), 71, avenue de Saint-Mandé, à Paris (12^e) ; la société B.O.A. (fabrique de matériel de bureau), 13, rue Jules-Perry, à Boulogne (Hauts-de-Seine), et une firme de machines-outils, les établissements Jacques Rumps et Cie, 177, rue Edouard-Rodière, à Pierrefitte (Seine-Saint-Denis). Ces trois firmes avaient des relations commerciales avec des entreprises espagnoles.

Les bombes, dont la nature n'a pas encore été précisée par les experts du laboratoire municipal, étaient de forte puissance ; elles ont provoqué de graves dégâts, notamment à Boulogne, où cinq personnes ont été légèrement blessées.

Trente et une personnes sont assignées à résidence

D'autre part, deux attentats ont été commis pendant la nuit du 25 au 26 octobre à Paris, dans le 16^e arrondissement. Le 1^{er}, vers 2 h. 40 du matin, visait un établissement bancaire espagnol, la banque Pastor, 21, avenue Mozart ; un engin de nature encore indéterminée, placé sur le trottoir, a fait explosion, provoquant des dégâts matériels importants. La seconde s'est produite peu avant 4 heures, devant une agence du Crédit lyonnais, 96, avenue d'Iéna. La déflagration n'a provoqué que de légers dégâts.

Trente et un Basques espagnols en France ont été interpellés lundi 25 octobre, dans la région parisienne et dans les Pyrénées-Atlantiques, avant la venue à Paris du roi d'Espagne Juan Carlos. Ces trente et un personnes, dont l'écrivain José Luis de Villalonga et le chanteur Carlos Andreu — seront assignées à résidence à l'île d'Yeu, à Belle-Ile-sur-Mer et à l'île de Ré pendant tout le séjour en France du roi d'Espagne. Enfin, pour les mêmes raisons, soixante Basques espagnols résidant à Paris, dans la région parisienne et dans les Pyrénées-Atlantiques, seront tenus de se présenter deux fois par jour au commissariat de leur localité.

(1) Il s'agit de trois attentats commis contre des entreprises espagnoles ; le premier Salvador Puig Antich, avait été exécuté le 2 mars 1974 ; les deux autres avaient été condamnés à de très lourdes peines de prison le mois de juillet de cette même année.

AFRIQUE

LA NÉGOCIATION DE GENÈVE SUR LA RHODÉSIE

M. Smith et les nationalistes noirs campent sur leurs positions

De notre envoyé spécial

Genève. — Moins de quarante-huit heures avant l'ouverture de la conférence sur la Rhodésie, qui n'est en mesure d'être lancée que si les deux camps s'accrochent à leurs positions officielles, jeudi 26 octobre, au Palais des Nations.

Certes les rencontres officielles et officieuses se multiplient, de même que les déclarations. La délégation du gouvernement minoritaire blanc de Salisbury et les quatre délégations nationalistes sont d'accord sur la nécessité de brûler les étapes et d'en finir au plus vite. Mais si M. Smith et ses amis pensent ainsi, c'est parce qu'ils estiment, au fond, toute véritable discussion impossible avec leurs interlocuteurs noirs. De leur côté, les Africains considèrent que le marché de la décolonisation doit être irréversible, et que donc rien de ce qui pourrait faire obstacle à l'accession de la Rhodésie à l'indépendance ne doit être toléré.

La décision des Britanniques, maîtres d'œuvre de la rencontre, laisse encore, avec un statut qui reste encore à déterminer, aux représentants de l'Organisation de l'unité africaine, du Commonwealth et des cinq pays de « la ligne de front » (Angola, Mozambique, Zambie, Tansanie et Botswana), à susciter ici un timide regain d'optimisme. De même, après la confirmation, qui paraît avoir régné durant le week-end, les modestes paroles d'espoir prononcées lundi soir par M. Ivor Richard, chef de la délégation britannique, après un entretien de deux heures avec M. M. Nkomo et M. Mugabe, qui font figure d'éléments intranquillants, ont quelque peu détendu l'atmosphère.

Il est pourtant permis de se demander si cette nouvelle session du nombre des participants de la conférence ne correspond pas à une véritable « fuite en avant ». En agissant ainsi, le gouvernement de Sa Majesté s'est-il seulement cherché à acquiescer des appuis diplomatiques supplémentaires ? Le rôle que le ministre mauricien des affaires étrangères, M. J. Manasseh, a joué, l'O.U.A., prétend jouer, notamment en voulant convaincre les représentants des quatre tentatives nationalistes noires de la nécessité d'harmoniser leurs points de vue, pourrait le laisser croire. Ou bien, les Britanniques cherchent-ils à diversifier les partenaires pour ne pas être seuls à endosser la responsabilité d'un échec qu'ils estiment inévitable ?

En tout cas, l'ensemble des désaccords persiste et chacun se prépare à l'extérieur du pays, à déclarer, lundi 26 octobre, à Paris, M. Eric Mtsali, membre du Congrès national africain (A.N.C.) d'Afrique du Sud, au cours d'une conférence tenue dans les locaux du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour le paix (MRAP). « L'A.N.C. soutient les mouvements étudiants et ouvriers noirs contre l'apartheid, car leur lutte est juste », a-t-il déclaré. « Il n'y a pas de communisme en Afrique du Sud. Le seul véritable ennemi du peuple noir est le régime d'apartheid, dans le cadre d'un mouvement général de décolonisation africaine au vingtième siècle ».

Le MRAP a appelé à un rassemblement de protestation contre la politique d'apartheid devant le Quai d'Orsay, ce mardi 26 octobre, à 18 heures. Le mouvement organisera, pendant trois semaines, une tournée d'information sur les problèmes d'Afrique australe dans douze villes françaises.

Zimbabwe et c'est pourquoi ils ont appelé la population noire, placée sous la domination du « gouvernement rebelle de Salisbury », au soulèvement général. M. Nkomo fait dans ces circonstances figure de vedette. A la fois parce que sa stature athlétique ne passe pas inaperçue et parce que son « image » de modéré passé dans le camp des « blancs » impressionne ses interlocuteurs.

Il est difficile de constater que des divergences persistent au sein même du camp africain, mais une forme de regroupement s'est esquissée, de façon formelle, entre M. M. Nkomo et M. Mugabe, et, plus timidement, entre le pasteur Sithole et l'évêque Muzorewa. Enfin, tous les Africains sont unanimes tant sur l'indépendance que sur le principe du gouvernement de la majorité, reposant à une date ultérieure l'inévitable question du partage du pouvoir entre eux.

Aucune illusion ne saurait être entretenue sur la marge de manœuvre extrêmement réduite de M. Ian Smith. Il a lancé, lundi soir, un appel en direction de M. Kissinger invité à « clarifier la situation ». Or, le secrétaire d'Etat avait, la veille, fait marche arrière, en disant que son plan de transfert progressif du pouvoir constituait encore une formule définitive qu'un simple élément de négociation. « Kissinger a vendu sous une même étiquette deux marchandises différentes à ses interlocuteurs, selon qu'ils étaient blancs ou noirs », ont-ils dit. Le premier ministre rhodésien, le secrétaire d'Etat américain ne cherchent-ils donc, en fin de compte, qu'à gagner du temps ? C'est en tout ce que sont concrets à croire les délégués africains, impatientes, pour la plupart, de quitter Genève.

PHILIPPE DECKRAENE.

M. Gérard-Léon Farge, plan- teur de café français, installé depuis seize mois en Rhodésie, a été tué par une explosion, lundi 25 octobre, dans sa propriété proche de la frontière du Mozambique. Au printemps dernier, M. Farge avait participé à une commission de médiation française et rencontré l'envoyé spécial du Monde (le Monde du 27 avril).

République Sud-Africaine NOUS PRÉPARONS LA LUTTE ARMÉE A L'INTÉRIEUR ET A L'EXTÉRIEUR DU PAYS déclare un responsable de l'A.N.C.

« La lutte armée est la seule façon de renverser la suprématie blanche en Afrique du Sud et nous la préparons à l'intérieur comme à l'extérieur du pays », a déclaré, lundi 25 octobre, à Paris, M. Eric Mtsali, membre du Congrès national africain (A.N.C.) d'Afrique du Sud, au cours d'une conférence tenue dans les locaux du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour le paix (MRAP). « L'A.N.C. soutient les mouvements étudiants et ouvriers noirs contre l'apartheid, car leur lutte est juste », a-t-il déclaré. « Il n'y a pas de communisme en Afrique du Sud. Le seul véritable ennemi du peuple noir est le régime d'apartheid, dans le cadre d'un mouvement général de décolonisation africaine au vingtième siècle ».

Le MRAP a appelé à un rassemblement de protestation contre la politique d'apartheid devant le Quai d'Orsay, ce mardi 26 octobre, à 18 heures. Le mouvement organisera, pendant trois semaines, une tournée d'information sur les problèmes d'Afrique australe dans douze villes françaises.

Transkei

Aux cérémonies de l'indépendance

M. Matanzima appelle « tous les pays impartiaux » à reconnaître le nouvel État

De notre envoyée spéciale

Umtata. — Solennels, deux régiments pénètrent dans le stade. Un campé de Blancs celui de la garde personnelle du président de la République Sud-Africaine, le second d'Africains, celui de l'armée du Transkei. Cent coups de canon retentissent. Les « Oye » de la foule. *Die Stem*, l'hymne sud-africain, retentit, tandis que le drapeau de Pretoria descend du mât et que monte lentement le nouveau drapeau, le *Nkosi Sikeleli Afrika*, est repris en cœur par trente mille spectateurs.

Le Transkei est indépendant, n'en déplaise au monde entier. M. Matanzima reçoit, mardi 26 octobre, peu après zéro heure, la dévolution du pouvoir. Des mains du président de la République Sud-Africaine, M. Nicholas Diederichs. « Notre Constitution, dit-il, en est une preuve évidente ». L'indépendance de tous ceux qui adoptent l'attitude de saint Thomas. Si le monde ne peut, ou ne veut pas, accepter le simple langage légal et constitutionnel des faits, l'Afrique du Sud et le Transkei ne pourront pas en être bédiamés.

Dans les tribunes, les chefs d'Etat et de gouvernement brillent par leur absence. Mais de nombreux « invités personnels » venus principalement d'Amérique latine, mais aussi d'Europe, assistent à la cérémonie. A quelques pas d'un général uruguayen, des députés et politiciens italiens, allemands, suisses, et français (M. Charles Ceyrac et Jean Chaboud, députés U.D.R. ; M. Farge avait participé à une commission de médiation française et rencontré l'envoyé spécial du Monde (le Monde du 27 avril)).

Il n'a pas resté pas moins qu'une reconnaissance ferait bien l'affaire de M. Matanzima. Son discours prend le tour d'un plaidoyer. « Nous sommes prêts à assurer les responsabilités d'un Etat, à-t-il dit ».

« Le Transkei a des frontières délimitées... possède à l'intérieur de celles-ci une population permanente de deux millions d'habitants et bénéficie d'un développement stable ». En conséquence, je demande aux pays impartiaux de reconnaître le Transkei. Je fais appel en particulier à la Grande-Bretagne, nation-mère... »

On a prétendu dans certains milieux que notre indépendance est un élément essentiel de la paix en Afrique du Sud. Si cette allégation sous-entend que le Transkei accepte ou soutient activement la discrimination raciale, je dois la récuser. Par contre, si elle laisse entendre que notre indépendance est un élément essentiel pour une République Sud-Africaine s'efforçant de réaliser ses propres buts de développement, dans le cadre d'un mouvement général de décolonisation africaine au vingtième siècle, je la soutiens.

alors dans ce cas je l'approuve sincèrement.

Oubliant que son gouvernement a approuvé une Constitution qui reprend la loi contre les mariages mixtes et l'immorality Act qui condamne les rapports sexuels entre gens de races différentes, il déclare : « Nous continuerons une politique non raciste ». Rassurant, il promet un pays « démocratique et pacifique ». « Nous persévérons, dit-il, dans un développement suivant les données pacifiques, puisque pour nous une révolution suivant les principes marxistes est aussi hors de propos qu'indésirable... » — C.C.

UN « CHEF SUPRÊME » DEVENU PREMIER MINISTRE

Premier ministre du Transkei depuis 1963, année de l'accession du territoire à l'autonomie, M. Kaiser Matanzima a la réputation d'être un politicien habile, quelque peu démagogue, à qui le pouvoir a apporté fortune et honneur. Il y a quelque temps, un ans d'une branche mineure de la famille royale Tambu, rattachée à l'ethnie Xhosa, Kaiser Matanzima fut élevé dans le strict respect des traditions de sa tribu. Après des études de sciences politiques et de droit à l'université pour Noirs de Fort Hare, il succéda à son père comme chef tribal du Tambu-land, puis siège à la Bunga, le conseil consultatif institué en 1964.

S'il a perdu quelque temps tenu par le nationalisme africain, tel que le prônait alors l'A.N.C., il s'est vite rallié à un « nationalisme xhosa » plus conforme à son éducation et à ses idées. Il s'écartera alors de l'orthodoxie de la voie suivie par l'A.N.C. : les anciens, Nelson Mandela, membre comme lui de la famille Tambu, futur président de l'A.N.C., qui purge depuis douze ans une peine de prison à vie au bagne de Robbenland.

De 1962 à 1964, Kaiser Matanzima délaissa la politique et devint procureur à Umtata, capitale du territoire. Quatre ans après son retour au sein de la Bunga, il est nommé « chef suprême » du territoire, qu'il dirige ensuite, avec fermeté, comme premier ministre, aidé de son frère Georges, puissant ministre de la justice.

CONTROL DATA

premier constructeur mondial de super-ordinateurs forme, dans son Institut

PROGRAMMEURS

en 4 mois 1/2

ANALYSTES FONCTIONNELS

en 5 semaines

TECHNICIENS DE MAINTENANCE

en 6 mois 1/2

Pour conditions et dates d'interviews Appelez dès maintenant M. Magnan au 583.46.72 (en P.C.V. de province) Vous pouvez aussi lui écrire ou venir nous voir

INSTITUT PRIVE CONTROL DATA
46, rue Albert 75013 PARIS
Tel. 583.46.72

100 salons cuir en exposition

CUIR CENTER

Pour la première fois en France un grand magasin se spécialise dans le siège cuir. Il peut enfin offrir des prix qui mettent le cuir véritable au prix du tissu.

176 à 182 boulevard de Charonne 75020 PARIS
Tel. 373.36.13/35.68/35.69 - Parking dans l'immeuble

le cuir défie le temps
le cuir center défie les prix

SULLY
le salon cuir 5 places : 5800 f.
le canapé 3 places 240 x 82 x 80
le canapé 2 places 175 x 82 x 80

150

150

AFRIQUE

LE TRANSKEI AU BAN DES NATIONS

II. — Citoyens ou apatrides

De notre envoyée spéciale CHRISTIANE CHOMBEAU

L'accession du Transkei à l'indépendance est dans la logique du « développement séparé » — ou « apartheid » — selon lequel les diverses ethnies de la République Sud-Africaine sont appelées à occuper des territoires distincts. Toutefois, les terres réservées à cet effet ont, depuis un demi-siècle, fait apparaître que la communauté blanche se réservait l'essentiel des ressources du pays. Plusieurs chefs de Bantoustans se sont d'ailleurs refusés à cautionner l'indépendance du nouvel État et ont vivement attaqué son chef, M. Kaiser Matanzima (« le Monde » du 26 octobre).

Umtata. — Accrochés devant leur hutte ronde, impassibles, des vieillards xhosa tiennent voluptueusement de petites bouteilles de leur pipe en bois au manche démesuré long. Tout près, des enfants jouent avec de la terre encore humide du dernier orage. Patiemment, ils attendent le retour de la mère. Celle-ci, à plusieurs kilomètres de là, rassemble le bétail (bovins, ovins) qui pâture librement sur les coteaux, à moins qu'elle ne travaille encore aux champs.

Le père ne rentrera pas ce soir. Plus que cela, d'ailleurs. Depuis plusieurs années, les devoirs du diable par la queue pour nourrir sa famille, il travaille en zone blanche. Régulièrement, il envoie de l'argent au village, à la fin de chaque contrat (un an en moyenne). Il fait une visite aux siens, mais repart en général aussitôt.

Telle est la vie d'un nombre croissant de familles dans ce Bantoustan, grand comme le Danemark avec ses 43 798 kilomètres carrés. On évalue à trois cent cinquante mille le nombre de ces hommes qui, contractés en poche, partent travailler de façon temporaire en dehors du Transkei. Leur rôle dans l'économie du pays est décisif. Le rapatriement de leurs gains représente actuellement 70 % du revenu national.

Le Transkei est pauvre. Il ne bénéficie pas, comme la République voisine, de richesses mini-

nières. Son sous-sol ne recèle guère que de faibles gisements de soufre, de nickel, de platine, de charbon encore inexploités. De plus, son infrastructure est très insuffisante : 200 kilomètres de chemin de fer reliant Umtata, la capitale, à East-London, sur l'océan Indien, 800 kilomètres de routes en partie goudronnées, aucun port en eau profonde.

Malgré les efforts de ces derniers mois, le bourdonnement incessant des camions et bulldozers qui élargissent les accès routiers d'Umtata et terminent l'aéroport international K. S. I. S. Matanzima, beaucoup restera à faire après les célébrations de l'indépendance.

De nombreuses années s'écouleront avant que le jeune État, dont le nom signifie « au-delà de la rivière Kei », puisse couper le cordon ombilical qui le relie à l'Afrique du Sud. Un coup d'œil au budget 1976-1977 donne un aperçu de cette dépendance : sur 135 millions de rands (1, 22 p. 100), 125 millions sont destinés à l'achat de biens et services fournis par le gouvernement de Pretoria (le solde étant composé de prêts étrangers et d'un report de l'exercice antérieur).

Une réforme agraire s'impose. Elle permettrait le regroupement des lopins de terre, répandrait l'enseignement des procédés modernes et des moyens de lutte contre l'érosion, principal fléau dans ce pays où tombe en moyenne chaque année un mètre de pluie. Mais elle demanderait de bousculer des traditions tribales, ce à quoi ne semblent tenir ni les représentants de l'Afrique du Sud ni le gouvernement transkeien, qui depuis des années s'appuient sur ces structures. L'un et l'autre préfèrent agir avec prudence : à côté du secteur traditionnel, ils soutiennent depuis quelques années la création de grandes exploitations de thé, de café ou de fibres végétales.

Mais c'est surtout vers l'industrie et le commerce que les deux gouvernements orientent leurs efforts. « En 76, nous

Agriculteurs de tradition, les deux tiers du million neuf cent mille Transkeiens résidant dans le pays vivent tant bien que mal des produits de la terre et de l'élevage. L'exiguïté des champs (95 % ont une superficie inférieure à 11 acres) et les méthodes agricoles archaïques réduisent sévèrement les rendements. « Les Transkeiens, qui sont estimés à 1,3 million, de têtes pour les bovins, 2,5 millions pour les ovins et 125 millions pour les caprins, pourraient être très facilement doublés avec des procédés de fourrage plus adaptés », explique un conseiller économique sud-africain du gouvernement d'Umtata. Toujours selon lui, le Transkei, qui aujourd'hui doit importer du maïs, pourrait se transformer en base de l'alimentation africaine, pourvu qu'il adopte des méthodes appropriées pour doubler sa production et exporter ses surplus.

« La production moyenne, dit-il, a été de 3,5 sacs par hectare en 1975. Pendant cette même période et dans les mêmes conditions climatiques, les élèves d'un collège technique sont parvenus à récolter 35 sacs. »

« Soweto à la campagne »

dit un expert blanc de la Khosa Development Corporation, organisme créé en 1968 pour attirer les investissements et susciter l'industrialisation. « 50 % de la population active du Transkei travaillera dans le secteur industriel ». Son souhait : faire du Transkei un « nouveau Soweto ». On en est encore loin, mais le gouvernement d'Umtata voit grand. Déjà, deux zones industrielles sont créées près de la capitale (vingt-cinq mille habitants) et de Butterworth (vingt mille habitants). Le paysage est trop familier : d'un côté un immense terrain vague où ont

quelques entreprises se sont installées, de l'autre des allées rectilignes, non goudronnées, bordées de maisons identiques. « On nous construit des Soweto à la campagne », commente M. Knowledge Guzana, leader de l'opposition officielle, le New Democratic Party. Il condamne la politique du gouvernement, qui, nous dit-il, néglige le secteur agricole.

Le nouveau Transkei ne dispose aujourd'hui que de trois usines alimentaires, une demi-douzaine d'entreprises de textile et de cuir et sept scieries ou fabriques de meubles.

En dix ans, la Khosa Development Corporation est à peine parvenue à créer quinze mille emplois, alors que chaque année vingt-cinq mille trois cents personnes entrent sur le marché du travail. Cela explique que les bureaux de recrutement, en plein centre d'Umtata, de Anglo American Corporation ou de la chambre des mines, pour des emplois en Afrique du Sud, ne manquent pas de candidats.

Le gouvernement sud-africain et avec lui le gouvernement transkeien ne perdent cependant pas espoir d'attirer les capitaux étrangers. Depuis plusieurs mois, des placards publicitaires de la Khosa Development Corporation (qui deviendra, le 26 octobre, la Transkei Development Corporation) inondent la presse internationale de propositions alléchantes : prêts à des taux déclinant toute concurrence (2,5 %), réductions d'impôts importantes, abattements divers, tarifs préférentiels, etc. D'autre part, pour rassurer les industriels étrangers, Pretoria garantit contre toute nationalisation les investissements effectués dans le Transkei indépendant.

Plusieurs délégations transkeiennes ont parcouru l'Europe et l'Amérique à la recherche de capitaux. De passage à Paris, il y a quelques mois, M. George Matanzima, ministre de la Justice, a ainsi rencontré plusieurs investisseurs potentiels.

Une opposition durement réprimée

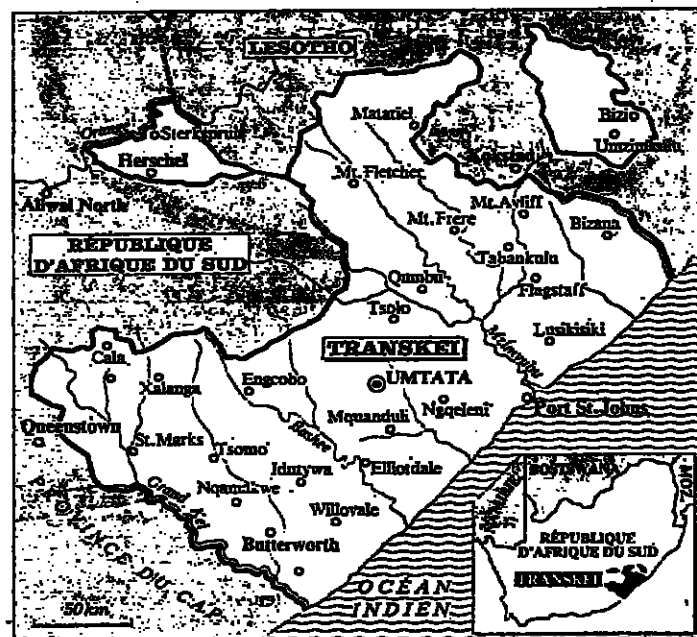
« Investir au Transkei actuellement revient à une reconnaissance de la politique d'apartheid », nous déclarait il y a quelques temps M. Hector Nkomo, président du Democratic Party, autre formation d'opposition. Quelques semaines plus tard, il était arrêté par la police de M. Matanzima, en application de la proclamation de l'article 40. « Je ne puis accepter l'indépendance du Transkei, expliquait-il, je suis né dans la région, à Engcobo, mais je me considère comme sud-africain. » Cette prise de position a trouvé un écho dans le Bantoustan, surtout parmi les jeunes urbanisés, qui, suivant l'exemple de leurs frères de Soweto, se sont à leur tour révoltés au collège de Lady Frere, incendiant des véhicules du gouvernement transkeien.

À l'extérieur, d'autres voix se sont élevées contre l'indépendance : celles d'un million trois cent mille hommes et femmes qui vivent dans les zones dites « blanches » et qui, le 26 octobre, perdront tout droit à la nationalité sud-africaine parce qu'ils parlent xhosa. La plupart n'ont jamais eu de lien avec le Bantoustan, mais la politique d'apartheid leur a permis de s'enrichir.

Longtemps, cette question de

citoyenneté a été discutée entre les gouvernements sud-africain et transkeien, lorsque, enfin, les deux partenaires ont décidé de classer le dossier. M. Matanzima a déclaré : « Nous sommes d'accord sur notre désaccord. » Autrement dit, le Transkei ne sera pas un État indépendant, mais un territoire régi par la Constitution du nouveau État votée par le Parlement blanc du Cap. Ce vote a provoqué une réaction de la nationalité transkeienne pour ces un million trois cent mille personnes, mais un amendement introduit à Umtata leur permettrait le libre choix. Un choix qui en réalité se fera entre la nationalité transkeienne et la position d'apatride, puisque le gouvernement sud-africain refuse de les accepter en tant que citoyens.

À l'intérieur du pays, M. Kaiser Matanzima répond à l'opposition par la répression et l'emprisonnement. À plusieurs reprises, le premier ministre s'est prononcé en faveur d'un régime démocratique, mais dans le même temps, quelques semaines avant les élections législatives, il a fait arrêter tous les leaders de l'opposition. Les résultats ne pouvaient que lui être favorables : c'est avec une majorité écrasante que le Parti national, Transkei pour l'indépendance (TNIP) siégera à l'Assemblée d'Umtata (soixante et



onze élus sur soixante-quinze, et soixante-douze membres nommés d'office sur soixante-quinze). (Le Monde daté 17-18 octobre.) « Je regretterais que l'opposition disparaisse, mais j'ai peur que la peu d'opposants qui subsistent ne rejoignent, à quelques

exceptions près, le gouvernement », devait déclarer M. Matanzima, peu après la publication des résultats. Bien qu'il ait, à l'occasion de la campagne électorale, plusieurs reprises affirmé qu'il désirait un parti d'opposition, tout porte à croire que son penchant naturel va au parti unique.

Des liens étroits avec l'Afrique du Sud

C'est en 1963 que M. Kaiser Matanzima a affronté pour la première fois les électeurs. Il ne dut alors sa victoire qu'à l'appui des membres nommés du Parlement : les chefs tribaux, l'opposition, représentée par le Democratic Party, ayant remporté la quasi-totalité des sièges soumis à élection. Par la suite, sa majorité s'est érodée, mais la participation électorale tomba de 69 % à 49,8 % en 1968 et 33,9 % en 1972.

En 1976, pour la première fois, deux partis, dont l'un était hanté par les arrestations, se présentèrent dans certaines régions face au TNIP : le Democratic Party et le New Democratic Party, le second étant né cette année d'une scission du Democratic Party après l'élection à sa tête de sa tendance radicale.

« Nkomo, c'est le Black Power », dit avec amertume M. Guzana, ancien leader évincé du Democratic Party, qui a été battu aux dernières élections en tant que chef du New Democratic Party. Les deux hommes sont, en principe, opposés à l'indépendance du Transkei, mais tandis que M. Nkomo se préparait à voter contre elle, M. Guzana acceptait le fait accompli. Aujourd'hui, le premier est en prison, et le second hors de course.

Jusqu'où ira la volonté d'indépendance de M. Matanzima ? Jusqu'à présent il a, sans trop de mauvaise grâce, laissé passer des liens étroits entre son pays et l'Afrique du Sud. Ainsi, des secteurs-clés, tels que l'armée ou les finances, resteront pour encore un moment sous la tutelle de Pretoria. La justice sollicitera également les services de la cour d'appel de Johannesburg. Et, bien entendu, le Transkei fera partie de la zone monétaire rand et de l'union douanière sud-africaine.

(1) 1 rand = 5,70 francs.

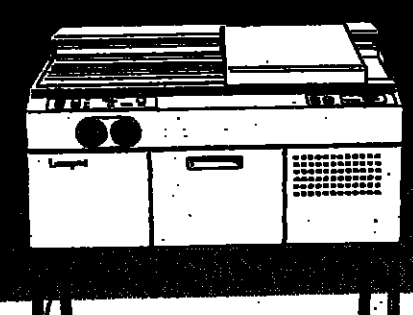
La plupart des lois sud-africaines seront-elles aussi reprises par la Constitution du pays ? Il reviendra au nouveau Parlement de les amender ou non. Parmi ces lois, figurent toutes celles qui permettent la détention préventive sans chefs d'accusation, celle sur la suppression du gouvernement, appelée au Transkei « loi sur la sécurité interne », le texte sur le terrorisme, l'Immorality Act et le Mixed Marriage Act, qui interdisent les unions et rapports sexuels entre personnes de races différentes. Le maintien de ces deux dernières lois surprend, car M. Matanzima a insisté à plusieurs reprises sur le caractère « multiracial » de son pays.

Il est vrai que si les hôtels et les bars sont ouverts à présent à tous, les Blancs continueront à avoir leurs propres écoles, et leurs pavillons dans les hôpitaux de l'État mis au ban des nations.

FIN

Lumoprint

Les photocopieurs solides, fiables, rentables. 3 qualités allemandes.



LX 4: l'un des modèles de la gamme Lumoprint. 30 copies/machine sur papier normal. Un rendement exceptionnel. Documentation sur demande à : Lumoprint France S.A. 6/8 rue du 4-Septembre, 92130 Issy-les-Moulineaux. Tél. 645.21.91

YASHICA, ZEISS et PORSCHE

vous invitent à découvrir le

CONTAX

RTS

dans le numéro 40 de "Zoom" et le numéro 109 de "Photo".

LES INSTITUTIONS DU NOUVEL ÉTAT

Aux termes de la loi sud-africaine States of the Transkei Act n° 100, le territoire cesse de faire partie de la République. La souveraineté et la plénitude de la compétence législative sont transférées à l'Assemblée législative d'Umtata (art. 3), qui, devenue souveraine, vote le 26 octobre la Constitution du nouvel État. Le même jour, le commissaire général pour les Xhosa (sorte de résident général) devient ambassadeur de la République d'Afrique du Sud à Umtata et quitte les cadres du ministère des affaires bantoues pour celui des affaires étrangères.

L'Assemblée nationale du Transkei pourra amender la Constitution sans procédure spéciale. Elle ne comporte pas de déclaration des droits. La Chambre unique est composée, à partir (75-75), de chefs tribaux et de membres élus, qui le sont pour cinq ans au suffrage universel. Les chefs seront cooptés par leurs pairs (art. 71).

Le président de la République sera élu tous les sept ans par l'Assemblée nationale (art. 7). Ses pouvoirs seront ceux du président de la République d'Afrique du Sud, issus directement des droits et prérogatives constitutionnels du monarque britannique. Le premier président du Transkei sera le « chef suprême » Botha Sigenu.

ARRÊTEZ-VOUS AU VERT.

Voici Ball Pentel, le premier feutre à bille : la beauté de l'encre, la commodité de la bille et la souplesse du feutre. Il écrit noir, vert, rouge ou bleu, mais il est toujours vert. C'est à ça qu'on le reconnaît. Ball Pentel de Pentel. 3 Francs.



Ball Pentel

Sh. 1.50

... LE MONDE — 27 octobre 1976 — Page 9

AMSTERDAM - BALE - BARCELONE - BERLIN - BOSTON - BRUXELLES - BUENOS AIRES
CHICAGO - COLOGNE - COPENHAGUE - GENEVE - GLASGOW - HANOVRE - HAMBURG
LONDRES - LOS ANGELES - MADRID - MILAN - MONTREAL - MUNICH - NEW YORK - RIO DE
JANEIRO - ROME - SAN FRANCISCO - SYDNEY - TORONTO - VANCOUVER - VIENNE - ZURICH

Cet "agenda planing"[®] quo vadis

MARQUE DÉPOSÉE

TRADE MARK



LES "AGENDA PLANING"[®]
QUO VADIS
sont édités en 7 langues
et distribués dans 40 pays.

est vendu dans le monde entier.

le plus étonnant des agendas jamais créé
pour les professionnels

Regardez bien, voici pourquoi:

LA FORMULE "AGENDA PLANING"[®] S'ADAPTE AUX BESOINS DE CHACUN

MARQUE DÉPOSÉE

TRADE MARK

5 FORMATS DE POCHE

• carla 8 x 10 cm • affaires 10 x 15 cm
• randonnée 9 x 15 cm • raf 10 x 15 cm
• esteleng 9 x 11 cm

5 FORMATS DE BUREAU

• exécutif 16 x 16 cm • direction 24 x 24 cm
• président 21 x 27 cm • prénote 21 x 29,7 cm
• ministre 15 x 25 cm

La gamme des agendas "QUO VADIS" est la plus complète, en voici quelques modèles seulement

<p>2^e génération</p> <p>PRENOTE présentation Président + notes journalières Format européen DIN 4 : 21 x 29,7 cm</p> <p>RAF La Prénote pour la poche. Format européen DIN 6 : 10 x 15 cm</p>	<p>MANAGER Une variante d'organisation. Toutes les cases spéciales sont quotidiennes. Format : 21 x 27 cm</p>	<p>EUROPEEN Format (DIN 5) 15 x 21 cm La formule "Planing" Européenne 1 jour à la page en 4 langues. (anglais, français, allemand, italien)</p>	<p>BLOC PLANING 100 % PLAN Présentation verticale - conception "planing", socle inox, base caoutchouc. Format : 15 x 22 cm</p>	<p>MAJOR L'agenda spécial chantier. 1 jour par page quadrillée. Ferme par porte-crayon. Format : 9,5 x 14,4 cm</p>	<p>THE BEST 1 an système "planing" accordéon. Format : 9,5 x 15,5 cm</p>
<p>EUREQUART présentation "Planing". Horaire journalier par 1/4 d'h. Encastrement minimum : Repose possible grâce à une reliure spéciale. Format DIN 4 : 21 x 29,7 cm</p>	<p>PLANING JOUR La formule "Planing" à la journée. Format : 12 x 17 cm</p>	<p>AGENDA/SCOP L'écran planifié de votre semaine. Reliure spéciale. Format : 9,5 x 29 cm</p>	<p>BIWEEK 1 semaine sur 1 page. Format : 10 x 15 cm</p>	<p>FLAT extra-plat 1 mois système "planing" sur 2 pages. Format : 9,5 x 15 cm.</p>	

LES "AGENDA PLANING"[®] QUO VADIS ORGANISENT, PLANIFIENT, STRUCTURENT VOTRE TRAVAIL. ILS VOUS FONT GAGNER DU TEMPS, DE L'ARGENT, DES LOISIRS.

EDITIONS QUO VADIS

20-26, rue CAISSERIE - 13235 MARSEILLE CEDEX 1 - Tél.: (91) 91.21.90/90.21.24
adr. télégr. QUO VADIS MARSEILLE - TELEX 440177 QUOVAD MARSL
DEPOT PARIS - Tél.: 636.44.72

ON TROUVE LES AGENDAS QUO VADIS DANS TOUTES LES PAPETERIES LIBRAIRIES AGREES ET LES GRANDS MAGASINS QUALIFIES.
DEMANDEZ LE CATALOGUE EN COULEUR DE NOS PRODUCTIONS

Les régions

Emploi, notre grand souci

• LE PRÉFET DU NORD-PAS-DE-CALAIS :

Plus de points noirs que de points roses

La demande du conseil général du Nord, le préfet, M. André Chadeau, a établi un diagnostic économique du département qui sera prochainement l'objet d'une session extraordinaire. Les tendances qui se dégagent de ce document invitent à la prudence et suscitent plus l'inquiétude qu'elles ne rassurent.

A travers ces pages on trouve quelques indications favorables, mais aussi une série d'impressionnantes d'entreprises en difficulté, et cela dans tous les arrondissements. On note encore globalement que le nombre de chômeurs inscrits est de 20 169 en septembre 1976, soit une augmentation de 19,40 % par rapport à l'an dernier à pareille époque ; et, parmi eux, 52 % sont des jeunes de moins de vingt-cinq ans. L'emploi reste donc la préoccupation essentielle.

Parmi les secteurs préoccupants, on note : les biens d'équipement industriel surtout pour ce qui concerne la production lourde ; les entreprises de matériel roulant qui pourront sans doute maintenir leur activité grâce à quelques commandes de la S.N.C.F. ; la sidérurgie pour ce qui concerne les produits longs (poutrelles) où les carnets de commandes s'allongent dangereusement.

On peut faire état d'une certaine stabilité dans les biens intermédiaires (matériaux) et dans le bâtiment où l'horizon moyen est actuellement de trente-cinq heures par semaine.

Parmi les secteurs en progression vient en tête l'automobile, où l'embauche a repris depuis octobre 1975 ; Renault-Diesel devrait atteindre 8 000 salariés à la fin de l'année (+ 300) ; Chrysler-France à Vieux-Condé passera de 3 540 à 4 000 en moins d'une année ; Chausson à Maubeuge doit aussi engager, par des contrats de formation, quelque 400 jeunes gens. On fonde aussi des espoirs sur le développement attendu du réseau téléphonique (+ 45 000 lignes en 1976, + 70 000 en 1977, + 95 000 en 1978), qui devrait favoriser l'installation de quelques unités d'électronique. Pour ce qui concerne le textile, la rentrée s'est effectuée dans de meilleures conditions qu'en juin dernier.

La récession va continuer dans les charbonnages en dépit d'un certain freinage provoqué lors de la crise de l'énergie. Il faudra, là encore, faire face à la perte de quelques milliers d'emplois.

Pour l'agriculture, la situation semble moins mauvaise qu'on aurait pu le croire après la sécheresse. Le rapport du préfet signale une diminution de 10 % en octobre pour les produits laitiers, mais, compte tenu

des bons résultats du début de l'année, la production 1976 sera égale à celle de 1975.

Mais les analyses globales, même lorsqu'elles sont modérément optimistes, n'effacent pas les points négatifs au niveau des entreprises, et ils sont très nombreux. Quelques exemples :

Dans la sidérurgie, la restructuration d'Usinor à Trith-Saint-Léger (avec l'arrêt du dernier haut fourneau en 1976 et de l'aciérie en 1978) doit entraîner la réduction de 1 700 emplois, mais un reclassement à Denain ou à Dunkerque empêcherait, espérons-le, des licenciements. On note cependant que, à Usinor-Dunkerque, le ralentissement des commandes de l'industrie navale pèse aussi sur les embauches.

Dans le textile, aux établissements Tiberghien frères à Tournai (500 personnes), on cherche toujours une solution au problème de la société dont l'exploitation n'est prévue que jusqu'en mars 1977 : 200 personnes doivent être licenciées aux établissements Lestienne à Roubaix ; le conflit Desmembre, à Lille, laisse 500 personnes sans emploi ; chez Prouvost-Masurel la « Lainière », à Cambrai (3 340 salariés), le chômage partiel déjà pratiqué n'évitera peut-être pas des licenciements assez importants. Dans les travaux publics, on note le départ du bilan de l'entreprise Carotte-Dubourg (170 personnes), et des établissements Lesage à Baillieu (210 salariés sans emploi).

Dans l'industrie chimique, le groupe Ugine-Kuhlmann emploie plus de

2 000 personnes dans la métropole Nord, mais connaît de graves difficultés en raison de la réduction des productions d'engrais azotés.

Dans le rapport du préfet, on fait heureusement état d'entreprises en progression : par exemple Thomson à Lesquin (+ 60 personnes), une usine de ferro-alliages à Dunkerque (130 personnes), le développement de l'imprimerie nationale à Douai (100 emplois à terme). Cela ne suffit pas à colmater des brèches créées pour l'emploi dans le département par la disparition de nombreuses entreprises. C'est pourquoi la situation du département, ainsi présentée, apparaît finalement très inquiétante. Il faudrait un nouveau coup de fouet.

GEORGES SUEUR.

• LE PRÉSIDENT DE MIDI-PYRÉNÉES :

Pour éviter le monopole de Toulouse

Le président du conseil régional de Midi-Pyrénées, M. Alain Savary (socialiste), vient de rendre publique l'étude réalisée par six commissions de travail, dans la perspective du VII^e Plan. La proposition de synthèse constitue une critique sévère de ce que le gouvernement a négligé de réaliser pendant le VI^e Plan.

Les études ont porté sur le désenclavement de la région, le freinage de l'exode rural, la maîtrise de l'urbanisation de l'agglomération toulousaine, le développement des activités industrielles, la croissance équilibrée du secteur tertiaire et le financement. Ces réflexions seront soumises au conseil régional à l'ouverture de sa session, le 15 novembre. La priorité sera donnée à la création de 100 000 emplois. Actuellement, une population active de 850 000 personnes, 46 000 chômeurs ont été recensés.

L'ampleur et la persistance du sous-développement de la région proviennent, selon les enquêteurs de l'établissement public régional, du système économique et politique national, qui aboutit à la localisation des investissements dans certaines zones privilégiées : la concentration des activités autour des grands pôles de développement industriel et tertiaire de la région parisienne, du Nord, de l'Est et du Sud-Est. Le même phénomène est constaté à l'intérieur même de la région, où toutes les activités ont été incitées à se polariser sur Toulouse. La stratégie de développement proposée par les auteurs du rapport met l'accent sur l'agriculture, qui, ici, concerne 21 % de la population active (12 % pour la moyenne nationale). Il faudra donc permettre l'installation de jeunes, favoriser la coopération pour compenser le handicap des petites et moyennes exploitations, amplifier l'effort d'irrigation et développer les activités de transformation en aval de l'agriculture. L'avenir des entreprises industrielles, surtout dans les secteurs menacés, comme la construction aéronautique ou l'électronique, exige la détermination et la mise en œuvre d'une politique nationale. La C.I.L., dont l'usine de montage chargée de produire des séries d'ordinateurs a été mise en service en 1971, est un exemple de

mauvaise décentralisation. De même, l'A.P.C. connaît une crise sévère résultant de la concurrence des pays de l'Est pour les engrais azotés, ou des États-Unis pour les engrais phosphatés.

Les groupes de travail ont eu aussi à s'interroger sur les mesures propres à favoriser la création de petites et moyennes entreprises, et à favoriser la répartition dans la région d'un important potentiel universitaire et de recherche (trois cents laboratoires et cinq mille chercheurs). Il faut aussi doter la région d'une véritable banque de développement, contrôlée par l'établissement public régional.

Enfin, Toulouse doit devenir une authentique métropole au service de la région, d'un nécessaire renversement du déséquilibre spatial. Il ne faut plus concentrer sur Toulouse toutes les nouvelles activités industrielles et tertiaires, mais orienter cer-

taines des implantations vers d'autres agglomérations.

Et les routes ? Toulouse, quatrième ville de France, n'est reliée par autoroute ni à d'autres métropoles régionales ni à Paris. Un seul projet en cours de réalisation partielle existe : l'A-61 Bordeaux-Narbonne, mais le problème de la jonction entre les entrées nord et sud de Toulouse n'a toujours pas reçu de solution. En résumé, le VII^e Plan tel que l'a voulu le gouvernement n'est « qu'un exposé littéraire sans perspectives réelles ». Constatant que la régionalisation de ce plan n'a pas été envisagée, M. Alain Savary en a conclu que, « devant la gravité de la crise économique en Midi-Pyrénées, le gouvernement se devait de définir son attitude. Si se dérobait, l'opinion saura qu'une solution existe au sous-développement régional, mais que la puissance centrale refuse d'en décider ».

LÉO PALACIO.

LE CŒUR DE MARSEILLE CHANGE

Les lamparos quittent le Vieux-Port pour la criée moderne de Saumaty

L'OUVERTURE de la nouvelle criée de Saumaty, le 11 octobre, où est désormais centralisé tout le marché de gros du poisson à Marseille, a été le prétexte pour les poissonniers détaillants de la ville d'une grève des achats. Près de deux cents manifestants ont barré l'accès aux nouvelles installations et ont empêché toute transaction.

Cette réaction de mauvaise humeur des poissonniers détaillants est provoquée par la mise en place à Saumaty d'un ensemble de facturation et d'ennalissement centralisé, relié à un système informatique comme il en existe dans les ports bretons.

La 11 octobre 1976 a marqué une date dans l'histoire de la pêche à Marseille. Les pêcheurs (30 lamparos, 28 chalutiers et 5 « petits métiers »), les quarante grossistes et onze mareyeurs ont quitté sans espoir de retour la criée de Rive-Neuve construite en 1931 sous le quel sud du Vieux-Port et ont pris possession des installations du nouveau port de pêche de Saumaty, au nord de la ville, un peu avant l'Estaque.

Cet « exil » ne s'est pas fait sans un certain déchirement, puisqu'on peut dire sans risque d'être taxé d'exagération que c'est la première fois, depuis deux mille six cents ans, que les pêcheurs marseillais ont quitté le Vieux-Port.

Le Vieux-Port va certainement perdre une partie de son pittoresque, mais, pour ce qui est de la pêche, la perte que l'on tentera de pallier par des activités d'animation plus culturelles. Le nouveau théâtre national de Marcel Maréchal va s'installer dans ce qui va devenir le Théâtre de la Criée (le Monde du 23 mars 1976), et l'ASCANF (association qui s'attache à sauvegarder les grands voliers anciens) tentera de ressusciter le temps où les trois-mâts s'amarraient dans le Vieux-Port (le Monde du 12 juin).

À côté de la nouvelle criée, une « tour à glace » capable de produire 26 tonnes par jour et de stocker 80 tonnes à moins 3 degrés, un tunnel de congélation joint à un volume de stockage

de 1 500 m³, devraient permettre « d'encasser » les arrivages en « dents de scie » du poisson bleu (sardines), dont les pêches « miraculeuses » constituent souvent des calamités faute de possibilités de stockage.

Un « village de pêcheurs » est programmé sur des terrains acquis par la Sommar, syndicat mixte d'équipement où l'on trouve des représentants de la ville, de la chambre de commerce, de la Caisse des dépôts et consignations et que préside M. Antoine Andrieux, sénateur socialiste, adjoint au maire de Marseille.

L'ampleur de l'opération, dont dépend tout le marché de la pêche à Marseille et surtout son avenir, a nécessité de longues et délicates négociations et concertations avec les parties prenantes : syndicats de mareyeurs, de producteurs, comités des pêches, grossistes. Toutes les opérations ont été engagées avec l'accord des intéressés, qui ont demandé (et obtenu) que le nouveau marché aux poissons ait le caractère d'un marché d'intérêt national.

Bien sûr, un peu de l'âme du Vieux-Port s'en va, qui ne se réincarnera pas dans le bel ouïl tout neuf. Mais les bâtiments vétustes et dépassés de la vieille criée rendaient nécessaire ce déménagement. Et les légendaires embouteillages nocturnes de Rive-Neuve ont vécu.

JEAN CONTRUCCI.

D'UNE PROVINCE A L'AUTRE

Champagne-Ardenne

QUERELLE AUTOUR DU TRACÉ DE L'A 26

CINQ programmes d'action prioritaires, traduisant des orientations régionales, ont été adoptés par le conseil régional de Champagne-Ardenne au cours de sa dernière session. L'assemblée régionale a décidé, d'abord, de retenir deux actions essentielles : il s'agit de l'autoroute A 26 (Calais-Dijon), dont la réalisation sera accélérée, et du remembrement agricole, dont le rythme sera intensifié.

Les trois autres programmes représentent des actions plus ponctuelles sur la santé (aménagement d'un centre anticancer), la formation professionnelle, la recherche scientifique et technique.

L'adoption de ces programmes, dont le montant global avoisnera 100 millions de francs, a provoqué de vifs débats, notamment à propos du tracé de l'autoroute A 26.

Bretagne

LE LIVRE NOIR DE LA ROUTE NATIONALE 24

NANTES va-t-elle devenir la capitale de la Bretagne ? Dans un livre noir consacré à la RN 24, Lorient-Rennes, les responsables de la chambre de commerce du Morbihan posent la question. M. Michel Andrieux, président de cet organisme, rappelle que la modernisation de cet axe est posée depuis 1961 : « Mais, à ce jour, le problème de la mise à deux fois deux voies de la RN 4 demeure entier ».

Les travaux d'aménagement de la RN 165 Quimper-Nantes via Lorient risquent de renforcer le rôle de métropole économique de Nantes. Une expérience a démontré qu'il faut deux heures vingt minutes pour parcourir les 153 kilomètres séparant Lorient de Rennes, dans des conditions de conduite épuisantes. Il faut

moins de deux heures pour gagner Nantes, distante pourtant de 187 kilomètres, par la RN 165. Avec 4 408 véhicules de moyenne par jour, la RN 24 connaît un trafic comparable à celui des grandes axes bretons.

La chambre de commerce du Morbihan demande, dans un premier temps, une série d'aménagements dont le coût s'élèverait à 200 millions de francs, « soit quelques décennies de périphériques partielles ». L'organisme consulté morbihannais souhaite que le livre noir permette de voir le VII^e Plan remplir enfin des promesses non tenues depuis une bonne décennie. Sinon, la situation de la région Bretagne, normalement centrée autour de Rennes, risquerait de s'en trouver gravement compromise.

DANIEL MORNET.

Provence - Côte d'Azur

EN TOUS SENS...

Sur l'initiative du conseil régional Provence-Côte d'Azur vient d'être publié, sous le titre « Mouvements », le premier indicateur général des transports publics. Ce volume de 360 pages groupe les horaires détaillés des cars, trains, avions et bateaux des six départements (Alpes de Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse) qui composent la région.

Réalisé par le Centre d'études techniques de l'équipement (C.E.T.E.) d'Aix-en-Provence, « Mouvements » veut être un instrument facilitant les déplacements par transports collectifs.

* Mouvements, Mmes Girette, souvenez-vous des Minimes, 53470 Fourvières. Prix : 30 F.



SALON BRICOLAGE ET DECORATION PRATIQUE

du 31 Octobre au 14 Novembre à la Défense de 10h à 20h

Le Salon Bricolage et Décoration Pratique s'adresse à tous ceux qui s'intéressent à leur intérieur, qui pensent à des améliorations ou à des embellissements.

Car le Salon Bricolage et Décoration Pratique est l'occasion unique de s'informer, de voir, de comparer les matériels, les matériaux, les prix et les techniques présentés par leurs fabricants.

Vous y trouverez aussi les conseils de techniciens dans tous les domaines de l'habitat :

- Revêtement de sol et mural
- Aménagement Décoration
- Éléments de rangement

- Isolation
- Sécurité
- Outillage, etc.

Tout ce qu'il faut pour mieux vivre dans votre intérieur.

Mais le Salon s'adresse aussi à ceux et celles pour qui les loisirs sont l'occasion d'exercer une activité manuelle et artistique. Les Sections « Arts de loisirs » et « Artisanat d'Art » attendent tous ceux et celles qui tentent la reliure, le tissage, la céramique, la poterie, etc. Et pour la première fois cette année des activités comme le maquettisme-modélisme ou le développement photographique seront présentées.

Là aussi le Salon est l'occasion unique de s'informer, de comparer, de s'initier, de découvrir... pour mieux vivre dans votre intérieur.

Les événements 76 : installations de chauffage, la maison sous le toit, construction d'une maison en kit. Et spécialement pour vous Mesdames : Les « Arts de l'Aiguille ».

(Nourriture, les salons de vendredis de 14h à 22h)

150

150

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

QUESTIONS...

Quels avions pour Air France ?

La question du renouvellement de la flotte moyen-courrier d'Air France reste posée malgré le récent accord conclu entre la firme américaine McDonnell-Douglas, Dassault-Breguet et l'Adspatiale pour la construction du Mercure 200. Les responsables de la compagnie nationale ne disent toutefois rien de précis sur ce nouvel appareil. Mais, en attendant sa sortie, quel avion choisir pour remplacer les Caravelles ? M. Gérard Focheron, secrétaire général du Syndicat des Ingénieurs et Cadres d'Air France (S.I.C.A.F.), donne ci-dessous le point de vue de son organisation syndicale.

Pressé de prendre les décisions engageant son avenir à long terme, la direction d'Air France soutient deux solutions, Boeing 737 ou DC 9, pour remplacer ses Caravelles vieillissantes.

À cet effet, au moment où s'impose le renouvellement des flottes moyen-courriers, nous ne sommes pas seuls, mais aussi d'autres compagnies françaises et étrangères, ne sont offertes les catégories 100 et 160 places que des appareils américains de conception déjà ancienne.

Aucune solution durable ne sera trouvée sans que soit définie une politique globale de la construction aéronautique et du transport aérien, s'inspirant d'une juste conception de l'indépendance et de l'intérêt national, permettant le plein emploi et le développement des potentiels disponibles. Dans l'immédiat, l'intérêt national impose la mise en chantier par l'industrie aéronautique française d'une famille d'avions moyen-courriers de 100 et 160 places répondant aux besoins définis en concertation entre utilisateurs et constructeurs.

Dans l'attente des nouveaux appareils moyen-courriers, comment, à notre avis, un gouvernement voulant appliquer le programme commun de la gauche régèlerait-il les problèmes de la période de transition ?

Pour ne parler ici que du problème moyen-courriers, les banques privées cessent d'orienter Air Inter, pour la première fois pourraient être conclus des accords Air France - Air Inter ne laissant pas la compagnie nationale. Les flottes moyen-courriers

pourraient être redéployés principalement au niveau de l'intérêt général, les appareils français les plus modernes (Caravelle 10-B ou 12, Mercure 100) remplacés sur les lignes où s'exerce une concurrence internationale des Caravelles 3 qui sont encore parfaitement acceptées sur les lignes intérieures (Air Inter veut d'ailleurs en racheter à Air France).

Les normes de rentabilité imposées aux deux compagnies devraient compenser des difficultés résultant de ces adaptations, et notamment de la nécessité de régler correctement tous les problèmes d'emploi et de qualification des personnels.

À Air France, les responsables des différentes fonctions auraient pour objectif de déterminer les meilleurs choix et les meilleurs dosages sans être astreints à raisonner, comme c'est le cas actuellement, sur des a priori tels que la mise à la casse de tous les Boeing 707-A dans un délai d'un an et de toutes les Caravelles 3 dans un délai de deux ans.

Des lignes comme celle du Pacifique, par exemple (coefficient d'occupation moyen sur douze mois : 59 % ; production annuelle en sièges kilométriques offerte de celle du jumbo Paris Grande-Bretagne tout entier), étant maintenues au lieu d'être supprimées, il faudrait bien continuer à faire voler des B 707-A, faute d'un nombre suffisant de B 707-C, etc.

Des acquisitions supplémentaires d'Airbus résulteraient de certains glissements de flotte d'une partie du réseau à une autre. D'autre part, tandis que seraient recherchées toutes les utilisations possibles des versions B 2 et B 4 de cet appareil sur les réseaux respectifs d'Air France et d'Air Inter, le gouvernement français se soucierait d'obtenir l'acquisition à l'échelle convenable de ces avions par les partenaires étrangers d'Air France, notamment ceux dont les pays participent à la construction.

Le problème de la flotte moyen-courrier dans la période de transition étant ainsi réduit à son minimum, il resterait à donner les autorisations nécessaires pour la location résiduelle du nombre d'avions de module 100 places indispensables pour permettre le développement normal des activités internationales d'Air France. Ce nombre pourrait d'ailleurs être limité par une politique plus cohérente des pouvoirs publics vis-à-vis des compagnies régionales, notamment en ce qui concerne l'emploi des flottes.

...RÉPONSE

● L'AGENCE DES ESPACES VERTS DE L'I.L.E.-D.F. FRANCE — M. Edouard Bonafant, ancien ministre, sénateur (gauche démocratique) des Yvelines, a été élu président du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de l'Ile-de-France, qui

s'est réuni pour la première fois depuis sa création. Ont été élus vice-présidents : MM. Jacques Baumel, maire de Rueil-Malmaison et président du conseil général des Hauts-de-Seine, et Olivier d'Ormesson, maire d'Ormesson-sur-Marne (Val-de-Marne).

TRANSPORTS

IL N'EXISTE PLUS DE PRÉALABLE A LA RÉALISATION DE RHIN-RHONE

déclare M. Fourcade

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — « Il n'y a plus de préalable à l'exécution du projet de liaison fluviale Rhin-Rhône », a déclaré, lundi 26 octobre, à Strasbourg, M. Jean-Pierre Fourcade, qui assistait à la conférence internationale Rhin-Rhône. Le ministre de l'équipement, qui rappelle que les engagements de l'Etat ont été à ce jour respectés, a précisé lors d'une réunion de travail, que l'instruction mixte sera close prochainement, que l'enquête d'utilité publique sera mise en route ces jours prochains dans cent quarante-cinq communes, ainsi qu'une enquête hydraulique, et que les problèmes restés en suspens, notamment la maîtrise d'œuvre et le financement, ne constituent d'aucune façon un préalable à l'exécution du projet. Celui-ci devra être conduit « de façon exemplaire », dans le cadre d'une discussion ouverte à toutes les instances concernées.

Les intervenants ont, auparavant, fait état de diverses inquiétudes qui pesaient encore sur la liaison, tout en rappelant son urgence et son intérêt. Ainsi, le président du conseil régional d'Alsace, M. André Bord, a souligné l'intérêt national de l'entreprise : « Les régions devront y apporter leur part, mais dans une juste mesure. » Évoquant aussi le « dossier environnement », il a indiqué que les Alsaciens étaient de ceux qui tiennent à leurs sites et à leur environnement. « Il faut donc gérer ce projet pour répondre aux aspirations en apparence contradictoires des populations. Car seule l'industrialisation permettra de garantir l'emploi. Scierie et économie sont donc condamnées à vivre de concert. »

De son côté M. Doussé, directeur des transports à la Commission européenne, est venu apporter le témoignage de l'attention toute particulière des autorités de Bruxelles, pour un projet qui intéresse toute l'Europe. Ainsi, la Commission est saisie au titre de ses compétences en matière de politique internationale de transports. Une proposition de financement communautaire sera présentée par M. Doussé aux instances communautaires, pourrait trouver à ce titre un accueil favorable.

Le président de la commission Rhin-Rhône, M. Jean-Pierre Fourcade, a déclaré : « La liaison fluviale figure parmi les projets prioritaires du gouvernement. L'enjeu en est une « relation à long terme » des notes nationales, c'est-à-dire de l'économie. »

Dans sa réponse, M. Jean-Pierre Fourcade a fait savoir, lui aussi, la liaison Rhin-Rhône dans le contexte de la compétitivité économique de la France en Europe. Le programme d'actions prioritaires sera conduit à terme. Certaines opérations sont déjà engagées et le ministre de l'équipement proposera ces jours-ci au gouvernement de décaler 180 millions de francs pour ces actions. Pour ce qui concerne la maîtrise d'œuvre du projet, le ministre a rappelé le choix du gouvernement de confier l'opération à un établissement public. « Nous aurons tout intérêt à passer à une personne juridique le maximum de compétences et la plus large représentativité. »

Quant au financement, le ministre a indiqué qu'il faudra recenser toutes les possibilités de ressources externes, notamment le péage et les compléments internationaux, avant d'envisager la définition d'un système de répartition du gros de l'investissement entre l'Etat, les collectivités locales et les organisations consulaires. À l'issue de cette réunion, élus et responsables économiques se sont félicités d'avoir pu vérifier dans les propos du ministre la garantie d'une « irréversibilité de l'entreprise ».

J.-C. PHILIPP.

● UNE GARE POUR MELUN-SÉNART. M. Alain Foch, président du Sénat, a inauguré, le 23 octobre, la gare S.N.C.F. de Savigny-Bols-Aronne (Seine-et-Marne) qui dessert les urbanisations de la ville nouvelle de Melun-Sénart.

CORRESPONDANCE

La construction de la foire de Nancy

Après l'article publié dans le Monde du 18 septembre, rendant compte d'un arrêt de la cour d'appel de Nancy à propos de la construction de l'immeuble de la foire-exposition dans cette ville, le commissaire général de la Foire internationale de Nancy nous écrit notamment :

« La Foire de Nancy n'a pas été construite sur un terrain marécageux et l'on ne s'est jamais aperçu que le sol supportant les halls bougeait. En réalité, il a été constaté que la dalle en béton des halls avait été ébranlée par des poussées de l'argile contenant le sol. Mais ce phénomène de mécanique des sols n'a affecté en rien les bâtiments, indépendamment de la dalle, et dont la sécurité n'est absolument pas mise en cause. »

LES 5 GRANDES JOURNÉES MONDIALES DE LA FOURRURE

du mardi 26 au samedi 30 oct.

FANTASTIQUE EXPOSITION-VENTE

aux Champs Élysées

dans les salons de

L'HOTEL GEORGE V

31, Avenue George V

organisée par les

FOURRURES du NORD

avec le concours des plus importants fabricants français, allemands, italiens, hollandais, canadiens, américains réalisés dans les plus belles pelleteries du monde, avec label d'origine : (vison Black Diamond, Black Glama, Emba, Saga, Majestic, etc., Zibeline de Russie, Chinchilla, Breitschwanz, Astrakan Swakara, etc.).

Parmi les plus prestigieuses modèles, de classe internationale vous pourrez remarquer, entre autres, des créations de Pierre Balmain, Louis Féraud, Givenchy V, Guy Laroche...

De nombreuses collections de "Modèles Diffusion" sont également présentées, toutes les fourrures, tous les styles toutes les tailles tous les prix

plus de 5000 manteaux du mardi 26 au 30 oct.

REMISE EXCEPTIONNELLE 10% sur tous les prix marqués

MANTEAUX

Vison ranch	7.950F	7065F
Vison pastel	8.750F	7875F
Vison Ko-hi-noor	9.250F	8325F
Vison saphir	11.750F	10575F
Castor du Canada	9.250F	8325F
Astrakan Swakara	5.750F	5175F
Astrakan plumes peaux	3.850F	3465F
Ragondin	4.250F	3825F
Weasel	4.250F	3825F
Rat d'Amérique	4.850F	4365F
Queues de Vison	4.650F	4185F
Opposum	2.850F	2565F
Pattes Astrakan	2.150F	1935F
Yemen	1.750F	1575F
Mouton doré	1.650F	1485F
Murmel	4.250F	3825F
Pattes de Kalgan	2.250F	2025F
Lapin fantaisie	1.650F	1485F
Lapin diffusion	1.250F	1125F
Flanc de marmotte	1.450F	1305F

PRESTIGE

Vison pearl	18.250F	16425F
Vison Black glama	25.750F	23175F
Vison Lunaraine	28.750F	25875F
Vison Emba	32.500F	29250F
Vison Black diamond	32.500F	29250F
Chinchilla	42.500F	42750F
Zibeline	75.000F	67500F

Service après-vente.

Remise en compte de vos fourrures au plus haut cours

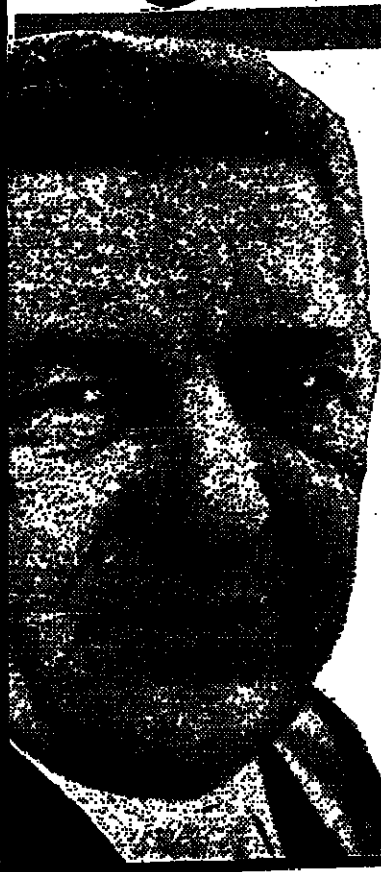
Garantie totale sur tous vos achats.

SHOW COLLECTION chaque jour même le dimanche à 15 h

ENTREE LIBRE tous les jours de 10 h à 20 h

Pour participer à l'opération de sauvegarde des félins tachetés en voie de disparition, aucune fourrure, panthère, ocelot, tigre, guépard, léopard, jaguar, ne sera vendue.

Tixier Vignancour



des Républiques des justices et des hommes mémoires

ABR/MICHEL

la sélection Madelios : le TRENCH CUIR



marron foncé
doublage
acrylique
amovible.

890 F

MADELIOS

PLACE DE LA MADEIRA - PARIS
OUVERT DE 9 H 45 À 19 H 30 - PARCOURS GRATUITS POUR NOS CLIENTS

ÉDUCATION

AU PRIX D'UNE CERTAINE DÉQUALIFICATION

Les étudiants sont moins menacés par le chômage

Après les autres jeunes, les diplômés sont-ils entrés dans l'ère du chômage ? Les craintes répétées sur la réduction des débouchés et sur les menaces qui pèsent sur les étudiants contrastent avec la résignation générale au chômage des autres jeunes (« le Monde » du 23 octobre). Pourtant, comme le montrent les données reprises dans le numéro de

novembre du « Monde de l'éducation », les diplômés du supérieur sont, pour l'instant, moins exposés que les autres. Mais ce privilège relatif ne va pas sans contrepartie. Si les « produits » de l'enseignement supérieur se sont adaptés aux besoins de l'économie, c'est au prix d'une relative déqualification.

Posant, à Reims, samedi 23 octobre, la première pierre d'une faculté de chirurgie

dentaire, Mme Alice Samier-Solité, secrétaire d'Etat aux universités, a déclaré, indique notre correspondant : « Il ne peut être question, en période de chômage, de réduire le nombre des étudiants. On ne pourra concevoir une sélection à l'entrée de l'université sans une orientation efficace à tous les stades du second degré. »

Les diplômés sont-ils victimes du chômage plus que les autres jeunes ? On le croirait, à entendre le chuchotement, de cris d'alarme ou d'inquiétude, qui s'élève depuis deux ans chez les universitaires et les employeurs comme chez les étudiants. Au point de mettre en doute l'utilité des études universitaires. Ces inquiétudes ne sont pas toujours dénuées d'arrière-pensées : les chefs d'entreprise se contentent de répondre aux « besoins de l'économie » ; les « politiques » commencent à s'interroger sur l'utilité d'une sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur — par suite de la restriction des débouchés.

Certains signes sont inquiétants : en septembre 1976, treize mille six cents jeunes possédant au minimum un diplôme de premier cycle du supérieur étaient en attente à l'Agence nationale pour l'emploi : 80 % de plus qu'en 1974. L'Association pour l'emploi des cadres (APSC), le nombre des demandes s'est accru de 30 % cette année, après avoir augmenté de plus de 70 % en 1975. Et ces chiffres ne recouvrent peut-être pas la totalité des diplômés en quête d'emploi, certains demeurant réticents à se déclarer sans travail ou sceptiques sur l'aide que peuvent leur apporter ces deux organismes.

Peu de spécialités, de surcroît, permettent d'échapper à la menace : les économistes et les ingénieurs sont touchés, et non plus seulement les littéraires ou les scientifiques « purs ». Mais cette situation n'autorise pas pour autant les diagnostics catastrophiques. Si le nombre et la proportion de chômeurs se sont accrus parmi les diplômés, notamment parmi les titulaires des diplômes les plus élevés (licence ou doctorat), ceux qui ont fait des études supérieures sont moins touchés par le chômage que les autres jeunes : en 1974, selon l'enquête sur l'emploi de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), on ne comptait que 6,8 % de chômeurs parmi les diplômés possédant un diplôme supérieur au baccalauréat, alors que la proportion était de 7,8 % pour l'ensemble des jeunes. Les diplômés représentent toujours 3 % environ des jeunes inscrits à l'ANPE.

Les enquêtes précises effectuées dans plusieurs universités, notamment à Nice et à Lille, et analysées dans le numéro de novembre du « Monde de l'éducation », montrent que même ceux qui n'ont pas obtenu de diplôme demeurent relativement favorisés. Plus sensibles à la conjoncture que les diplômés — et surtout ceux des grandes écoles, les étudiants « chômeurs » sont moins que les autres de leur âge, écrit M. Michel Amiot, à propos de l'université de Nice (1). Il n'y a plus d'assurance contre le chômage et le diplôme n'est plus la panacée : cela explique les sombres pronostics de plus en plus souvent formulés par les étudiants eux-mêmes. Mais le diplôme protège encore, même si cette protection s'affaiblit.

Amortir les à-coups

A quoi tient-elle ? Paradoxalement, aux difficultés mêmes de l'insertion professionnelle, ou en tout cas à sa lenteur. La grande majorité des jeunes sortant de l'université trouvent encore assez vite un emploi (généralement en moins de six mois). Mais ils mettent longtemps à se décider à en chercher un. Les garçons attendent d'avoir obtenu le service militaire et retardent parfois le moment de leur départ : ils prennent le temps de « voir venir ». Quoi que soit leur « niveau » de sortie (maîtrise, premier cycle, ou avant), qu'ils aient obtenu ou non un diplôme, les anciens étudiants entrent rarement dans la vie active de façon directe et abrupte : ils ont des études complémentaires plus professionnelles ou au contraire plus spécialisées (par exemple, ils commencent un troisième cycle) ; ils prennent un travail provisoire, notamment dans l'enseignement ou le secteur public (surveillants, remplacants, chargés d'études, etc.). A l'issue, par exemple, de trois mois après avoir obtenu leur diplôme, 20 % des licenciés en droit et sciences économiques de 1973 occupent un emploi d'étudiant (2). Même parmi les titulaires d'un diplôme professionnel, comme ceux des instituts universitaires de technologie, une grande partie continuent un moment d'études, notamment en

troisième cycle, est un pis-aller, mais parfois c'est aussi un moyen de retarder l'heure du choix, et le moment où il faut renoncer à la liberté de la vie d'étudiant.

C'est la durée même de ce processus qui protège les diplômés, et les anciens étudiants en général, contre le chômage brutal : l'écoulement des nouvelles promotions s'étalant dans le temps, les à-coups de la conjoncture sont en quelque sorte « amortis ». En période de chômage, il peut être plus long de se « caser », mais on y parvient tôt ou tard. Cela risque de se produire les prochaines années, c'est déjà ce qui a permis à l'économie d'absorber des promotions de diplômés sans cesse plus nombreuses jusqu'à 1973, comme à Toulouse : tandis que les uns hâtaient leur entrée dans la vie active, d'autres la ralentissaient. Le nombre d'emplois correspondant à la qualification se raréfiant à mesure que le niveau de formation s'élève, certains sortants peuvent réellement se trouver dans une situation difficile, mais il s'agit encore d'une éventualité rare : il peut y avoir des docteurs les sciences en chômage pendant plusieurs mois, il n'y a pas de chômage des docteurs en sciences.

Les étudiants trouvent-ils pour autant à la sortie de l'enseignement supérieur un emploi conforme à leurs aspirations et à leur formation ? C'est une autre affaire. Une chose semble sûre : faire des études est payant, du point de vue du travail comme du statut social. En effet, les emplois obtenus par ceux qui ont passé un an ou deux à l'université sans rien « décrocher » sont en général plus élevés que ceux que trouvent les simples bacheliers : ils sont moins souvent employés, très rarement ouvriers. Les étudiants s'attendent à ce que leur diplôme leur procure un emploi « sur le versant intellectuel de la division du travail » (3) : plus de la moitié obtiennent des emplois de « cadres », au sens large : la proportion dépasse 70 % pour les titulaires d'un diplôme de premier cycle, atteint 80-90 % chez ceux qui ont achevé une maîtrise ou un diplôme d'ingénieur.

Accepter d'en rabattre

Mais souvent les emplois de cadres sont au moins au départ, ceux du « plancher » de la catégorie : éducateurs, instituteurs, travailleurs sociaux, V.R.P. ou secrétaires médicales par exemple. Or bien ce sont des emplois instables (les auxiliaires dans l'enseignement ou l'administration, les chercheurs sur contrat), plus routiniers ou plus mal payés. Si les titulaires des diplômes les plus élevés (maîtrise, doctorat) échappent à cette situation, c'est que pour la plupart — à l'exception des ingénieurs — ils entrent encore dans la fonction publique. Ainsi, l'adaptation des « produits » de l'enseignement aux besoins de l'économie se fait quand même au prix d'une certaine « déqualification », au moins au départ. En acceptant d'en rabattre sur leurs ambitions ou leurs espoirs, les « sortants » de l'université ont été préservés du chômage et ont des chances de le demeurer encore dans la mesure où le secteur tertiaire va sans doute continuer à recruter.

Cette « déqualification » justifie en partie le pessimisme fréquemment affiché par les étudiants quant à leur avenir. Elle est généralement compensée par la suite : titularisation, passage au statut de cadre, pour ceux qui ne l'ont pas été à l'entrée dans l'entreprise, accession aux responsabilités.

SC.PO

Préparation annuelle sur place ou par correspondance :

• Examen d'entrée 1^{re} année ;

• Procédure admission 2^e année ;

• Sortant en cours d'A.P. ;

• Concours E.N.A. ;

3 CENTRES

CEPES

Groupement libre de professeurs

57, rue Charles-Lafitte, 93 Neully

722-94-94 ou 745-93-13

(Publitél)

UN BEST-SELLER

J. JAMIN

HISTOIRE DE LA MUSIQUE

Un livre de poche

de 208 pages : 14,20 F

100 pages d'illustrations

Index alphabétique

Index chronologique

Organo

Une Histoire de la Musique

de grande diffusion

Très abondante iconographie :

portraits, instruments,

opéras, ballets, etc.

Format, prix, présentation,

qualités pratiques en font un

guide idéal pour l'amateur et un

matériel pédagogique moderne.

A. LEDUC

175, rue Saint-Hippolyte - 75001 PARIS.

1221

est arrivé

essayez-le

en confiance

Chez Optique Haussmann Acoustique

qui présente cet appareil en

exclusivité « Made in U.S.A. »,

c'est le plus évolué techniquement :

système d'amplification (22 fois)

sélectif, réglage de correction graves-

algues : c'est aussi LE PLUS PETIT

APPAREIL, 3 grammes ! Adoption

instantanée. La solution idéale dans

80 % des cas.

OPTIQUE HAUSSMANN

ACOUSTIQUE

182, bd Haussmann 227-22-58

(angle Saint-Hippolyte - M^e Ternes ou

St-Philippe-du-Roule - Formé la voie.)

1221

est arrivé

essayez-le

en confiance

Chez Optique Haussmann Acoustique

qui présente cet appareil en

exclusivité « Made in U.S.A. »,

c'est le plus évolué techniquement :

système d'amplification (22 fois)

sélectif, réglage de correction graves-

algues : c'est aussi LE PLUS PETIT

APPAREIL, 3 grammes ! Adoption

instantanée. La solution idéale dans

80 % des cas.

OPTIQUE HAUSSMANN

ACOUSTIQUE

182, bd Haussmann 227-22-58

(angle Saint-Hippolyte - M^e Ternes ou

St-Philippe-du-Roule - Formé la voie.)

le dictionnaire
toutes
disciplines
à partir de la 6^e

pluri
dictionnaire

Le PLURIDICIONNAIRE, un ouvrage vraiment marquant : l'univers scolaire s'élargissant de plus en plus vers les réalités du monde adulte, c'est le premier dictionnaire qui recouvre non seulement les programmes officiels d'enseignement mais aussi tous les autres domaines auxquels les élèves s'intéressent hors de la classe.



un dictionnaire
Larousse

• un dictionnaire de langue : il donne la prononciation, l'étymologie, les sens de chaque mot, les synonymes et les contraires, des exemples tirés de la langue écrite ou parlée, ainsi que les conjugaisons et les règles grammaticales.

• un dictionnaire des connaissances : dans le prolongement des disciplines enseignées en classe, il englobe l'ensemble des données auxquelles les jeunes d'aujourd'hui sont confrontés : vie économique, politique et sociale, sciences humaines, philosophie, psychanalyse, beaux-arts...

• un dictionnaire pédagogique : il est fondé sur les orientations et les programmes pédagogiques actuels pour chaque discipline (histoire, géographie, littérature, mathématiques modernes, sciences naturelles, information, sexuelle, technologie...); il est facile à utiliser : définitions aussi simples que possible, système de renvois qui aident à élargir le champ des connaissances, tant dans celui de l'information que dans celui de l'animation de la classe (exposés, enquêtes individuelles ou par petits groupes, travail indépendant...); l'illustration apporte un complément de documentation : schémas, cartes, reproductions d'art...

1 volume (17,5 x 25 cm), plus de 1500 pages dont 64 hors texte en couleurs, 121 dessins, 191 cartes. CHEZ TOUTES LES LIBRAIRES

A Morlagne-au-Perche

TROIS CENTS GENDARMES ET UN MINISTRE POUR INAUGURER UN C.E.T.

Déplètement inhabituel des forces de l'ordre, l'autre samedi, dans la petite ville de Morlagne-au-Perche (Orne) : du cours de la visite de M. René Haby, ministre de l'éducation, venu inaugurer le collège d'enseignement technique et une école maternelle, les syndicats et les partis de gauche, qui avaient organisé une manifestation, se sont vu interdire l'accès aux abords du C.E.T. par deux cent quarante gendarmes mobiles et sobriquets gendarmes.

Ce spectacle n'impressionne plus les populations des grandes villes, mais la présence, toute la journée, de forces de l'ordre, mousquetaires à l'épée, à tous les carrefours — on parle même d'un « véritable bouclage » de la ville — a choqué certains habitants de Morlagne.

L'hebdomadaire régional le Perche s'est fait l'écho de cette mauvaise humeur en précisant notamment que « les policiers avaient reçu la consigne de patrouiller autour du C.E.T. pendant que les invités de la ville y dégustaient un excellent repas ». Le journal indique également que des gendarmes ont interpellé « une paisible ménagère » qui a dû « exhiber le contenu de son panier à provisions ». « Trop, c'est trop », conclut M. Dangy, directeur du Perche.

M. Robert Tanné, maire de Morlagne, partage l'avis de ses concitoyens sur cette présence intempestive. « Le capitaine commandant les deux escadrons de gendarmes mobiles a fait un peu de zèle », reconnaît-il, tout en expliquant que « le ministre ne voulait pas être ennuyé comme à Falaise (Calvados), où il avait été, paraît-il, séquestré pendant deux heures par des manifestants ».

La préfecture n'a pas hésité à prendre les devants, et M. Robert Tanné affirme que Morlagne n'avait pas vu pareil service de sécurité depuis les visites du général de Gaulle et du président Pompidou.

1221

الجمهورية العربية السورية

UNESCO

RÉUNIE A NAIROBI POUR SON TRENTIÈME ANNIVERSAIRE

La conférence générale pourrait apaiser les inquiétudes américaines sur la place d'Israël dans l'Organisation

La dix-neuvième conférence générale de l'UNESCO s'est ouverte ce mardi 26 octobre à Nairobi (Kenya). Elle durera jusqu'au 30 novembre. A cette occasion, l'Organisation va accueillir son cent trente-huitième Etat membre : la République populaire d'Angola. Cette

réunion coïncide avec le trentième anniversaire de l'Organisation : c'est en effet le 4 novembre 1946 qu'est entré en vigueur l'acte constitutif adopté l'année précédente. Cet anniversaire est célébré dans un climat troublé par les répercussions du conflit israélo-arabe : les votes

intervenus à l'encontre d'Israël lors de la précédente conférence ont amené les Etats-Unis à suspendre leur contribution financière à l'UNESCO. Ce conflit pourrait s'apaiser au cours de la session, mais les Américains s'inquiètent des projets de la conférence sur

l'organisation de l'information. Dans un message, le directeur général a rappelé « la finalité éthique de l'Organisation ». Il a souligné « les obstacles à l'entente entre les nations » et la nécessité d'une « recherche patiente des voies justes par la coopération ».

Le trentième anniversaire de l'UNESCO sera-t-il celui d'un consensus quasi universel autour des missions dévolues à l'Organisation — le développement de l'éducation, de la science et de la culture, et, depuis une date plus récente, de l'information ? L'UNESCO ne peut-elle prétendre réunir presque tous les pays sur un pied d'égalité, malgré les différences de régime politique et de développement économique ? Lors du vote du budget et du programme pour 1975-1976, les uns et les autres avaient marqué par une sorte de consensus de « joyeux avènement » l'arrivée de M. McBow à la tête de l'Organisation.

Mais le consensus a été vite rompu par les répercussions de la crise israélo-arabe sur la conférence générale : celle-ci avait refusé d'inscrire Israël dans la région « Europe ». Parallèlement, elle avait condamné les fouilles entreprises à Jérusalem par les Israéliens. A l'inspiration des pays arabes, elle avait retiré à Israël l'aide — minime — accordée par l'UNESCO. Après ces votes, le Congrès des Etats-Unis suspendait, le 17 décembre 1974, le paiement de la contribution américaine à l'UNESCO jusqu'à ce que l'Organisation « adopte une politique correspondant pleinement à ses objectifs éducatifs, scientifiques et culturels », et entreprenne de « corriger consciencieusement ses récentes initiatives de caractère politique ».

Le conflit a pesé jusqu'à présent sur la vie de l'Organisation, malgré les efforts de M. McBow pour en réduire la portée. La contribution américaine représentant un quart du budget de l'UNESCO (soit près de 40 millions de dollars pour la période 1975-1976), celle-ci n'a pu continuer à fonctionner que grâce aux 28 millions de dollars avancés par onze Etats membres (des pays arabes « pétroliers », ainsi que le Maroc, le Nigéria et la Yougoslavie).

En attendant l'élection du 2 novembre aux Etats-Unis

Comment la question sera-t-elle réglée à Nairobi ? Jusqu'à présent, les Etats-Unis n'ont payé qu'un arriéré concernant la période 1973-1974 et le montant de leur participation au « fonds de roulement » de l'Organisation qui leur assure, conformément au règlement, le droit de vote à la conférence générale. Toutefois, au cours d'un entretien avec M. McBow à Washington, le 18 octobre, M. Henry Kissinger a laissé entendre que l'administration d'Israël à l'UNESCO dans la région Europe pourrait amener le gouvernement de Washington à reconsidérer sa position. L'élection présidentielle américaine ayant lieu dans une semaine, celui-ci sera débarrassé des préoccupations électorales avant la fin de la conférence générale.

Tous les espoirs sont donc permis, à condition qu'une majorité de pays « européens » accepte d'accueillir Israël. Le conseil exécutif a, en effet, proposé que la participation aux activités régionales de l'UNESCO soit décidée par les Etats de la région concernée : la parole est donc aux Européens. A condition aussi que d'autres initiatives ne viennent pas brouiller les cartes : ainsi, en décembre 1975, une résolution se référant à la condamnation du sionisme (assimilé à une forme de racisme) par l'Assemblée générale des Nations unies avait fait rebondir la querelle. Les Etats-Unis s'inquiètent beaucoup, d'autre part, du désir des pays en voie de développement de pouvoir opposer une sorte de « contre-information » à celle des grandes agences mondiales.

L'équilibre de l'information

Pour éviter des conflits ouverts et tenter de trouver des terrains d'entente, le conseil exécutif a proposé, le 12 octobre, de créer un « groupe de négociation » composé de vingt-cinq membres appartenant aux cinq « régions ». Il serait chargé de mettre au point des projets de résolution acceptables par la plupart des pays sur tous les sujets « explosifs ». Ainsi espérait-on rétablir un « consensus » minimal. M. McBow n'entend pas seulement obtenir un fonctionnement normal de l'Unesco, qui ne peut reposer seulement sur l'aide des pays arabes : il souhaite trouver un *modus vivendi* entre les différents groupes (pays industrialisés et sous-développés, « groupe des 77 », Occidentaux, Etats socialistes, africains et arabes).

Quelques heures avant l'ouverture de la conférence générale, M. McBow a exprimé son optimisme au micro des radios africaines : il a précisé qu'Israël entrerait dans le groupe Europe en même temps que les pays récem-

ment admis à l'UNESCO. Seraient inscrits dans leurs groupes respectifs : Grenade et Surinam dans le groupe Amérique du Sud, Saint-Martin dans la région Europe, le Mozambique, l'Angola et les Seychelles dans la région Afrique, et la Papouasie-Nouvelle-Guinée en Asie. Le directeur général a affirmé qu'aucun document de l'UNESCO n'envisageait de restreindre la liberté de l'information et la libre diffusion des nouvelles. Mais l'UNESCO doit s'attaquer, a-t-il dit, à l'inégalité en matière d'information, les « faibles » de celle-ci « venant toujours des pays développés en direction des pays en voie de développement ».

Les votes à l'encontre d'Israël ont amené de nombreux intellectuels sensibles au sort de ce pays à dénoncer la « politisation » de

l'UNESCO. Et de réclamer, comme les Américains, un retour de l'Organisation à sa « vocation originelle ». En fait, celle-ci a, depuis longtemps, été mise en cause : dès 1946, l'extension des activités de l'UNESCO à l'Allemagne et au Japon avait soulevé de vives réactions protestataires de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie. A l'époque de la guerre de Corée, les Américains n'avaient pas agi très différemment des pays arabes, en tentant d'entraîner l'UNESCO dans la défense du « monde libre » et la condamnation de l'agression. Mais il s'agissait encore de querelles entre les membres du « club » des grandes puissances.

L'entrée des nouveaux Etats indépendants d'Afrique a changé

les dimensions du débat : les pays du tiers-monde, qui dominent la conférence générale, utilisent à leur tour cette tribune pour leurs causes. Mais ce changement de majorité, que symbolise la présence d'un Africain à la tête de l'Organisation, est difficile à accepter pour les puissances occidentales, dont l'influence a été longtemps prédominante.

« L'arme de l'argent »

Aucun conflit, en revanche, n'avait eu, jusque-là, de répercussion sur les finances de l'UNESCO : les Etats-Unis ont été les premiers à se servir de « l'arme de l'argent » pour faire pression. Mais les discussions bi-annuelles

sur le budget et le programme de l'UNESCO ne sont pas exemptes d'arrière-pensées politiques. Traditionnellement, les délégués des pays industrialisés (et là les représentants des Etats socialistes rejoignent les Occidentaux) souhaitent modérer les dépenses de l'Organisation et lui reprochent une politique de développement « tous azimuts ». Les pays du tiers-monde voient dans cette attitude, non sans quelque raison, une préférence pour une coopération bilatérale, où comme le disait un délégué algérien, « malgré les bons sentiments, il y a toujours inégalité ».

Ces débats vont sans doute ressurgir au cours de la conférence générale : le projet de budget pour les années 1977-1988, pro-

posé par le directeur général et approuvé par le conseil exécutif, s'élève à 224 413 000 dollars, soit 30 % de plus que le budget des deux années précédentes. Mais les fluctuations du dollar — qui est le monnaie de compte de l'Organisation — et surtout l'inflation (en particulier en France, où se trouve le siège de l'Organisation) gênent une partie de leur portée aux critiques sur les dépenses excessives de l'Organisation. Le budget prévu ne permettrait qu'un accroissement de 4,2 % des activités de l'UNESCO, peu supérieur à celui de l'exercice 1975-1976, l'inflation au cours de ces deux années ayant coûté plus de 21 500 000 dollars (200 200 000 F) à l'Organisation.

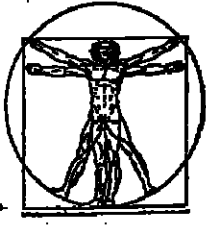
G. H.

UN REMPLACEMENT ? DU RENFORT ? NOUS ARRIVONS !



...ET NOUS PARTONS QUAND LE TRAVAIL EST FAIT.

MANPOWER



Coleman

FAITS DIVERS

L'affaire des « brigades rouges »

LE PÈRE DE JOËL MATENCIO AVAIT RECONNU L'ÉCRITURE DE SON FILS

Joël Matencio, inculpé de séquestration et d'homocides volontaires dans l'affaire des « brigades rouges », n'a pas continué la grève de la faim qu'il avait commencée le premier jour de son incarcération à Vaires (Seine).

D'autre part, le père de Joël Matencio, interviewé lundi 25 octobre à TF 1, a déclaré qu'il avait reconnu l'écriture de son fils lors de la parution dans « le Dauphiné libéré » du 2 juillet dernier de la première lettre des « Brigades rouges ». Le père du prévenu a toutefois ajouté qu'il ne croyait pas son fils capable de commettre de tels crimes.

CORRESPONDANCE

Le « monitoire » et la « réaggrave »

D'un de nos abonnés parisiens, M. A. Gardébois, nous avons reçu la lettre suivante :

La procédure utilisée pour retrouver les « brigades rouges » est à rapprocher de la procédure du « monitoire » employée sous l'Ancien Régime.

Quand un crime avait été commis (et tout vol était qualifié crime), et que l'information n'aboutissait à aucun résultat, ce qui était très fréquent, le procureur du roi, après requête au curé de la paroisse, qui saisissait l'officialité (tribunal ecclésiastique), et après autorisation de cette dernière, procédait au

« monitoire ». Au cours de la grand-messe, au prône, trois dimanches de suite, le curé du lieu où avait été commis le crime, ainsi que dans les paroisses alentour, adjurait chacun de déclarer « en son âme et conscience » ce qu'il savait des circonstances du crime. Cette procédure n'avait, en général, aucun succès et suscitait surtout délations et vengeances recueillies par le curé et transmises au procureur du roi.

Parfois, l'officialité avait recours, lorsque le « monitoire » avait échoué, à la « réaggrave », qui, dans les mêmes formes, sanctionnait par l'excommunication le silence de ceux qui, sachant, se taisaient. Le « monitoire » avait été remis en honneur pour le procès intenté au surintendant Fouquet en 1661.

N.D.L.R. — La réaggrave est un terme de droit canon s'appliquant à un décalier monitoire publié après trois monitions et l'aggrave (l'aggrave du X^e siècle). « A l'aggrave qui, outre l'exclusion des choses religieuses, interdisait l'usage des choses publiques, la réaggrave ajoutait la privation de tous rapports avec la société ».

SUICIDE D'UN DÉTENU

Mercredi 23 octobre à la maison d'arrêt Charles-III de Nancy, M. Mario Pissidi, maçon, âgé de trente-trois ans, s'y est pendu le lendemain, entre 22 h. 10 et 22 h. 40, avec des lanières coupées dans son enveloppe de matelas.

M. Pissidi était inculpé de vol et fausse déclaration de chèques et de falsification de documents administratifs. Il a laissé une lettre indiquant qu'il n'avait « jamais su [se] faire comprendre ».

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Recommandation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

L'AFFAIRE DASSAULT

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Vérités et mystères

Comment démêler ce qui commence à devenir un imbroglio fiscal ? Comment voir clair, après tant de « révélations », dans l'affaire Dassault de Vauvray ? Les hebdomadaires tentent de fournir des explications, mais ils retiennent surtout l'aspect politique qu'un tel scandale éclaire.

Dans LE POINT, Jean-Marie Fontaut, Marie-Thérèse Guichard et Jacques Duquesne estiment que cette affaire « a atteint sa pleine dimension politique ». « Non parce qu'elle touche, expliquent-ils, un député : M. Marcel Dassault, chacun le sait, est plus un industriel qu'un parlementaire. Si s'il réservait comme il le fait, la plus grande part de ses subsides à ses amis politiques, il n'en était pas avare pour les autres. Ce n'est pas à cet égard que l'affaire est politique. C'est qu'elle atteint un empire industriel de bonne dimension, un homme qui, c'est vrai, étroitement lié son destin à celui de la majorité gouvernementale et qui a été à sa manière et pour sa part l'artisan d'une politique d'indépendance nationale. Il est fatal que ses retombées soient d'importance ».

Sur ce point, INFORMATIONS OUVRIÈRES, tribune libre de la lutte des classes, affirme que « derrière Dassault, c'est toute la politique d'armement des ministres U.D.R. de la défense qui est désormais visée ».

Philippe Gaudier, dans LE NOUVEAU ECONOMISTE, donne « un coup de projecteur sur l'empire Dassault », dont il énumère les « principaux fleurons » : « Numéro 1 et passion fidèle, l'aéronautique (...) ; hobby second,

mais envahissant : l'immobilier (...) ; le violon d'Ingres : la presse (...) ; les autres activités, dont la publicité, le cinéma, la viticulture et la finance ». Au total, conclut-il, une bonne trentaine de sociétés, S.A.R.L. pour la plupart. Volume d'affaires ? Difficile à estimer. En tout cas, pas loin de 10 milliards de F. »

Pour Claude Picant et François Germain, Roblin, dans L'HUMANITE, DIMANCHE, ce sont des « trusts » comme celui de Dassault « qui dominent la France, pillent doublement les fonds publics en ne payant pas d'impôt et en s'appropriant chaque année subventions et marchés publics ». Ils poursuivent : « Ce sont eux qui, avec leurs profits scandaleux, épandent contre le franc et investissent à l'étranger, ruinant l'économie. Ils bénéficient pour cela de la complicité de l'Etat, du gouvernement et de la droite réactionnaire. C'est la majorité de droite qui a balayé, lors du débat parlementaire, les propositions précises et raisonnables faites par les élus communistes. Elles auraient permis, en frappant lourdement les grosses sociétés et les privilèges de la fortune, d'écarter l'insécurité pour les travailleurs, d'améliorer leur niveau de vie, de relancer l'économie par la consommation populaire. L'affaire Dassault confirme que des moyens des richesses considérables, existent dans notre pays ».

Avant de se demander ce qu'attend le gouvernement pour proposer la nationalisation de Dassault au Parlement, Jacques Derogy, Pierre Ferdel et Michèle Cottia notent dans L'EXPRESSION que « le problème n'est pas dans

le fait que M. Dassault utilise comme il l'entend les bénéfices qui lui reviennent en tant qu'industriel principal — et le plus souvent unique — de ses sociétés ». « Mais, s'interrogent-ils, les marchés passés par l'Etat, les avances publiques consenties à un tel niveau, ne doivent-ils pas être contrôlés par le gouvernement, le Parlement, tous les Français ? »

Bernard Guetta et François-Henri de Vries écrivent, de leur côté, dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR : « Quand on voit comment Marcel Dassault se sert de l'Etat français et de l'argent des contribuables pour son propre profit, on se dit qu'une nationalisation régulerait bien des problèmes. Pourquoi le secteur privé aurait-il le monopole de la fabrication des avions qui se vendent, les avions de combat, tandis que le secteur nationalisé continuerait de produire des appareils civils souvent inadaptés ? Pourquoi les pertes seraient-elles toujours pour la collectivité et les profits pour le capitaliste qui ne prend aucun risque financier ? »

Nationalistes, Dassault ? La gauche, bien sûr, y pense. Mais Giscard aussi [qu'il] pour l'instant se tait. Bien sûr, il est tenté de sacrifier Dassault après l'avoir laissé « monter » par la commission d'enquête parlementaire. Il ne déplorait pas au chef de l'Etat de prouver à l'opinion que le capitalisme peut faire sa propre police et donc qu'il est « maitrisable ».

Le bienfaiteur de l'Oise

Dans L'UNITE, hebdomadaire du parti socialiste, Guy Perrinmond note : « Les accusations de Vauvray sont suffisamment précises — dates, chiffres, faits, sociétés impliquées — pour que le ministre des finances, par exemple, se sente concerné et qu'un « petit quelque chose » soit entrepris. On qu'il la direction des impôts en s'interroge. Bref, après la description faite par de Vauvray et la publication de son résumé, il semble qu'il n'y ait que deux solutions. On commence tout le monde que de Vauvray est un dangereux mythomane, ce qui sera difficile, ou cesser de « protéger » Marcel Dassault ».

Pour RIVERO, « le pouvoir observe une attitude qui peut se résumer fort imprudent, puisqu'il autorise aux institutions les plus préjudiciables à l'honneur et à la considération de l'Etat, surtout à un moment où il est exigé de tous les Français possédant des ressources aisées, de contribuer à l'effort national tout particulier. CARRER-FOUR affirme : « Si M. Marcel Dassault est député — bien qu'il ne soit pour ainsi dire jamais présent aux séances de l'Assemblée — et si, à ce titre, il s'est montré un infatigable bienfaiteur de sa circonscription, dans l'Oise, ce n'est pas à ce titre que ses « ennemis » le visent. Mais pour lui arracher cet empire qu'il s'est taillé depuis quarante ans dans la construction aéronautique, qui lui permet de traiter d'égal à égal avec l'Etat. Ce que beaucoup ne lui pardonnent pas ».

« Scandales financiers, corruption, pégre fasciste... Décidément, il y a quelque chose de pourri dans ce régime décadent ! », s'exclame REVOLUTION, L'OUVRIER DES TRAVAILLEURS, hebdomadaire communiste révolutionnaire. Signant l'édition de LUTTE OUVRIÈRE, trotskiste, Arlette Laguerre relève : « M. Dassault n'avait pas besoin de violer la loi. Cette loi est faite pour lui, pour les siens, pour les possédants. Une loi qui laisse aux milliardaires une multitude d'artifices pour échapper à l'impôt, mais qui ne laisse aucune échappatoire aux travailleurs. Oui, il y a un scandale Dassault, mais il dépasse le personnage. C'est un scandale social, un scandale de classe ».

Dans HEBDO - T.C. - TEMOIGNAGE, CHERETTES, Georges Montaron écrit : « L'affaire Dassault prouve que c'est le système même du capitalisme libéral qui est pourri. Elle révèle, nous qu'un long discours, les rêves élyséens sur la société pluraliste. Elle brise les élan de confiance qui pourraient se manifester dans l'opinion, puisqu'elle montre qu'il n'y a pas égalité des citoyens devant l'impôt. Enfin, les dangers réels que nous courons à cause du monopole Dassault — et il y a d'autres monopoles — nous apparaissent plus vrais, plus tangibles, plus immédiats que les menaces du collectivisme. D'autant plus que ce collectivisme, nous ne le voyons ni dans le programme commun ni dans les recherches de ceux qui, à gauche, œuvrent pour une société plus juste et plus épanouissante pour l'homme ».

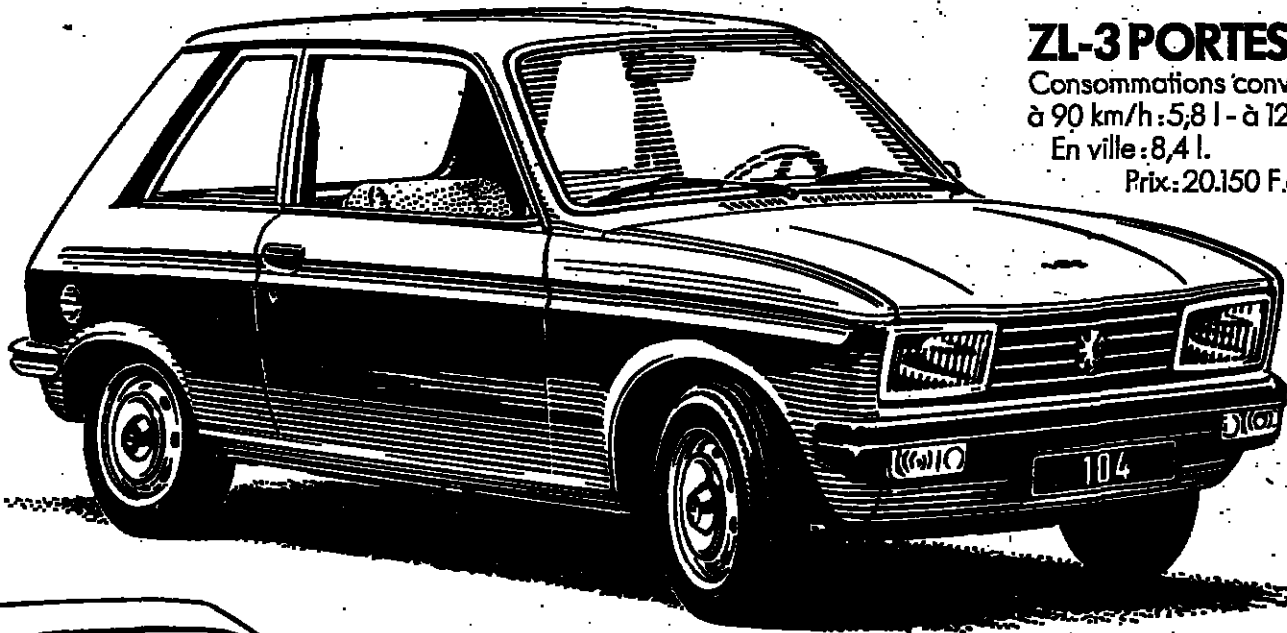
(Publié)

Vacances de Toussaint

5 jours de
math, phys...

Rattrapage intensif pour les élèves de la 3^e et la Terminale.
une formule. SOS-MATH
3, rue de MONCEAU 93-81-34
Même Ecole ou Saint-Philippe.

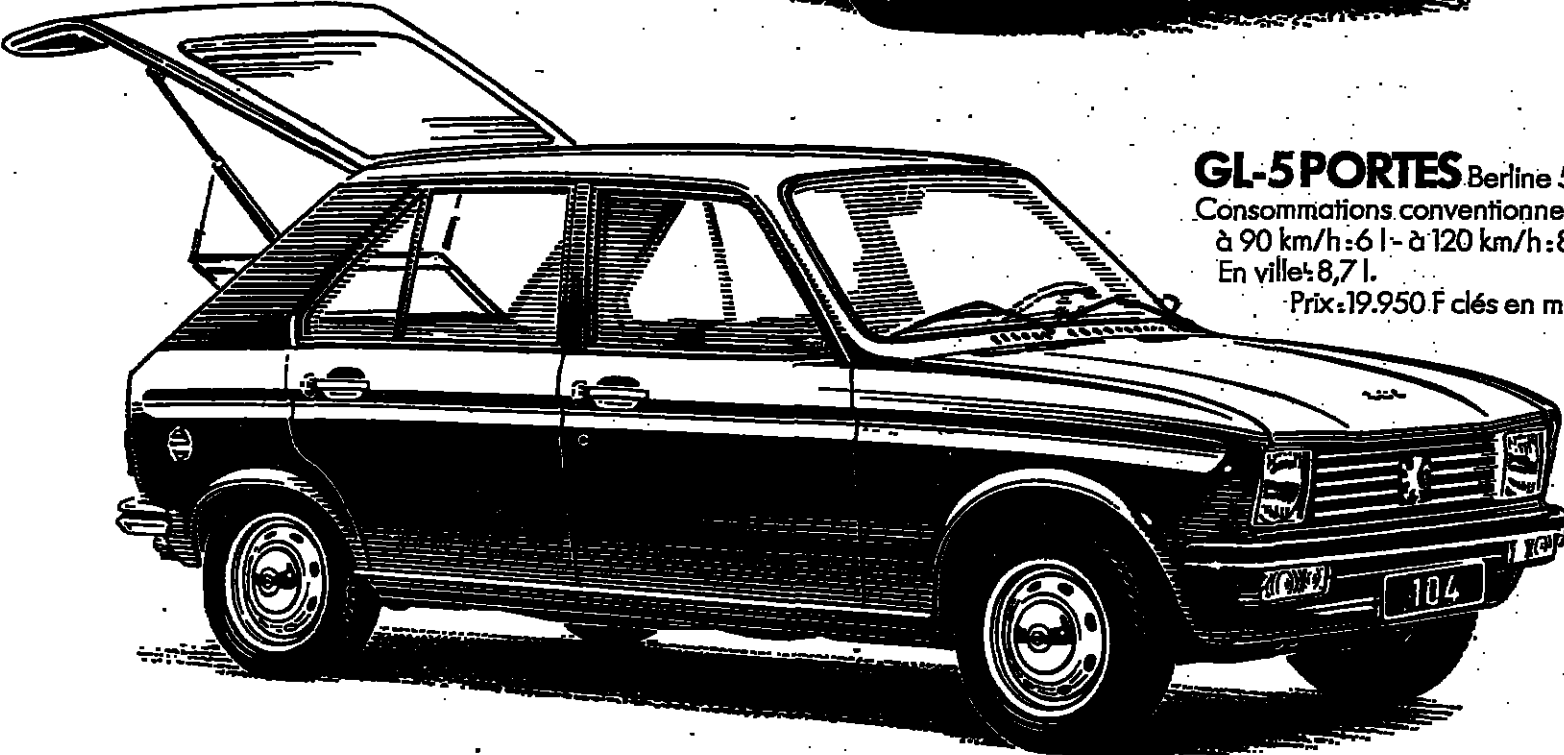
Nouvelles 104-5 CV. Roulez à l'essence ordinaire.



ZL-3 PORTES Coupé 5CV.

Consommations conventionnelles :
à 90 km/h : 5,8 l - à 120 km/h : 8,7 l.
En ville : 8,4 l.

Prix : 20.150 F. clés en main*



GL-5 PORTES Berline 5CV.

Consommations conventionnelles :
à 90 km/h : 6 l - à 120 km/h : 8,5 l.
En ville : 8,7 l.

Prix : 19.950 F. clés en main*

PEUGEOT
Nouvelles 104.
Soyez à l'aise partout.



* Tarif au 12/07/76.

Peugeot fait confiance à ESSO

150 000

L'AFFAIRE DASSAULT

La C.G.T. se réserve le droit d'engager une action juridique sur l'utilisation des fonds publics par la firme

Les responsables des sections syndicales C.G.T. de la société Dassault-Breguet ont chargé M. Charles Lederman, avocat à la cour de Paris, d'introduire, en leur nom personnel et en tant que salariés, une procédure pour obtenir communication des documents qui permettraient de vérifier dans quelle mesure les droits des salariés du groupe aéronautique privé ont été

lésés ou non, après la divulgation de la note de M. Hervé de Vathaire sur la gestion comptable des différentes sociétés contrôlées par M. Marcel Dassault.

« Aujourd'hui », observent les sections syndicales C.G.T., « apparaissent clairement les liaisons du pouvoir avec le groupe Dassault,

l'utilisation des fonds publics à des fins personnelles et leur dilapidation au profit des groupes politiques de la majorité ». La C.G.T. demande une réunion exceptionnelle au comité central d'entreprise « pour qu'une délibération soit prise en vue d'engager toutes actions juridiques utiles au nom du comité d'entreprise ».

C'est mercredi 27 octobre que la commission

des lois de l'Assemblée nationale examinera, à la demande des socialistes, la création éventuelle d'une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation de fonds publics alloués à la société Dassault par le procédé des avances remboursables, jamais ou rarement remboursées, selon la proposition socialiste de résolution.

« Si mon mari a gagné de l'argent, il ne l'a pas volé » déclare l'épouse de l'industriel

L'épouse de M. Marcel Dassault et la concubine de leur hôtel particulier situé dans le sélect quartier d'arrondissement de Paris, Mme Bonhomme, sont venues déposer le lundi 25 octobre en qualité de témoins devant M. François Petot, juge d'instruction, au sujet de l'appel téléphonique que M. Hervé de Vathaire, le directeur-comptable de certaines sociétés Dassault, assure avoir donné, le 6 juillet, depuis l'hôtel Hilton d'Orly à son « patron », après avoir prélevé 8 millions de F sur son compte personnel.

Mme Dassault a profité de l'occasion pour manifester son indignation devant les journalistes à propos des accusations de fraude fiscale dont son mari fait l'objet, s'exprimant notamment :

« Il n'a fait que des choses extraordinaires dans sa vie. C'est un génie. En France, on ne le croit pas. Pourtant, à l'étranger, on connaît ses mérites. Il est un bon patron, généreux avec ses employés, économe et sans être la restriction de ceux qui ont vingt ans de moins que lui. S'il a gagné de l'argent, il ne l'a pas volé... »

Le point de vue du Syndicat de la magistrature

D'autre part, dans un communiqué, le Syndicat de la magistrature s'interroge sur la position du procureur de la République de Paris dans l'affaire Dassault-Vathaire.

A la suite de la publication par l'hebdomadaire le Point de documents concernant l'affaire de Vathaire-Dassault, note le Syndicat de la magistrature, M. Paul André Sudant, alors procureur de la République à Paris, nommé depuis procureur général de la cour d'appel de Paris, a fait paraître le 15 octobre 1976 un communiqué dans lequel, dans un mandat, il conseille à M. Dassault de porter plainte pour diffamation. Il indique avoir porté à la connaissance du ministère de l'économie et des finances les

documents du dossier « pour » lui permettre de faire « pro- » trative en vue de rechercher si » les accusations portées sont ou » non fondées ». Les réactions de M. de Vathaire, telles qu'elles » rendent compte la presse, semblent » faire apparaître non seulement » des irrégularités susceptibles de » constituer des infractions fiscales » que le parquet ne peut poursuivre » de sa seule initiative, mais aussi » des délits de droit commun tels » que faux en écriture, corruption » de fonctionnaires et abus de biens » sociaux. Or, aux termes de l'ar- » ticle 41 du code de procédure » pénale, « le procureur de la Répu- » blique procède ou fait procéder à » tous les actes nécessaires à la » recherche et à la poursuite des » infractions à la loi pénale. A cette » fin, il dirige l'activité des officiers » et agents de police judiciaire dans » le ressort de son tribunal. »

« Le Syndicat de la magistrature », est-il précisé dans son commu- » niqué, « s'interroge sur les moti- » vations qui ont poussé le » procureur de la République de » Paris, qui est, rappelons-le, su- » bordonné hiérarchiquement au » ministre de la justice, membre » du gouvernement, à ne pas » exercer la plénitude de ses attri- » butions, alors surtout que les » délits visés, s'ils étaient établis, » lésaient l'ensemble des person- » nels des sociétés appartenant à » M. Dassault et, au-delà, l'ensem- » ble des contribuables. Il rappelle » qu'il a toujours dénoncé le secret » qui entoure les procédures fis- » cales, le caractère obligatoire » d'une plainte préalable du minis- » tère de l'économie et des finances » pour engager des poursuites en » ce domaine et la possibilité pour » celui-ci de transiger dans la se- » cret et quelle que soit l'importan- » ce de la fraude. Il souligne » enfin que, en l'état, seule une » procédure de droit commun per- » met un minimum de publicité et » la possibilité d'un contrôle de la » part des victimes, en l'occurrence » les travailleurs des sociétés Das- » sault. »

Comme toutes les sociétés aéronautiques, à commencer par les entreprises nationales, qui disposent de bureaux d'études, le groupe privé Dassault-Breguet bénéficie d'avances remboursables de l'Etat, qui sont autant d'investissements publics engagés pour lancer un programme militaire ou civil, et progressivement restitués, en principe, totalement ou partiellement par le constructeur à partir de la vente d'un certain nombre d'exemplaires de l'avion conçu grâce à ce mécanisme financier. Comme toutes les sociétés aéronautiques, à commencer par les entreprises nationales, qui exportent leurs matériels, le groupe privé Dassault-Breguet est invité — depuis une vingtaine d'années — à verser au Trésor des redevances payées par les exportateurs en contrepartie des avantages commerciaux retirés, par eux, du soutien financier que leur accorde régulièrement l'Etat.

A plusieurs reprises, dans le passé, la Cour des comptes a estimé normal que l'Etat soit, tout au moins en partie, remboursé de ses débours lorsque des matériels conçus à ses frais et pour ses besoins font l'objet d'exportation au profit des fabricants. Analysant les différents contrats conclus avec les industriels, la Cour des comptes a relevé l'existence d'importants retards, voire de nombreux défauts de paiements, dans la restitution à l'Etat des avances remboursables.

On aurait tort de croire que le groupe privé Dassault-Breguet est le seul à tenter de se soustraire à ce recouvrement des redevances. Les sociétés aéronautiques nationales et, d'une manière générale, les constructeurs d'armements sont, dans la plupart des cas, des débiteurs de l'Etat en la circonstance.

Il existe plusieurs explications à un tel état de faits. Et, d'abord, les études des matériels exportés peuvent n'être que partiellement financées par l'Etat. L'industriel conçoit certaines améliorations à ses propres frais, ce qui conduit à adopter des taux réduits de redevances à la puissance publique. Ensuite, les encaissements reçus par les exportateurs, qui permettent de payer les redevances exigées, s'étendent souvent sur une longue période de temps, ce qui peut expliquer les délais constatés dans le recouvrement des sommes dues à l'Etat. Enfin, et surtout, l'administration se réserve très fréquemment le droit

d'exonérer, totalement ou partiellement, l'industriel du paiement des redevances pour lui permettre de pratiquer de meilleurs prix à l'exportation. Ainsi, la commission d'enquête parlementaire, si sa création est décidée, aura toutes les chances, en examinant l'utilisation des fonds publics alloués au groupe privé Dassault-Breguet, de découvrir des circonstances dans lesquelles les avances remboursables de l'Etat n'ont pas été remboursées. Peut-être même en découvrir-t-elle de nombreux cas, dès lors que les avions Mirage ont été parmi les matériels de guerre les plus vendus à l'étranger, avec les automitrailleuses légères, les hélicoptères et les missiles tactiques.

On peut donc penser qu'une éventuelle commission d'enquête parlementaire ne devrait pas se contenter d'examiner ce seul point de la gestion du groupe Dassault-Breguet, ni même la destination finale ou certaines des sommes avancées par l'Etat pour construire, en principe, des avions. C'est en réalité à une étude exhaustive du rôle et de la place du groupe privé au sein de l'ensemble de l'industrie aéronautique que devraient être confiées les parlementaires.

Certes, le constructeur du Mirage peut faire valoir que ses ventes d'avions militaires à l'étranger procurent du travail à toute l'industrie aéronautique, y compris les sociétés nationales associées à la construction de ses appareils, et qu'une diminution des commandes à l'exportation entraînerait — comme c'est le cas pour cette année — une chute sensible du chiffre d'affaires global de tout ce secteur en France. Mais, précisément, ce rôle dominant ou moteur — à l'exportation, de la société privée, qui s'explique aussi par la qualité de ses bureaux d'études ou de ses ateliers de production, est, en partie, le résultat du monopole qui lui a été reconnu — de fait — dans la fabrication d'avions militaires.

Le monopole est réel, si évident que de nombreux responsables, dans le groupe privé, n'ont cessé de vouloir s'opposer — mais en vain — à quelques années, à la diversification de la production Dassault-Breguet, lors de la décision de lancer la construction d'un avion de ligne civil, le Mercure. A l'époque, les

opposants au Mercure ont affirmé que, seuls, les contrats militaires devaient suffire à assurer, à long terme, la prospérité de la société privée. Aux Etats-Unis, cette observation conserve toute sa valeur puisque c'est la société des avions militaires McDonnell qui a eu l'occasion d'acheter la société des avions commerciaux Douglas, alors en profondes difficultés, et non le contraire.

Alliance

Entreprise « motrice » à l'exportation, grâce à l'aide de l'Etat : société en état de monopole en France, puisque l'armée de l'air lui achète tous ses avions de combat et d'entraînement ; la situation du groupe aéronautique privé Dassault-Breguet relève du préambule de la Constitution de 1946, reprise par celle de 1958, qui prescrit notamment : « Tout bien, toute entreprise dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité. »

La nationalisation de la société Dassault-Breguet est inscrite, en définitive, dans les textes officiels et les règles juridiques qui forment la loi fondamentale de la nation française. Et la nature des liens de coopération industrielle et technique tissés, depuis une trentaine d'années, entre le groupe privé et ses parte-

naires — ou parfois rivaux — déjà nationalisés devrait encore inciter le gouvernement à appliquer les principes fondamentaux de la Constitution.

En obtenant que la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS) collabore à la fabrication du Mirage et des avions d'affaires conçus par Dassault-Breguet et qu'elle prenne une part importante dans la production du moyen-courrier Mercure-200, le gouvernement a indirectement préparé l'alliance des deux entreprises aéronautiques. Malgré les querelles du passé, les deux sociétés sont en mesure de travailler davantage encore en symbiose s'il le fallait, et ce rapprochement devrait s'achever avec l'adoption d'un statut juridique équivalent.

Il reste que la nationalisation n'est pas la panacée, surtout si elle avait pour effet d'instituer une société unique ingouvernable en raison de sa taille ou des rivalités de personnes. Dans une industrie aéronautique dont les dirigeants avaient, eux-mêmes, qu'elle ne soit plus attirer les talents, contrairement à ce qui s'est passé aux premières années de son développement, il ne faudrait pas, non plus, qu'elle se montre incapable de les retenir à un moment où les nations, surtout les plus jeunes, se lancent à la conquête du ciel, chacune pour soi, avec la création de leur propre industrie aéronautique.

JACQUES ISNARD.

POLICE

Le ministre de l'intérieur dément que des écoutes téléphoniques visent les milieux politiques

Après la publication dans le *Nouvel Observateur* daté 25-26 octobre d'un article de Georges Many intitulé « Le complot Chirac » et comportant sous l'intertitre « L'économie » [de M. Michel Ponsiatowski] un passage consacré à la multiplication des écoutes téléphoniques « touchant aux milieux politiques » — « ministres, élus, journalistes », — le ministre de l'intérieur a indiqué lundi 25 octobre dans un communiqué

qu'il démentait catégoriquement ces informations. « Cet article malveillant et mal informé, précise le communiqué, va jusqu'à insinuer que les lignes personnelles de certains ministres en fonction seraient l'objet de surveillance. Une fois de plus, le ministre de l'intérieur rappelle que, conformément à la loi, et depuis l'élection à la présidence de la République de M. Valéry Giscard d'Estaing, n'est autorisée que l'écoute des communications téléphoniques mettant en cause la sécurité de l'Etat ou de celles touchant à la grande criminalité et à l'exclusion de tout autre. »

« Si l'auteur de l'article voulait bien apporter la preuve de ce qu'il avance, le gouvernement lui serait reconnaissant de la contribution qu'il apporterait ainsi à l'application de la loi », conclut le communiqué.

Le ministre de l'intérieur, M. Michel Ponsiatowski, a lui-même, et dans des termes identiques, démenti formellement l'existence des écoutes téléphoniques « politiques » dans des interviews accordées, lundi soir 25 octobre, au journal télévisé de TF 1 et à Radio-France.

Le même jour, dans son allocution d'ouverture du séminaire de l'O.C.P.E. sur « Les collectivités locales et l'informatique », le ministre a décrit les dangers d'une utilisation à des fins partisanes de l'ordinateur : « Toute précaution devra être prise pour que, sous couvert de gestion administrative, certains élus, qui sont avant tout partisans, ne puissent élever une trame propre à mettre la population à la disposition de leurs objectifs de partis, comme nous le voyons dans un de nos départements et dans certaines communes », a déclaré M. Ponsiatowski, qui a précisé que ces pratiques tomberaient sous le coup de la loi — future — réglementant l'usage de l'informatique.

Pour les observateurs, le ministre de l'intérieur visait le département et certaines communes de la Seine-Saint-Denis, à majorité communiste, qu'il accuse implicitement de mettre sur fichier informatique les renseignements d'ordre personnel de leurs administrés.

En réponse à ces accusations, M. Jean-Pierre Férillaud, président (P.C.) de la commission départementale de la Seine-Saint-Denis, nous a dit : « Si M. Ponsiatowski vise l'informatique du département, il doit demander des comptes au préfet qui en est le responsable. Si vice les syndicats intercommunaux, chargés de l'informatique, nous pouvons lui dire que ceux-ci ont toutes les peines du monde à s'occuper des problèmes de gestion municipale. Toute manifestation policière nous est techniquement impossible et nous la condamnons. En réalité, la « première fille de France » nous prête ses propres agissements. »

CORRESPONDANCE

Une lettre et un rappel de M. Alfred Fabre-Luce

M. Alfred Fabre-Luce nous écrit :

Dans un article publié par le *Monde* du 15 novembre 1974, j'avais regretté que les rapports de l'Etat et de Dassault n'aient pas été soumis à l'examen d'une commission d'enquête parlementaire.

J'écrivais dans cet article :

« L'opposition propose bien la nationalisation de l'entreprise Dassault, mais assure l'échec de ce projet en le liant dans le programme commun de la gauche, à une menace suspendue sur l'ensemble des entreprises françaises. En somme : Dassault ou le chaos. Je crois que beaucoup de citoyens jugent avec moi cette alternative absurde. M. Marcel Dassault est un personnage qui n'a pas d'homologues. Il accepte aujourd'hui l'idée d'une nationalisation de son entreprise... Il demande seulement à garder un poste de conseiller technique. Pourquoi pas ? »

M. Marcel Dassault regrette aujourd'hui dans une lettre publique qu'une telle décision n'ait pas été effectivement prise à cette époque, ou même auparavant. Je me félicite de son approbation. Toutefois, mon article continuait ainsi :

« Il conviendrait seulement de s'assurer de son concours actif pour un examen attentif des marchés passés entre l'Etat et lui, des avances consenties et des remboursements effectués. Lui seul pourrait aider à débrouiller entièrement la comptabilité d'une entreprise où les inventions, les privilèges et les pourboires sont souvent mêlés d'échange façon. »

Je ne pouvais alors deviner qu'une telle investigation bénéficierait du concours d'un « boy scout ». (C'est ainsi que M. de Vathaire était caractérisé, la semaine dernière, par le principal collaborateur de M. Marcel Dassault.) « Boy scout », juge d'instruction, commission d'enquête : nous voici — tardivement — comblés. Certes, plus tous les pouvoirs qu'elles possèdent sous la IV^e République. Ce n'est pas M. Dassault, mais le « boy scout » qui comparait en incriminant devant le juge d'instruction. Enfin, les rapports du « boy scout » avec le P.-D. G. sont encore mal éclairés. Peut-être finirons-nous tout de même

par obtenir des réponses à deux questions importantes :

1) Les diverses parties de l'empire Dassault sont-elles réellement distinctes ?

2) Une part de l'enrichissement de M. Dassault peut-elle être attribuée à des privilèges particuliers consentis par l'Etat et finalement réglés par les contribuables ?

De la réponse à ces deux questions devrait dépendre éventuellement l'ampleur de la nationalisation et le montant de l'indemnisation qui la suivrait.

A un moment où l'ardeur de certains procureurs politiques va s'efforcer de compenser la mollesse ou l'inefficacité de leur action au titre de la loi, d'autre part, les lenteurs ou limitations de diverses procédures en cours peuvent retarder la solution, il ne m'a pas paru inutile de rappeler à M. Dassault, elles se désignent dans le *Monde* il y a deux ans. Elles montrent qu'il pouvait y avoir déjà (avant les récentes accusations de fraude fiscale) des raisons de poser la question Dassault.

Elles donnent peut-être aussi à leur auteur le droit d'ajouter que dans son esprit, aujourd'hui comme alors, la nationalisation de cette entreprise, justifiée par les conditions exceptionnelles dans lesquelles elle a exercé son activité, ne saurait constituer un précédent valable pour la nationalisation d'autres entreprises placées dans des conditions différentes. En tire, notamment, cette circonstance : si des entreprises choisissent de s'identifier, au nom d'un principe, à l'entreprise Dassault, elles se désignent elles-mêmes pour un sort injuste.

Le 25 octobre, dans une interview à Europe 1, le premier ministre, ministre des finances, a paru encore insuffisamment édifié sur les procédés de Dassault par le rapport de la Cour des comptes, des récentes et redressées fiscales des dernières années et l'enquête qu'il a lui-même fait engager en 1975. Ce sont les raisons de l'honneur. Mais il me semble que, le moment venu, nous aurons tous intérêt à relire cette phrase de M. Valéry Giscard d'Estaing : « Un système social n'est pas mauvais parce qu'il admet ouvertement et lucidement certaines de ses défaillances et qu'il se met à même d'y porter remède. »



Logabax:

l'informatique par objectifs.

Ne laissez pas votre investissement s'égarer. Logabax vous propose l'informatique par objectifs (et un Petit Livre Bleu qui l'explique).

Précisons ensemble votre objectif. Ensuite nous définirons le système Logabax qui permet de l'atteindre pleinement, sans complexité inutile et sans démesure.

C'est possible... Avec Logabax. Parce que la gamme Logabax est une vraie gamme, complète, diversifiée, matérielle et logicielle. La première gamme française pour équipements autonomes ou décentralisés.

Et maintenant - quel est votre objectif ?

Pour recevoir à titre gracieux le petit livre bleu de Logabax 32 pages de faits concrets, de cas observés en réel, d'informations précises sur quelques points chauds de l'informatique, retournez ce bon-inform

à LOGABAX, Service Livre Bleu, 243 bis, boulevard Fereire 75017 PARIS ou appelez le Service Livre Bleu de Logabax à 907.78.73.

NOM _____

SOCIÉTÉ _____

FONCTION _____

ADRESSE _____



Logabax
informatique

CULTURE

La mort de Raymond Queneau

Le poète et romancier Raymond Queneau est mort dans la matinée du 25 octobre, à Paris. Il était âgé de soixante-trois ans (1).

La place de Raymond Queneau dans notre littérature dépasse, et de loin, l'audience qu'a recueillie son œuvre. Ce poète, ce romancier, cet encyclopédiste fut un des premiers esprits du siècle, un de ses plus savoureux créateurs. Difficile à saisir dans ses multiples aspects : un génie profond qui se parait de l'humour et du rire ; un philosophe qui appliquait ses expériences dans des textes d'un comique irrésistible.

Le succès lui vint plus tard, après ses *Exercices de style* publiés en 1947, que deux ans après Yves Robert, dans son cabaret, devait mettre en scène. Dans ces années-là, Raymond Queneau appartenait à la constellation de Saint-Germain-des-Près, Juliette Gréco, à la Rose-Rouge, chante le célèbre poème *Si tu l'imagines*, mis en musique par Kosma. Dans les caves existentielles, Queneau a reconnu pour un des siens Boris Vian, avec qui il compose *Sonélla*. Boris, c'est un peu son fils spirituel. Il portera sur les fonts baptismaux l'*Ecume des jours* et l'*Arache-Cœur*. Boris vient d'écrire, sous le pseudonyme de Vernon Sullivan, *J'irai chercher sur vos tombes* et eubit les rigueurs du la loi pour outrage aux bonnes mœurs. C'est en même temps que Queneau invente *Sally Mura* et publie *On est toujours trop bon avec les femmes*.

Ces années-là pourraient faire illusion. Raymond Queneau y a tenu un moment la vedette. Il touche au cinéma, écrit des scénarios, compose des chansons de films. Toute cette *Ecume des jours* qui aboutit à l'académie Goncourt en 1951 et au film que Louis Malle tirera de *Zazie* en 1960, s'accompagne d'une activité plus grave. N'est-il pas depuis 1945 directeur désigné de l'*Encyclopédie de la Pléiade*, attelé au premier volume qui devait être une *Histoire de la science* ?

Quel genre l'emporte dans l'œuvre étendue de Raymond Queneau ? Un de ses meilleurs exégètes, Claude

Simonet, n'hésitait pas à affirmer dans la double page que « le Monde des livres » avait consacré à l'écriture (2) que c'est en lui le romancier qui domine. On voulait de publier le *Vol d'Icare*, qui sera sa dernière création romanesque. Un roman en forme de pièce de théâtre, comme ceux de la comtesse de Ségur, où un quadrille d'écrivains farfelus se lancent à la poursuite des héros qui avaient écrit leurs manuscrits. Des aventures, des gags, des jeux de mots, pour illustrer quoi ? Le débat alors en cours sur le roman où l'on prétendait mettre à mort le personnage ? L'interprétation ne suffisait pas. L'*Icare* de papier, échappé à son créateur, prenait chair peu à peu et devenait l'homme même. Sa rocambolesque équipée, qui le conduisait à travers toutes les inventions de l'humanité jusqu'à sa chute, traduisait d'une façon burlesque notre propre épopée.

C'est par le roman qu'il commence en 1933. On se rappelle le *Chien-dont* : une silhouette plate se dirige de son bureau à sa maison, tous les jours, mécaniquement. Puis elle se gonfle de vie, d'esprit, accomplit un périple insolite aux étapes touchées, qui ressemble pourtant à une marche vers la sagesse, avant de s'en retourner au néant.

Dans les deux livres et dans les onze titres qui les séparent, on tournaient aisément repérer une structure comparable : la fantaisie la plus débridée préside aux étapes d'une initiation. Tous les malentendus qui ont entouré l'œuvre de Raymond Queneau viennent de là. S'attachant aux côtés sérieux de son œuvre, les exégètes ne lui ont pas manqué et leurs glosses ont pesamment tenté d'expliquer une philosophie qui se dérobait sous la farce. D'autres lecteurs, offusqués par ces dehors rieurs, le goût du canular, du calembour, n'ont vu en lui qu'un « fumiste ». *Zazie dans le métro*, le plus grand succès de Queneau romancier et peut-être sa moins bonne création, illustre cette incompréhension. On ne retint du livre, que l'écran vint populariser, que les fameuses formules : « Tu causes, tu causes » ou la « cleauzule zazique » qui devait faire fortune ailleurs.

Avec ce créateur, il faut tenir toujours les deux bouts de la chaîne : « l'art et la rigolade », comme il di-

sait, en souhaitant les lier fortement. L'art était infiniment subtil et d'une grande nouveauté. Bien avant Robbe-Grillet, qui n'a jamais cessé de lui rendre hommage, Raymond Queneau a joué avec les structures du récit, inventé la construction circulaire, les épisodes qui s'enchaînent les uns aux autres, dans une logique plus formelle que psychologique. Dans la désinvolture de sa composition, le roman se donnait pour ce qu'il était, rien de plus, une construction de l'imaginaire qui, soudain, se lève, s'agence et retourne au rien.

Dans le domaine de la langue, ses trouvailles, suite à des travaux précis, vont bien plus loin qu'une simple écoute du langage parlé, auquel il a songé un moment à donner le pas sur le langage écrit.

Cela dit de sa science, reste l'étonnante emprise qu'exerce sa perpétuelle invention. Queneau est un de nos plus grands écrivains

comiques, et la profondeur de sa pensée ne le cède en rien à ses dons de conteur, voire de conteur populaire.

Les fous littéraires qui apparaissent dans les *Enfants du limon*, le duo d'Auge et Cidrolin qui animent l'extraordinaire méditation sur l'histoire qu'est les *Fleurs bleues*, le chasseur-nuage de la *Saint-Glinglin*, tous ses personnages, toutes ses aventures ont une jeunesse, une verdeur, une cocasserie qui les rendent aptes à séduire n'importe quel lecteur. Mais il faut le lire et on l'a trop peu lu. La gloire de ce philosophe, poète, romancier et farceur, n'a pas fini de croître.

JACQUELINE PIATIER.

(1) Voir la biographie de Raymond Queneau dans le *Monde* du 25 octobre.

(2) Le *Monde* du 26 octobre 1968. Voir aussi le feuilleton de Jacqueline Piatier dans le *Monde* du 12 août 1976.

La délivrance par le poème

Depuis 1930, de manière irrésistible et un peu désinvolte, comme pour se pousser du monde — à l'aide d'un surréalisme ne s'étant pas encore conjugué par sa plume. — Queneau racontait en vers sa propre vie, sous l'angle de la précocité et du baroque. Soudain, dans une page de l'Instant fatal, en 1948, il découvrait son domaine propre, en écrivant :

Bon Dieu de bon Dieu, que j'ai l'envie d'écrire un petit poème !

Dieux, en voilà justement un qui passe !

La vache, il a tout le camp.

Désormais, tout le désespoir de l'homme pouvait ainsi se parer, pour ce poète de la blouse perpétuelle, des prestiges du feu. Il lui fallait démythifier non seulement nos coutumes, nos simulacres, nos sentiments profonds, mais ramener tout à une seule en creux « hénauisme » de notre vocabulaire et de notre langage.

Rien ne reste indienne chez Queneau : ni le réel ni la protestation contre le réel. Construire, tout à une seule en creux « hénauisme » de notre vocabulaire et de notre langage. Rien ne reste indienne chez Queneau : ni le réel ni la protestation contre le réel. Construire, tout à une seule en creux « hénauisme » de notre vocabulaire et de notre langage.

SPORTS

TENNIS

AU TOURNOI DE PARIS

Proisy bat Pilic

Le tournoi de Paris a débuté, lundi 25 octobre au stade Pierre-de-Coubertin, par l'élimination sans appel de François Jauffret des mains de l'Américain Sherwood Stewart compensée, en nocturne, par le succès méritoire de Patrick Proisy, éliminant son titre de champion de France sur le Yougoslave Nikki Pilic. Ce dernier match entre les deux anciens finalistes de Roland-Garros a été extrêmement plaisant à suivre.

Pilic, en trois sets, sur court couvert, a de beaux restes à trente-sept ans : son service percutant, sa volée acérée à laquelle il imprime des angles de gaucher sans parler de son sens tactique de vieux renard, en font encore un adversaire point commode du tout à manœuvrer. Proisy, après avoir perdu le premier set au tie-break, ne se laissa nullement impressionner, monta avec une autorité toute nouvelle au filet, son coup maître s'affirmant être un passing-shot transportant — celui de sa grande saison 1972 — qui filait très vite sur la surface synthétique de Coubertin.

Zeljko Franulovic, l'autre Yougoslave, a eu plus de chance que Pilic. Il fut à deux doigts de sa perte contre l'Américain Terry Moor, classé cent troisième sur les listes de la Commercial Union Grand Prix. Puis il retrouva son grand shoot de coup

Rugby

RICHARD ASTRE RENTRE DANS L'EQUIPE DE FRANCE

Richard Astre et Jean-Michel Aguirre remplacent Jacques Peyron et Michel Drouineau, respectivement aux postes de demi de mêlée et d'arrière dans l'équipe de France de rugby qui rencontrera celle d'Australie le 30 octobre, au Parc des Princes. Les quinze sélectionnés sont les suivants :

Aguirre ; Harba, Bertranne, Sanguin, Averoux ; Roman, Astre ; Skrela, Bastia, Sives ; Guilbert, Chollet, Papamarcos, Peco, Vaguerin.

droit de ses meilleures années et une superbe « roue de bicyclette » en sa faveur vint clore le débat.

A part ces deux matches, suivis par plusieurs centaines de fervents, le programme n'avait attiré que des parties de moindre intérêt entre les joueurs internationaux représentant un lot assez peu relevé.

Entrée en lice ce mardi 26 octobre de Tom Okker, tenant du titre, Harold Solomon, Eddie Dibba et Stan Smith, ce dernier représentant l'inconnue de la compétition. — O. M.

RESULTATS

Tableau final (premier tour) :

Van Dillen (E.-U.) 3-5 ; J. Norbach (Suède) 3-7, 6-2, 7-5 ; J. Lloyd (G.-B.) 6-3, 6-2, 7-5 ; 3-6, 6-3, 6-4 ; Milton (Afr. Sud) m. Dibby (Austral.), 7-5, 6-4 ; Paim (Suède) b. Lahtinen (Finlande), 6-3, 6-2 ; Stewart (E.-U.) b. Jauffret (Fr.), 6-2, 6-4 ; Proisy (Fr.) b. Pilic (Youg.), 6-7, 6-3, 6-4 ; Franulovic (Youg.) b. T. Moor (E.-U.), 4-6, 7-5, 6-0.

Jeux olympiques

M. COLLARD

PROPOSE UNE UNITÉ DE LIEU ET DE RESPONSABILITÉS

L'assemblée générale des Comités nationaux olympiques européens, réunie à Istanbul les 21 et 22 octobre, a décidé de créer une commission chargée d'étudier l'avenir des Jeux olympiques. A ce sujet, l'assemblée a entendu l'intervention de M. Claude Collard, président du Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.), qui a proposé que les Jeux se déroulent tous les quatre ans au même endroit, sous la responsabilité du Comité international olympique.

Le président du C.N.O.S.F. estime que la solution passe par la recherche d'une organisation adaptée au succès de l'entreprise, organisation qui aurait pour base l'unité de lieu et l'internationalisation des responsabilités. C'est au C.I.O. que reviendrait la charge d'organiser les Jeux, plutôt qu'une ville désignée tous les quatre ans.

MITSUI A 100 ANS

En 1876 s'ouvrait le premier bureau à TOKYO. Depuis, le monde a changé et MITSUI a su s'adapter aux diverses mutations pour rester toujours aussi dynamique et offrir son savoir-faire dans le commerce international.

Du bureau de TOKYO sont nés en 1878 un bureau à PARIS puis en 1880 à LONDRES. Actuellement, le groupe des 29 bureaux d'Europe et d'Afrique représente une partie de cette conception mondiale de commerce avec 178 bureaux répartis dans 78 pays.

MITSUI entre dans son deuxième siècle convaincu de l'apport immense que cette organisation peut donner au développement économique international en stimulant et en encourageant le commerce.

Le groupe MITSUI EUROPE met à votre porte un potentiel incomparable, le service de commerce international dont vous avez besoin, créatif, entreprenant, avec le sentier logistique de MITSUI, financement, assurance, transport.

Si vous voulez exporter plus, trouvez une solution à vos importations, appelez-nous. En le faisant, vous entrerez dans le vrai monde du commerce international.

MITSUI & CO EUROPE LTD. MITSUI & CO EUROPE S.A.
Roxey House, Aldermanbury Square 37, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie
LONDON EC2V7LX 75008 PARIS

Tél. : 359-18-11 - Télex : 280930



MITSUI & CO EUROPE GROUP

Europe Occidentale

Amsterdam 24-4236/8
Bruxelles 511-8120/29
Düsseldorf 9-7981
Hambourg 248491
Munich 397021
Lisbonne 65-6101/5
Madrid 435-1588
Valence 863-213694

Europe de l'Est

Milan 78-8251, 78-2251
Oslo 41-2944/5, 41-3479
Paris 225-4113, 359-1811/7
Stockholm (08) 23 4670
Athènes 61-6738, 60-2425
Vienne 57-4601, 57-7126
Dublin

Europe de l'Est

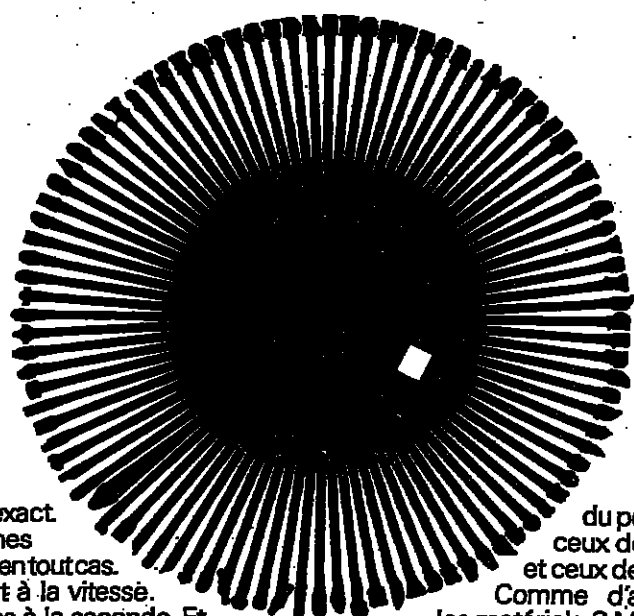
*Belgrade 845-426
*Bucarest 143783
*Berlin 20 718 98,
20 711 49
*Prague 278545
*Sofia 88-34-19
*Varsovie 29-32-11

Afrique

*Alger 63-3876/7
*Casablanca 26-1776,
26-5122
*Koweït 3562
*Lagos 24192
*Lusaka 74222/4
*Nairobi 24732/3
*Bureaux de représentation

Des bruits courent sur S.M.O.:

«Leurs machines à écrire frappent toutes seules.»



C'est exact. Pour certaines d'entre elles tout cas. Qui écrivent à la vitesse de 85 signes à la seconde. Et corrigent instantanément les erreurs de frappe. Ou modifient les textes selon vos instructions. Presque simultanément. Et sans rien retaper d'autre que les modifications. En plus, ces machines ont de la mémoire. Autant de mémoires (enregistrées sur disques souples) que chacun de vos services en réclame pour conserver et classer leur propre information. Ces nouvelles machines (de rêve), ce sont les S.M.O./WP1. Elles servent tout autant les intérêts

du personnel, que ceux des dirigeants et ceux de l'entreprise. Comme d'ailleurs tous les matériels S.M.O. : les facturières électroniques ADLER, les photocopieurs APECO, les contrôleurs électroniques de gestion OMRON, les duplicateurs et sélectives ORMIG, les ordinateurs de bureau S.M.O. 400, les optimiseurs pour l'ordonnancement, les machines à traitement de textes WORDPLEX et WP100. Pour S.M.O. aujourd'hui, productivité est synonyme de qualité de la vie.

S.M.O.
Siège Social : 2-4, avenue de l'Europe
78140 Velizy - Tél. : 946.96.38.

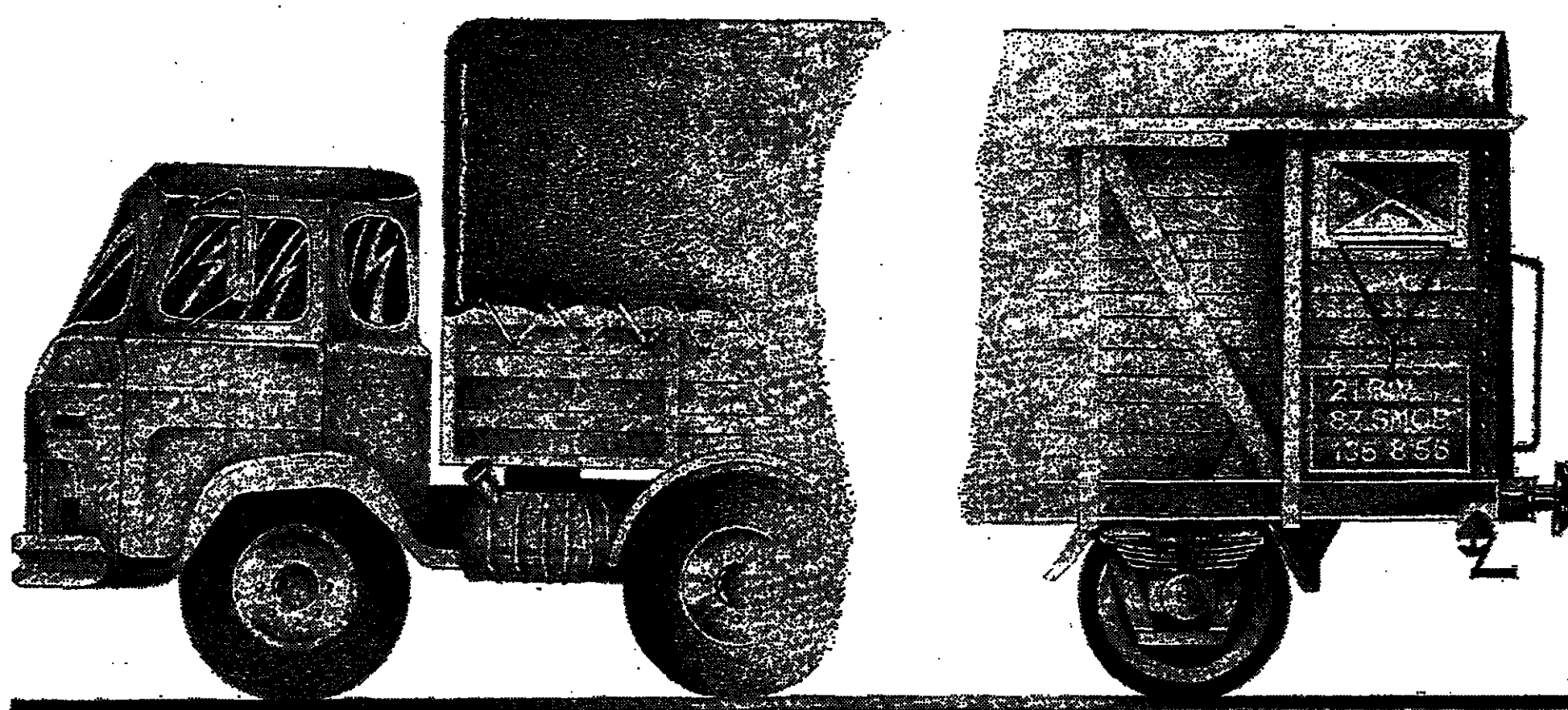
Pour renseignements S.M.O. envoyez ce bon à votre responsable.

Nom : _____
Fonction : _____
Société : _____
Adresse : _____
S.M.O. BP 55
92140 Nanterre

150

150

le 1^{er} citrail entrepogare



Mieux que le raccordement-fer... le raccordement gare !

CITRAIL est un entrepôt rail-route ou seulement route-route édifié dans une gare de marchandises.

Les wagons sont triés sur le lieu même de leur déchargement. Le délai d'acheminement est ainsi supprimé.

Chaque cellule dispose de sa propre voie et peut recevoir jusqu'à 12 wagons par jour.

CITRAIL : pour gagner du temps sur vos approvisionnements... sans obligation de trafic.

Vous livrez dans Paris? Entreposez à sa porte !

CITRAIL est situé à 1300 mètres de la porte de Pantin. Il vous rapproche de vos marchés parisiens, réduit vos coûts de livraison, simplifie vos problèmes de personnel.

CITRAIL : un entrepôt vraiment urbain... avec l'espace en plus.

"L'Entrepogare", une nouvelle conception de la distribution physique.

Informations techniques et renseignements sur les conditions de location des entrepôts CITRAIL vous seront adressés en renvoyant ce bon à l'un des commercialisateurs.

Nom : _____ Prénom : _____

Entreprise : _____

Adresse : _____ Tél : _____

Commercialisation :

Cabinet Auguste-Thouard
17, rue d'Astorg - 75008 Paris
Tél. 265.54.07 - télex Cat Paris 660178

Soprec
41 bis, av. Bosquet - 75007 Paris
Tél. 550.32.29

M

ANCIENS COMBATTANTS

A Lorient

La F.N.A.C.A. a tenu son XII^e congrès

De notre correspondant

Lorient. — « Nous ne nous engageons pas davantage demain dans les luttes politiques, mais il faut que l'on sache que le budget de 1977 sera pour nous déterminant et que nous serons, le moment venu, reconstruire nos amis et nos adversaires. » Cette petite phrase de M. Bagouin, président de l'U.F.A.C. (Union française des associations d'anciens combattants) a été prononcée devant le douzième congrès de la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, au Maroc et en Tunisie qui s'est tenu à Lorient les 24 et 25 octobre. Les délégués de la « troisième génération du feu » — anciens d'Algérie, du Maroc et de Tunisie — ne sont pas venus à Lorient pour les mêmes raisons que tous les combattants des autres guerres. Ils intensifieront au cours des mois qui viennent la campagne lancée afin d'obtenir la transformation des pensions hors guerre

en pensions de guerre, la prolongation de cinq ans du délai pour adhérer à la retraite mutualiste, et le bénéfice de la campagne dite double pour les fonctionnaires et assimilés. Avec deux cent quarante-cinq mille adhérents, soit quarante mille de plus qu'en 1975, la F.N.A.C.A. qui ne veut pas être une organisation d'anciens combattants traditionnelle, devrait devenir avant son prochain congrès, selon son secrétaire général, la plus importante organisation d'anciens combattants.

Dans son rapport moral, adopté comme l'ensemble des propositions du congrès à l'unanimité moins huit abstentions par les huit cents délégués venus de tous les départements français, M. St. cart, qui a été réélu secrétaire général de l'organisation, a dressé un bilan de l'action de la fédération. Il a obtenu notamment, depuis le 15 février 1976, la possibilité pour la troisième génération du feu, de faire valoir ses droits à la carte de combattant réclame depuis sa création en 1961.

Mais surtout, c'est la première fois que l'on a entendu poser la question de savoir si le moment n'était pas venu d'engager des contacts avec les représentants de nos adversaires d'hier. Dans quelques mois, nous commémorerons le cinquantième anniversaire de la guerre d'Algérie et aujourd'hui bien des rancœurs se sont effacées. Dans notre manifeste, nous bannissons toute forme de racisme et d'antisémitisme. Raison de plus pour envisager de nouer de tels contacts.

Toutes les traditions du congrès s'opposent à ce que le sous-préfet de Lorient, représentant M. Bord, parle le dernier, celui-ci a décidé de ne pas prendre la parole. Et l'on a entendu M. Marek, président de la F.N.A.C.A., qui n'a pas manqué de souligner, pour le regretter, l'absence de M. André Bord, secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre, qui dans une lettre du 29 septembre, s'était excusé de ne pouvoir être présent au congrès en raison d'engagements déjà pris pour cette date depuis plusieurs semaines. — J.-Y. M.

● M. Charles Koch, qui défraya la chronique alsacienne en refusant, en 1973, à quatre-vingt-trois ans, de quitter ses fonctions de gardien du Vieil-Armann (Ermannswillerkopf), lieu de durs combats, en 1918-1919, dans les Vosges (le Monde daté 13-14 janvier et 3 février 1974), recevra des insignes de chevalier de la Légion d'honneur le samedi 30 octobre, à la mairie de Hartmannswiller.

RAPATRIÉS

● MM. Bayou, Séné et Frêche, députés socialistes de l'Hérault, ont demandé jeudi 21 octobre à M. Pierre Baudis, député apparenté républicain indépendant de la Haute-Garonne, maire de Toulouse, de réunir d'urgence la commission d'étude des problèmes des rapatriés, qu'il préside. Compte tenu de la proximité de l'examen par l'Assemblée nationale des budgets de l'intérieur et des charges communes, on sait incertaines différentes dépenses en faveur des rapatriés, les trois parlementaires estiment « nécessaire de faire le point de toutes les questions en suspens et de demander au gouvernement quand il compte tenir les promesses maintes fois affirmées et jamais réalisées, notamment en matière d'indemnisation ».

● Premier Salon du modélisme ferroviaire. Du 20 octobre au 7 novembre 1976, dans le cadre de l'ancienne gare de la Bastille, la S.N.C.F. accueille une collection de maquettes de matériels ferroviaires en présentation fixe ou sur circuits animés : locomotives à vapeur et locomotives électriques, collections privées, pièces prêtées par des musées, travaux d'amateurs et modèles d'étude des grands constructeurs ou de la S.N.C.F. L'exposition sera ouverte : les samedis et dimanches de 10 heures à 19 heures et les jours de semaine de 10 heures à 18 h 30. Le droit d'entrée est de 3 F (4 F pour les enfants de moins de quinze ans).

CARNET

Mariages

— Mme André Baudry, La comtesse de Froment, ont la joie d'annoncer le mariage de leurs enfants Régis et Patrick, qui sera célébré le jeudi 28 octobre 1976, à 18 heures, en l'église Saint-Étienne-du-Mont, à Paris, 7, rue de l'Éstrapade, 75005 Paris. « La Télématine », 75005 La Flèche.

— Florence Demu et Jean Elie sont heureux de faire part de leur mariage, qui sera célébré dans l'intimité le 4 décembre 1976, 44, rue Pierre-Nicolas, 75005 Paris. 82, rue Dulot, 75015 Paris.

— Brigitte Landenois et José Gimenez, sont heureux d'annoncer leur mariage, célébré dans l'intimité le 23 octobre 1976.

Décès

— La directrice, la directrice adjointe, le personnel et les élèves de l'École normale supérieure de jeunes filles ont la très grande tristesse d'annoncer le décès, survenu le 18 octobre 1976 à Bruxelles, des suites d'un accident de spéléologie, de Mireille BERTHOZ, 91^e promotion sciences, élève de l'École normale supérieure, 10, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

— On nous prie d'annoncer la mort de M. Jean SERVEILLER, survenu le jeudi 21 octobre 1976 à l'âge de soixante-deux ans. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Vous êtes priés d'assister, le 28 octobre 1976, à 11 h 30, en l'église Saint-Pierre-du-Gros-Cail, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7^e, à la messe pour le repos de l'âme de Jean-Louis DERAVIN, cruellement décédé le jeudi 21 octobre 1976 à l'âge de trente-neuf ans, et inhumé le 22 octobre 1976 à Gustavia-Saint-Barthélemy.

— De la part de : Mme Maurice Savry, sa grand-mère, M. et Mme Desouches, son neveu, 188, rue de Rivoli, 75001 Paris.

— Nous apprenons le décès, à Compiègne, de M. Georges GIERARD, inspecteur général des ponts et chaussées.

— M. et Mme Jean-Michel Tivoly ont la douleur de faire part du décès de M. André DARLAY-TIVOLY, fondateur de la revue « Galvago », survenu le 20 octobre 1976.

— La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 octobre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Grâce de Passy (10, rue de l'Annatation, Paris-16^e), où l'on se réunira.

— M. et Mme Jean-Michel Tivoly ont la douleur de faire part du décès de M. André DARLAY-TIVOLY, fondateur de la revue « Galvago », survenu le 20 octobre 1976.

— La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 octobre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Grâce de Passy (10, rue de l'Annatation, Paris-16^e), où l'on se réunira.

— M. et Mme Jean-Michel Tivoly ont la douleur de faire part du décès de M. André DARLAY-TIVOLY, fondateur de la revue « Galvago », survenu le 20 octobre 1976.

— La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 octobre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Grâce de Passy (10, rue de l'Annatation, Paris-16^e), où l'on se réunira.

— M. et Mme Jean-Michel Tivoly ont la douleur de faire part du décès de M. André DARLAY-TIVOLY, fondateur de la revue « Galvago », survenu le 20 octobre 1976.

— La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 octobre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Grâce de Passy (10, rue de l'Annatation, Paris-16^e), où l'on se réunira.

— M. et Mme Jean-Michel Tivoly ont la douleur de faire part du décès de M. André DARLAY-TIVOLY, fondateur de la revue « Galvago », survenu le 20 octobre 1976.

— La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 octobre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Grâce de Passy (10, rue de l'Annatation, Paris-16^e), où l'on se réunira.

— M. et Mme Jean-Michel Tivoly ont la douleur de faire part du décès de M. André DARLAY-TIVOLY, fondateur de la revue « Galvago », survenu le 20 octobre 1976.

— La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 octobre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Grâce de Passy (10, rue de l'Annatation, Paris-16^e), où l'on se réunira.

— M. et Mme Jean-Michel Tivoly ont la douleur de faire part du décès de M. André DARLAY-TIVOLY, fondateur de la revue « Galvago », survenu le 20 octobre 1976.

— La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 octobre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Grâce de Passy (10, rue de l'Annatation, Paris-16^e), où l'on se réunira.

— M. et Mme Jean-Michel Tivoly ont la douleur de faire part du décès de M. André DARLAY-TIVOLY, fondateur de la revue « Galvago », survenu le 20 octobre 1976.

— La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 octobre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Grâce de Passy (10, rue de l'Annatation, Paris-16^e), où l'on se réunira.

— M. et Mme Jean-Michel Tivoly ont la douleur de faire part du décès de M. André DARLAY-TIVOLY, fondateur de la revue « Galvago », survenu le 20 octobre 1976.

— La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 octobre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Grâce de Passy (10, rue de l'Annatation, Paris-16^e), où l'on se réunira.

— M. et Mme Jean-Michel Tivoly ont la douleur de faire part du décès de M. André DARLAY-TIVOLY, fondateur de la revue « Galvago », survenu le 20 octobre 1976.

— La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 octobre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Grâce de Passy (10, rue de l'Annatation, Paris-16^e), où l'on se réunira.

— M. et Mme Jean-Michel Tivoly ont la douleur de faire part du décès de M. André DARLAY-TIVOLY, fondateur de la revue « Galvago », survenu le 20 octobre 1976.

— La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 octobre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Grâce de Passy (10, rue de l'Annatation, Paris-16^e), où l'on se réunira.

— M. et Mme Jean-Michel Tivoly ont la douleur de faire part du décès de M. André DARLAY-TIVOLY, fondateur de la revue « Galvago », survenu le 20 octobre 1976.

— La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 octobre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Grâce de Passy (10, rue de l'Annatation, Paris-16^e), où l'on se réunira.

— M. et Mme Jean-Michel Tivoly ont la douleur de faire part du décès de M. André DARLAY-TIVOLY, fondateur de la revue « Galvago », survenu le 20 octobre 1976.

— La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 octobre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Grâce de Passy (10, rue de l'Annatation, Paris-16^e), où l'on se réunira.

— Mme André Perucand, son épouse, M. et Mme José Luis Brissano, M. Philippe Perucand, Mlle Sandrine Perucand, ses enfants, Cristina Brissano, sa petite-fille, toute la famille, parents et alliés, ont la grande douleur de faire part du décès de M. André PERUCAUD, H.C.C., fondé de pouvoir aux A.G.F., survenu le 25 octobre 1976, à l'âge de cinquante-huit ans. Les obsèques auront lieu le mercredi 27 octobre 1976, à 10 h 45, à l'église Saint-Pierre de Chailly, avenue Marceau. De la part de : M. Jean Elie, ambassadeur du Liban à Paris, M. Joseph Elie, M. Joseph Elie, Ses frères et sœurs.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

— Une messe sera dite le vendredi 5 novembre, à 18 h 30, en la chapelle de l'école Gerson, 31, rue de la Pompe, 75016, à la mémoire de M. Henri LEROUX, décédé le 29 juin 1976. De la part de : M. et Mme H.-P. Gerson, M. et Mme P. Lemoine.

au cours duquel on vient de les frapper lors du décès de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Albert GURWICZ, née Régine Flechgrün, remémorant très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine.

L'organisation de la recherche

● Au niveau de l'Etat

La recherche biomédicale est menée dans plusieurs organismes : l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), les universités et le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), placés respectivement sous la tutelle du ministère de la Santé (INSERM), du secrétariat d'Etat aux universités (C.N.R.S.) et de la recherche (C.E.A.). Ces divers organismes assurent le fonctionnement et l'équipement de leurs formations de recherche, financent des contrats de recherche

qu'ils soient libres ou thématiques, c'est-à-dire s'inscrivant dans une action thématique programmée (A.T.P.), et emploient des chercheurs et des ingénieurs, techniciens et administratifs. La Délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.), placée sous l'autorité du ministère de l'Industrie de la recherche, coordonne les recherches menées dans les divers organismes.

Enfin, l'Etat subventionne des fondations privées, comme l'Institut Pasteur ou la Fondation Curie, qui accueillent des chercheurs appartenant aux administrations précitées.

Un pour cent du budget santé

Le budget bio-médical du C.N.R.S. est de 400 millions, celui du Commissariat à l'énergie atomique de 100 millions, celui des universités de 300 millions (estimation de 1977), et celui de la Délégation à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.) de 42 millions. Les subventions de l'Etat se montent en outre à 68 millions pour l'Institut Pasteur et 5 millions pour la Fondation Curie.

L'INSERM bénéficie d'un traitement privilégié pour

1977, par rapport aux autres secteurs de recherche. L'accroissement du budget par rapport à 1976 atteint en effet 24 %.

Si l'équipement des centres de recherche commencent à être satisfaisant en France, les crédits de fonctionnement restent insuffisants et les postes disponibles pour les jeunes chercheurs sont gravement insuffisants à leur nombre, ce qui représente pour l'avenir une menace plus que préoccupante.

● L'INSERM : 153 unités, 1 120 chercheurs

L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) a été créé en 1964 par transformation de l'Institut national d'hygiène, lui-même fondé en 1941. L'INSERM a pour mission, d'une part, de développer la recherche biomédicale, c'est-à-dire l'ensemble des recherches se rapportant à l'homme, qu'il soit sain ou malade, recherches qui couvrent aussi bien les secteurs du diagnostic et de la prévention, d'autre part, l'INSERM est chargé d'informer le gouvernement sur l'état de santé de la population.

De 1964 à 1976, le budget de l'INSERM a sextuplé et son effectif a triplé (338 millions cette année).

● Le rôle d'une fondation

CRÉE en 1962, la Fondation pour la recherche médicale (F.R.M.) (1) est la seule fondation du monde qui soit née d'une volonté collective, sans disposer d'un capital de départ.

Son but est de promouvoir et d'aider la recherche bio-médicale sous toutes ses formes.

Toutes les villes de France, sièges de facultés ou d'écoles de médecine (23) comptent un comité régional de la Fondation et certains de ces comités ont une très grande activité comme celui de Nancy, qui a largement contribué à faire connaître à la Lorraine des travaux dont l'importance était souvent ignorée.

La F.R.M. distribue à près de six cents laboratoires de recherche œuvrant dans toute la France et dans toutes les disciplines biologiques et médicales des fonds (environ 10 millions par an) qui lui viennent des dons apportés par des legs, par des milliers de donateurs privés (plus de vingt mille),

par des communes (plus de 400), et par des entreprises (un millier), lesquelles peuvent déduire ces donations des bénéfices déclarés dans la limite de 3 pour mille du chiffre d'affaires.

La destination de ces fonds est décidée par un conseil scientifique comportant vingt-six membres appartenant à toutes les disciplines et élus tous les trois ans par l'ensemble de la communauté scientifique française.

L'action d'information et de promotion en faveur de la recherche biomédicale que déploie la F.R.M. est au moins aussi importante sinon beaucoup plus que son œuvre financière.

Elle s'est traduite notamment et dernièrement par l'organisation d'un colloque international sur les maladies mentales, destiné à faire connaître la grande misère de la recherche en ce domaine.

(1) F.R.M., 80, bd de Latour-Maubourg 9240 Paris, Cedex 703, C.C.P. Paris 8006.

COAGULATION DU SANG ET THROMBOSE : le pouvoir qui se cache derrière les prostaglandines

On se souvient des retentissements, dans l'opinion publique, de la découverte de quelques années des prostaglandines. Ces substances « à tout faire » auxquelles on promettait l'âge d'or de la thérapeutique se trouvaient actives aussi bien dans la coagulation du sang que dans le traitement de l'asthme et dans la contraction des muscles lisses (parois des artères, muscle utérin, etc.), ouvrant ainsi de nouveaux horizons pour faciliter le déclenchement de l'accouchement ou permettre l'avortement chimique.

Pendant, assez rapidement, des difficultés surgirent dans leur étude, et les recherches se multiplièrent dans le monde pour connaître et surtout maîtriser le mécanisme d'action de ces prostaglandines. Aujourd'hui, ces recherches conduisent à montrer qu'elles sont en réalité les révélateurs de réactions en chaîne plus complexes que l'on commence à élucider.

Sous le titre : « Les thromboxanes, le pouvoir qui se cache derrière les prostaglandines », la revue Science (vol. 190) faisait récemment un tour d'horizon des recherches sur les précurseurs des prostaglandines, pour aboutir à la conclusion que bien d'autres substances, en amont ou parallèlement, déclenchent réellement le pouvoir attribué aux prostaglandines.

Dans cette nouvelle optique, les prostaglandines ne seraient que des sous-produits stables, plus ou moins actifs, de composés beaucoup plus puissants mais qui sont

passés longtemps inaperçus du fait de leur très grande instabilité. On estime actuellement que les agents puissants de la régulation de l'activité cellulaire ne sont pas les prostaglandines mais des « endoperoxydes », précurseurs très instables (demi-vie inférieure à cinq minutes) des prostaglandines, très rapidement transformés soit en thromboxanes, elles-mêmes très instables, soit en prostaglandines. Or ce seraient les thromboxanes, dont la demi-vie ne dépasse guère trente secondes, qui auraient une action puissante sur l'aggrégation des plaquettes sanguines (coagulation du sang, formation de caillots ou thrombus, sur la contraction des muscles lisses et sur l'activité des cellules adipeuses).

Ces découvertes très récentes permettent de comprendre pourquoi l'on ne trouvait le plus souvent qu'une action indirecte des prostaglandines. Celles-ci ne seraient qu'un sous-produit et dans certains cas, leur effet s'expliquerait par le fait qu'elles déclenchent des réactions en chaîne à des animaux en expérience elles pourraient être recouvertes en endoperoxydes ou en thromboxanes pour agir.

Ce sont pour une bonne part les auteurs des découvertes de 1970 sur les prostaglandines qui ont trouvé ces nouveaux résultats : Piper et Vane, à Londres, et Corry aux Etats-Unis, auxquelles il faut ajouter la remarquable équipe de Hamberg et Samuelsson de Karolinska (Suède), avec laquelle, en France, travaille le docteur Jacques Casn, de l'IN-

SERM à l'hôpital Lariboisière, à Paris (1).

Ces deux derniers mois, au moins une publication scientifique par semaine attire l'attention sur les thromboxanes, sur les endoperoxydes et sur d'autres substances intermédiaires, ainsi que sur leur rôle dans l'aggrégation des plaquettes et dans l'apparition des thromboses. Or voici que, dans la très sérieuse revue britannique Nature du 21 octobre, un long article, publié par l'équipe de Vane éclaircit d'un jour nouveau, à l'échelon moléculaire, les phénomènes de la coagulation du sang : cette équipe vient d'isoler, à partir de la paroi d'artères intactes, une enzyme qui ne permet la transformation des endoperoxydes, ni en prostaglandines ni en thromboxanes mais en une nouvelle substance instable « PGX » dont l'effet est antagoniste des thromboxanes : elle provoque la dilatation des artères au lieu de leur contraction et s'oppose à l'aggrégation des plaquettes au lieu de la favoriser.

Aussi, maintenant, les chercheurs envisagent-ils un schéma nouveau pour la coagulation du sang : quand les plaquettes sanguines entrent en contact, lors de la circulation normale du sang, avec la paroi de vaisseaux artériels intacts, elles libèrent une quantité d'endoperoxyde utilisée par le vaisseau sanguin comme substrat pour former ce PGX qui s'oppose à l'aggrégation plaquettaire, donc à la formation d'un caillot, et qui s'oppose aussi à la contraction des parois des vais-

seaux. Lorsque au contraire, les plaquettes entrent en contact avec une paroi artérielle lésée ou détruite par des modifications pathologiques (microdilatations, athérome, il n'y aura pas de possibilité de formation de l'enzyme nécessaire à la formation de PGX, et rien ne viendra donc s'opposer à l'action de la thromboxane formée tant sur l'aggrégation des plaquettes que sur la vaso-contraction des vaisseaux, ce qui conduit à terme à la formation d'un caillot.

Ce serait donc par le jeu subtil de ces deux substances antagonistes très puissantes et très instables que, dans la nature, les antagonismes établissent un équilibre entre coagulation et anticoagulation afin d'éviter d'un côté les hémorragies, de l'autre les thromboses.

Les chercheurs en pathologie vasculaire se montrent très intéressés par ces résultats. On attend maintenant que soit identifiée la formule chimique de cette nouvelle substance et que soient mis au point des analogues de synthèse stables. « De tels médicaments », conclut Nature habituellement très réservée, pourraient être utilisés à la fois pour le traitement et la prévention de la thrombose, l'une des premières causes de mort dans les pays occidentaux. Leur mise au point serait d'une valeur incalculable en médecine. — M. A.-R.

(1) Le Monde de la médecine du 5 mars 1975 avait consacré une page aux nouvelles recherches en pathologie vasculaire et au rôle des plaquettes sanguines.

L'INTERFÉRON

(Suite de la page 21.)

Mais rapidement se pose la question cruciale de sa production : l'organisme humain en produit naturellement si peu que son rôle en thérapeutique ne peut se concevoir qu'en stimulant la production endogène de l'organisme ou en obtenant en grande quantité de l'interféron « exogène » que l'on peut alors administrer aux malades. Les deux voies furent suivies, c'est à dire que l'on chercha à développer la production de l'interféron par le biais de substances qui vont déclencher la production massive d'interféron qui quand elle a lieu, semble aussitôt soumise à une régulation stricte et à une période réfractaire. Quant à la production d'interféron exogène, trop d'incertitudes demeurent encore en recherche fondamentale concernant une molécule pour que l'industrie pharmaceutique se risque à lancer le marché financier d'un isoler des quantités non négligeables.

A ce jour, seuls au monde, le laboratoire central de santé publique d'Helinski et le service de transfusion sanguine de la Croix-Rouge finlandaise produisent ensemble depuis 1968 des quantités non négligeables d'interféron humain à partir de globules blancs recueillis lors de transfusions de sang (méthode de Karl Cantell). Ces deux laboratoires ont été unifiés ces dernières années à titre expérimental avec quelques succès dans la lutte contre de nombreuses maladies virales, notamment la leucémie hépatique, les infections respiratoires (grippe, rhume, etc.), l'hépatite B, la varicelle, le zona. Dans tous ces cas, malgré le nombre parfois faible de personnes traitées, les résultats sont très encourageants. L'action antivirale de l'interféron se fait ce point significatif qu'un essai de traitement par l'interféron fait sur des malades atteints de cancers des os et soignés parallèlement par d'autres méthodes pour leurs

nombreux a montré que ces malades, pourvus antérieurement sur le plan des défenses immunitaires, avaient subi moins d'infections, ou des infections moins sévères que leurs proches parents qui n'étaient pas atteints par la maladie cancéreuse et son traitement, mais n'étaient pas protégés par l'interféron.

Si ces malades atteints d'oncoséances, d'une part, et des enfants leucémiques d'autre part, ont été soumis à ce traitement, c'est parce que les immunologistes ont de bonnes raisons de penser que l'action de l'interféron ne se borne pas à une lutte stricte contre la multiplication des virus, quoique ce seul aspect soit déjà remarquable pour les malades particulièrement sensibles aux infections.

Pour ce qui concerne l'action antivirale de l'interféron, trois séries d'expériences ont été menées sur des souris (et se voient confirmées par d'autres animaux : singes, poules, lapins, etc.). Qu'il s'agisse de souris, auxquelles on a inoculé des virus cancéreux, de souris développant un âge dont une leucémie spontanée, hépatocarcinome, ou de souris auxquelles on a greffé des tumeurs, l'administration d'interféron, faite en particulier à l'Institut de recherche sur le cancer à Villejuif par l'équipe du professeur Ion Gresser, a permis d'observer l'évolution du processus cancéreux et sonnettes une prolongation de la vie de ces animaux qui autrement mouraient à bref délai.

Un essai clinique, mené par les docteurs Stander et Canell à l'hôpital Karolinska de Stockholm auprès de malades atteints d'oncoséances, s'en est suivi montrant encourageant sur le plan de la prévention des métastases ; suffisamment en tout cas pour poursuivre les essais, d'autant qu'il ne semble pas y avoir de toxicité de l'interféron.

Devant cette action antivirale, et cette action anticancéreuse, les chercheurs pensent que la molécule d'interféron (dont plusieurs équipes commencent à émettre sur le plan fondamental les mécanismes de synthèse et de fonctionnement) agit de plusieurs façons sur l'ensemble du système immunitaire. Diverses expériences faites avec des concentrations diverses d'interféron ont pu montrer que celui-ci peut inhiber ou au contraire stimuler aussi bien les défenses à médiation humorale que celles à médiation cellulaire.

On connaît encore depuis peu un autre pouvoir de l'interféron, celui d'augmenter la synthèse de certaines protéines spécifiques.

Aujourd'hui, beaucoup d'inconnues demeurent aussi bien sur le plan du mécanisme d'action que sur celui des applications cliniques. Mais les chercheurs concernés, qui sont de plus en plus nombreux et de plus en plus stimulés par les résultats obtenus sur de très petits nombres de cas en clinique humaine, déplorent que la production ne suive pas et que les laboratoires pharmaceutiques n'acceptent pas, maintenant, après tant d'expériences concluantes dans le même sens, de courir le risque de financer une production industrielle et une expérimentation clinique de grande envergure. En France, il semble que l'on ait quelques raisons d'espérer : sous l'égide de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique, l'Institut Pasteur envisage (équipe du docteur Monnaghy) de produire de l'interféron à partir de cellules humaines en culture.

(Publié)

LE GRAND LIVRE DU SANG

Les transfusions de Globules Blancs et de Plaquettes sont le traitement indispensable du traitement des leucémies aiguës et des aplasies de la moelle osseuse. Ces transfusions aident le malade à lutter, respectivement contre les infections bactériennes et les hémorragies. La présence de ces produits sanguins nécessite de disposer d'un matériel transfusionnel spécial et d'une liste de donneurs dont la personnalité biologique est parfaitement définie (système HLA). Ce système est complexe et l'efficacité de la transfusion est conditionnée par une étroite identité entre le donneur et le malade. Le choix du donneur compatible est possible quand le nombre de donneurs disponibles est grand. Un FICHIER NATIONAL est en voie d'élaboration — LE GRAND LIVRE DU SANG.

Vous pouvez participer aux soins de ces malades en proposant candidature.

Bénévoles-secours auprès du Centre de Secteur d'Hématologie-Transfusion de l'Hôpital Saint-Louis, 10 rue Richer - 75010 PARIS Cedex 10 Tél. : 20-20-51 poste 481 ou auprès du Centre de Transfusion de votre département.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS

MICROPROCESSEURS

1^{er} Séminaire International

18 - 19 novembre 1976

organisé avec le Polytechnic of Central London

sous le patronage de la Société des Electriciens, des Electroniciens et des Radioélectriciens.

PROGRAMME

- Historique — performances comparées : les choix (logique câblée, microprocesseurs, minicalculateurs, circuits à la demande).
- Technologie des microprocesseurs : l'hybridation et MOS.
- Les différents produits existant sur le marché.
- Les éléments constitutifs d'un « système microprocesseur ».
- Le logiciel des microprocesseurs.
- Les applications :
 - dans les systèmes de commande,
 - dans le traitement de signal,
 - dans la commande numérique des machines-outils.
- Les conférences et communications sont assurées par des spécialistes français ou anglais, professeurs ou chercheurs des deux établissements qui organisent ce séminaire. Traduction simultanée.

Ce séminaire aura également lieu à Londres, les 2 et 3 décembre 1976.

EXPOSITION

Les constructeurs, promoteurs et distributeurs présenteront leur matériel dans une exposition attenante aux salles de conférences.

INSCRIPTIONS

Ouvert à tous les professionnels, ce séminaire se tiendra au Centre d'Enseignement Supérieur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris à Jour-les-Jours. Les droits d'inscription sont de 800.

L'accès à l'exposition n'implique pas la participation au séminaire. Clôture des inscriptions : 10 novembre 1976.

Recevoir ou téléphoner à ESIEE, 81 à 91, rue Fagnière, 75015 Paris, tél. : 567-55-54 (M. Tricard).

ESIEE : école supérieure d'ingénieurs en électricité et électronique, forme, en cinq ans, des ingénieurs du Génie électrique. Elle collabore depuis plusieurs années avec le Polytechnic of Central London : échanges de professeurs et d'étudiants, recherches communes. Cette collaboration entre dans une politique d'ouverture internationale. Par trois fois, des étudiants de l'ESIEE ont été lauréats de l'IEEE (Institute of Electrical, Electronics Engineers). Chaque année, les universités américaines accueillent des ingénieurs ESIEE qui y préparent leur Master of Science. L'ESIEE a également développé une collaboration avec les entreprises.

* Prononcer : écié.



Depuis sa création, son service d'études et de fabrications industrielles ont les étudiants accomplissant toute leur dernière année de formation à l'ESIEE, à l'issue de 18 études industrielles pour plus de 104 sociétés. Nombre de ces études donnent lieu, tous les ans, à des dépôts de brevets par les entreprises prometteuses. Spécialement mis en place pour les moyennes et petites industries, un service de développement industriel, sur les problèmes proposés par les entreprises, donne aux ingénieurs un complément de formation, dans la conception et du développement de produits. Un centre de recherches est associé à l'ESIEE, l'ADRESA-GERBIO, spécialisé dans la théorie des systèmes, la modélisation, l'automatique et l'informatique.

10/11/76 1520

1976-10-27

L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

15000 PERSONNES A L'OBSERVATOIRE DE MEUDON

La science en famille

VENUS à pied, en voiture, à bicyclette, ils furent près de quinze mille, samedi 23 et dimanche 24 octobre, à se glisser entre les grilles de l'Observatoire de Meudon, « ouvertes » le temps d'un week-end, à l'occasion du centenaire de l'institution.

Un peu débordés par leur succès, les organisateurs, courant d'un bout à l'autre de ce campus de verdure transformé en fourmilière, ne cachaient pas leur satisfaction : après la réussite, à plusieurs occasions, d'opérations « la science dans la rue » (le Monde du 11 août), c'était bien celle de la démarche inverse, permettant à l'homme de la rue de pénétrer, quelques heures durant, dans ces hauts lieux de la science théorique — des panneaux le rappelaient et ce n'était pas le hasard.

On était venu s'instruire en famille, en ce dimanche après-midi : toutes les générations, toutes les couches sociales, étaient représentées : du grand-père répétant, malgré les explications

des chercheurs, que « tout cela le dépassait », aux bambins excités parfois plus enclins à se rouler dans l'herbe qu'à écouter des exposés trop savants pour eux. Ici, assis dans une salle, on posait des questions parfois naïves, auxquelles deux chercheurs répondaient avec beaucoup d'indulgence. Là, on se penchait sur la maquette du grand radiotélescope de Nancy, notant au passage que ce pouvait être aussi un but de promenade dominicale. On se bousculait pour voir, toucher, palper les petits télescopes. On faisait jusqu'à une heure de queue pour contempler la grande coupole. Ou même, délaissant au moins partiellement l'astronomie, on allait, quarante minutes durant, découvrir les mystères d'un centre de calcul.

On se pressait encore pour écouter les explications passionnées de celui-ci sur les mystères de Mars, de celui-là sur la mesure de l'activité du Soleil, d'un autre encore sur la déformation de la magnétosphère terrestre sous l'effet du vent solaire.

Des tâches de « bricolage »

Un lycéen s'exclame devant un panneau explicatif : « L'émission d'une radiation lumineuse par un atome ? Mais c'est du programme de terminale G ! » Plus loin, la foule découvre avec surprise l'atelier de mécanique, étonnée de constater qu'un chercheur peut parfois être contraint à descendre de son piédestal de penseur pour se livrer à des tâches de « bricolage » plus familières au P2 venu là avec toute sa petite famille.

Une large campagne d'information, dans les écoles, les comités d'entreprise, par la presse, la radio, avait contribué à créer ce succès, qui, bien que surprenant, était un peu prévisible : En 1969, rappelait un des

organisateurs, quatre mille personnes étaient venues lors d'un précédent après-midi « portes ouvertes ». Succès un peu terni tout de même : trop nombreux, les visiteurs se bousculaient au pied des panneaux d'affichage et se pressaient autour des chercheurs, débordés de questions. Et surtout, en cet après-midi maussade, manquait un visiteur de marque, le soleil, qui aurait permis d'animer quelque peu des « manip » obscures dans l'esprit de beaucoup : « On recommencera », affirmaient les organisateurs, mais en essayant de viser un public plus limité pour éviter une telle foule, et à une période de l'année plus favorable au beau temps. — X.W.

De l'électronique à l'informatique Un nouveau concurrent pour I.B.M.

Une nouvelle marque d'ordinateurs est apparue aux Etats-Unis, puis en Europe, ces jours derniers. La société ITEL, était déjà connue comme fournisseur d'éléments d'ordinateurs, mémoires et organes périphériques, que l'on pouvait adapter sur l'unité centrale d'ordinateurs I.B.M. Elle offre maintenant des ordinateurs complets ; mais elle n'en est pas le constructeur. Celui-ci est l'un des principaux fabricants de composants électroniques, National Semiconductor. Il n'est apparemment pas le seul à s'engager dans la voie qui, du transistor au circuit intégré, du microprocesseur au calculateur de poche, mène de l'électronique à l'informatique.

La position dominante d'I.B.M. sur le marché des ordinateurs gros et moyens a toujours fait des envieux. Si certains ont joué l'opposition absolue, d'autres ont préféré proposer à la clientèle un matériel « compatible I.B.M. » pouvant remplacer, en tout ou en partie, les ordinateurs de cette firme, sans qu'il soit nécessaire de modifier les programmes.

C'est ce que fait, depuis plusieurs années, la société ITEL. Elle propose des ordinateurs « compatibles », en greffant sur l'unité centrale de l'ordinateur des mémoires ou des disques magnétiques plus efficaces ou moins chers que ceux fournis par I.B.M.

De là à proposer des ordinateurs complets, il n'y avait qu'un pas. ITEL l'a fait, et s'attaque à une cible précise, le modèle 370-158 d'I.B.M. La société annonce deux ordinateurs, AS-4 et AS-6 (pour Advanced Systems), dont l'architecture est similaire à celle du 370-158, et qui utilisent le même logiciel : les diverses configurations de l'AS-5 sont d'ailleurs exactement calquées sur celles du 370-158, mais des améliorations technologiques — utilisation de transistors bipolaires dans l'unité centrale, plus grande densité d'intégration des circuits qui constituent la mémoire —

permettent d'obtenir, d'après ITEL, un rapport performance-prix nettement supérieur.

L'objectif que se propose ITEL paraît modeste : placer une certaine d'ordinateurs aux Etats-Unis dans l'année qui vient, en vendre sept en France d'ici la fin 1978 ; c'est moins de 5 % du parc des 370-158.

Mais ITEL n'est pas le constructeur de ces nouveaux ordinateurs. La société les vend, assure leur maintenance, a participé à leur définition, mais la construction a été le fait de National Semiconductor, qui est, avec Texas Instruments, Motorola, Fairchild et autres, un important fabricant de composants électroniques. L'intégration toujours plus poussée des circuits et l'apparition du microprocesseur — ce circuit intégré programmable qui fait le même travail qu'un ordinateur moyen d'il y a dix ans — ont conduit ces fabricants à ne plus être de simples fournisseurs de pièces détachées. National Semiconductor est déjà bien implantée sur le marché de la calculatrice de poche. La firme aborde maintenant l'informatique moyenne avec des possibilités techniques et financières qui devraient lui permettre de viser bien plus que quelques pour cent d'un créneau bien choisi.

MAURICE ARVONNY.

LE CENTENAIRE DE LA NAISSANCE D'EDOUARD BELIN

Le Congrès international des radiotelegraphistes en chef a rendu, récemment, à Paris, un hommage à la mémoire de l'inventeur Edouard Belin, à l'occasion du centenaire de sa naissance, en 1876 à Vesoul. La cérémonie s'est déroulée sous la présidence de M. Fontaine, président de l'Association des radiotelegraphistes, et en présence notamment d'une délégation d'élèves du lycée Edouard-Belin de Vesoul.

Elève du grand photographe Nadar, Edouard Belin débute son premier brevet d'invention en 1894, pour un appareil photographique spécialement conçu pour le reportage. Topographe, qui permettait de prendre des clichés sans attirer l'attention. Dès le début du siècle, il jeta les bases de sa méthode de téléphotographie : en 1914 pa-

rut dans un journal parisien une photographie reproduisant l'arrivée du président Poincaré à Lyon, transmise à distance.

A l'origine basé sur la mesure de l'épaisseur des photographies de charbon — cette épaisseur correspondant à l'intensité des gris — le télégraphe utilise aujourd'hui une cellule photoélectrique qui permet la transmission, ligne par ligne, du document enroulé sur un cylindre : il est encore aujourd'hui utilisé dans la presse. Edouard Belin, avant sa mort en 1963 en Suisse, s'intéressa également aux premiers procédés de télévision. Il fut également vice-président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris et de l'Association française pour la protection de la propriété industrielle.

CORRESPONDANCE

L'ENSEIGNEMENT DES MATHÉMATIQUES VICTIME DU PROGRÈS ?

La publication de l'article « L'enseignement des mathématiques du progrès ? », paru dans le Monde du 29 septembre, nous a valu un certain nombre de réactions. M. Jean-Claude Béraud, professeur de mathématiques et conseiller scientifique à la compagnie I.B.M.-France, estime notamment :

Les avantages, inconvénients et dangers de l'usage des machines dans l'enseignement des mathématiques sont parfaitement dépeints, et le principal problème en France (et ailleurs) est la diffusion des informations à ce sujet (...). Le véritable problème qu'il y a, c'est la manœuvre de l'ordinateur, qui semble être l'impact des calculatrices de poche sur l'apprentissage du calcul, donc au niveau primaire (...).

Je trouve amusant qu'on attribue aux calculatrices le pouvoir « maléfique » attribué naguère aux « mathématiques ». Bien au contraire, l'usage continu des calculatrices doit faciliter la familiarisation de l'enfant avec l'univers des nombres et des opérations. Déjà on signale que la relation essentielle entre multiplication et division opérations inverses l'une de l'autre — est beaucoup mieux perçue par les élèves utilisant les calculatrices, alors qu'elle est masquée pour les autres par la complexité des algorithmes à mémoriser.

Pour moi, le calcul manuel est destiné à disparaître — n'a-t-il pas disparu depuis des siècles en Chine et ailleurs au profit du boulier ? (Encore plus vite disparaîtra, dans l'enseignement secondaire, l'extraction manuelle des racines carrées.) L'enseignement du « calcul » pourra alors se concentrer sur l'essentiel :

— Calcul mental ;
— Maîtrise des ordres de grandeur ;

— Application aux problèmes concrets ;

— Organisation des calculs.

Reste le choix du matériel.

Comptons sur la concurrence des constructeurs pour faire apparaître rapidement des appareils répondant aux exigences des pédagogues.

D'autre part, nous repro-

cherons à nos collègues de

laïciser le rôle des calculatrices dans l'enseignement d'autres disciplines.

M. Georges Langlois, professeur à Orléans, nous écrit :

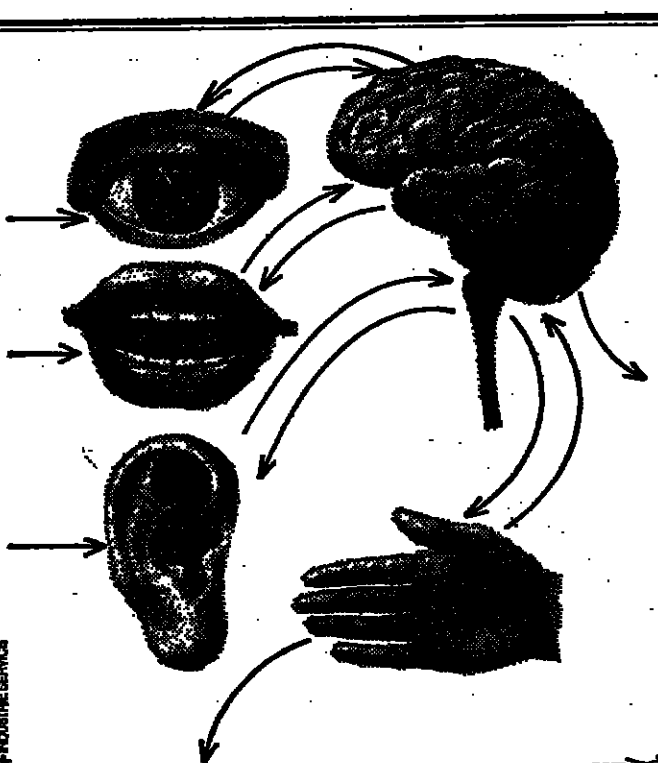
Si le calcul numérique est

nécessaire pour l'étude des mathématiques proprement dites, il tient par contre une place plus importante et parfois considérable dans les applications des mathématiques aux autres disciplines, et notamment aux sciences physiques.

C'est également le cas des disciplines techniques telles que la mécanique et la gestion (la réflexion pédagogique ne devrait jamais ignorer l'enseignement technique) (...). Il est ainsi déplorable que des combats d'arrière-garde privent encore quelque temps nos élèves du bénéfice que peut leur apporter l'usage de ces matériels.

Enfin, M. Raymond Audibert, professeur au lycée Mistral d'Arignon, qui estime nul le risque d'abus, écrit :

Plus rapide, infiniment plus précise, évitant l'utilisation de tables numériques, elle libère les élèves de tâches stériles, ennuyeuses et leur permet en revanche d'apporter toute leur attention à l'étude des choses importantes : le phénomène physique, ses lois, sa signification profonde. La hantise du résultat numérique s'estompe, et les questions d'approximation, essentielles dans ce domaine, prennent au contraire tout leur relief.



- Origine et expression de la diversité des anticorps 85 F
- Les grenouilles du sous-genre pax, du Népal, famille ranidae, genre rana 25 F
- L'écologie stratigraphique Océanie : Australie 198 F
- Géologie du Népal, ouest du Népal ; Himalaya (bilingue français-anglais) 79 F
- Les techniques d'analyse granulométrique (réimpression) 30 F
- Sadi Carnot et l'essor de la thermodynamique 128 F
- Les méthodes mathématiques de la théorie quantique des champs 120 F
- Actualité sur les hormones d'invertébrés 130 F
- L'eau et les systèmes biologiques 160 F
- Aspects physico-chimiques de la virologie à paraître courant octobre

M. profession _____
adresse _____
achète le ou les livres cochés ci-dessus
chez son libraire O à défaut aux Editions du CNRS (cheque joint O et demande votre documentation O) le trésor de la langue française O Revue de l'art O Autres revues.

Editions du CNRS
15 quai Anatole France. 75700 Paris
C.C.P. Paris 9191-55 - Tél. : 555-92-25 - Télex 260354

CONNAISSANCES ACTUELLES
collection dirigée par R. Proske

la biologie

par Till Brahe

Dans ce livre il est question de révolution. De découvertes et d'événements extraordinaires. Dans le silence des laboratoires, notre monde est transformé. Peut-être plus profondément que la politique ne pourra jamais le faire. L'isolement d'un gène qu'est-ce que cela signifie ? Que savons-nous du devenir de la vie ? Comment une cellule est-elle structurée ? Que sont les chromosomes ? Pourquoi l'équilibre doit-il être maintenu ? La science donne des réponses fascinantes. Nous devons les connaître. La biologie nous concerne tous.

Solar

AVEC LES PROGRÈS TECHNIQUES

LES PRIX DEVRAIENT BAISSER

Ils augmentent. C'est l'effet de l'inflation. Et ce qui la perpétue et la rend irréversible, c'est la Comptabilité « à partie double » qui trompe les Patrons en affichant des bénéfices fictifs en période d'inflation. C'est ainsi que des investissements peu productifs ou productifs de déficits se sont accumulés au fil des années. D'autant plus que les impôts perçus par le Fisco sur ces prétendus bénéfices se sont superposés aux dépenses normales.

Le Plan Emile KRIEG

Pour SORTIR DE L'INFLATION, les trois conditions minimales suivantes sont strictement indispensables :

1) Adopter la Comptabilité Indexée qui traduit la réalité telles que soient les évolutions en baisse et en hausse et les non-évolutions, des indices de prix concernés, généraux et spécifiques ;

2) Compenser le fait que l'appareil économique se trouve sur-équipé sous l'effet de l'inflation bénéficiaire créée par les bénéfices fictifs affichés par la Comptabilité « à partie double » en périodes d'inflation. Cela exige de l'imagination !

3) Le gouvernement doit renoncer à l'impasse. Cette question est magistralement traitée par Jacques Rueff dans « Combats pour l'ordre financier », 1972, 450 pages, chez Plon. « Ce que je combats dans ce livre, ce sont des erreurs, qui nous ont fait grand mal, non les hommes qui les ont commises. Mon objet est de les convaincre, non de les juger. »

L'archaïque Comptabilité « à partie double », née à une époque où il n'y avait pas d'indices de prix est un mensonge, comme n'a jamais cessé de le clamer, depuis les « événements » de 1938 Alexandre Dubois (1896-1964), Maître des Forges de Bonpertuis, leura. Or cette Comptabilité mensongère est légale en France en vertu de la Loi du 28 décembre 1959 rendant obligatoire le Plan Comptable qui, en sa page 68, prévoit la Comptabilité « à partie double ».

La Comptabilité Indexée, qui traduit la réalité, n'a pas besoin de Loi pour être appliquée — pas plus que la Rotation de la Terre. A cet effet, j'ai établi mon Ouvrage :

« SORTIR DE L'INFLATION »

que l'envoie par poste tous pays moyennant une participation de 100 F (travaux terminés à l'avance. No copyright. Reproductions, imitations, traductions autorisées.

Il est dorénavant accompagné d'Annexes, avec des épreuves de calculs pratiques :

— Comptabilité « à partie double » ;
— Calcul Indexé du montant de l'impôt payé en trop ;
— Comptabilité Indexée qui traduit la réalité.

Ainsi conçu, tout professeur de Comptabilité et tout étudiant est en mesure d'assimiler la Comptabilité Indexée. En cas de difficulté, je donnerai gratuitement la ou les leçons particulières nécessaires. en France, Belgique, Luxembourg, Suisse.

Et je rembourserai leurs 100 francs aux 200 premiers étudiants qui me retourneront correctes les épreuves des calculs pratiques que j'ai mentionnées.

La perpétuation de la Comptabilité « à partie double » est un danger considérable. Elle est à l'origine de la multiplication du nombre de cassations de paiement et, hélas, de suicides de patrons ! Vivant ce problème comptable, voici ce qu'écrivait, en 1968, le Statisticien Alfred Sauvy : « Si l'ignorance est particulièrement forte sur les questions les plus brûlantes, c'est parce que ce sont celles qu'on (le Gouvernement) n'ose pas aborder... Nous sommes menacés d'un effondrement sans précédent de la société par manque de lumière (par manque d'informations et par abus de fausses informations). Le Gouvernement le plus retors croit naïvement qu'il a momentanément un cap difficile à passer, que le succès est au bout, à condition que la confiance ne soit pas compromise. De là à l'idée de créer le climat approprié, il n'y a qu'un pas... Le danger est imminent... En aucun pays un Gouvernement n'est à l'avant-garde... Il faut lui préparer la tâche et présenter un projet bien équilibré. »

Voilà déjà 15 ans, et à plein temps, que je crie « casse-cou » aux autorités Comptables, Patronales, Gouvernementales, Statistiques, Boursières, Administratives, avec un plein insuccès.

Que les personnes susceptibles de m'aider à créer l'institution capable de compenser la carence du Gouvernement, non seulement par la vulgarisation et la Comptabilité Indexée, mais en créant une nouvelle structure de l'appareil productif, qui n'engendre pas la perpétuation de l'inflation, veulent bien m'écrire. Je pense notamment aux Cadres et aux Patrons retraités, y compris ceux qui le « système » a mis en chômage ou en déconfiture ! Je suis un ex-Patron, d'une Entreprise de Travail des Métaux, occupant 1.200 Personnes. J'ai la chance de n'avoir pas été mis en déconfiture par le « système ». Je suis âgé de 82 ans. Je dilapide mes économies dans mon COMBAT pour la VERITE en Comptabilité !

Emile KRIEG, 7, rue d'Anjou. - 75008 PARIS

Tél. : (1) 263-58-76 - C.C.P. Paris 1030-11

RADIO-TÉLÉVISION

VU

LA JUSTICE POPULAIRE

La guillotine, il y a des gens pour, il y a des gens contre, des gens qui savent, l'entendent, qui ont réfléchi à la question. Lundi soir encore, M. Le Pen, M. Naud, en discutant devant nous. Fallait-il maintenir, fallait-il abolir la peine de mort ? Ils avancent, ils récusent des arguments, toujours les mêmes : le pouvoir de dissuade du châtiment suprême, la responsabilité de la société en matière criminelle, l'exemple de l'étranger. Ils s'agitent tantôt sur les victimes, tantôt sur les meurtriers. Ils s'interrogent sur le droit de grâce et sur le respect absolu de la vie humaine.

Philippe Bourard comptait les points. Mais le véritable arbitre de ce débat, qui tourne en rond, qui n'en finit pas, c'est vous, c'est moi, c'est l'opinion publique dont on nous dit, dont on nous répète, sondages à l'appui, qu'elle n'est pas prête à sévir le pas, qu'elle trouve dans l'unique loi du talion une barrière, si fragile soit-elle, à la vague de violence actuelle.

Elle renoncera peut-être à la décapitation en faveur d'une mise à mort un peu moins barbare, un peu plus propre, une plume, par exemple, encore n'est-ce pas sûr. Pour être exemplaire, la punition doit être spectaculaire. Quand on aura réussi à protéger la vie des citoyens, on pourra songer à préserver celle des assassins. En attendant...

Que voulez-vous, il faut nous prendre comme nous sommes, et nous ne sommes pas au niveau des autres pays civilisés. Les Américains, les Scandinaves, les Belges, les Suédois et les Anglais, l'Europe entière en fait, y compris d'ici quelques jours l'Espagne, ont jugé bon de moderniser leur panoplie pénale. La France, elle, ne peut pas, ne veut pas. Elle tient à ses échafauds, à son bourreau. On ne le changera pas. Et si on lui force un peu la main pour voir.

Quand on demande aujourd'hui aux Danois ou aux Hollandais s'ils ne seraient pas perdus de l'œil pour l'œil, du dent pour dent, dans certains

cas, enlèvement, attentats, fin atroce d'un être cher, d'un petit enfant, une vieille maman, que pense-t-on qu'ils répondent ? Ils répondent oui à une très nette majorité, les statistiques sont là pour le signaler.

Le signalet, un point c'est tout. Un peu paternalistes sur les bords sans doute, les gouvernements, les assemblées, démocratiquement élues par nos voisins, n'ont pas voulu s'incliner devant ces réactions viscérales de peur, de colère, d'indignation, réactions normales directement liées dans le monde occidental au vieillissement de la population. Nous sommes ainsi, tous tant que nous sommes, des humains pas très humains. Pourquoi respecter la vie des seuls Français ? Pourquoi s'accrocher à une prétendue spécificité de la justice trop aisément confondue avec la sagesse populaire dans l'Hexagone ? Serions-nous plus latins que les Italiens ? C'est chaque notre honneur que de nous faire trop d'honneur.

CLAUDE SARRAUTE.

MARDI 26 OCTOBRE
— M. André Rossi, ministre du commerce extérieur, répond aux questions des journalistes de Radio-Monte-Carlo, à 19 heures.
— M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, garde des sceaux, est l'invité de France-Inter, à 19 h. 20.
— Le mouvement Démocratie nouvelle s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.
— M. G. Antoine, recteur de l'Université, et R. Scholze, président de l'Office allemand d'échanges universitaires, dialoguent à

TRIBUNES ET DEBATS
propos des « problèmes de la formation universitaire » sur France-Culture, à 20 heures.
— M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député de Meurthe-et-Moselle (réf.), répond aux questions d'André Dumas sur Europe 1, à 18 h. 15.

MERCREDI 27 OCTOBRE
— MM. Marcelino Oreja, ministre espagnol des affaires étrangères, et Felipe Gonzalez,

secrétaire général du parti socialiste ouvrier espagnol, sont les invités de Radio-Monte-Carlo, à 13 h. 15.

— La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— Le professeur François Jacob est le « grand témoin » du magazine « C'est-à-dire », qui a également pour invités le recteur Millet, Mgr Bernard, évêque de Nancy, et M. Michel de Saint-Pierre, sur Antenne 2, à 21 h. 25.

MARDI 26 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Chronique : Des autos et des hommes. (Troisième partie : L'auto s'en va-t-en guerre. 1914-1924), réal. Cl. Savarit. 21 h. 30. Chronique : Ces années-là (1968), de M. Droit. 22 h. 25. Émission littéraire : Plaine parc, de P. Sipriot. (Quelques livres dans les sélections des prix littéraires) ; 23 h. 25. Journal.

J.A. Grégoire
50 ans d'automobile.
Un document passionnant.
FLAMMARION

CHAÎNE II : A2

20 h. 30. Les dossiers de l'écran... Film : « Les Cœurs verts », d'Ed. Luntz (1966), avec G. Zimmerman, E. Penet, M. Maïre, A. Thomas. (N.J.)

Vers 22 h. Débat : La jeunesse délinquante. Avec la participation de délinquants, de leur famille, de magistrats, d'éducateurs.

pour une bonne lecture
choisissez
ce label
... et dormez tranquille

ligneroet
en vente aux
Galeries Lafayette

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Westerns, films policiers, aventure : « La Chevauchée des sept mercenaires », de C. McCowan (1971), avec L. Van Cleef, St. Powers, M. Hartley, M. Callan.

Nouvelle variation sans grand intérêt sur le thème des « sept mercenaires », déjà traité par John Sturges et quelques autres.

22 h. 5. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Dialogues franco-allemands : « Problèmes de la formation universitaire », avec M. Scholze et G. Antoine ; 21 h. 30. Musique de notre temps, avec S. Nigg et J. Massin ; 22 h. 35. Entretiens avec J. Turiel, par J. Guglielmi ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Orchestre symphonique de la radio hongroise, direction A. Fischer, avec J. Jando, piano : « Wanderer Fantasia » (Schubert) ; « Symphonie n° 5 en ut dièse mineur » (Mahler) ; 22 h. 30. Dossier musical : « Islands » ; 0 h. 5. Scholze : « Sonate n° 5 » ; 0 h. 15. Steve Reich, par D. Caux.

MERCREDI 27 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu (à 13 h. 35. Les visiteurs du mercredi).
20 h. 30. Téléfilm policier : « Commissaire Moulin » (L'évadé), réal. J. Karchbron, avec Y. Rénier, J. Franval.

Un ancien cadet du milieu, condamné de prison, prend le commissaire Moulin à son propre piège. Et c'est le policier qui tra en prison...

22 h. Émission médicale : L'homme et les hommes, d'E. Lalou, I. Barrère et P. Desgraupes. Le professeur Jean Hamburger parle de la recherche et de sa conception de l'existence.

23 h. Journal.

CHAÎNE II : A2

De 13 h. 35 à 20 h. Programme ininterrompu (à 15 h. 50. Un sur cinq).

20 h. 30. Série : Kojak ; 21 h. 25. Magazine d'actualité : C'est à dire, prés. J.-M. Cavada.

La recherche médicale et la responsabilité des parents : l'Épée ; l'Espagne.

22 h. 55. Journal ; 23 h. 10. Tribune : Pour adultes, de F. Chalais (Les nouveaux Arabes), invité : le journaliste Michel Cléro, auteur de « Baluch ». 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Un film, un auteur : « Correspondant 17 », d'A. Hitchcock (1940), avec J. McCrea, L. Day, H. Marshall, G. Sanders, A. Basserman (N.J.).

A la veille de la guerre de 1939, un journaliste américain, en voyage en Hollande et à Londres, avec des amis, qui ont eu le chef d'une organisation pacifiste.

Histoire d'espionnage rocambolesque et néo-noir postmoderniste.

22 h. 15. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. La musique et les hommes : « Malherbe et la musique », avec J. Laude ; 22 h. 35. Entretiens avec Jean Turiel, par J. Guglielmi ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Festivals de Schwetzingen 1976... Concert avec Konrad Ragossnig, tubiste, et Zuzana Ruzickova, clavicembaliste (J.-B. Besard, R. Balthard, J. Dowland, Bach, Scarlatti) ; 22 h. 30. Festival d'automne musique jeune ; 23 h. 30. Musique classique (Bach, Beethoven, Gounod) ; 0 h. 5. Musique avant la révolution : John Cage ; 0 h. 30. Toccata, par J.-P. Giliard.

Essayez la location-couleur :
LOCATEL 758 12 00
Le spécialiste de la location TV depuis 14 ans

MERCREDI

RACINE
14 JUILLET FARNASSE
(à partir de vendredi)
14 JUILLET BASTILLE

« Je t'aime passionnément », dit le poète à la révolutionnaire.

LE GRAND SOIR

un film de François Reusser
GRAND PRIX TOULON 1976
LEOPARD D'OR LOCARNO 1976

Demain Mercredi, après la projection de 20 h. du film « LE GRAND SOIR », un débat aura lieu au 14 JUILLET BASTILLE en présence du réalisateur François REUSSER.

MERCREDI

LUXEMBOURG - STUDIO GIT LE CŒUR

un film de René Allio

« moi, pierre rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère... »

MERCREDI

GRAND REX (2800 places) VF - UGC ERMITAGE (Métrage VF, Soirée VO) - NAPOLEON VF
ROTONDE VF - UGC Gobelins VF - MAGIC CONVENTION VF - UGC Godeon VF
ARGENTEUIL - VERSAILLES - CYRANO - ENGHEN - HOLLYWOOD - LE PERREUX - PALAIS DU PARC - SAINT-GERMAIN - CCL
PANTIN - CARREFOUR - SARCLES - FLANDES - VILLENEUVE - ST-GEORGES - ARTEL - AULNAY - PARNON - ORSAY - JULI

WALT DISNEY PRODUCTIONS JULES VERNE

20.000 Lieues sous les Mers
KIRK DOUGLAS - JAMES MASON - PAUL LUKAS - PETER LORRE

MERCREDI

MIRAMAR - LE HOLLYWOOD-BOULEVARD - U.G.C. ERMITAGE - U.G.C. OPERA (après 22 heures sur Canal)
CLICHY-PATHE - U.G.C. Gobelins - LES 3 SECRETANS - LA CIGALE - PALAIS DES GLACES
STUDIO/Party 2 - CARREFOUR/Pantin - GAMMA/Argenteuil - ARTEL/Nogent
MEJES/Montreuil - ARTEL/Villeneuve - ULIS 2/Orsay

LE HOLLYWOOD-BOULEVARD et RENÉ CHATEAU

Godzilla
1950
UN FILM DE JUN FUKUDA
EN COULEURS - WIDESCREEN - UNE PRODUCTION TOHO INTERNATIONAL LIMITED - Distribut par Gaumont

150-160

150

SPECTACLES

Création en France
Quatre à quatre
Pièce québécoise de Michel Garneau
Mise en scène de Gabriel Garran
« Un spectacle inhabituel, très attachant, qui place la condition des femmes sous un jour insolite. »
Michel Cournot (LE MONDE)
Théâtre de la Commune
Centre dramatique national
93 Aubervilliers
réservation : 833-16-16

CALENDRIER DES CONCERTS

Daniel WAYENBERG
Bach, Liszt, Schumann
PRO ARTE
Dir. K. REDEL
avec
A. LAGOYA
Bach, Beethoven, Liszt
Vocal : Concerto...
CONCERTS DU MARDI
LUNDIS DU PALACE
G. HARTMAN, soprano,
H. STUBER, ténor,
W. GRIFFITH, basse,
H. KNEIS, piano,
B. YANNINOTTA, clarinette,
J.-P. NATY, violon de chambre,
Pierluigi 1. Simeoni,
Wolf - Perle
Les Concerts BARC
présentent
LONDON CHAMBER ORCHESTRA
direction : Adrian SUNDLING
avec **Oleg KAGAAN**
Mozart - Vivaldi - Haydn
Le profit de l'ère de laide
et de la Fondation Cécilia
présentent
CZIFFRA
CHOPIN, LISZT, RAVEL
Après l'annonce de ses
22 concerts précédents
MAURICE ANDRÉ
donne un 23^e concert
TROMPETTE et ORGUE
avec Bernard SIBOUT
et Lionel ANDRÉ
Orgue : ALFRED
MITTERHOFER
SCHUBERT
par le duo
NELLY et IVAR
GOTKOVSKY

CONCERTS
Radio France
ORCH. NATIONAL DE FRANCE
Dir. Gabriel CHMURA
Sol. Claudio ARRAU
Concert BEETHOVEN
ORCH. NATIONAL DE FRANCE
DIRECTION :
L. BERNSTEIN
Soliste : D. MAR INOES
BERLIOZ
(concerts 1865-1866)
NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE
Gymnase de
VILLE
PÉRAY
8 nov.
à 21 heures
MUSIQUE DE CHAMBRE
J. RIVIER - L. COUPERIN
DANIEL - BALASTRE
M. DIANA - F. COUPERIN
avec la Quatuor Portuaise,
H. Veyron-Lacroix,
M. Tikhonovitch, J.-M. Crocq
ORCH. NATIONAL DE FRANCE
DIRECTION :
L. Bernstein
Soliste :
M. Rostropovitch
Concerts
Mozart
Location : Radio-France, salles et agences

Eglise Saint-Séverin
Mercredi 27 octobre
DERNIER CONCERT
CYCLE ROMANTIQUE
par le Quatuor
VIA NOVA
Moulinet - Wexler
Schubert - Schumann - Brahms
Les Durand 265-21-75
Librairie Saint-Severin 633-61-77

CHAILLOT
INFORMATION
A propos d'ELISABETH UN de
Foscar Jone au Grand Théâtre
(du mardi au samedi à 20 h. 30) :
« Une chose étonnante à voir, c'est
de voir de l'opéra et de l'opéra
dans le même spectacle. » (Le Monde)
« 22 et 23 octobre, 20 heures, 21
heures, 22 heures, 23 heures, 24
heures, 25 heures, 26 heures, 27
heures, 28 heures, 29 heures, 30
heures, 31 heures, 32 heures, 33
heures, 34 heures, 35 heures, 36
heures, 37 heures, 38 heures, 39
heures, 40 heures, 41 heures, 42
heures, 43 heures, 44 heures, 45
heures, 46 heures, 47 heures, 48
heures, 49 heures, 50 heures, 51
heures, 52 heures, 53 heures, 54
heures, 55 heures, 56 heures, 57
heures, 58 heures, 59 heures, 60
heures, 61 heures, 62 heures, 63
heures, 64 heures, 65 heures, 66
heures, 67 heures, 68 heures, 69
heures, 70 heures, 71 heures, 72
heures, 73 heures, 74 heures, 75
heures, 76 heures, 77 heures, 78
heures, 79 heures, 80 heures, 81
heures, 82 heures, 83 heures, 84
heures, 85 heures, 86 heures, 87
heures, 88 heures, 89 heures, 90
heures, 91 heures, 92 heures, 93
heures, 94 heures, 95 heures, 96
heures, 97 heures, 98 heures, 99
heures, 100 heures, 101 heures, 102
heures, 103 heures, 104 heures, 105
heures, 106 heures, 107 heures, 108
heures, 109 heures, 110 heures, 111
heures, 112 heures, 113 heures, 114
heures, 115 heures, 116 heures, 117
heures, 118 heures, 119 heures, 120
heures, 121 heures, 122 heures, 123
heures, 124 heures, 125 heures, 126
heures, 127 heures, 128 heures, 129
heures, 130 heures, 131 heures, 132
heures, 133 heures, 134 heures, 135
heures, 136 heures, 137 heures, 138
heures, 139 heures, 140 heures, 141
heures, 142 heures, 143 heures, 144
heures, 145 heures, 146 heures, 147
heures, 148 heures, 149 heures, 150
heures, 151 heures, 152 heures, 153
heures, 154 heures, 155 heures, 156
heures, 157 heures, 158 heures, 159
heures, 160 heures, 161 heures, 162
heures, 163 heures, 164 heures, 165
heures, 166 heures, 167 heures, 168
heures, 169 heures, 170 heures, 171
heures, 172 heures, 173 heures, 174
heures, 175 heures, 176 heures, 177
heures, 178 heures, 179 heures, 180
heures, 181 heures, 182 heures, 183
heures, 184 heures, 185 heures, 186
heures, 187 heures, 188 heures, 189
heures, 190 heures, 191 heures, 192
heures, 193 heures, 194 heures, 195
heures, 196 heures, 197 heures, 198
heures, 199 heures, 200 heures, 201
heures, 202 heures, 203 heures, 204
heures, 205 heures, 206 heures, 207
heures, 208 heures, 209 heures, 210
heures, 211 heures, 212 heures, 213
heures, 214 heures, 215 heures, 216
heures, 217 heures, 218 heures, 219
heures, 220 heures, 221 heures, 222
heures, 223 heures, 224 heures, 225
heures, 226 heures, 227 heures, 228
heures, 229 heures, 230 heures, 231
heures, 232 heures, 233 heures, 234
heures, 235 heures, 236 heures, 237
heures, 238 heures, 239 heures, 240
heures, 241 heures, 242 heures, 243
heures, 244 heures, 245 heures, 246
heures, 247 heures, 248 heures, 249
heures, 250 heures, 251 heures, 252
heures, 253 heures, 254 heures, 255
heures, 256 heures, 257 heures, 258
heures, 259 heures, 260 heures, 261
heures, 262 heures, 263 heures, 264
heures, 265 heures, 266 heures, 267
heures, 268 heures, 269 heures, 270
heures, 271 heures, 272 heures, 273
heures, 274 heures, 275 heures, 276
heures, 277 heures, 278 heures, 279
heures, 280 heures, 281 heures, 282
heures, 283 heures, 284 heures, 285
heures, 286 heures, 287 heures, 288
heures, 289 heures, 290 heures, 291
heures, 292 heures, 293 heures, 294
heures, 295 heures, 296 heures, 297
heures, 298 heures, 299 heures, 300
heures, 301 heures, 302 heures, 303
heures, 304 heures, 305 heures, 306
heures, 307 heures, 308 heures, 309
heures, 310 heures, 311 heures, 312
heures, 313 heures, 314 heures, 315
heures, 316 heures, 317 heures, 318
heures, 319 heures, 320 heures, 321
heures, 322 heures, 323 heures, 324
heures, 325 heures, 326 heures, 327
heures, 328 heures, 329 heures, 330
heures, 331 heures, 332 heures, 333
heures, 334 heures, 335 heures, 336
heures, 337 heures, 338 heures, 339
heures, 340 heures, 341 heures, 342
heures, 343 heures, 344 heures, 345
heures, 346 heures, 347 heures, 348
heures, 349 heures, 350 heures, 351
heures, 352 heures, 353 heures, 354
heures, 355 heures, 356 heures, 357
heures, 358 heures, 359 heures, 360
heures, 361 heures, 362 heures, 363
heures, 364 heures, 365 heures, 366
heures, 367 heures, 368 heures, 369
heures, 370 heures, 371 heures, 372
heures, 373 heures, 374 heures, 375
heures, 376 heures, 377 heures, 378
heures, 379 heures, 380 heures, 381
heures, 382 heures, 383 heures, 384
heures, 385 heures, 386 heures, 387
heures, 388 heures, 389 heures, 390
heures, 391 heures, 392 heures, 393
heures, 394 heures, 395 heures, 396
heures, 397 heures, 398 heures, 399
heures, 400 heures, 401 heures, 402
heures, 403 heures, 404 heures, 405
heures, 406 heures, 407 heures, 408
heures, 409 heures, 410 heures, 411
heures, 412 heures, 413 heures, 414
heures, 415 heures, 416 heures, 417
heures, 418 heures, 419 heures, 420
heures, 421 heures, 422 heures, 423
heures, 424 heures, 425 heures, 426
heures, 427 heures, 428 heures, 429
heures, 430 heures, 431 heures, 432
heures, 433 heures, 434 heures, 435
heures, 436 heures, 437 heures, 438
heures, 439 heures, 440 heures, 441
heures, 442 heures, 443 heures, 444
heures, 445 heures, 446 heures, 447
heures, 448 heures, 449 heures, 450
heures, 451 heures, 452 heures, 453
heures, 454 heures, 455 heures, 456
heures, 457 heures, 458 heures, 459
heures, 460 heures, 461 heures, 462
heures, 463 heures, 464 heures, 465
heures, 466 heures, 467 heures, 468
heures, 469 heures, 470 heures, 471
heures, 472 heures, 473 heures, 474
heures, 475 heures, 476 heures, 477
heures, 478 heures, 479 heures, 480
heures, 481 heures, 482 heures, 483
heures, 484 heures, 485 heures, 486
heures, 487 heures, 488 heures, 489
heures, 490 heures, 491 heures, 492
heures, 493 heures, 494 heures, 495
heures, 496 heures, 497 heures, 498
heures, 499 heures, 500 heures, 501
heures, 502 heures, 503 heures, 504
heures, 505 heures, 506 heures, 507
heures, 508 heures, 509 heures, 510
heures, 511 heures, 512 heures, 513
heures, 514 heures, 515 heures, 516
heures, 517 heures, 518 heures, 519
heures, 520 heures, 521 heures, 522
heures, 523 heures, 524 heures, 525
heures, 526 heures, 527 heures, 528
heures, 529 heures, 530 heures, 531
heures, 532 heures, 533 heures, 534
heures, 535 heures, 536 heures, 537
heures, 538 heures, 539 heures, 540
heures, 541 heures, 542 heures, 543
heures, 544 heures, 545 heures, 546
heures, 547 heures, 548 heures, 549
heures, 550 heures, 551 heures, 552
heures, 553 heures, 554 heures, 555
heures, 556 heures, 557 heures, 558
heures, 559 heures, 560 heures, 561
heures, 562 heures, 563 heures, 564
heures, 565 heures, 566 heures, 567
heures, 568 heures, 569 heures, 570
heures, 571 heures, 572 heures, 573
heures, 574 heures, 575 heures, 576
heures, 577 heures, 578 heures, 579
heures, 580 heures, 581 heures, 582
heures, 583 heures, 584 heures, 585
heures, 586 heures, 587 heures, 588
heures, 589 heures, 590 heures, 591
heures, 592 heures, 593 heures, 594
heures, 595 heures, 596 heures, 597
heures, 598 heures, 599 heures, 600
heures, 601 heures, 602 heures, 603
heures, 604 heures, 605 heures, 606
heures, 607 heures, 608 heures, 609
heures, 610 heures, 611 heures, 612
heures, 613 heures, 614 heures, 615
heures, 616 heures, 617 heures, 618
heures, 619 heures, 620 heures, 621
heures, 622 heures, 623 heures, 624
heures, 625 heures, 626 heures, 627
heures, 628 heures, 629 heures, 630
heures, 631 heures, 632 heures, 633
heures, 634 heures, 635 heures, 636
heures, 637 heures, 638 heures, 639
heures, 640 heures, 641 heures, 642
heures, 643 heures, 644 heures, 645
heures, 646 heures, 647 heures, 648
heures, 649 heures, 650 heures, 651
heures, 652 heures, 653 heures, 654
heures, 655 heures, 656 heures, 657
heures, 658 heures, 659 heures, 660
heures, 661 heures, 662 heures, 663
heures, 664 heures, 665 heures, 666
heures, 667 heures, 668 heures, 669
heures, 670 heures, 671 heures, 672
heures, 673 heures, 674 heures, 675
heures, 676 heures, 677 heures, 678
heures, 679 heures, 680 heures, 681
heures, 682 heures, 683 heures, 684
heures, 685 heures, 686 heures, 687
heures, 688 heures, 689 heures, 690
heures, 691 heures, 692 heures, 693
heures, 694 heures, 695 heures, 696
heures, 697 heures, 698 heures, 699
heures, 700 heures, 701 heures, 702
heures, 703 heures, 704 heures, 705
heures, 706 heures, 707 heures, 708
heures, 709 heures, 710 heures, 711
heures, 712 heures, 713 heures, 714
heures, 715 heures, 716 heures, 717
heures, 718 heures, 719 heures, 720
heures, 721 heures, 722 heures, 723
heures, 724 heures, 725 heures, 726
heures, 727 heures, 728 heures, 729
heures, 730 heures, 731 heures, 732
heures, 733 heures, 734 heures, 735
heures, 736 heures, 737 heures, 738
heures, 739 heures, 740 heures, 741
heures, 742 heures, 743 heures, 744
heures, 745 heures, 746 heures, 747
heures, 748 heures, 749 heures, 750
heures, 751 heures, 752 heures, 753
heures, 754 heures, 755 heures, 756
heures, 757 heures, 758 heures, 759
heures, 760 heures, 761 heures, 762
heures, 763 heures, 764 heures, 765
heures, 766 heures, 767 heures, 768
heures, 769 heures, 770 heures, 771
heures, 772 heures, 773 heures, 774
heures, 775 heures, 776 heures, 777
heures, 778 heures, 779 heures, 780
heures, 781 heures, 782 heures, 783
heures, 784 heures, 785 heures, 786
heures, 787 heures, 788 heures, 789
heures, 790 heures, 791 heures, 792
heures, 793 heures, 794 heures, 795
heures, 796 heures, 797 heures, 798
heures, 799 heures, 800 heures, 801
heures, 802 heures, 803 heures, 804
heures, 805 heures, 806 heures, 807
heures, 808 heures, 809 heures, 810
heures, 811 heures, 812 heures, 813
heures, 814 heures, 815 heures, 816
heures, 817 heures, 818 heures, 819
heures, 820 heures, 821 heures, 822
heures, 823 heures, 824 heures, 825
heures, 826 heures, 827 heures, 828
heures, 829 heures, 830 heures, 831
heures, 832 heures, 833 heures, 834
heures, 835 heures, 836 heures, 837
heures, 838 heures, 839 heures, 840
heures, 841 heures, 842 heures, 843
heures, 844 heures, 845 heures, 846
heures, 847 heures, 848 heures, 849
heures, 850 heures, 851 heures, 852
heures, 853 heures, 854 heures, 855
heures, 856 heures, 857 heures, 858
heures, 859 heures, 860 heures, 861
heures, 862 heures, 863 heures, 864
heures, 865 heures, 866 heures, 867
heures, 868 heures, 869 heures, 870
heures, 871 heures, 872 heures, 873
heures, 874 heures, 875 heures, 876
heures, 877 heures, 878 heures, 879
heures, 880 heures, 881 heures, 882
heures, 883 heures, 884 heures, 885
heures, 886 heures, 887 heures, 888
heures, 889 heures, 890 heures, 891
heures, 892 heures, 893 heures, 894
heures, 895 heures, 896 heures, 897
heures, 898 heures, 899 heures, 900
heures, 901 heures, 902 heures, 903
heures, 904 heures, 905 heures, 906
heures, 907 heures, 908 heures, 909
heures, 910 heures, 911 heures, 912
heures, 913 heures, 914 heures, 915
heures, 916 heures, 917 heures, 918
heures, 919 heures, 920 heures, 921
heures, 922 heures, 923 heures, 924
heures, 925 heures, 926 heures, 927
heures, 928 heures, 929 heures, 930
heures, 931 heures, 932 heures, 933
heures, 934 heures, 935 heures, 936
heures, 937 heures, 938 heures, 939
heures, 940 heures, 941 heures, 942
heures, 943 heures, 944 heures, 945
heures, 946 heures, 947 heures, 948
heures, 949 heures, 950 heures, 951
heures, 952 heures, 953 heures, 954
heures, 955 heures, 956 heures, 957
heures, 958 heures, 959 heures, 960
heures, 961 heures, 962 heures, 963
heures, 964 heures, 965 heures, 966
heures, 967 heures, 968 heures, 969
heures, 970 heures, 971 heures, 972
heures, 973 heures, 974 heures, 975
heures, 976 heures, 977 heures, 978
heures, 979 heures, 980 heures, 981
heures, 982 heures, 983 heures, 984
heures, 985 heures, 986 heures, 987
heures, 988 heures, 989 heures, 990
heures, 991 heures, 992 heures, 993
heures, 994 heures, 995 heures, 996
heures, 997 heures, 998 heures, 999
heures, 1000 heures, 1001 heures, 1002
heures, 1003 heures, 1004 heures, 1005
heures, 1006 heures, 1007 heures, 1008
heures, 1009 heures, 1010 heures, 1011
heures, 1012 heures, 1013 heures, 1014
heures, 1015 heures, 1016 heures, 1017
heures, 1018 heures, 1019 heures, 1020
heures, 1021 heures, 1022 heures, 1023
heures, 1024 heures, 1025 heures, 1026
heures, 1027 heures, 1028 heures, 1029
heures, 1030 heures, 1031 heures, 1032
heures, 1033 heures, 1034 heures, 1035
heures, 1036 heures, 1037 heures, 1038
heures, 1039 heures, 1040 heures, 1041
heures, 1042 heures, 1043 heures, 1044
heures, 1045 heures, 1046 heures, 1047
heures, 1048 heures, 1049 heures, 1050
heures, 1051 heures, 1052 heures, 1053
heures, 1054 heures, 1055 heures, 1056
heures, 1057 heures, 1058 heures, 1059
heures, 1060 heures, 1061 heures, 1062
heures, 1063 heures, 1064 heures, 1065
heures, 1066 heures, 1067 heures, 1068
heures, 1069 heures, 1070 heures, 1071
heures, 1072 heures, 1073 heures, 1074
heures, 1075 heures, 1076 heures, 1077
heures, 1078 heures, 1079 heures, 1080
heures, 1081 heures, 1082 heures, 1083
heures, 1084 heures, 1085 heures, 1086
heures, 1087 heures, 1088 heures, 1089
heures, 1090 heures, 1091 heures, 1092
heures, 1093 heures, 1094 heures, 1095
heures, 1096 heures, 1097 heures, 1098
heures, 1099 heures, 1100 heures, 1101
heures, 1102 heures, 1103 heures, 1104
heures, 1105 heures, 1106 heures, 1107
heures, 1108 heures, 1109 heures, 1110
heures, 1111 heures, 1112 heures, 1113
heures, 1114 heures, 1115 heures, 1116
heures, 1117 heures, 1118 heures, 1119
heures, 1120 heures, 1121 heures, 1122
heures, 1123 heures, 1124 heures, 1125
heures, 1126 heures, 1127 heures, 1128
heures, 1129 heures, 1130 heures, 1131
heures, 1132 heures, 1133 heures, 1134
heures, 1135 heures, 1136 heures, 1137
heures, 1138 heures, 1139 heures, 1140
heures, 1141 heures, 1142 heures, 1143
heures, 1144 heures, 1145 heures, 1146
heures, 1147 heures, 1148 heures, 1149
heures, 1150 heures, 1151 heures, 1152
heures, 1153 heures, 1154 heures, 1155
heures, 1156 heures, 1157 heures, 1158
heures, 1159 heures, 1160 heures, 1161
heures, 1162 heures, 1163 heures, 1164
heures, 1165 heures, 1166 heures, 1167
heures, 1168 heures, 1169 heures, 1170
heures, 1171 heures, 1172 heures, 1173
heures, 1174 heures, 1175 heures, 1176
heures, 1177 heures, 1178 heures, 1179
heures, 1180 heures, 1181 heures, 1182
heures, 1183 heures, 1184 heures, 1185
heures, 1186 heures, 1187 heures, 1188
heures, 1189 heures, 1190 heures, 1191
heures, 1192 heures, 1193 heures, 1194
heures, 1195 heures, 1196 heures, 1197
heures, 1198 heures, 1199 heures, 1200
heures, 1201 heures, 1202 heures, 1203
heures, 1204 heures, 1205 heures, 1206
heures, 1207 heures, 1208 heures, 1209
heures, 1210 heures, 1211 heures, 1212
heures, 1213 heures, 1214 heures, 1215
heures, 1216 heures, 1217 heures, 1218
heures, 1219 heures, 1220 heures, 1221
heures, 1222 heures, 1223 heures, 1224
heures, 1225 heures, 1226 heures, 1227
heures, 1228 heures, 1229 heures, 1230
heures, 1231 heures, 1232 heures, 1233
heures, 1234 heures, 1235 heures, 1236
heures, 1237 heures, 1238 heures, 1239
heures, 1240 heures, 1241 heures, 1242
heures, 1243 heures, 1244 heures, 1245
heures, 1246 heures, 1247 heures, 1248
heures, 1249 heures, 1250 heures, 1251
heures, 1252 heures, 1253 heures, 1254
heures, 1255 heures, 1256 heures, 1257
heures, 1258 heures, 1259 heures, 1260
heures, 1261 heures, 1262 heures, 1263
heures, 1264 heures, 1265 heures, 1266
heures, 1267 heures, 1268 heures, 1269
heures, 1270 heures, 1271 heures, 1272
heures, 1273 heures, 1274 heures, 1275
heures, 1276 heures, 1277 heures, 1278
heures, 1279 heures, 1280 heures, 1281
heures, 1282 heures, 1283 heures, 1284
heures, 1285 heures, 1286 heures, 1287
heures, 1288 heures, 1289 heures, 1290
heures, 1291 heures, 1292 heures, 1293
heures, 1294 heures, 1295 heures, 1296
heures, 1297 heures, 1298 heures, 1299
heures, 1300 heures, 1301 heures, 1302
heures, 1303 heures, 1304 heures, 1305
heures, 1306 heures, 1307 heures, 1308
heures, 1309 heures, 1310 heures, 1311
heures, 1312 heures, 1313 heures, 1314
heures, 1315 heures, 1316 heures, 1317
heures, 1318 heures, 1319 heures, 1320
heures, 1321 heures, 1322 heures, 1323
heures, 1324 heures, 1325 heures, 1326
heures, 1327 heures, 1328 heures, 1329
heures, 1330 heures, 1331 heures, 1332
heures, 1333 heures, 1334 heures, 1335
heures, 1336 heures, 1337 heures, 1338
heures, 1339 heures, 1340 heures, 1341
heures, 1342 heures, 1343 heures, 1344
heures, 1345 heures, 1346 heures, 1347
heures, 1348 heures, 1349 heures, 1350
heures, 1351 heures, 1352 heures, 1353
heures, 1354 heures, 1355 heures, 1356
heures, 1357 heures, 1358 heures, 1359
heures, 1360 heures, 1361 heures, 1362
heures, 1363 heures, 1364 heures, 1365
heures, 1366 heures, 1367 heures, 1368
heures, 1369 heures, 1370 heures, 1371
heures, 1372 heures, 1373 heures, 1374
heures, 1375 heures, 1376 heures, 1377
heures, 1378 heures, 1379 heures, 1380
heures, 1381 heures, 1382 heures, 1383
heures, 1384 heures, 1385 heures, 1386
heures, 1387 heures, 1388 heures, 1389
heures, 1390 heures, 1391 heures, 1392
heures, 1393 heures, 1394 heures, 1395
heures, 1396 heures, 1397 heures, 1398
heures, 1399 heures, 1400 heures, 1401
heures, 1402 heures, 1403 heures, 1404
heures, 1405 heures, 1406 heures, 1407
heures, 1408 heures, 1409 heures, 1410
heures, 1411 heures, 1412 heures, 1413
heures, 1414 heures, 1415 heures, 1416
heures, 1417 heures, 1418 heures, 1419
heures, 1420 heures, 1421 heures, 1422
heures, 1423 heures, 1424 heures, 1425
heures, 1426 heures, 1427 heures, 1428
heures, 1429 heures, 1430 heures, 1431
heures, 1432 heures, 1433 heures, 1434
heures, 1435 heures, 1436 heures, 1437
heures, 1438 heures, 1439 heures, 1440
heures, 1441 heures, 1442 heures, 1443
heures, 1444 heures, 1445 heures, 1446
heures, 1447 heures, 1448 heures, 1449
heures, 1450 heures, 1451 heures, 1452
heures, 1453 heures, 1454 heures, 1455
heures, 1456 heures, 1457 heures, 1458
heures, 1459 heures, 1460 heures, 1461
heures, 1462 heures, 1463 heures, 1464
heures, 1465 heures, 1466 heures, 1467
heures, 1468 heures, 1469 heures, 1470
heures, 1471 heures, 1472 heures, 1473
heures, 1474 heures, 1475 heures, 1476
heures, 1477 heures, 1478 heures, 1479
heures, 1480 heures, 1481 heures, 1482
heures, 1483 heures, 1484 heures, 1485
heures, 1486 heures, 1487 heures, 1488
heures, 1489 heures, 1490 heures, 1491
heures, 1492 heures, 1493 heures, 1494
heures, 1495 heures, 1496 heures, 1497
heures, 1498 heures, 1499 heures, 1500
heures, 1501 heures, 1502 heures, 1503
heures, 1504 heures, 1505 heures, 1506
heures, 1507 heures, 1508 heures, 1509
heures, 1510 heures, 1511 heures, 1512
heures, 1513 heures, 1514 heures, 1515
heures, 1516 heures, 1517 heures, 1518
heures, 1519 heures, 1520 heures, 1521
heures, 1522 heures,

SPECTACLES

LA DERNIERE FOLIE (A.), v.o. : Quinette, 5 (033-35-40); Quartier-Latin, 5 (033-35-40); Elysees-Lincoln, 5 (353-35-14); Marignan, 5 (353-35-23); Mayfair, 15 (353-27-08); v.f. : Rex, 2 (353-35-33); Impérial, 2 (743-73-37); Montparnasse-33, 5 (544-14-27); Saint-Lazare-Pasquier, 5 (357-35-43); Nation, 12 (343-04-57); D.L.M., Saint-Jacques, 14 (353-35-43); Gaumont-Sud, 14 (351-51-18); Cambronne, 15 (734-43-90); Cléchy-Patbé, 15 (322-37-41).

LA DUCHESSE ET LE TRUAND (A.), v.o. : Cluny-Rouge, 5 (033-20-12); Ermitage, 5 (353-15-71); v.f. : Bretagne, 5 (222-37-97).

DRACULA PÈRE ET FILS (Fr.) : Berlitz, 2 (743-60-33); Ambassade, 5 (353-19-08); Fauvette, 13 (331-34-80); Montparnasse-Patbé, 14 (325-35-13); Athènes, 15 (343-37-48); Cléchy-Patbé, 15 (322-37-41).

L'ESPÈCE DES SENS (Jap.) (v.o.) : v.o. : Saint-André-des-Arts, 5 (325-48-18); Elysees-Lincoln, 5 (353-35-14); Balzac, 5 (353-35-70); v.f. : Omnia, 2 (323-39-36); Gaumont-Opéra, 5 (073-35-48); Jean-Baptiste, 5 (374-40-70).

FACE À FACE (A.) (v.o.) : v.o. : Ven-son, 5 (073-37-30); Saint-Michel, 5 (325-79-17); Bonaparte, 5 (325-13-12); Biarritz, 5 (723-69-23); v.f. : Bienvenue-Montparnasse, 15 (544-25-02).

LES HOMMES DU PRÉSIDENT (A.), v.o. : U.O.C. Odéon, 5 (325-71-08); Ermitage, 5 (353-15-71); v.f. : Rex, 2 (353-35-33); Miramar, 15 (325-41-05); Muret, 15 (325-99-75); Paramount-Galaxie, 13 (580-18-03).

ICI ET AILLEURS (Fr.) : 14-Juillet, 11 (357-30-81).

L'INNOCENT (It.) v.o. : Cluny-Rouge, 5 (033-20-12); Muret, 15 (325-99-75); Publicis-St-Germain, 5 (322-73-80); Biarritz, 5 (723-69-23); v.f. : Liberté, 12 (01-59); Secotan, 15 (206-71-33); Paramount-Opéra, 5 (073-35-48); Paramount-Montparnasse, 14 (325-22-17); Paramount-Malliot, 17 (735-34-24).

LE JARDIN DES SUPPLICES (Fr.) (v.o.) : Capri, 2 (008-11-89); Ari-quin, 5 (545-62-25); Paramount-

Opéra, 5 (073-34-37); Publicis-Champs-Elysées, 5 (730-76-32); Paramount-Opéra, 5 (073-34-37); Paramount-Cobelin, 12 (707-12-28); Paramount-Montparnasse, 14 (325-22-17).

LA MARGE (Fr.) (v.o.) : Quinette, 5 (033-35-40); Cluny-Palace, 5 (544-14-27); Concordia, 5 (353-82-04); Francisa, 5 (770-33-81); Gaumont-Convention, 15 (025-42-27); Caravelle, 15 (357-35-70); Cléchy-Patbé, 15 (322-37-41); Gaumont-Gambetta, 20 (797-02-74).

LE MARIN QUI ABANDONNA LA MER (A.) (v.o.) : Studio Alpha, 5 (033-38-67).

MES CHÈRES AMIES (It.) v.o. : Quinette, 5 (033-35-40); Monte-Carlo, 5 (225-09-33); v.f. : Francisa, 5 (770-33-81).

1900 (It.) (v.o.) : v.o. : Grande-Augustin, 5 (533-22-13); Hantefeuille, 5 (533-75-30); Marignan, 5 (353-35-23); Olympia, 14 (735-67-42); v.f. : Gaumont-Théâtre, 2 (231-32-10); Montparnasse-33, 5 (544-14-27); Fauvette, 13 (331-34-80).

LES NAUFRAGES DE L'ÎLE DE LA TORTUE (Fr.) : A.B.C., 2 (225-25-50); Rex, 2 (353-35-33); Marignan, 5 (353-35-23); Montparnasse-Patbé, 14 (325-35-13); Olympia, 14 (735-67-42); Cambronne, 15 (734-43-90); Secotan, 15 (206-71-33).

NOUS NOUS SOMMES TANT AIMÉS (It.) v.o. : Cinoche de St-Germain, 5 (730-76-32).

OTALLA DE BARRIA (Fr.-Esp.) : Vers-Bris, 5 (Bienvenue-Montparnasse, 15 (544-25-02); U.O.C.-Odéon, 5 (325-71-08); U.O.C.-Biarritz, 5 (723-69-23); v.f. : Hausmann, 5 (770-47-53).

SATISFAIT (v.o.) : La Pagode, 7 (705-12-15).

TAXI DRIVER (A.) (v.o.) : La Clé, 5 (337-90-50).

UN ELEPHANT, CA TROMPE ENCORE MOINS (Fr.) : Saint-Germain-Village, 5 (533-82-04); Saint-Germain-Studio (033-43-73); Bonquet, 7 (533-44-11); Mercury, 5 (225-09-33); Paris, 5 (353-35-91); Lumière, 5 (770-34-84); Maxville, 5 (770-72-86); Fauvette, 13 (331-34-80).

MERCREDI 27 OCTOBRE



CLAUDE 1969 SAUTET
Les Choses de la Vie



CLAUDE 1970 SAUTET
Max et les Ferrailleurs



CLAUDE 1972 SAUTET
César et Rosalie



CLAUDE 1974 SAUTET
Vincent, François Paul et les autres



1976
LE NOUVEAU FILM DE CLAUDE SAUTET
MADO

ANDRÉ GENOVES présente
MICHEL PICCOLI • JACQUES DUTRONC • OTTAVIA PICCOLO
avec la participation de
ROMY SCHNEIDER • MADO • UN FILM DE CLAUDE SAUTET
avec CLAUDE DAUPHIN • CHARLES DENNER • BERNARD FRESSON
JULIEN CARRAS • JEAN-PAUL ROULINOT • scénario et dialogues de CLAUDE SAUTET et CLAUDE NEGRO
Six cinémas : GEORGE V - CONCORDE - LES IMAGES - FRANÇAIS
MONTMARNASSE PATHE - CONVENTION GAUMONT - FAUVETTE
GAMBETTA GAUMONT - OMNIA BOULEVARD - MAYFAIR
SAINT GERMAIN VILLAGE - QUINETTE

Et dans les meilleures salles de la périphérie

Montparnasse-Patbé, 14 (325-63-13); Gaumont-Convention, 15 (025-42-27); Victor-Hugo, 15 (025-42-27); Wagram, 15 (357-35-70); Gaumont-Gambetta, 20 (797-02-74).

UNE VIE DIFFICILE (It.) v.o. : Marais, 4 (275-47-45); Quinette, 5 (033-35-40); 14-Juillet, 11 (357-30-81); Miso-Maison, 17 (353-24-51).

UN TYPE COMME MOI NE DEVAIT JAMAIS MOURIR (It.) v.o. : Cinoche-Saint-Germain, 5 (533-10-52); Les Templiers, 5 (272-94-36).

LA VICTOIRE EST CHANTANT (Fr.) : Studio de la Harpe, 5 (033-34-83); St-Lazare-Pasquier, 5 (357-35-43); Olympia, 14 (735-67-42); Athènes, 15 (343-37-48).

Les grandes reprises

AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A. v.o.) : Elysees Point Show, 5 (225-67-39); v.f. : Hausmann, 5 (770-47-53); Royal-Passy, 15 (327-41-18).

BLACKMAIL (A. v.o.) : Action-14-Patbé, 5 (353-35-70); 2001 : ODESSE DE L'ESPACE (A. v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5 (225-67-39).

FANTASIA (A. v.o.) : Rex, 2 (353-35-33); Facinon, 5 (033-15-04); Montparnasse-33, 5 (544-14-27); Madeleine, 5 (073-35-48); Marignan, 5 (353-35-23); Francisa, 5 (770-33-81); Gaumont-Sud, 14 (325-22-17).

GUERRE ET AMOUR (A. v.o.) : Studio Logos, 5 (033-38-67).

HELIODROMES (Fr.) : Le Seina, 5 (325-65-55).

MA VACHE ET MOI (A.) : Marais, 4 (275-47-45).

MIAGARA (A. v.o.) : Action République, 11 (805-51-32).

MONSIEUR JEAN-LOUIS (A. v.o.) : Balzac, 5 (353-35-70).

MURDER (A. v.o.) : Balzac, 5 (353-35-70).

PROFESSION : REPORTER (A. v.o.) : Dominique, 7 (531-04-53).

PRIMA DELLA RIVOLUZIONE (It. v.o.) : Studio Galand, 5 (033-72-11).

LA TOUR INFERNALE (A. v.o.) : Kinoparadise, 15 (305-30-50).

WALT DISNEY (A. v.o.) : La Royale, 5 (255-62-66); Elysees Point Show, 5 (225-67-39); Diderot, 12 (343-15-02).

UNE NUIT A CASABLANCA (A. v.o.) : Champollion, 5 (033-51-80).

Les séances spéciales

CABARET (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 14 (305-30-50); 14 h. 30 h.

LES CHIENS DE PAILLE (A. v.o.) (v.o.) : Luxembourg, 5 (533-91-77).

DANCING LADIES (A. v.o.) : Action-Christina, 5 (325-65-55), jours im-pair.

FIVE EAST PIERCE (A. v.o.) : La Clé, 5 (337-90-50), à 12 h. et 24 h.

INDIA SONG (Fr.) : Le Seina, 5 (325-65-55), à 12 h. et 24 h.

MARLEE (Ang. v.o.) : La Clé, 5 (337-90-50), à 12 h. et 24 h.

LES UNES NUITS (It. v.o.) : Châtelet-Victoria, 14, à 14 h.

Les festivals

LE FILM NOIR (v.o.) : Artistes-Voltaire, 11 (700-12-15), 16 h. : Les Anges aux figures sales; 17 h. : Les Anges aux figures sales; 18 h. : Les Anges aux figures sales; 19 h. : Les Anges aux figures sales; 20 h. : Les Anges aux figures sales; 21 h. : Les Anges aux figures sales; 22 h. : Les Anges aux figures sales.

COMENCINI (v.o.) : Accolais, 17 (754-97-83), 16 h. et 24 h. : mer. sam. dim. à 14 h. 30 (v.o.) : Les Aven-tures de Pinocchio; 19 h. : La Sa-gazza; 20 h. : La Grande Pagaille; 22 h. : Un vrai crime d'au-trefois.

PASOLINI (v.o.) : La Pagode, 7 (705-12-15); Accolais.

ROBERT ROUPHARD (v.o.) : Action-La Fayette, 5 (575-80-50); les Trois Jours du Condor.

SPECTACLES POUR ENFANTS
(du 27 octobre au 2 novembre)

Cirque à Pantomime au Nouveau Carré, square Emile-Chautemps (27-89-40), mer. sam. et dim. 15 h. 30.

Cirque Arma, square Saint-Lambert, mer. sam. dim. 14 h. et 16 h.; jeudi ven. 16 h. 30.

Cirque de Paris, Champ-de-Mars (587-71-64), mer. et sam. à 15 h. dim. à 14 h. 30 et 16 h. 30.

Marionnettes André Roggers, Théâtre 12 (575-34-37), mer. 14 h. 30; Casse-poteries d'aujourd'hui.

Marionnettes André Verdan, Vin-cennes (753-19-00), mer. sam. et dim. 15 h. : l'enfant avec un oiseau sur la tête.

Marionnettes du Jardin d'acclima-tion (187-07-07), t.l.f. 15 h. 15; Guignol.

Marionnettes du Luxembourg (325-66-47), t.l.f. 15 h. 15 et 16 h. 30; la Légende de Blanche-Neige.

Marionnettes du parc Montsouris (272-35-56), mer. sam. dim. 15 h. : Guignol.

Montfermeil (225-02-87), mer. et sam. 14 h. et 16 h. : Le Pays des Enfances.

Théâtre Adyar (575-33-47), les 25 et 26, à 14 h. 30 : Concerto insolite, l'Enfance.

Théâtre Astrol, Parc Floral (508-16-82), mer. 15 h. et 16 h. : Le quatre est sur.

Théâtre des Deux-Portes (797-24-51), mer. et sam. à 14 h. 30, dim. à 15 h. : la Belle et la Bête.

Théâtre de Dix-Heures (508-07-45), mer. et sam. à 16 h. : Petit Théâ-tre de la Vie.

Théâtre d'Edgar (700-19-31), mer. 14 h. et 16 h.; sam. 15 h. : les Sept Contes du dragon - Atelier théâtre et audiovisuel (325-13-83).

Théâtre de la Vieillesse (033-35-41), mer. 14 h. et 16 h.; dim. 15 h. : Pipin le Trompette.

Théâtre Foch-Nord (225-43-42), mer. 15 h. : Histoire de la jument qui court après sa charette.

Théâtre de la Petite-Grande, Jardin des Tuilleries (075-05-19), t.l.f. 15 h. 15 : Marionnettes.

Théâtre de la Pléiade (250-15-45), mer. à 15 h. : Histoire de la jungle.


Théâtre Présent (200-42-35), mer. 14 h. 30 : Circus-Parade.

Cinéma. — Le label Cinéma a été attribué par le secrétariat d'Etat à la culture (tous jours) : Les Douze Travaux d'Antéris, les Chats-d'œuvre de Walt Disney, la Der-nière Pêche de M. Brooks; (en-fants) Alexandre le Bienheureux, Ball game, l'Alibi ou la Cuisse, Bugy Melon, On l'appelle l'Alibi, Vingt mille lieues sous les mers, Orfeu Negro; (adolescents) Le Bal des vampires, Barry Lyndon, Cils, Cuervos, Complet de famille, Nous nous sommes tant aimés, Une vie difficile, la Victoire en chantant, les Hommes du président, Jony Wales non-la-loi, Si c'était à re-faire.

CONCORDE PATHE - LE FRANCAIS
QUINETTE - CONVENTION GAUMONT
MONTMARNASSE 33 - CARAVELLE PATHE
GAMBETTA GAUMONT - CLUNY PALACE
Robert Raymond HAKIM

LA MARGE

PRIX CONCOURS



SYLVIA KRISTEL
JOE DALLESSANDRO

Puisqu'érotisme il y a
faites confiance
à Mandiargues
et Borowczyk.

Le leur est de qualité.
R. Fortani

Interdit aux mineurs
ARGENTUIL Alpha - SARCELLES Flammes
MAISON-ALFORT Le Club - NOGENT Arlet



OSCAR

BARRY LYNDON

un film de
STANLEY KUBRICK

GAUMONT CHAMPS-ELYSEES (v.o.)
GAUMONT RIVE GAUCHE (v.o.)
IMPERIAL (v.f.) - GAUMONT SUD (v.f.)
14 h. - 17 h. 25 - 21 h.
HAUTEFEUILLE I (v.o.)
12 h. - 15 h. 30 - 19 h. - 22 h. 30
HAUTEFEUILLE II (v.o.)
12 h. 30 - 17 h. 10 - 20 h. 30

Programme SPECIAL
tous les jours de 17h à 20h
et 14h30-16h30-18h30-
Matinée et soirées toutes places 10F

Le Signe de ZORRO

le célèbre film
d'aventures américain avec
Tyron POWER en vers français

Le Signe de ZORRO

CINEMAS rue F. Sautet, Mouton, 325 93 48

U.G.C. NORMANDIE - GRAND BEX - PARAMOUNT OPERA - BRETAGNE - MAGIC CONVENTION
U.G.C. GODELINS - U.G.C. ODEON - PARAMOUNT ORLEANS
TROIS MURAT - PUBLICIS MATTIGNON - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT MONTMARTRE
PARAMOUNT ORLY - C2L VERSAILLES - PALAIS DU PARC LE PERREUX - ARTEL ROSNY - PARAMOUNT LA VARENNE
ARTEL VILLENEUVE-ST-GERMES - BUXY VAL D'YERRES - GAREFOUR PANTIN - HOLLYWOOD ENGHEN
PARINOR AULNAY - ELYSEE 2 LA CELLE-ST-CLOUD - C2L ST-GERMAIN - FLAMADES SARCELLES
MELLES MONTREUIL - ULIS 2 ORSY - GAMMA ARGENTUIL - PUBLICIS-DEFENSE PUTEAUX

LE CORPS DE MON ENNEMI

JEAN-PAUL BELMONDO



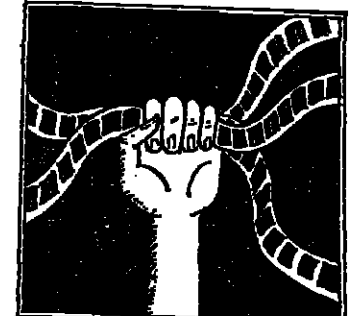
UN FILM DE
HENRI VERNEUIL

BERNARD BUIER
MARIE-FRANÇOISE
DANIEL VERNET - CHARLES GERARD
MICHEL AUDARD
FRANCIS LAI

Shit 150

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma



TROIS «14-JUILLET» A MONTPARNASSE

Un nouveau complexe multisaal ouvre ses portes jeudi à Montparnasse, à la place d'un vieux cinéma plein de souvenirs : en ces temps-ci, quel d'exceptionnel ? A première vue, pas grand-chose. Sinon qu'il ne s'agit pas des cinémas U.G.C., Paramount ou Pathé-Gaumont. Sinon que le Studio Par-nasse ne nomme désormais 14-Juillet Montparnasse : le cinéma de la Bastille prend pied sur la rive gauche.

Chaque salle porte un mot d'ordre — « que l'ancien serve le nouveau », « que l'étranger serve le national », « que cent fleurs... » — mais la pensée de Mao Tse-tung n'efface pas l'histoire, la n'est pas son propos : les noms de cinémas qui s'accrochaient, façon palais de Chaillet, aux murs du Studio Par-nasse demeurent. « Pas de censure, affirme Martin Karmitz, cinéaste néo-exploitant : de nouveaux noms apparaissent, dans une autre couleur. » La programmation de ce 14-Juillet, rue Jules-Chaplain, sera composée de sorties de nouveaux films (groupés avec le 14-Juillet-Bastille), et de continuations d'excellentes. « Notre propos est d'accueillir les longs métrages qui n'entrent pas dans les circuits des grandes compagnies et, par conséquent, ne trouvent pas de sortie, en raison de leur rejet des normes idéologiques ou de leur inadéquation aux schémas de rentabilité », pour Martin Karmitz, il est évident désormais qu'un film n'a aucune chance s'il est à l'affiche d'une seule salle ; en s'associant avec des exploitants du Quartier latin, il escompte offrir, avec trois points, une sorte de circuit alternatif. Ce n'est plus la crise, affirme-t-il, mais la liquidation des moyens indépendants d'expression.

L'expansion des 14-Juillet peut donner une résonance paradoxale à ses propos : pourtant, l'ouverture de Martin Karmitz, exploitant, a une histoire significative. C'était après « Coup pour Coup », film sur une grève, où, à sa manière, il inventait une autre pratique militante à partir du cinéma. Les résistances des cinéastes classés l'ont amené à s'interroger sur la distribution et l'exploitation des films, sur la nécessité de maîtriser tous les stades de la production cinématographique. Avant le 14-Juillet, il y en avait un autre, le 14-Juillet.

Sans MK-2, dit Martin Karmitz, pas de 14-Juillet : on a été en butte à l'absence de films et à la pression des groupes dominants sur les indépendants. La moitié, parfois les deux tiers, des projections à la Bastille sont des films MK-2 (ou fournis par la même indépendante comme Jacques Robert). Pour nous, cela représente une ligne de choix, la possibilité d'être relativement rigoureux, selon des critères politiques et professionnels, restrictifs mais non sectaires, notre projet étant de permettre une large expression démocratique des idées. Nous avons pris les films du jeune cinéma français — même si nous en désapprouvons le contenu, la forme — pour ce qu'ils représentent encore.

Le bilan, apparemment favorable — une bonne implantation du 14-Juillet, la fidélité d'un public de quartier, au moment où la plupart des salles indépendantes périclitent, une hausse de 50 % de la fréquentation, un chiffre d'affaires triple à la librairie — ne peut pas masquer l'autre versant de la réalité : « Comme réalisateur, je suis réduit au silence, dit Martin Karmitz ; ou alors je dois emprunter le même chemin que Jean-Luc Godard. » Un chemin pas forcément évident : « Ici et ailleurs » n'a pas trouvé de distributeur que MK-2, et il est resté à l'affiche d'un seul cinéma, le 14-Juillet-Bastille.

MARTIN EVEN.

Danse

«HAMLET», de Vittorio Biagi à Lyon

Lyon, samedi, était hors d'attente des voitures, prise dans les anneaux rétractiles d'un cortège en serpent. Des milliers de jeunes venus manifester contre le chômage donnaient à la ville un air insupportable de kermesse. A l'auditorium de la Part-Dieu, le grand calme régnait. Les Lyonnais, comme le remarque un des directeurs de l'endroit, M. Jean Aster, sont peu enclins à aller au spectacle en cette période d'incertitude fiscale : on ne se précipite pas à « Turandot », et la location du « Lac des cygnes » par les Ballets du Rhin ne marche pas fort. « Holiday on Ice » pourtant fait salle comble.

« Hamlet », de Vittorio Biagi, a reçu un accueil tempéré : à la seconde représentation, on comptait environ huit cents personnes. Il est vrai que la scène en rond de l'auditorium ne favorise pas la communication. Biagi regrette l'insuffisance du lieu. Il n'a pas retrouvé ici le public jeune et remuant de ses premiers ballets. La fréquentation, dit-il, est réduite par le nombre des représentations, — quatre ou cinq — nombre dérisoire lorsqu'on pense à tout ce qui est investi dans une création, — et aussi par le système des abonnements qui bloque la location individuelle, alors que trop souvent les abonnés s'obstinent de venir aux spectacles de danse et font le vide dans la salle.

Pourtant cet « Hamlet » est intéressant. Il ne s'agit pas d'un ballet proprement dit, plutôt d'un jeu théâtral, une sorte de chaos organisé, qui consacre le triomphe de

la mort. Elle régit en maître sur le plateau, manipule les personnages qui ont perdu leur libre arbitre et leur profondeur et les entraîne avec cruauté ou tendresse vers un destin fatal. Hamlet est devenu une ombre rouge, une sorte de zombie ambulante, et il serait bien difficile de trouver dans le style inconstant qui lui prête le danseur Adolfo Andrade la moindre allusion au héros moderne « en accord avec » les tribulations de notre époque », annonce par le programme.

La mort est interprétée par Vittorio Biagi, un Biagi qui se fait plaisir et communique son plaisir. Clown blanc de l'au-delà, crâne rasé, collant blanc prolongé par des bottes souples, il ordonne tout, rythme tout à partir d'un ensemble de praticables, d'échelles et de toboggans conçus par Jacques Rapp dans le style des anciens théâtres élyséens.

L'annonce d'un renouveau

Dire que Biagi a changé sa manière serait exagéré : persistant chez lui des séquelles de son passage chez Béjart, comme en témoigne la « Bacchante » de Faust, évocation dans un style grimaçant de la cour pourrie du Danemark ou de la lourde parade de la Wemmach stigmatisant la guerre. Mais on perçoit dans son animation scénique l'annonce d'un renouveau : c'est l'emploi judicieux de la voix « off », un collage musical contrasté, une grande liberté dans le jeu des danseurs, l'intervention par exemple des foyers (Lucien Mars et Philippe Bianco), sortis tout droit d'un sketch de Robert Dhéry, ou la reconstitution du meurtre du roi traitée en « commedia dell'arte ». Il y a aussi l'introduction du jazz dans un solo tout en souplesse de la main qui tient le feu du flambeau « to be or not to be » et un extraordinaire pas de deux, mélange d'amour et de haine entre la reine mère (Hélène Diolet) et le roi Claudius (Anatoly Yancovsky) sur une musique en pointe d'orgue de Ligeti. Ce passage, où la danse est vraiment en situation, avec en point d'orgue un Hamlet recroquevillé en position fœtale entre les jambes de sa mère, est celui qui a le plus de résonance humaine ; il suggère directement un paroxysme d'émotion. Marta Graham n'a jamais prétendu autre chose.

Grand auditorium, jusqu'au 2 novembre, à 20 h. 30 ; le 31 octobre, 17 h.

Petites nouvelles

Reçu par Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, le conseil d'administration de l'ATAC (Association technique pour l'action culturelle) se réunit, dans un communiqué, de « la ferme intention du ministre de proposer aux maisons de la culture et établissements d'action culturelle qui se trouvent dans une situation d'apoplexie les moyens d'un développement réel ». L'ATAC s'engage, en revanche, d'être réservé aux compagnies dramatiques et aux compagnies placées hors commission.

Le premier prix du Festival international du film d'art 1976 a été décerné au cinéaste Jean-Louis Forcalier pour le film « Egon Schiele », consacré à ce peintre autrichien.

MERCREDI

U.G.C. BIARRITZ - PUBLICIS MATHIGNON - U.G.C. OPERA (angle Daunou-Capucines) - CAPRI GRANDS BOULEVARDS - PARAMOUNT-MONTPARNASSE - U.G.C. ODEON - BONAPARTE - STUDIO JEAN-COCTEAU - PARAMOUNT GALAXIE - LES 3 MURATS VILLAGE Neuilly C2 Versailles - ARTISTE Nogent - CARREFOUR Pantin - FRANCAIS Enghien - PARAMOUNT La Varenne - BUXY Boussy - PARAMOUNT ELYSEES 2 La Celle-Saint-Cloud - U.G.C. Poissy.

DELON / LOSEY

Me Klein

ALAN DELON en un rôle JOSEPH LOSEY

Me Klein

JEANNE MOREAU

JEANNE MOREAU - ALBERTO SORDANI - JEANNE MOREAU

JEANNE MOREAU

Théâtre

«La bonne âme de Se-Tchouan» à Dijon

Quand commence le spectacle, un petit garçon déchiffre sur un grand livre les premières phrases de l'histoire, les indications scéniques : nous sommes en Chine, nous sommes dans un vieux conte chinois, trois dieux voyagent sur terre à la recherche d'une bonne âme. Ils la trouvent en la personne d'une prostituée. Ils lui donnent de l'argent, elle s'achète un bureau de tabac, l'ont de suite, elle est entourée de petits bourgeois cupides qui s'agrippent à elle, profitent de sa générosité. Pour leur échapper, pour défendre ses intérêts, elle se transforme. Radicalement, puisqu'elle prend l'habit et la mentalité d'un homme dur et prosaïque. Mais elle ne peut résister longtemps à son vaste cœur. Parallèlement, son ami le porteur d'eau, petit artisan pauvre, marginal, est amené à s'intégrer au système de travail contrôlé. Peu à peu, il devient un prolétaire, toujours exploité. Que faut-il faire pour changer l'homme, pour changer la société ? Brecht pose la question et nous invite à y réfléchir.

Dans la version donnée par le Théâtre de Bourgogne, c'est ainsi que se termine cette pièce inachevée, écrite — réécrite à plusieurs reprises avec d'importants changements — en 1941 au Danemark par un Brecht exilé, déchiré. C'est sur le déclinement de l'Intellectuel rejeté de l'histoire qu'insistent le metteur en scène Alain Merinat et son dramaturge Jean-Pierre Rencourt. Ils refusent tout système, seuls les noms demeurent chinois. Les deux sont des fonctionnaires paternels, les

personnages appartiennent aux petits bourgeois frieux des temps pauciers de la guerre. Le projecteur est tiré sur la caractéristique romanesque de l'héroïne, fille de joie au cœur brisé, amoureuse d'un aviateur cynique. Tout repose sur la double interprétation d'Emmauelle Stoch — femme éperdue et homme solide — qui ne tombe jamais dans les exhibitions du numéro d'acroïte, elle reste toujours humaine, femme sur le qui-vive, en équilibre instable entre des inquiétudes contradictoires, femme indestructible sous le masque crispé et amer de l'homme.

Les épisodes s'enchaînent d'un endroit à l'autre, sur les lieux multiples qui divisent la scène, comme dans la continuité d'un film tourné en studio. Les changements ne rompent pas le fil de la fable, elles s'y insèrent. La musique de Jean-Michel Senia, large, dramatique, désigne les atmosphères et permet, en contrepoint, un jeu critique. Le théâtre, aujourd'hui, s'empare de formes d'un cinéma (aujourd'hui délaissé), qui s'empara du théâtre. Cette osmose, plus encore que les costumes datés, laisse venir une impression de distance historique, d'attendrissement mélancolique qui dissout un peu ce que le regard de Brecht a d'implacable, et sa gravité. Le petit monde épicuriste et buté qui glapit autour de la bonne âme tend vers un pittoresque de Pagnol sans soleil, et le récit par instant s'affaïssit, comme privé de colonne vertébrale.

Brecht — ébrié, écrivait Alain Merinat et Jean-Pierre Rencourt, mais le spectacle est son parti pris de continuité arrondit les angles, adoucit le tranchant des cassures. De là, s'élève un beau chant sombre.

COLETTE GODARD.

* Dijon, jusqu'au 30 octobre.

«La Créole opiniâtre»

Pour être parce qu'il était las de mettre en scène et de jouer les œuvres de plus en plus sombres d'Eugène Ionesco, Jacques Mauclair a écrit une petite farce sans prétention sur Napoléon, avec des chansons à boire.

C'est drôle. Mauclair interprète Talleyrand et Chopin, dans un style Médrano modéré. Jacques Ferrière propose un Napoléon cyclothymique. Sylvie Millien et Monique Mauclair sont Joséphine de Beauharnais et Marie Walewska, elles jouent dans la lignée de Pauline Carton.

Il ne s'agit là que d'une plaisanterie, pas méchante, sympathique. — M. C.

* Théâtre du Marais, 21 h.

Exposition

LES MARCHANDS DE LA FOIRE DE L'ART SONT CONTENTS

La Foire internationale de l'art contemporain (FIAC) a clos, dimanche, sa semaine au Grand Palais dans un record d'affluence. Les marchands affichant un optimisme commandé. Ils se disent commercialement satisfaits et surtout étonnés de l'intérêt manifesté par le public pour ce marché-exposition.

Il a révisé un fait : le tassement des prix en général, mais la montée, du moins en chiffres affichés, des artistes qui font l'objet d'une réévaluation. Et une tendance à la reprise du marché des œuvres de prix moyen, entre 10 000 et 30 000 F. Clients français, dont le nombre se serait accru, et clients étrangers, parmi lesquels les Belges, grands collectionneurs, les Libanais, les Français, les Américains, les Suédois, et une tendance à la bonne place, et les Italiens, particulièrement présents en raison de nouvelles dispositions fiscales qui favorisent l'importation et l'exportation d'œuvres d'art. Mais le paradoxe veut que, au même moment, la Foire de l'art de Düsseldorf soit un désastre commercial, tandis que, de son côté, Barcelone annonce l'inauguration de sa première Foire internationale de l'art, à la première quinzaine de novembre.

Les galeries qui présentent, au Grand Palais, des œuvres de prix élevés se sont contentées d'une opération de prestige. Chez Pierre Matisse, de New-York, par exemple, « aucun tableau » n'était disponible, et chez Berggruen, dont le petit stand comptait la plus haute densité de « tableaux de maîtres » de la Foire, en Elie et un Léger atteignant, à titre indicatif, 2,5 millions de francs pour le premier et 3 millions pour le second.

Dans l'édifice culturel, qui a réuni cent galeries européennes et américaines, il sera accentué l'an prochain dans un climat, annonce-t-on, de moins en moins mercantile. C'est en octobre, dès la début de la saison, que la FIAC ouvrira, en 1977, pour lancer la « saison artistique » des galeries à Paris, dont les marchands du monde ont retrouvé le chemin. « Lorsqu'on entreprend sérieusement quelque chose à Paris, dit l'un d'eux, tout le monde y revient. » J. M.

La Compagnie Renard-Barrault célèbre ses trente ans d'existence par une exposition de photos et de maquettes au théâtre d'Orsay. Sa soirée, sont projetés des films des tournées de la compagnie.

RAZAC - MARIGNAN - HICHELIEU - MONTPARNASSE

PATHE CLONY PALACE

DANERONE SAISONNI

SUD - CLIGNY PALACE - NATION - MADELEINE - BOUTEILLERIE - BELLEVILLE - VELEZ - ANTOINETTE - CHAMPIGNY - LE BOURGET - EVRY - PANTIN - EPINAY

LES 12 TRAVAUX D'ASTERIX

UN GRAND DESSIN D'UNE ANNE FRANCAIS

UNE VRAIE POTION DE CINÉ-MAGIQUE

UN EVENEMENT

Le blazer : les vestes de sport en cashemere, ou en lainage anglais à partir de 1250 F.

Le chandail : cashemere. d'Écosse exclusivement : 375 F.

Le pantalon : de flanelle, de shetland, de velours : 550 F.

L'imperméable : de popeline, de velours, à partir de 1200 F.



pierre balmain
261, rue Saint-Honoré
(angle rue Cambon)

CULTURE

Comment on devient Sartre

(Suite de la première page.)

De sa célèbre voix métallique et sur fond de photos de famille, Sartre évoque d'abord les « récupérations » auxquelles l'a exposé le charme voulu, et trop efficace, des « Mots » (1963). On revient sur les ancêtres luthériens, l'enfance à La Rochelle, la découverte de la contingence et de la violence à travers celles du corps et de la laideur, la religion névrotique de la littérature. Certains détails biographiques connus sont approfondis ou tirés au clair : les lectures à l'École normale, l'amitié avec Nizan, la vocation philosophique, les « nauages » au lycée du Havre, la captivité occupée à expliquer Heidegger aux aumôniers, l'autorisation demandée au C.N.R. pour la création des « Mouches » sous l'occupation, les contre-sens et la haine de la presse devant le « phénomène Saint-Germain-des-Prés ».

Mais toutes les explications tendent à éclairer le projet politique qui aura servi de symbole, sinon d'exemple, pour l'ensemble de l'intelligentsia depuis cinquante ans : de l'héritage bourgeois à la bohème anarchisante, et du bout de chemin avec les communistes à la

radicalisation finale dans la violence « maoïste ».

La prise de conscience est pour le moins lente. A Berlin, en pleine montée du nazisme, Sartre lève à peine le nez de Husserl. Les procès de Moscou le retiennent de suivre Nizan au P.C., qui n'a que sa sympathie. Combattre en Espagne ? Il ne se sent pas « requis », et Simone de Beauvoir précise qu'elle s'y serait opposée « au besoin avec un fusil ». Ils regardent passer les défilés du Front populaire depuis le trottoir, et la guerre marque pour l'auteur de « l'Être et le Néant », des « Huis clos » une période d'intense création. Il est alors convaincu que l'écrivain est plus utile une fois consacré, comme Zola lançant son « J'accuse » du haut de son œuvre accomplie.

Le rôle des intellectuels

Il va le prouver lui-même. Après les premières tentatives de troisième force du R.D.R. et le rapprochement avec le P.C., sa notoriété mondiale servira de porte-drapeau, et parfois de couverture « intouchable », aux campagnes contre la torture en Algérie ou la « conspi-

ration gaulliste » de 1958, avant d'être mise à la disposition des « gauchistes » de 1968 et de leurs publications.

A l'heure où s'achève le film, c'est-à-dire il y a déjà quatre ans, la position de Sartre est la suivante : seule sauvera notre société une révolution libertaire, préservée des « rechutes dans la bureaucratie » comme en ont connu la plupart des précédents historiques. « Technicien d'un savoir pratique », l'intellectuel n'a pas à rougir de travaux qui peuvent paraître réservés aux bourgeois, tels que son Flaubert, mais qui « serviront peut-être un jour aux masses ». L'important est qu'il ne soit plus coupé de ces masses, comme l'y obligent les systèmes socialistes autant que le capitalisme, et qu'il demeure à la fois « solidaire et critique ».

Ainsi résumé, l'entretien peut sembler pantiflan : ou complexe. C'est tout l'inverse qui se produit. Sartre examine son passé et sa subjectivité en phénoménologue affranchi du pathos et du ridicule habituels dans ce genre d'exercice. Sa passion tranchante de l'exactitude n'exclut pas l'humour sur soi, ni les lapsus réjouissants : le Gon-

court — qu'il n'aurait pas dédaigné naguère — mis pour le Nobel, qu'il a effectivement refusé ; le « cogito » de Descartes revu façon existentialiste — « Je suis, donc je pense », — ou l'éloge des femmes mêlé imprudemment à la condamnation des débats d'idées. Les rectifications affectueuses des intimes, notamment de Simone de Beauvoir, ajoutent à l'impression émouvante de prendre part, non à un cours de plus sur l'existentialisme, mais à une réunion de famille.

Impression teintée de mélancolie par les dernières images d'un bureau vide, et par la confirmation que le « Flaubert » n'aura pas de tome IV, que Sartre, presque aveugle, n'écrit plus. Mais on apprend aussi qu'avec ses amis « gauchistes » il travaille à des réflexions orales sur le « pouvoir » ; et restent trois heures d'un apprentissage lumineux de la liberté, où le cœur joue largement sa partie, où la sincérité avec soi-même atteint au chef-d'œuvre.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

★ Sartre le mercredi 27 octobre sur 14-Juillet-Bastille et Montparnasse à 20 heures.

Printemps Hausmann/Nation/Party2/Vélizy2
Créteil / Italie Galaxie/Brummell Roissy2

Brummell



Des vestes trappeur, des cabans, des parkas, des blousons, des pantalons de gros velours ou de drap, pour avoir chaud quand il fait froid.

Veste trappeur zippée, laine et polyester 275 F.

195 F

Jeans velours 500 rates, 100 % coton 100 F

75 F

JUSQU'AU 6 NOV. QUINZAINE DU SPORTSWEAR.

السنة 1400

Jeudi 27 1976

OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La ligne T.E.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,70
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,78

ANNONCES CLASSEES

	La semaine	La ligne T.E.
L'IMMOBILIER	28,00	32,89
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,87
"Placards encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,89

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

HEC, ESSEC, ESCP + MBA, INSEAD Votre diplôme au futur : un synonyme de carrière.

La réussite internationale de notre entreprise valide la justesse de nos méthodes de management. FORD Europe, c'est un chiffre d'affaires de 25 milliards de francs, une implantation dans 15 pays, 22 unités de production, 135 000 personnes. C'est aussi un ensemble d'états-majors situés en Europe qui a pour vocation de consolider les informations des filiales, en assurer le contrôle de gestion, concevoir les produits, définir les politiques commerciale, financière et administrative.

l'analyste financier débutant que nous souhaitons intégrer à notre équipe sera rattaché à l'état-major "Machinisme agricole et équipements industriels" à Bruxelles.

Il recevra une formation à nos méthodes, pour être très rapidement associé à l'activité de la Direction Financière de cet état-major. Nos critères de promotion étant rigoureusement objectifs, les hommes de qualité sont assurés d'une carrière très motivante, soit dans une Direction Financière d'une des filiales européennes, soit au sein d'un état-major européen. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. M. à FORD France, Service Développement et Organisation du Personnel, 344, avenue Napoléon-Bonaparte, 92504 RUEIL-MALMAISON.



SOCIÉTÉ AMÉRICAINE
cherche
pour ses besoins en Algérie
DES GÉOPHYSICIENS
qualifiés
dans le traitement sismique.
Trente ans d'expérience minir.
Contrat de 2 ans.
Adresser C.V. à :
M. G. A. HOWARD, D.R.C.,
2411 Fountain View Drive,
Suite 110,
Houston (Texas), 77057 U.S.A.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
cherche à établir
son portefeuille de
CONSULTANTS
pour missions de court terme
(deux à quatre mois)
dans les pays du tiers monde.
Envoyer C.V. (lettre manuscrite,
domaine de compétence, photo
et références) sous réf. VENICE
(mentionner sur enveloppe) à :
EMPLOIS ET CARRIÈRES,
30, rue Vernet, 75008 PARIS.

TELEMECANIQUE
recherche des filiales de
INGÉNIEURS COMMERCIAUX
diplômés Ingén. B.T.S. ou I.U.T.
Nationalité marocaine.
Adresser C.V. détaillé et photo
à TELEMECANIQUE, Division
Internationale, S.P. 4,
9200 RUEIL-MALMAISON,
attention M. E. Genet.



emplois régionaux

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche pour activités de DEVELOPPEMENT

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

hommes ou femmes

ayant si possible une formation complémentaire en économie des entreprises.

Les candidats devront avoir deux ans d'expérience professionnelle dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- architecture d'operating systems ou de systèmes de communication
- études de prévisions de ventes et de rentabilité de produits de télécommunications
- réalisation de logiciel en téléphonie
- conception, simulation, et/ou réalisation de circuits LSI par ordinateurs.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Les postes peuvent impliquer des stages ou des missions de longue durée en France et à l'étranger, notamment aux Etats-Unis. Ils sont situés dans une grande ville universitaire de la moitié Sud de la France.

Outre de bons salaires, la société offre de réelles possibilités d'évolution pour des ingénieurs imaginatifs, ne craignant ni l'effort ni la mobilité.

Ecrire avec détails, sous référence 7811 à

Q7 organisation et publicité
2 rue MARINCO 75001 PARIS/CLUTRANSMETTRA
Discrétion absolue assurée.

alta FILIALE SONATRACH

recherche

MONITEURS SOUDAGE

SEMI-AUTOMATIQUE MAG

CONDITIONS EXIGÉES :

- Longue expérience du soudage S.A.MAG;
- Bonne connaissance des machines et accessoires;
- Notions approfondies en métallurgie et gaz;
- Bonnes aptitudes pédagogiques;
- Libres rapidement.

ECRIRE :

114, rue de Tripoli,
HUSSEIN-DEY, ALGER.

EUROPEAN PETROCHEMICAL BUSINESS An extremely important international chemical group of American origin, leader in its market, seeks for its expanding European organization

YOUNG GRADUATES

with chemical or other technical background and, preferably, some years of technical or commercial experience in the polymer chemical field. As these appointments have a dual orientation, both technical and commercial, they imperatively imply : a high educational level, an aptitude for business as highly developed as technical fluency in English and at least one other European language a frequent travelling in Europe and elsewhere (Africa, Middle East, etc.) and the possibility to live for several years away from their country of origin. Solid technical training concerning our specialities will be given during several months in Paris at our European technical center. Eventual appointments after successful training to

KÖLN - PARIS - MILANO

in representative offices, marketing, technical services and the center of applied research. An informative note will be sent to each candidate. Apply under ref. 818 to

GEDEV SÉLECTION
65, avenue de WAGRAM - 75017 PARIS

ETRANGER
ingénieurs travaux
Formation A.M. - R.C.P. - R.T.P. - R.N.P.C., etc.
conducteurs de travaux
Formation Eyrolles - D.U.T. ou autodidacte.

Les candidats que nous recherchons doivent impérativement :
— être âgés de 32 ans au moins
— avoir une bonne expérience de chantier dans notre domaine
— parler anglais parfaitement
— être disposés à s'expatrier.

Envoyer candidature avec photo et présentations à :
P. THOMASSEN - Bouygues Offshore - RN 186 -
La Bonnardière - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Groupe Commercial Français
recherche pour importante filiale
AFRIQUE NOIRE Francophone
CHEF COMPTABLE
D.E.C.S.
Ayant plusieurs années d'expérience professionnelle. Le poste comporte un aspect formation important et intéressant.
Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à n° 82230.
cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet
75116 PARIS

Pour chantier OFF-SHORE
HOLLANDE
recherche ingénieurs électromécaniciens haut niveau, bonne connaissance moteur rotatif, pompe, transmission, billes, etc. Anglais-français indispensable. Contrat très intéressant. Ecrire à :
PRESTAFRANCE 17,
Département pétrole, 45, rue Champlain, 75018 PARIS.

Pour CHANTIER IRAK
recherche ingénieurs électromécaniciens haut niveau, bonne connaissance moteur rotatif, pompe, transmission, billes, etc. Anglais-français indispensable. Contrat très intéressant. Ecrire à :
PRESTAFRANCE 17,
Département pétrole, 45, rue Champlain, 75018 PARIS.

Filiale d'une Société française aéronautique cherche pour le MAROC
AGENT TECHNIQUE
AT électronique
Compétence particulièrement élevée en électronique et communication VOR - ILS - VHF - UHF

AGENT TECHNIQUE
Instruments de bord avion
Lieu travail : CASABLANCA.
Ecrire avec réf. et présent. à :
M. G. A. HOWARD, D.R.C.,
2411 Fountain View Drive, Suite 110, Houston (Texas), 77057 U.S.A.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES
recherche pour missions longues durées agents commerciaux Afrique noire francophone
SPECIALISTES
en R. C. B.
ANALYSTES DES SYSTÈMES
économiques et sociaux
Formation Grandes Ecoles + D.E.S. éco.
Expérience effective exigée.
Adresser C.V. (lettre manuscrite, photo et références) sous réf. VAD (à mentionner sur enveloppe) à EMPLOIS ET CARRIÈRES, 30, rue Vernet, 75008 PARIS.

le centre d'études de prévention
offre pour la
REGION NORD - résidence LILLE
poste à responsabilité à
INGENIEUR
35ANS MINIMUM
— ayant une solide expérience de l'encadrement et une grande facilité aux relations humaines,
— pour animer une équipe de spécialistes : électriciens, levagistes, thermiciens.
Adresser C.V. détaillé et présentations à la Direction Administrative sous réf. FR1E
34, rue Rennequin - 75017 Paris
Discrétion assurée.

LES CABLES DE LYON
recherchent
INGENIEUR-ELECTRONICIER
avec expérience équipements électroniques de production et variateur vitesse à courant continu pour son service entretien installation, petites études, réalisation et maintenance d'équipement électronique.
Connaissance langues Anglais et Allemand souhaitées.
Expérience en câblerie appréciée.
Envoyer C.V., photo et présentations au Service du Personnel, 170, quai de Clugny, 92111 CLICHY.

INSPECTEUR TECHNIQUE
Chantiers
installations protection contre le vol France entière
• L'EXPERIENCE : Technicien confirmé. Formation B.T.S. électronique, automatique. Ayant conduit puis supervisé des chantiers d'installations (téléphone, asservissements, etc.).
• LE POSTE : Conseiller le réseau de consommateurs et agents, leur apporter son assistance technique et technico-commerciale.
• LA SOCIÉTÉ : PROTEC - spécialisée dans la protection contre le vol et l'intrusion (plusieurs dizaines de milliers d'installations réalisées à ce jour). Sa très forte expansion grâce à son sérieux et ses références.
Si vous voulez en savoir davantage AVANT NOTRE DERNIÈRE CANDIDATURE, demandez une documentation sous réf. 3706 M à François DOZOL, DELICA CONSEIL, 27, rue Dombasle, 75015 PARIS.

Promotion Immobilière
Bourgogne - Franche - Comté
Il s'agit de promotion immobilière en milieu rural pratiquée par une des Sociétés d'un Groupe pluridisciplinaire. Les produits proposés sont particulièrement adaptés à leur marché et le taux d'expansion justifie la création de ce poste.
Le Responsable Promotion Immobilière recherche et fait acquiescer les terrains en vue d'opérations petites ou moyennes. Il prépare leur montage sur les plans techniques, juridiques et financiers (en s'appuyant sur les services spécialisés de la société). L'homme de ces fonctions connaît bien le monde de la maison individuelle, spécialement en Province. Il a déjà réalisé des opérations complètes, de l'achat du terrain à la vente des maisons. Il est avant tout homme de contact et évènements autant qu'acheteur. Il est disposé à se déplacer beaucoup mais sur un secteur restreint. Sa rémunération prévue est de l'ordre de 50 000 F.
Les personnes intéressées par cette proposition sont invitées à adresser leur dossier sous référence FI 1020/M à SEFOP qui les en renverra.
SEFOP 7 rue Lincoln 75008 PARIS

SOCIÉTÉ DES HOTELS MÉRIDIEN
recherche
UN CHEF COMPTABLE
titulaire D.E.C.S. en équivalent pour prendre en charge la comptabilité de ses unités en Afrique francophone, basé à ABIDJAN. Avantages sociaux, bonus, logé, bécchi, cantine ou mariti avec enfants. Libre de suite.
Adresser curriculum vitae et présentations à :
DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES,
SOCIÉTÉ DES HOTELS MÉRIDIEN,
13, square Max-Eymann, 75015 PARIS.

emplois internationaux
Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.
Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	44,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

comex

Leader mondial dans le domaine des interventions sous-marines 2 400 personnes

recherche

l'ingénieur de projet

(REF. 2.76/HP.22)

Il sera chargé de la préparation et de la réalisation d'ensembles de plongée et devra diriger une section composée d'un bureau d'études et de chantiers de montage.

- diplômé E.N.S.A.M. ou équivalent.
- 3/4 ans expérience de chantiers de montage et en particulier chantiers maritimes.
- pratique courante de l'anglais.

Lieu de travail : MARSEILLE, déplacements à l'étranger.

l'ingénieur responsable d'un bureau méthodes

(REF. 2.76/HP.23)

Il sera chargé d'analyser les performances du matériel collectif de plongée de la Société, et devra, à partir de ces analyses, établir les spécifications du matériel futur.

- diplômé E.N.S.A.M. ou équivalent.
- ayant une expérience similaire dans le matériel T.P. ou maritime.
- pratique courante de l'anglais.

l'ingénieur de projet

(REF. 2.76/S.4)

Il sera responsable de projets dans l'inspection et la surveillance de structures immergées par engins sous-marins.

- diplômé Grande Ecole (spécialité : mécanique générale/électronique).
- 4/5 ans expérience dans le milieu pétrolier (pose de pipe, plateforme ou forage).
- pratique courante de l'anglais.

Lieu de travail : MARSEILLE, déplacements de courte durée à l'étranger.

l'ingénieur électricien

(REF. 2.76/CI.4)

Il sera responsable des études et réalisations des installations électriques placées sur le matériel de plongée COMEX.

- diplômé SUPÉLEC, Télécom, ENSI ou équivalent.
- 2/3 ans expérience électrotechnique et installations électriques industrielles.
- pratique courante de l'anglais.

Lieu de travail : MARSEILLE, déplacements de courte durée à l'étranger.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence correspondant à COMEX Service recrutement - 13275 MARSEILLE CEDEX 02

Spécialistes de fournitures à l'industrie du Papier et du Carton

UN DES LEADERS DE LEUR BRANCHE

recherchent

POUR ASSURER PROCHAINE SUCCESSION

Responsable vente produits techniques élaborés et autres produits de fûts toussages

Ingénieur diplômé

15 ans minimum, parlant anglais. Forte personnalité, dynamique, goût affirmé pour contacts humains, intérêt pour négociation et activité technico-commerciale prévalant sur exp. papeterie.

Résidence grande ville province.

Adr. lettre man. avec photo, curriculum vitae et prétentions, numéro T 94918 M. Régis Fresse, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS, qui transmettra.

ADJOINT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Ingénieur diplômé d'une grande école, large expérience professionnelle orientée vers les domaines de la production, de la gestion, de la commercialisation dans l'industrie lourde ou la sidérurgie. 40 ans minimum, pratique courante de l'anglais, recherché par un des plus importants Groupes industriels français pour une de ses unités de production région Sud-Est proche GRENOBLE.

Effectif : 750 personnes 35 cadres.

La réussite dans la fonction exige des qualités fondamentales de personnalité, d'efficacité et une très solide expérience technique. Cette réussite impliquera une promotion rapide à l'échelon de la Direction Générale.

Adresser C.V. et prétention sous réf. 2210 Serge BAILLY Conseil 40, avenue Hoche 75008 PARIS

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE (C.A. 80 millions de Francs)

filiale d'un groupe multinational, spécialisée dans la chaudronnerie, la grosse mécanique et l'hydraulique, recherche pour son Usine CENTRE FRANCE, son

DIRECTEUR de PRODUCTION

Celui-ci, dépendant directement du P.D.G., sera responsable des Services Fabrication, Industrialisation, Ordonnancement-Lancement, Contrôle de qualité, Entretien-Sécurité. Ses objectifs prioritaires seront la diminution des coûts des produits et la conception (analyse de la valeur, standardisation, etc.) et l'augmentation de la productivité de ses Services, par les améliorations à leur apporter dans leur organisation, leur fonctionnement et leur efficacité.

Il assurera d'autre part les relations avec les représentants du personnel.

Agé d'au moins 30 ans, Ingénieur A.M. ou équivalent, il aura exercé la même fonction dans une unité de fabrication de taille moyenne produisant en petites ou moyennes séries des engins type travaux publics, miniers ou similaires, et y aura obtenu des résultats tangibles.

Une bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit sera considérée comme un atout important.

Adresser C.V. détaillé et faire connaître appointements souhaités à No 51.469, CONTRASSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

DOW

DOW CHEMICAL FRANCE

pour son usine de DRUSENHEIM (Bas-Rhin)

pharmacien de production

Diplôme français, expérience de 2 à 3 ans en production engineering.

Bilingue ANGLAIS

Ecrire DOW CHEMICAL FRANCE Direction des Relations Humaines 64 rue du Ranelagh - 75016 PARIS.

directeur général

Notre entreprise, filiale d'un groupe financier est en position de leader sur le marché de l'emballage de vitrines réfrigérées, de carrosseries et de véhicules aménagés, avec un CA de 50 millions de Francs et un effectif de 200 personnes.

Dans les prochaines années, notre expansion en France comme à l'étranger va être importante : pour y faire face, nous avons besoin d'un "patron" qui nous aide à prendre une dimension véritablement industrielle.

Pour réussir, il faut bien sûr avoir une expérience de production, de négociation de marchés, d'animation d'équipes et de gestion financière, mais aussi être capable par ses qualités personnelles de devenir l'homme du développement.

Des réelles possibilités existent au sein du Groupe pour un candidat à fortes potentialités.

Résidence 150 km de Paris.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence : 2635/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANT
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

LES MAISONS **Bruno-Petit**

3^e Constructeur National de maisons individuelles Rechercheur pour Rouen.

chef comptable

rompu aux méthodes analytiques d'exploitation

Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 35 ans maximum, de préférence de nationalité française, titulaire d'un diplôme de comptabilité (D.E.C., Expertise ou équivalent), capable à la fois de tenir la comptabilité générale et de contrôler la comptabilité analytique. Il sera responsable d'un Service Comptable et personnel de comptables. Il devra assurer la tenue de la comptabilité analytique et la coordination de l'ensemble des intervenants sous ses ordres (Responsables de Centres, Chefs de Groupe de Travaux).

La mission sera exercée dans un bureau avec les conditions de travail et de salaire d'un cadre de niveau supérieur. Les candidats intéressés devront adresser leur dossier (C.V., photo, références) à :

alexandre lambert psychologues
464 rue des Canadiens 76230 Boisguillaume

directeur technique

Responsable de l'exploitation des centres de travaux

La mission sera exercée dans un bureau avec les conditions de travail et de salaire d'un cadre de niveau supérieur. Les candidats intéressés devront adresser leur dossier (C.V., photo, références) à :

alexandre lambert psychologues
464 rue des Canadiens 76230 Boisguillaume

ORGANISATEUR

La Direction Administrative d'un groupe mécanique leader de son marché (5 000 personnes) renforce sa structure en confiant la responsabilité du

SERVICE ORGANISATION

à un cadre confirmé (H.E.C., ESSEC, INP ou similaire) maîtrisant parfaitement les contraintes de l'information.

- Ayant des compétences prouvées en comptabilité industrielle et analytique, il aura pour mission d'élaborer, définir, améliorer et réaliser les procédures administratives adaptées aux différents secteurs de l'entreprise, et ce en constante liaison avec l'informaticien.
- Dynamique mais non dépourvu de souplesse relationnelle, il assurera l'information et la formation des personnels concernés.
- L'anglais serait apprécié.
- Ce poste, à pourvoir dans une GRANDE VILLE TOURISTIQUE DE L'EST, est bien rémunéré. Il offre également des possibilités d'évolution liées à la taille du groupe.

En adressant votre candidature à notre Conseil, nous vous ferons parvenir une notice plus complète sur le poste et vous assurerons qu'elle sera traitée avec la plus totale discrétion. (réf. n° 2407)

20, avenue de la Paix
67000 STRASBOURG

managing

AUCHAN

ouvre sur la province 4 magasins en 1977 C.A. estimé à 4 milliards 500

Pour faire face à son expansion de 40 % par an, la Société a besoin de constituer son encadrement :

DIRECTEURS

DIRECTEURS ADJOINTS

CHEFS DE SECTEUR

CHEFS DE RAYON

Avez-vous ce potentiel pour l'une de ces fonctions ?

DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR HOMMES D'EXPÉRIENCE AUTODIDACTES SCIENTISTES

Vous avez peut-être exercé dans une activité de pointe et dans une société qui prendra en charge votre formation dans l'un de nos magasins.

Si cette proposition vous intéresse ou si vous désirez une rencontre, envoyez C.V. détaillé + photo récente + prétentions à :

Gérard BAKET - Direction des Ventes
220, rue de la Recherche,
59650 VILLENEUVE-D'ASCQ.

ingénieur sécurité

Une Société Industrielle en pleine croissance 1 100 personnes - à 180 km de Paris - chiffre d'affaires 1986 : 13 000 000 F - 1975 : 220 000 000 F, leader dans sa profession (accusé exportation 1972, crée le poste d'INGÉNIEUR SÉCURITÉ, rattaché au Directeur du Personnel).

Il aura pour mission de concevoir, proposer, développer et contrôler la politique Sécurité de l'Entreprise.

Les candidats intéressés par ce poste sont invités à écrire à :

CORBIN S.A. CONSEIL EN ORGANISATION
57, rue du Temple 75004 Paris
Département : Emplois/Orientation, qui vous adressera une définition de ce poste

KLEBER

recherche pour

INDUSTRIALISATION TECHNIQUE

ingénieur mécanicien

DEBUTANT

Diplômé E.N.S.I. - I.N.S.A. ou équivalent, ayant le goût du travail en équipe et en atelier.

Poste à pourvoir en NORMANDIE

Pour faire acte de candidature, adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à KLEBER COLOMBES Service Central Ingénieurs et Cadres 6, Avenue Kléber - 75016 PARIS -

Logabax

recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

ou

ATTACHÉ COMMERCIAL

CONFIRMÉS sur ordinateurs de bureau et mini systèmes de gestion

Secteur : CHAMPAGNE

Secteur : HAUT-RHIN et Territoire de BELFORT

Adresser C.V., photo et prêt. en la référence 118, Direction du Personnel, 77, av. Aristide-Braud, 94116 ARCUEIL

CENTRE DE RECHERCHE APPLIQUÉE de Nancy recrute

INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE

Pour traiter problèmes de génie mécanique, notamment à mécanique vibratoire (mécanisme, bielles, pistons, etc.), aéronautique et ventilation. Activités de recherche et de développement, expérience en milieu industriel souhaitées. Capacité à s'insérer dans équipes pluridisciplinaires. Compétences mathématiques appliquées indispensables.

Adresser C.V., photo et Swarts, 9.P. 50, 75014 PARIS, Cedex 01, sous réf. 546, qui transmettra.

Imp. Imprimerie et cartonnage de centre recherche Collaborateur de poste introduit dans la région par des fabricants de jouets et toutes industries ayant besoin boîtes carton compact.

Ecrire Havas, Bourges, n° 900

SOCIÉTÉ région Alpes-Martinique recherche un technicien en électronique pour installation et service de radar marins et systèmes radio téléphones. Sérénité références exigées. Débutants s'inscrivent.

Ecrire Havas Antibes n° 281

Rech. Directeur Administrateur Enseignement Socio-Educatif 25 ans min. Env. C.V., photo, Antenne Service S.E., 131 6120 ARGENTAN Cedex

Importante Société recherche

POUR SON USINE de FRANCHE-COMTÉ

MÉDECIN DU TRAVAIL

Il complètera l'équipe d'un service autonome. Excellentes conditions de travail dans une entreprise moderne. Evolution de carrière possible.

Envoyer dossier de candidature à n° 494.154, REZIG-PRÉSSE, qui transmettra.

55 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

Pour faire face à une très forte expansion la société des Maisons PEXID crée, dans la région Rhône-Alpes, le poste de :

RESPONSABLE DES ÉTUDES COMMERCIALES

MISSION :

- analyser les statistiques commerciales internes et externes; les interpréter, élaborer les études prospectives et les mener à leur terme.

Profil :

- 30 ans environ, Sciences Eco si possible;
- esprit rigoureux, goût de l'analyse et du langage chiffré;
- personnalité réceptive, tempérament actif;
- perspicace et avisé dans son comportement;
- 2 ans d'expérience dans organisme d'études (souhaité).

Poste évolutif dont la rémunération de départ correspond à la valeur des prestations exigées.

C.V., manuscrit + photo et prêt. s'adresser : 50 à : 15, bd Maréchal-Lacour, 38000 GRENOBLE, qui garantira une totale discrétion.

J.VITE
PSYCHOLOGIE PROMOTION

A VANNES (56)

Société d'Expertise Comptable (18 personnes) offre un poste de

chef de mission

± 100 000 F

Autant 4 personnes et responsable de 50 dossiers P.M.E.

Diplôme non nécessaire si niveau C.S. de Bérleux et si expérience méthodes des moyens ou grands cabinets comptables.

Adresser C.V. à M^{me} BERN qui se porte garant d'une discrétion absolue, sous réf. C1

Centre P.S.I.
9, rue Lafayette, 44000 Nantes

BANQUE REGION OUEST

recherche

JURISTE

Homme ou Femme 35 ans minimum

Licence droit privé, expériences combinateurs bancaires nécessaires, connaissances toutes procédures civiles et commerciales pour Direction Service Contentieux.

Ecrire n° T 9457 M. REGIS-FRESSE 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2^e).

150

150

offres d'emploi

Très Importante Société Française
de Construction Électronique
(5.000 personnes)
PARIS ET PROCHE BANLIEUE SUD
recherche

UN INGÉNIEUR SYSTÈME
(GRANDE ÉCOLE OU ÉQUIVALENT)
spécialisé au moins 2 ans d'expérience en TELE-
INFORMATIQUE (Réf. 1 1)

UN INGÉNIEUR INFORMATIEN
(GRANDE ÉCOLE, M.A.G. OU ÉQUIVALENT)
spécialisé par le développement d'applications en
applications de GESTION (Réf. 1 2)

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONIEN
(GRANDE ÉCOLE OU ÉQUIVALENT)
pour assurer la coordination et la planification
de projets industriels. Une expérience d'AU MOINS
2 ans est souhaitable (Réf. 1 3)

DES ANALYSTES
NIVEAU V (D.U.T. OU ÉQUIVALENT)
pour participer à l'élaboration, la réalisation et
la mise au point de logiciels destinés aux applica-
tions en temps réel sur microordinateurs et micro-
processeurs. Une expérience d'UN AN dans ce
domaine est INDISPENSABLE (Réf. 1 4)
Pour tous ces postes les perspectives de carrière
sont particulièrement attrayantes dans une société
en expansion permanente.
Env. avec C.V. compl. photo, prêt, ss le n° 82121,
CONTESSE Publ., 20, av. Oudin, Paris-16, qui tr.

L'UN DES PREMIERS
Groupes Sidérurgiques
Multinationaux
recherche pour renforcer le service
CONTRÔLE DE GESTION
de ses
Filiales Commerciales
en France et à l'Étranger
un
Contrôleur de Gestion
27 ans minimum,
de Formation Supérieure
possédant une expérience de 2 ans minimum
ayant travaillé avec les techniques comp-
table, financière, contrôle budgétaire, orga-
nisation, et une excellente maîtrise de 2
langues étrangères au moins
(Anglais, Allemand, Espagnol...)
En fonction de ses connaissances et de son
expérience, il lui sera confié des missions
auprès des différentes Filiales, pouvant évo-
luer vers la responsabilité de Contrôle de
Gestion pour un certain nombre de territoires.
Déplacements fréquents et de courte durée.
Les dossiers de candidatures
— sous Réf. M.1230 à préciser sur l'enveloppe —
seront traités confidentiellement par
DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

INGÉNIEUR ECP AM
À 35 ans, vous avez acquis
LA DIMENSION INDUSTRIELLE LOURDE
dans l'étude, la vente, la mise en route de
biens d'équipements industriels, après un début
de carrière en fabrication.
Vous pouvez vous intégrer à une équipe
légitime de direction comme

**chef du département
gros matériel**
puis en cas de réussite, évoluer vers un poste
de direction. Nous sommes à Paris (avec deux
usines en province), un fabricant de matériel
mécanique faisant environ 20 MF de CA.
Écrire à G. BARDOU ss réf. 3073 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENÈVE - LONDRES

CREUSOT-LOIRE
recherche pour service
EXPORTATION ROTATIVES OFFSET

INGÉNIEUR COMMERCIAL
connaissant bien ce type de matériel.
Il sera chargé de visiter le clientèle étran-
gère avec l'appui d'un réseau d'agents
locaux.
Le poste est basé à Paris et implique de
nombreux déplacements.

Envoyer C.V. - CREUSOT-LOIRE
Service Recrutement des Cadres
15, rue Pasquier,
75383 PARIS Cedex 08

**REVISION COMPTABLE
COMMISSARIAT AUX COMPTES**
— Vous pratiquez l'assistance comptable ou la
supervision de comptabilité depuis un ou
deux ans en cabinet.
— Vous souhaitez évoluer dans cette profession
et voir votre horizon s'élargir.
Notre cabinet spécialisé dans la révision comptable
vous offre des postes formateurs et attrayants
vous permettant de compléter vos connaissances.
Envoyer C.V. et prétentions à N° T. 96.854 M.
RECUE-PRÉSSA, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

offres d'emploi

etap

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION ARTICLES DE
LUXE EN FORTÉ EXPANSION PARIS -
RECHERCHE POUR SECONDER P.D.G.

**DIRECTEUR
FINANCIER**

CE POSTE CONVIENT À :
à H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P. ou équivalent,
ayant acquis dans P.M.R. une réelle
compétence dans les domaines financiers,
comptabilité, contrôle de gestion (8 ans
d'expérience environ).
Le titulaire du poste aura, compte tenu
du développement de la Société, à
• mettre en place les outils de gestion
(budgets, tableaux de bord...);
• assurer l'ensemble de la fonction
financière (service comptable, relations
banques, trésorerie...).

POSTE INTÉRESSANT ET ÉVOLUTIF POUR
CANDIDAT DYNAMIQUE CONNAISSANT
BIEN LES MÉTHODES MODERNES DE
GESTION.

Envoyer sous référence EM 225 AM.

SOCIÉTÉ PRODUITS INDUSTRIELS (C.A.
42 MILLIONS)
ville universitaire CENTRE EST
OFFRE SITUATION D'AVENIR A

**CADRE COMMERCIAL
EXPORTATION**

Il commencera sa carrière en assurant le
développement commercial d'un nouveau
produit à l'export et en France. Sa réussite
dans ce poste lui permettra de prendre
progressivement la responsabilité
DE L'ENSEMBLE DES EXPORTATIONS DE
LA SOCIÉTÉ
(actuellement 25 % du C.A.).
Ce poste peut convenir à candidat E.S.C.
ou équivalent, ayant de préférence quel-
ques années d'expérience exportation et
l'habitude d'une clientèle industrielle,
trilingue (français, allemand, anglais),
ayant très solides qualités commerciales.
Envoyer sous référence CM 226 AM.

IMPORTANT FIRMES BIENS D'ÉQUIPEMENT
ET INGENIERIE - FILIALE D'UN DES PREMIERS
GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS
offre poste d'

**INGÉNIEUR
RESPONSABLE D'ACHATS**

CAPABLE DE MENER DES NÉGOCIATIONS A
L'ÉCHELON INTERNATIONAL
en liaison étroite avec les bureaux d'éro-
des et les services commerciaux, il aura la
responsabilité d'achats importants.

Situation très intéressante pour un ingé-
nieur grande école, ayant une solide
expérience commerciale (achats ou ven-
tes), familiarisé avec les problèmes de
financement, de change et de révision de
prix. Parfaite connaissance de l'anglais
indispensable.
Poste à LILLE.
Envoyer sous référence KV 233 AM.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL (2.200
PERSONNES) LEADER EUROPÉEN DANS SA
BRANCHE - RECHERCHE

**JEUNE INGÉNIEUR
SERVICES TECHNIQUES**

Il sera chargé de participer aux études
techniques et économiques, aux achats
et à la mise en route des installations,
machines et outillages utilisés par toutes
les unités du groupe.

POSTE ACTIF ET VARIÉ POUR INGÉNIEUR
A.M., I.D.N. ou équivalent, débutant ou
ayant quelques années d'expérience
(entretien, travaux neufs, méthodes) dans
secteur chaudières.

LARGES POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION DE
CARRIÈRE.
Poste ville 100 km EST PARIS.
Envoyer sous référence DO 227 AM.

INSTRON
MACHINES D'ESSAIS POUR MÉTALLURGIE
DE HAUTE RENOMMÉE - RECHERCHE POUR
FILIALE FRANÇAISE

**INGÉNIEUR
ÉLECTRONIEN**

RESPONSABLE ÉTUDES TECHNIQUES

Ce poste peut convenir à ingénieur
diplômé I.N.S.E.P., I.S.E.P., I.S.M.N., C.N.A.M.
ou école équivalente, disposant 5 ans
minimum expérience études dans domaine
assemblage, instrumentation, magné-
tisme, etc., systèmes analogiques et numé-
riques.

CAPABLE PILOTER PROJET JUSQU'À RÉALI-
SATION: PROTO ET ESSAI ET ANIMER
ÉQUIPE TECHNIQUES.

Situation intéressante dans firme jeune
se développant en France.
Lieu de travail: banlieue OUEST PARIS.
Envoyer sous référence IT 231 AM.

offres d'emploi

**LE PRÉSIDENT
DIRECTEUR GÉNÉRAL**

d'une société dynamique, très connue
dans la fabrication de machines spéciales
(45 personnes - C.A. 15 millions de francs,
50 % à l'exportation) recherche

SON SUCCESSION QU'IL FORMERA DEUX A
TROIS ANS.

Ce poste peut convenir à un ingénieur
grande école (E.C.P., A.M.),
• ayant de solides connaissances en
économiques;
• alliant le goût de la technique aux
qualités d'un chef d'entreprise;
• disposant d'environ 10 ans d'expérience
industrielle lui ayant permis d'assumer
la responsabilité d'un Centre de
profit (des connaissances dans les
domaines adaptés de conditionnement,
machines à imprimer, matériels textiles
ou matériels destinés aux transforma-
teurs papiers faciliteraient l'adap-
tation);
• connaissant bien l'anglais.

Lieu de travail: proche banlieue OUEST
PARIS.
Envoyer sous référence GR 229 AM.

GENEST S.A.

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION LEADER DANS
SA BRANCHE (VENTE PROFESSIONNELS ET
GRAND PUBLIC - 21.000 PRODUITS EN
STOCK - C.A. 160 MILLIONS)
venant de terminer la réalisation d'implanta-
tions nouvelles à SAINT-QUENTIN-FALLAVIER
(LYON) et poursuivant son développement en
perfectionnant ses outils de gestion crée un
poste de

**RESPONSABLE
ORGANISATION-
INFORMATIQUE**

• Directement rattaché au Directeur
Général, il aura comme responsabilité
la mise en place d'un service infor-
matique adapté aux besoins de la
société après avoir analysé en profon-
deur l'organisation et les circuits
d'information.
• Ce poste peut convenir à un candidat
disposant d'une solide expérience en
informatique de gestion acquise dans
le domaine de la grande distribution
impliquant en particulier une gestion
de stocks importants à rotation rapide
et une information permanente sur
le terrain.
Envoyer sous référence JU 232 AM.

SOCIÉTÉ DE DIMENSION EUROPÉENNE
PRODUITS DE GRANDE DIFFUSION - LEADER
DANS SA BRANCHE - RECHERCHE SON

**CHEF DE SERVICE
GESTION COMMERCIALE**

Il s'agit de diriger et d'animer un service
d'environ 10 personnes et de prendre en
charge l'ensemble de l'organisation et du
fonctionnement de la gestion com-
merciale.
• traitement des commandes;
• expéditions, stocks, livraisons;
• magasin produits finis;
• relations clientèle.

Fonctions pouvant convenir à candidat
• H.E.C., E.S.S.E.C. ou équivalent;
• disposant d'une expérience de 3 à
5 ans environ dans fonction similaire
branche produits de grande diffusion

POSTE ACTIF ET INTÉRESSANT POUR
CANDIDAT HABITUÉ À TRAVAILLER AVEC
INFORMATIQUE, DESIREUX DE PARTICIPER
PLEINEMENT À LA VIE D'UNE ENTREPRISE
EN LIAISON DIRECTE AVEC LA DIRECTION
GÉNÉRALE.

Résidence ville 140 km PARIS.
Rémunération 90.000 F +
Envoyer sous référence AK 125 AM.

GROUPE MÉTALLURGIQUE FRANÇAIS
CONSTRUCTEURS DE BIENS D'ÉQUIPEMENTS
LOURDS - LEADER EUROPÉEN DANS SA
PROFESSION - PARIS - RECHERCHE

**INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE
CHEF DE SERVICE
TECHNICO-COMMERCIAL**

Ce poste peut convenir à candidat Mines,
E.C.P., A.M., E.S.S.E.C. ou équivalent,
ayant 5 à 10 ans d'expérience profession-
nelle, l'habitude des contacts commar-
ciaux, la connaissance des problèmes de
vente de biens d'équipement à l'industrie
(des connaissances en chaudronnerie inox
et métaux spéciaux seraient appréciées),
capable d'animer une équipe d'ingénieurs,
de négocier et gérer des affaires impor-
tantes.

SITUATION INTÉRESSANTE ET AVENIR
DANS FIRMES RENOMMÉE ET EN EXPANSION.
Envoyer sous référence EP 238 CM.

etap

4 rue Massenet
75016 PARIS
discrétion absolue

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

IMPORTANT SOCIÉTÉ
Filiale d'un groupe industriel
recherche

DIRECTEUR

responsable de la DIVISION
Matériel à caractère médical, santé,
secours. Formation de préférence
Grande École Commerciale (H.E.C.
ou équivalent) - 32 ans minimum.

Ce poste sera confié à un candidat
possédant un dynamisme commercial
éprouvé et de solides qualités de
gestionnaire.
Une connaissance des milieux
médicaux et hospitaliers sera
appréciée.

adresser C.V. détaillé s/réf 3627 à
2 M 1
9 bis rue de Vézelay
75008 Paris

Société d'Édition
et de Distribution
Filiale d'un Groupe
International

recherche
POUR SON DÉPARTEMENT VENTE
PAR CORRESPONDANCE (PARIS SUD)

**CHEF DE PRODUITS
DISQUES**

Il sera responsable de la gestion et du dé-
veloppement de l'activité DISQUES et PRO-
DUITS DE DIVERSIFICATION.

Nous recherchons :
• Candidats de formation commerciale
supérieure.
• Possédant une expérience complète de la
fonction en grande distribution.
Merci d'envoyer votre candidature avec C.V.
et prétentions, sous réf. 565, à :
SWERCH B.P. 288, 75204 PARIS CEDEX 08, qui tr.

Si vous êtes jeune et dynamique
Si vous pouvez faire valoir des preuves tangi-
bles de vos qualités de commerçant
Si vous désirez faire partie d'un groupe
français fabriquant et commercialisant des
produits et matériels du type industriel.
Si vous désirez vous y affirmer définitivement
dans une activité à potentiel élevé, et ce, sur
un plan européen.
Si vous parlez anglais et avez des notions
de langues allemande.
Notre société vous offre, après une forma-
tion technico-commerciale de deux mois
aux U.S.A., de prendre la responsabilité
du développement d'un département nouveau.
Vous serez chargé :
• de l'application de la stratégie commer-
ciale définie par la direction,
• des actions de vente,
• du recrutement, de la formation, de l'animation
et du contrôle du réseau de vente direct
et indirect,
• de la gestion commerciale et administrative
du département.
Vous serez responsable des résultats de votre
département et des écarts par rapport aux
objectifs établis en commun avec la direction.
(Une connaissance des milieux hospitaliers
serait souhaitée sans pour autant être exigée.)
Envoyer C.V. et photo s/réf 1649 à Pierre
LICHAU S.A., 10 rue de Louvois
75003 Paris cedex 02 qui transmettra

**JEUNE SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE
INTERNE ET CONSEIL**

travaillant au sein d'un important groupe français
en développement : recherche

AUDITEURS CONFIRMÉS

— Formation supérieure et niveau expertise
comptable.
— Expérience 3 à 5 ans et habitude des contacts.
— A moyen terme : débouchés possibles dans le
groupe.
Envoyer curriculum vitae et prétentions à
M. DEBAUD, 30, bd Malesherbes, 75008 PARIS.

**DIRECTEUR
COMMERCIAL**

Nous sommes une nouvelle société
dont les produits intéressent les P.D.G. et
Directeurs Généraux de toutes les entre-
prises du secteur bâtiment.
Nous cherchons un collaborateur
de très grande envergure, âgé de plus
de 35 ans, libre immédiatement, ayant une
excellente présentation et une expérience
affirmée de la vente (produits industriels).
Sa tâche sera de nous acquérir de nou-
veaux clients.
Merci d'envoyer un C.V. succinct
et une photo récente à L.B.P., 132, avenue
de Villiers, 75017 Paris, qui transmettra.
Réponse assurée.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

Les Laboratoires GREMY-LONGUET
et SMITH KLINE & FRENCH
Filiales françaises
de SMITHKLINE CORPORATION
14.000 personnes - 40 Filiales -
2,5 milliards de Francs
recherche

3 CADRES FINANCIERS

➔ **ADJOINT CONTRÔLEUR BUDGÉTAIRE** (Réf. VK)

- Elaboration des budgets et plans à long terme
- Analyse des écarts
- Etudes financières

➔ **GESTIONNAIRE CLIENTS** (Réf. GD)

- Sales reporting
- Analyse des circuits de distribution
- Facturation
- Contrôle clients

➔ **COMPTABLE ANALYTIQUE** (Réf. JFC)

- Budgets Unions
- Prix de revient
- Analyses des coûts de production
- Liaison avec les Usines.

PROFILS SOUHAITES :

Etudes supérieures - Expérience : 2 à 3 ans, si possible dans l'industrie pharmaceutique. Connaissance comptabilité américaine et systèmes informatiques.

ANGLAIS INDISPENSABLE.

Ecrire en indiquant la référence choisie avec C.V., photo et prétentions à Direction du Personnel, GREMY-LONGUET et S.K. & F., 15, rue Jean-Jaurès - 92807 PUTEAUX. Discretion garantie.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ A SUCCURSALES MULTIPLES recherche

INSPECTEURS COMMERCIAUX

PROFIL :

- Minimum 25 ans.
- Formation commerciale.
- Expérience de la profession.
- Dynamisme.

MISSION :

- Stimuler les ventes.
- Rentabiliser le secteur.
- Conseiller les responsables des points de vente.

RÉMUNÉRATION INTÉRESSANTE. ÉVOLUTION DE CARRIÈRE. AVANTAGES DIVERS (voiture...)

Adresser C.V., photo et prétentions à M. Jacques Degave 1, allée Ambroise-Thomas 93110 ROSNY-SOUS-BOIS

- Si vous avez déjà fait vos PREUVES dans un service Commercial de produits INFORMATIQUES.
- Si vous avez le goût des OBJECTIFS ambitieux, le désir de prendre des responsabilités toujours élargies et de faire carrière dans une société en pleine expansion,
Votre candidature nous intéresse.

DIGITAL recrute des

INGENIEURS COMMERCIAUX

basés en région Parisienne pour ses différents services de VENTE de mini-ordinateurs :

- Marchés industriels,
- Marchés des laboratoires de recherche,
- Marchés de la gestion,
- Marchés O.E.M.

Adresser votre candidature à : Direction du Personnel VM3 18, rue Saarinen - Silié 225 - 94528 RUNGIS Cedex -

Filtes GAUDFRIN

Société assurant la conception, la fabrication et la mise en place de filtres industriels, en expansion sur les marchés français et étrangers cherche

jeune ingénieur GRANDE ÉCOLE

Ayant :

- une formation en GÉNIE CHIMIQUE,
- environ 3 ans d'expérience en installations nouvelles industries chimiques,
- la pratique de l'anglais,
- le désir d'évoluer vers la négociation en conservant et affinant ses connaissances techniques,
- la possibilité de se déplacer en France et à l'étranger pour des périodes de 8 à 15 jours.

Sa mission : contacts avec clients pour définition des besoins, suivi des affaires, assistance à la mise en route.

Son avenir : LA DIRECTION COMMERCIALE DE LA SOCIÉTÉ

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous la référence 1010-M) seront traitées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourlin

CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALBAZ-LOFFRANE
92010 ANTOY

MAISON D'ÉDITION spécialisée dans l'information sociale et familiale recherche

COLLABORATRICE À TEMPS PARTIEL POUR DÉVELOPPER COLLECTION DE GUIDES PRATIQUES

- Conception, rewriting, coordination.
- Sens des problèmes sociaux et familiaux indisp.

Ecrire lettre manuscrite avec C.V. et références aux Éditions E.S.F. - 17, rue Viète - 75017 PARIS.

sextant

l'agence conseil en communication industrielle recherche

chef de groupe

diplômé d'une École Commerciale. Possédant un esprit marketing, méthodique et constructif. Ayant une expérience publicitaire de 3 ans minimum, dont une année au moins dans le cadre des problèmes industriels.

Lettre manuscrite + C.V. + prétentions Sextant 182, avenue Charles-de-Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine sous référence 255

CERALIMENT LU-BRUN

recherche pour le laboratoire central de son Département Recherche et Développement

UN INGENIEUR

avec spécialisation en bioclimie ou agro-alimentaire pour le contrôle de la qualité sur des produits de biscuiterie et de panification fine sèche. Tâche consistant essentiellement au développement du contrôle de la qualité et à sa gestion.

Ecrire avec C.V. et réf. à Direction du Personnel et des Relations Sociales B.P. 16 91201 ATHIS-MONS.

DIRECTEUR COMMERCIAL

niveau Direction Générale 200 000 F./an

Ce poste sera confié à un candidat de valeur et d'expérience (40 ans minimum) possédant un dynamisme commercial éprouvé, de réelles capacités en matière de développement d'activités, et de solides qualités de gestionnaire. Une connaissance du milieu de l'industrie automobile sera appréciée.

Si vous avez une formation INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE et une expérience de direction à très haut niveau (P.M.E. de préférence) vous ayant confronté avec des problèmes de vente en milieu industriel, de promotion commerciale et de gestion.

adresser votre C.V. réf. 3635 à M.A. BORDES CDS 6 place d'Alsace d'Orléans 75009 Paris qui traitera très confidentiellement toute candidature

DIRECTEUR FINANCIER

Paris Approx. 120.000 Fr.

Leser Préfabrication Moderne est une des sociétés de notre Division constructions industrielles. Il s'agit d'une des plus importantes entreprises de production et de vente d'éléments préfabriqués sur le marché français intérieur et d'exportation. La société a son siège à Neuilly et possède des unités de production dans la Vallée de la Loire et dans la Dordogne.

Suite à une réorganisation, nous cherchons un Directeur Financier âgé de plus de 28 ans, ayant obtenu ses diplômes dans le Royaume-Uni, et qui devra rendre compte au Directeur Général pour tout ce qui concerne la comptabilité, la planification et le contrôle financier de la société. Une des principales responsabilités consiste à représenter la société auprès des banques et des organismes financiers.

En tant que membre de l'équipe de gestion, le candidat devra rapidement se montrer capable de contribuer à la bonne marche générale de la société.

Le candidat doit être de langue maternelle anglaise, parler et écrire couramment le français, avoir une solide expérience dans une branche de la fabrication industrielle et être familiarisé avec les pratiques commerciales en France. Pour tous renseignements concernant ce poste et pour recevoir le formulaire, téléphoner ou écrire brièvement à : Leser Préfabrication Moderne, International Department, 13888, GROUP OF COMPANIES, Station Road, Hummel, Middlesex, TW3 3JB, Grande-Bretagne - Téléphone 01-872-1233 ou téléphoner à Maria England - Paris 757-31-80.



AUCHAN

17 HYPERMARCHÉS
3,5 milliards C.A. en 1976
40 % de progression par an depuis 10 ANS
recherche

pour son expansion (4 nouvelles unités en 1977)

RESPONSABLES COMMERCIAUX

Pour postes chefs de rayon alimentaire et non alimentaire.

1. VOUS ÊTES DIPLÔMÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR H.E.C.-ESSEC-E.S.C.-SCIENCE ÉCO-DROIT...

Vous parviendrez vite aux résultats que nous escomptons dans la mesure où vous ferez vos preuves sur le terrain. Nous vous apprendrons un métier et vous assurerons une formation selon vos aptitudes.

2. VOUS ÊTES DE FORMATION AUTODIDACTE spécialisés dans la distribution.

Vous pourrez espérer une évolution de carrière brillante, conformément à notre politique de promotion interne. Vous exercerez chez nous un métier qui vous passionnera. Si vous êtes candidat j'aurai plaisir à vous rencontrer pour vous expliquer le fonctionnement de notre Société et vos possibilités d'avenir.

Ecrivez-moi avec C.V. + photo
ALAIN LE GAVRIAN - Directeur Auchan Le Havre
Centre Commercial Mont-Gaillard - Avenue du Bois au Coq
76620 LE HAVRE (35) 46.47.48

IBM

DIVISION ORDINATEURS
recherche pour
PARIS et la PROVINCE

jeunes diplômés grandes écoles

Scientifiques, techniques ou de gestion, HOMMES ou FEMMES

Intéressés par la gestion des entreprises et la mise en œuvre de systèmes informatiques complexes, ils devront être capables d'analyser les problèmes, d'avoir des idées et de les vendre.

• Formation interne rémunérée de 9 mois intéressée vers les applications en télétraitement. • Carrière évolutive, rémunération très élevée.

Tous renseignements sur cette offre vous seront communiqués par INFORMATION-CARRIÈRE SVP que nous avons chargé de vous informer et d'accélérer notre recrutement. Appelez SVP 33-33 Service Information au Vendredi et le Samedi matin jusqu'à 12h 30.

On peut également adresser son dossier : 95, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

GROUPE INDUSTRIEL DE DIMENSION INTERNATIONALE désire renforcer ses **SERVICES JURIDIQUES**

en s'associant quelques cadres confirmés de formation supérieure :

NIVEAU DOCTORAT EN DROIT OU ÉQUIVALENT

Une expérience pratique de quelques années, par exemple dans un cabinet d'avocat ou dans le secteur bancaire, est nécessaire.

Les possibilités d'évolution sont très vastes, tant au siège situé dans une grande ville universitaire de province, qu'en France ou à l'étranger et fonction de la personnalité.

Adresser candidatures avec C.V. détaillé à INTERMEDIA n° 149 - 69 rue La Fayette, 75008 PARIS, qui transmettra. Discretion totale assurée.

INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTING FIRM

Un cabinet international employant 14.000 personnes, recherche, pour ses activités de conseil en gestion, en informatique, et en ressources humaines :

jeunes diplômés grandes écoles 2 à 3 ans d'expérience

Les candidats retenus devront être de formation : grandes écoles d'ingénieurs, H.E.C., ESSEC, ESCP, un complément de formation (MBA, MS, INSEAD...) étant apprécié. Ils auront libéré de leurs obligations militaires et auront jusqu'à trois ans d'expérience.

Ils posséderont les qualités humaines requises pour des activités de conseil. Ils recevront une formation permanente sous forme de cours et de séminaires organisés en France et aux États-Unis. Ils auront rapidement de larges responsabilités dans le cadre d'un travail en équipe.

Adresser CV détaillé sous référence 1421 à

Inter p.a. 19, rue St-Marc - 75002 Paris qui transmettra.

DIRECTEUR COMMERCIAL

PARIS 200.000+

Nous sommes une importante entreprise industrielle, filiale d'un des premiers groupes français. Nous recherchons le Directeur Commercial de l'un de nos principaux départements (300 millions de Francs de C.A. dont 50% à l'étranger) spécialisé dans des produits industriels.

Vous serez membre de l'équipe de Direction, responsable de l'ensemble de la fonction commerciale (marketing et développement, vente, administration commerciale) au plan national et international.

Vous participerez à la définition de la politique et orienterez les choix stratégiques du Département. Vos responsabilités s'étendront à la coordination de l'activité commerciale des filiales et des agents à l'étranger (75 pays concernés).

Pour réussir dans ce poste, outre les qualités habituellement requises pour des fonctions de management de haut niveau, vous devez justifier d'une expérience réussie d'au moins 5 - 10 ans de Directeur Commercial d'un niveau international dans le domaine des produits industriels. Votre formation doit être à la fois technique et commerciale.

Si vous êtes intéressé par cette opportunité, nous vous demandons d'adresser votre dossier de candidature à No 61085 CONTESSÉ Publ. 20, Avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. Nous garantissons une discrétion totale et nous nous attachons, après une première sélection, à fournir le maximum d'informations aux candidats potentiels.

Expert en Finances auprès de Moyennes Entreprises

CEGOS « Finance et Entreprises » recherche un praticien financier de haut niveau capable d'assister la Direction Générale de sociétés moyennes (C.A. 25 à 300 M.F.) pour leurs divers problèmes d'engineering financier : restructuration de bilans, conseil et pilotage pour les négociations bancaires, diagnostics de rentabilité et participation aux opérations de redressement. Ce métier de type « profession libérale », comportant études et interventions opérationnelles, convient à un diplômé de grande école (X, HEC...) ayant 5 à 8 ans d'expérience dans une banque ou dans une direction financière, et souhaitant développer une carrière de conseil avec une très large autonomie d'action.



Adresser lettre man. + CV détaillé s/Réf. 6033/M à Fr. ROUSSEAU, Séd-CEGOS 33 quai Gallieni 92152 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

Handwritten note: 1500

150

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



POUR LE LANCEMENT
COMMERCIAL D'UN NOUVEAU
« MINI » TRANSACTIONNEL
PARTICULIÈREMENT
COMPÉTITIF

nous sommes chargés de sélectionner

UN DIRECTEUR COMMERCIAL

Ce poste conviendrait à un ingénieur commercial expérimenté, formation supérieure appréciée, anglais indispensable.

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL

ayant 2 à 3 ans d'expérience dans la vente de mini-ordinateurs ou de terminaux.

Ces 2 postes comportent des possibilités d'avancer pour candidats ambitieux.

Envoyer C.V. manuscrit + photo + prétentions à EUROPE INFORMATIQUE S.A., 10, rue Victor-Massé, PARIS (9^e).

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE

BANLIEUE SUD
recherche

1^{re} RÉFÉRENCE N° 1128

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN BATIMENT

— COURANTS FORTS ET COURANTS FAIBLES. Pour assurer la responsabilité complète des installations de la conception à la mise en service d'importantes installations immobilières, hôpitaux, hôtels, bureaux.

2^e RÉFÉRENCE N° 1129

INGÉNIEUR

INSTALLATIONS GÉNÉRALES

— FLUIDES : chauffage, plomberie, sanitaires ; — INSTALLATIONS MÉCANIQUES et de maintenance.

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme d'ingénieur et posséder plusieurs années d'expérience.

LANGUE ANGLAISE SOUHAITÉE.

Adresser C.V. et photo si possible, avec prétention (sur réf. du poste désiré) à SEODIM - Service du Personnel - 4, av. Paul-Langevin, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

ETABLISSEMENT PUBLIC

Paris Centre
recherche pour son Département

INGÉNIEUR

RESPONSABLE

de la MAINTENANCE

du LOGICIEL

Il encadrera et assistera techniquement les analystes-programmeurs chargés d'appliquer.

Il optimisera les traitements, il développera les programmes généraux, il aura la responsabilité de la documentation.

Diplôme d'ingénieur ou formation universitaire équivalente.

Expérience d'au moins 4 ans dont 2 en tant que Chef de Projet.

Connaissances approfondies des systèmes de bases de données et de systèmes documentaires.

Ne pas se présenter, envoyer lettre de candidature, C.V. et photo si possible, sur l'enveloppe la référence 7537 F.M.L. à

Organisation et publicité

SOCIÉTÉ NATIONALE

DES POUDRES ET EXPLOSIFS

recherche pour son

Département « Chimie »

1 TECHNICIEN (GIENNE)

COMMERCE INTERNATIONAL

MISSION : — suivi en liaison étroite avec Services Ventes usines et clients des opérations administratives liées à l'exportation de produits chimiques.

FORMATION : — Ecoles Commerciales ou B.T.S. ou D.U.T. Commerce International.

Connaissances problèmes de transports maritimes indispensables. Allemand apprécié.

Adresser curriculum vitas et prétentions, 12, quai Henri-IV - 75004 PARIS.

achats

approvisionnement

secteur textile

Un groupe français, leader européen dans sa spécialité (C.A. 375 millions - 3500 personnes) recherche son Directeur des Approvisionnements et des Achats.

Ce poste conviendrait à un homme, niveau ESSEC, rodé à la gestion (budgets, stocks, etc.) ayant par ailleurs une expérience professionnelle de 2 à 3 ans en tant qu'acheteur ou chef de produit, de préférence dans le secteur textile. Il travaillera dans le cadre d'un budget et disposera des moyens informatiques nécessaires. Poste à pourvoir à Paris - Rémunération de l'ordre de F 90.000 par an.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence : 61017/M à Gérard RENOY (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 08



vallourec export

Cadre de Vente Ingénieur de Vente

Tubes et raccords pour INDUSTRIES du PETROLE et du GAZ

De formation Ecoles Supérieures de Commerce, ayant quelques années d'expérience de la vente à l'exportation de produits industriels auprès de la clientèle des Industries du Pétrole et du Gaz. Connaissance des Tubes d'acier souhaitée.

Il sera responsable de la négociation et de la gestion de contrats importants et du suivi des affaires.

réf. 2778/S

Tubes et raccords pour RAFFINERIES, INDUSTRIES ENERGETIQUES, TUBES à USAGE MÉCANIQUE

De formation Ecoles d'Ingénieurs, ou Ecoles Commerciales mais possédant des connaissances technologiques, ayant quelques années d'expérience de la vente à l'exportation de produits industriels auprès de Sociétés Industrielles. Connaissance des Tubes d'acier souhaitée.

Il sera responsable de la commercialisation de produits à haute performance technique, de la négociation et de la gestion des contrats et du suivi des affaires.

réf. 1478/S

Ces postes basés à Paris nécessitent une parfaite connaissance de l'anglais (2ème langue souhaitée) et une grande disponibilité pour les voyages.

Adresser lettre man. + CV + photo + rém. sous réf. correspondante à Mme Varène

vallourec 7 Place du Chancelier Adenauer - 75116 PARIS.

TRÈS IMPORTANT

GROUPE D'ÉDITIONS PARISIEN

recherche

UN CHEF DE PRODUIT

POUR LA VENTE DE LIVRES

PAR CORRESPONDANCE

Le candidat devra avoir, en plus d'une formation supérieure de style et de niveau BEC, une expérience répondant à l'esprit et au mécanisme de ce mode de distribution, avoir l'habitude des produits nouveaux, aimer les campagnes publicitaires, dialoguer avec l'informaticien.

Il lui sera offert une situation de premier ordre.

Adresser curriculum vitas et prétention, sous réf. 10.236, à

EMERSON 18, rue Volney, 75002 PARIS.

Société ÉLECTRONIQUE

banlieue Sud-Est
recherche

INGÉNIEUR

Grande École

CONFIRME dans les techniques du vide, pour diriger un groupe d'ingénieurs et techniciens orientés vers le développement et la fabrication en petites séries de tubes électroniques.

Adresser C.V., prétentions et photo à n° 79.421, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{re}), qui tr.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

recherche

PHARMACIENS

FUTURS DIRECTEURS

Pour diriger de petites unités techniques commerciales situées en province.

Le goût pour la gestion et le contact commercial est aussi impératif que le sérieux pharmaceutique ; une expérience préalable est souhaitée mais non indispensable.

Une carrière intéressante sera proposée à des candidats de valeur et efficaces.

Envoyer C.V. + photo + prét. sous n° 82721 B à ELEC Publ., 17, rue Lebel, 93300 Vincennes, q. tr.

CHEF DE PERSONNEL

En pleine expansion, une société productrice d'appareils électriques et électroniques dont le siège est situé en province, banlieue Sud recherche un cadre capable de prendre en main tous les problèmes de gestion du personnel y compris paye et recrutement (700 personnes, 4 usines).

Le poste conviendrait à un cadre de 35 ans minimum possédant une formation supérieure juridique ou une expérience d'au moins 5 ans comme Chef de Personnel ou Adjoint dans une société plus importante.

Adresser C.V. et prétention, sous réf. 2896

SEREP 92, Bd Malesherbes

75008 - PARIS

JEUNE INGÉNIEUR

D.T.A., ENSIA, ou équivalent débutant ou possédant une ou deux années d'expérience professionnelle

la SOPAD (NESTLÉ)

vous propose un poste

d'INGÉNIEUR

DE FABRICATION

Rattaché au Chef de Production de notre Usine de Paris, vous y serez responsable d'un atelier de fabrication.

Cette fonction pourra vous amener, dans le cadre de votre évolution de carrière, à exercer des responsabilités dans d'autres usines. La diversité de leurs productions vous permettra ainsi d'acquiescer une large vue de l'industrie alimentaire.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à : Direction du Personnel - SOPAD, 17, quai du pré-Paul-Dourner, 92601 COURBEVOIE.

RIPOLIN GEORGET FREITAG

GROUPE O D F recherche

Dans le cadre de son expansion :

UN JEUNE

INGÉNIEUR CHIMISTE

Diplômé d'une grande école. Une expérience de 2 à 4 ans et une bonne connaissance des peintures industrielles sont à l'heure actuelle indispensables.

— Goût des contacts commerciaux. — Le poste à pourvoir se trouve à ARPAJON (banlieue sud 30 kilomètres de Paris).

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, à RIPOLIN GEORGET FREITAG Service recrutement réf. L.C. 17, av. de Choisy, Palaiseau, 91143 Paris. Cedex 18.

GROUPE MULTINATIONAL

recherche pour un établissement PARIS

SIÈGE SOCIAL PROCHE BANLIEUE PARISIENNE

UN SPÉCIALISTE RÉMUNÉRATION

— CADRE

— ETAM

— PERSONNEL D'ATELIER

Quelques années d'expérience dans ce domaine indispensables.

Connaissance de l'anglais fortement souhaitée. Poste à pourvoir très rapidement.

Adresser C.V. et prêt à n° 81571 - CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra - Paris (1^{re}), qui transmettra.

Gerland Etanchéité

Futur Chef des Ventes Europe

Le C A export est depuis quelques années en forte augmentation. L'expansion se poursuit, et une action commerciale profonde doit être maintenue entreprise en Europe (Communauté, Europe élargie, Europe de l'Est).

Voilà la mission et le secteur confiés à ce (futur) Chef des Ventes. Il recevra dès son entrée la formation administrative, technique et commerciale nécessaire, et disposera ensuite pour l'aider dans son travail de tous les moyens propres à un grand groupe. Il aura sa base à Paris et voyagera 60 % du temps.

L'homme de ce poste est un jeune diplômé (type Ecole de Commerce). L'Allemand lui est indispensable, l'Anglais ou l'Espagnol utiles.

C'est un vendeur (il l'a déjà prouvé), qui exporte autant une technique que des produits et qui doit être capable d'une grande autonomie. A terme ses responsabilités seront encore élargies.

Les personnes intéressées par ces fonctions peuvent adresser leur dossier sous référence VE 1050/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP 7 rue Lincoln 75008 PARIS



INGÉNIEUR

Compagnie d'assurances américaine opérant en France et en Europe - recherche de

JEUNES INGÉNIEURS

Diplômés de grandes écoles (Arts et Métiers ou équivalentes) spécialisés dans les différents domaines de l'ingénierie technique : Chimie, Mécanique, Travaux publics ou Electricité.

Les postes proposés requièrent une très bonne connaissance de l'anglais et de la facilité dans le domaine des contacts humains.

Les candidats sélectionnés effectueront un an de stage aux États-Unis portant sur la protection incendie risques industriels et contrôle des sinistres.

Pour informations complémentaires, adresser un curriculum vitas détaillé, rédigé en anglais et accompagné d'une photo à :

J. E. McCoomb, Eng. Mgr.

AFFILIATED FM INSURANCE CO

79, rue de Miromesnil - 75008 PARIS

Affiliated FM est une Compagnie américaine qui a pris un rapide essor en Europe.

Elle est filiale de Allendale Mutual Insurance Company, première Compagnie du monde pour les biens industriels.

Allendale et Affiliated FM appartiennent toutes deux au Factory Mutual System créé en 1833 et sont aujourd'hui considérées comme les leaders au monde de prévention contre les sinistres industriels.

UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPE

D'ÉDITIONS PARISIEN

recherche

RESPONSABLE

DE CLUB DE LECTEURS

Il s'agit d'orienter la politique commerciale et d'animer la promotion des ventes de l'équipe et à assurer avec elle le suivi de la clientèle par l'informaticien.

Cette recherche ne concerne qu'un spécialiste parfaitement compétent dans la branche et ses méthodes.

Il sera offert une situation de très haut niveau, supposant une forte créativité personnelle.

Adresser curriculum vitas et prétention, sous réf. 10.237, EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney, 75002 PARIS.

FILIALE FRANÇAISE

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

recherche

adjoint

directeur financier

Ce collaborateur devra, pendant 2 ans environ, accomplir des missions d'analyse et de contrôle de gestion dans les établissements de la Société en France. Il devra, en même temps, prendre progressivement des responsabilités opérationnelles pour assurer au terme des 2 ans sa fonction complète d'Adjoint au Directeur Financier.

Le candidat recherché est JEUNE, 30 ans environ, de formation ESSEC ou équivalent.

UNE EXPÉRIENCE COMMERCIALE, dans un Cabinet d'Expertise ou d'Audit et dans un poste de contrôleur de gestion conviendrait particulièrement. Anglais courant exigé.

Bon climat humain dans société moyenne dimension.

Résidence FONTAINEBLEAU ou PARIS.

Écrire avec C.V. + photo + prétentions sous référence 501, SODECI 18, rue Volney - 75015 PARIS.

Moyenne entreprise de fabrication de bobines électriques spéciales Région Parisienne, recherche

cadre

commercial

Essec, Sup de Co, ESCOE, orientation vente, jeune et dynamique, intérêts scientifiques pour s'intéresser à technique du produit.

Grande disponibilité pour voyages fréquents France et G.E.E.

Anglais indispensable.

Adresser C.V., photo sous référence 2025-M à :

DENIZOT

523, Terrasse de l'Agora 91034 Evry Cedex

Société de produits chimiques appartenant à un important groupe international, recherche

INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCE

pour assurer le développement des ventes de PIGMENTS dans l'industrie des ENCRE.

Ce poste est basé à Paris.

Il peut permettre à un candidat de valeur d'évoluer, à moyen terme, vers des responsabilités plus larges.

Peuvent être intéressés les candidats ingénieurs chimistes ayant une expérience approfondie, soit de la technologie d'application des encres ou peintures et souhaitant s'orienter vers la vente, soit de la vente des pigments.

Il sera répondu à toutes les candidatures.

Envoyer C.V. et prétentions à No 75.848 Contesse Publifié 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 q.tr.

FEMME

Expérience Chef de Groupe dans Agence de Publicité très professionnelle.

Tél.: 277.68.00. Y. Créhalet ou J.-M. Foliot.

CRÉHALET FOLIOT ROBERT PARINIS

10, rue Sainte-Anastase 75003 PARIS

Jeune fille 150

REPRODUCTION INTERDITE

demandes d'emploi

demandes d'emploi

Jeune 32 ans, nation, française

ARABE-ANGLAIS-FRANÇAIS
Ecr. n° 74915 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

INGÉNIEUR COMMERCIAL
ou **CHEF DES VENTES**
Ecr. n° 74916 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

ACHETEUR OUTILLAGE
30 ans, ch. situation stable
sur région lyonnaise
Ecr. n° 74917 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

CADRE SUPÉRIEUR
15 ans, expérience, et réf.
en ordre de gestion de services
de personnel, org., méthodes,
Ecr. n° 74918 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

CHEF SERVICE
RELATIONS SOCIALES
Ecr. n° 74919 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74920 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74921 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74922 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74923 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74924 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74925 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74926 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74927 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74928 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74929 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74930 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74931 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74932 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74933 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74934 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74935 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74936 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74937 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74938 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74939 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74940 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74941 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74942 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74943 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74944 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74945 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74946 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74947 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74948 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74949 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74950 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74951 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74952 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74953 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74954 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74955 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74956 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74957 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74958 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74959 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74960 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74961 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74962 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74963 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIPLÔMÉ EN GESTION
Ecr. n° 74964 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

INGÉNIEUR GESTION ET ENTRETIEN

Responsable unité production - 20 agents
Diplômé, 47 ans.

solide - expérience fonctionnement et maintenance
service intégré (mécanisme, électronique, optique)

relations avec auteurs (contrats, devis)
prévision des coûts, plan de charge, moyens

photocopie, industrie et scientifique
travaux audio-visuels : diapos, 8-16 mm, vidéo

photocomposition, montage, studio, photographie
atelier de reproduction, façonnage

sous-traitance éditions, techniques
diffusion, période, sélective, des produits finis

Recherche, poste **RESPONSABILITÉS**, services généraux
ou même domaine, en France, branche indifférente.

Ecrire sous le numéro 3.545, « le Monde » Publi-
cité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS (9).

RESPONSABLE ADMINISTRATIF - 34 ans
ANGLAIS, JAPONAIS, ALLEMAND, ITALIEN,
ESPAGNOL, YUGOSLAVE

Expérience en gestion, 5 ans Adm. :
Coordination, négociation, contacts

Organisation :
Gestion des relations publiques et autres

Libre immédiatement.
Ecr. n° 74965 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

FONCTIONNAIRE 30 ANS
formation juridique (niveau D.E.A. Droit public)
I.E.P. Paris (section service public)

anglais :
6 ans expérience chef de service province et
Paris - au sein d'une importante direction.

Etudiez toutes propositions.
Ecr. n° 74966 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

EMPLOYEURS qui recherchent des diplômés en
supérieur en gestion, informatique,
commerce, information, social, en
électronique, chimie, biologie,
général.

D. U. T.
qui recherchent une situation.
Ecrivez-nous !
F.N.D.U.T.
Fédération Nationale des Diplômés U.T.
R.P. 287, 8103 REIMS Cedex.

CADRE SUPÉRIEUR 50 ANS
C.F.A. - I.C.O.
Expérience juridique, assurances, immobilier, finan-
cière, contrôle de gestion.

Ayant exercé des responsabilités dans P.M.E.,
groupe international, recherche situation
Libre actuellement, recherche situation

JURISTE D'ENTREPRISE
Ecr. n° 74967 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

CADRE COMMERCIAL, 39 ans
C.F.A. - I.C.O.
Institut d'Administration et de Gestion
parlant anglais

SERVICE ADMINISTRATION DES VENTES
Responsable de :
Administration commerciale depuis enregistre-
ment de commandes jusqu'à la préparation
de la facturation.

Suivi du planning des fabrications.
Gestion physique et administrative des stocks.
Expéditions et transports.

Recherche poste similaire Paris ou banlieue EST.
Ecr. n° 74968 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

PROFESSIONNELS
DE L'IMMOBILIER
l'Institut de la Construction et de l'Habitation
vous propose

CADRES CONFIRMÉS
pour postes administratifs, juridiques, financiers,
techniques et commerciaux.

S'adresser : **ASSOCIATION I.C.H.** (Commission de
l'Emploi) - **CONSERVATOIRE NATIONAL DES**
ARTS ET MÉTIERS

1, rue Montgolfier - 75003 PARIS.
Tél. : 387-37-33 - 387-64-10 (postes 665 ou 507).

DIRECTEUR D'UNE CHAÎNE
DE MAGASINS POPULAIRES
Je mets mon expérience de la
DISTRIBUTION MODERNE

ou service d'un
POSTE DE HAUTE RESPONSABILITÉ
dans la distribution, tous secteurs ayant un rapport
avec les formes modernes de vente

(J'ai franchi tous les échelons et, à 50 ans,
assure la direction de 3 magasins
300 personnes, 7.500 m2 de vente)

Ecr. G. Bartoli Conseil, 28, rue d'Anjou, 75008 Paris,
sous n° 128, qui transmettra.

DIRECTEUR COMMERCIAL
35 ans, expérience, 150.000 F. net
après impôts, 45 % de C.A. actuel.

Anglais, espagnol.
Expérience : moteurs diesel, pièces détachées, ma-
chine à vapeur, 150.000 F. net

France et outre-mer, tous secteurs ayant un rapport
avec les formes modernes de vente

toute branche y compris association P.M.E.
Ecr. n° 74969 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

CADRE SUPÉRIEUR 38 ANS
Nationalité italienne,
résident en France depuis 1964.

Grande expérience gestion P.M.E. - Organi-
sation et Direction Filiale Groupes multi-
nationaux - Contacts niveaux élevés.

Italie - Allemagne - Nations Anglaises.
Disposé à voyager - Libre rapidement.

ETUDEZ TOUTES PROPOSITIONS.
Ecr. sous le numéro 3.564, « le Monde » Publi-
cité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS (9).

JEUNE FILLE 24 ANS

études lettres (Sorbonne)
et documentation,
bonne rédactrice

POSTE COLLABORATRICE
PRESSE ou PUBLICITÉ

Ecr. n° 74970 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIRECTEUR
ADMINISTRATIF
COMMERCIAL
ET FINANCIER

Cadre Supérieur Espér. 35 ans
plus de 10 ans d'activité
en EXTREME-ORIENT

cherche
POSTE EQUIVALENT
dans
SOCIÉTÉ FRANÇAISE
A L'ÉTRANGER

(de préférence
dans les Indes)
Ecr. n° 74971 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIRECTEUR COMMERCIAL
Produits manufacturés - média
pour publicité internationale - Négo-
ciation internationale - Négo-
ciation internationale

Recherche haute responsabilité
dans région parisienne.
Ecr. n° 74972 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

E.C.F. 39 ANS
MAINTIEN
2^e Préf. Export. Comp. rom. aux
activités financières, commerce
international, direction financière.

Ecr. n° 74973 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

EXPERT COMPTABLE
Mémorielles, 31 ans, rech. empl.
dans secteur privé, 150.000 F. net
après impôts, 45 % de C.A. actuel.

Ecr. n° 74974 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DOCUMENTALISTE
Ecr. n° 74975 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

J. INGÉNIEUR A.M.
ch. poste resp. et activ. var.
pour études et réalisation d'un
des domaines suivants :

— Equipements industriels.
— Travaux de construction.
— Géométrie.

Ecr. n° 74976 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

ASSISTANTE DIRECTION
EXPORT
Bilingue, 25 ans, dipl. univers.,
langue maternelle, anglais à son
niveau, expériences, rech. poste
à responsabilité, Paris ou province.

Ecr. n° 74977 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

CADRE COMMERCIAL
39 ans, 150.000 F. net après impôts,
45 % de C.A. actuel, 150.000 F. net
après impôts, 45 % de C.A. actuel.

Une très bonne connaissance de
l'anglais (plus, anglais en G.-B.).
Peut être chargé de la direction
d'un service.

Ecr. n° 74978 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

MAÎTRISE INFORMATIQUE
RECH. M. 35 ans, dipl. univers.,
langue maternelle, anglais à son
niveau, expériences, rech. poste
à responsabilité, Paris ou province.

Ecr. n° 74979 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

DIRECTEUR GÉNÉRAL
39 ans, 150.000 F. net après impôts,
45 % de C.A. actuel, 150.000 F. net
après impôts, 45 % de C.A. actuel.

Une très bonne connaissance de
l'anglais (plus, anglais en G.-B.).
Peut être chargé de la direction
d'un service.

Ecr. n° 74980 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

JEUNE HOMME, 25 ans
dipl. univers., langue maternelle,
anglais à son niveau, expériences,
rech. poste à responsabilité, Paris
ou province.

Ecr. n° 74981 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

INGÉNIEUR CIVIL DES MINES
35 ans, 150.000 F. net après impôts,
45 % de C.A. actuel, 150.000 F. net
après impôts, 45 % de C.A. actuel.

Une très bonne connaissance de
l'anglais (plus, anglais en G.-B.).
Peut être chargé de la direction
d'un service.

Ecr. n° 74982 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

JOURNALISTE PROFESSEUR
35 ans, 150.000 F. net après impôts,
45 % de C.A. actuel, 150.000 F. net
après impôts, 45 % de C.A. actuel.

Une très bonne connaissance de
l'anglais (plus, anglais en G.-B.).
Peut être chargé de la direction
d'un service.

Ecr. n° 74983 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

JEUNE FILLE, 25 ANS
Licence en Droit public
1 an de barreau
partant pour l'étranger/Exp.
Généraliste, 150.000 F. net
après impôts, 45 % de C.A. actuel.

Ecr. n° 74984 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

CADRE COMMERCIAL
FRANCOPHONE
35 ans, 150.000 F. net après impôts,
45 % de C.A. actuel, 150.000 F. net
après impôts, 45 % de C.A. actuel.

Une très bonne connaissance de
l'anglais (plus, anglais en G.-B.).
Peut être chargé de la direction
d'un service.

Ecr. n° 74985 M. Réserve Presse
55 rue, R. Réserve, Paris (20).

L'immobilier

appartements vente

7^e Quai Voltaire

Plusieurs appartements
De 230 m2 dans bel immeuble XVIII^e siècle
tout confort.

Emplacement et vue exceptionnelle.
Joubert et André, 6, rue d'Alphonse-de-Neuville,
PARIS (17^e).
Tél. : 924-96-17 - 227-55-17 - 227-54-74

Paris Rive droite

Rue du Croix, 150 m2, 110.000 F.
Petite vend chère serv. coll. et
Tél. : 924-96-17 - 227-55-17 - 227-54-74

Paris Rive gauche

150 m2, 110.000 F.
Petite vend chère serv. coll. et
Tél. : 924-96-17 - 227-55-17 - 227-54-74

appartements

BOULOGNE BOIS
150 m2, 110.000 F.
Petite vend chère serv. coll. et
Tél. : 924-96-17 - 227-55-17 - 227-54-74

LA CELLE-SAINT-CLOUD
150 m2, 110.000 F.
Petite vend chère serv. coll. et
Tél. : 924-96-17 - 227-55-17 - 227-54-74

CHARENTAIS
150 m2, 110.000 F.
Petite vend chère serv. coll. et
Tél. : 924-96-17 - 227-55-17 - 227-54-74

Fontenay
150 m2, 110.000 F.
Petite vend chère serv. coll. et
Tél. : 924-96-17 - 227-55-17 - 227-54-74

Fontenay
150 m2, 110.000 F.
Petite vend chère serv. coll. et
Tél. : 924-96-17 - 227-55-17 - 227-54-74

Fontenay
150 m2, 110.000 F.
Petite vend chère serv. coll. et
Tél. : 924-96-17 - 227-55-17 - 227-54-74

Fontenay
150 m2, 110.000 F.
Petite vend chère serv. coll. et
Tél. : 924-96-17 - 227-55-17 - 227-54-74

Fontenay
150 m2, 110.000 F.
Petite vend chère serv. coll. et
Tél. : 924-96-17 - 227-55-17 - 227-54-74

Fontenay
150 m2, 110.000 F.
Petite vend chère serv. coll. et
Tél. : 924-96-17 - 227-55-17 - 227-54-74

Fontenay
150 m2, 110.000 F.
Petite vend chère serv. coll. et
Tél. : 924-96-17 - 227-55-17 - 227-54-74

Fontenay
150 m2, 110.000 F.
Petite vend chère serv. coll. et
Tél. : 924-96-17 - 227-55-17 - 227-54-74

Fontenay
150 m2, 110.000 F.
Petite vend chère serv. coll. et
Tél. : 924-96-17 - 227-55-17 - 227-54-74

Fontenay
150 m2, 110.000 F.
Petite vend chère serv. coll. et
Tél. : 924-96-17 - 227-55-17 - 227-54-74

Fontenay
150 m2, 110.000 F.
Petite vend chère serv. coll. et
Tél. : 924-96-17 - 227-55-17 - 227-54-74

Fontenay
150 m2, 110.000 F.
Petite vend chère serv. coll. et
Tél. : 924-96-17 - 227-55-17 - 227-54-74

Fontenay
150 m2, 110.000 F.
Petite vend chère serv. coll. et
Tél. : 924-96-17 - 227-55-17 - 227-54-74

Fonten

LES PROBLÈMES MONÉTAIRES

(Suite de la première page.)

toire avec les impôts sur les plus-values et les transferts de capitaux. Ce qui est cependant un bon aspect du problème, puisque, simultanément, ils tentent à la City pour un temple sacré. En fait, elle se dispersait souvent aux quatre coins du monde, sacrifiant aux intérêts nationaux à des profits rapides, mais elle était toujours loin de l'Angleterre et de l'Europe. Depuis peu, toutefois, des personnalités britanniques estiment, dans le sillage de M. Heath, que la City rendrait plus de services à son pays en prenant des initiatives vers des objectifs mieux circonscrits.

La prochaine indépendance énergétique de la Grande-Bretagne n'entraînera pas en effet, comme des perspectives industrielles météoriques ? Le Marché commun n'est-il pas une imposante plateforme économique, encore élargie par les accords de coopération avec l'Afrique ou d'ailleurs qui lui sont ou lui seront liés ? Mais une telle évolution suppose, dans le monde entier, un autre continent, notamment en France, une réforme de l'Etat-Providence britannique.

L'origine, au nationalisme répandu dans ce système, la répétition des injustices si criantes dans l'ancienne Angleterre des durs et des marchands. Ses promoteurs, à commencer par le major Attlee, Hugh Gaitskell, le ministre du Travail, ont été inspirés par Lord Crripps, s'inspirant des idées ou des plans de Keynes et de Beveridge ; voyaient le modèle américain, mais aussi la solidarité entre les travailleurs et la confiance. En réalité, l'Etat-Providence, a nécessité des crédits considérables, une fiscalité déconcentrée, une planification.

Le miroir anglais nous montre un appareil de production alourdi, un élan industriel freiné, des professeurs, des médecins, des techniciens, des ingénieurs, des scientifiques pour les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et d'autres pays.

Le pouvoir syndical toisant, et le gouvernement et les possédants avait, de 1964 à février 1974, donné l'impression d'une imminente cassure nationale. Aussi doit-on attacher une extrême importance au débat que le Labour Party et les trade-unions ont engagé — malgré une minorité hostile — afin de corriger certains abus du « socialisme sans larmes ».

invité de France-Inter, lundi 25 octobre, à l'occasion de son passage à Paris. Le Guéingaud, ministre français des affaires étrangères, a estimé que la balise de la livre pourrait avoir des répercussions assez fâcheuses « sur les mécanismes monétaires de la Communauté. Rappelant que M. Callaghan doit faire prochainement une visite à Paris, il a ajouté : « Nous n'avons pas l'habitude, entre Européens, de nous laisser bombarder de questions. » Il a conclu, certainement, a-t-il précisé, une concertation entre Européens au sujet des problèmes monétaires.

(De notre correspondant.)

ROBERT SOLE.

De notre correspondant

l'ère la spéculation. Il est vrai que au même moment le professeur Milton Friedman célébrait le prix Nobel, qui vient de lui être conféré, en annonçant le prochain effondrement économique de la Grande-Bretagne.

L'article du *Sunday Times* a provoqué de nombreux débats très vifs dans les milieux politiques et journalistiques de Londres : on admet quand même que les Informations de l'abbodmadraire britannique aient été puisées à bonne source, car c'est pas seulement certain. Le patriarisme n'aurait-il pas dû inspirer la résistance ?

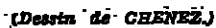
Aux Communes, la gauche travailliste a en tout pas trouvé la une nouvelle occasion de dénoncer une prétendue conspiration groupant les spéculateurs, le parti conservateur et les « barons de la presse ». D'autres députés du Labour, en même temps que les

Le fardeau des balances sterling

« Si, a-t-il précisé, nous devons être des partenaires égaux pour le maintien de la stabilité en Europe, quelque chose doit être fait... »

Le problème fondamentale est sans doute qu'à l'heure actuelle cette confiance ne parait pouvoir être restaurée que par des économies massives édictées dans le cadre de l'Etat. Or, M. Callaghan vient de s'élever une fois de plus contre une telle politique. Il admet, certes, que les dépenses devront être réduites, mais il ne croit pas que dans les trois prochains années, mais il se garde bien de prendre le moindre engagement à ce sujet. « *It is a wiser reason, dit-il, de pour-
suivre la politique d'expansion que telle politique risquerait d'approfondir les divisions sociales. Ceci est une autre façon de constater qu'un changement de cap aboutirait à une dégradation de la destruction du gouvernement travailliste.* »

JEAN WETZ



tories, se sont demandé cependant si un seul article de journal serait vraiment susceptible d'influencer ainsi l'attitude du marché financier d'un bout à l'autre du monde.

Après quelques heures de réflexion, la plupart des experts londoniens sont apparemment parvenus à la conclusion que la livre à 1,50 dollar ne serait sans doute pas une « condition » posée par le Fonds monétaire international, mais tout simplement l'estimation de ce que la devise britannique vaudra d'ici quelques mois.

RTL : Conco

Dans ces conditions les milieux financiers, et même le grand public, attendaient du chancelier de

La liure se meurt, la liure
est morte !

N'y a-t-il pas, chez beaucoup de Français, une fôte mautvaise, un goût de basse rovanche, camouflés en apitoiement soulagé, devant la chute de l'illustre monnaie impériale, dont ils oublient — ou affectent d'oublier — qu'elle fut aussi l'une des armes de la victorie allié : la Grande-Bretagne ne paist-elle pas de cette manière aussi, et à terme, le prix de sa résistance — et de notre libération ?

Comme si le franc pouvait
surpayer si la liure coule.
Comme si, la liure n'étant
plus la liure, le franc pouvait
rester le franc. Oublie-t-on
qu'en France, liure et franc
furent longtemps synonymes ?
Et de combien d'années le
franc parisis a-t-il survécu à
la liure tournois ?

La Liure, le Franc ? Mon
Ecu (européen), comme disait
Zazie.

JEAN-MARIE DAUDET

Year	Cost (Dollars)
1973	2.20
1974	2.00
1975	2.30
1978	2.10

En tout mois, c'est-à-dire pendant le 1^{er} janvier 1976, la livre a perdu 21 % par rapport au dollar, 27,5 % par rapport au deutschemark, 25,6 % et 24,1 % par rapport respectivement au franc suisse et au yen japonais. Son recul est de 12 % vis-à-vis la franc français, 10 % vis-à-vis de peseta; il se réduit à 0,7 % vis-à-vis de la lire italienne. Depuis crise du 8 septembre 1976, date laquelle les gens de mer menacent de faire grève, la monnaie britannique a perdu 10 % par rapport dollar et 14 % par rapport

Pour la première fois une usine arrête ses chaînes pour permettre à un orchestre symphonique de jouer dans les ateliers devant le personnel et le personnel seul.

Le grand orchestre de RTL sera dirigé par Louis de Froment et interprétera Haydn, Mozart, Prokofiev, etc... Le programme sera présenté par Michel Drucker et Pierre Hiegel.

Ce concert comprendra également une partie variété de haute qualité avec Guy Béart.

RTL remercie la direction et le personnel de l'usine Colgate Palmolive ainsi que les artistes qui apportent leur contribution à cette première sans précédent.

Le concert sera retransmis en direct de Compiègne sur RTL le mercredi 27 octobre 1976 de 16 h 30 à 18 h 30.

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
48 hours	4 1/2	5 1/2	3 3/4
2 mols	3 1/4	5 1/4	4 1/4
1 mol	3 1/4	5 3/4	4 3/4
6 mols	3 1/8	6 1/8	2 5/8

LA VIE ÉCONOMIQUE

Le Monde THE TIMES LA STAMPA DIE WELT Europa

Libres opinions

Après le Parlement européen, un gouvernement

par G. TARDY (*)

L'ELECTION d'un Parlement européen ne suffit pas à assurer le fonctionnement satisfaisant d'un système institutionnel qui reste singulièrement inadapté en regard d'un ensemble aussi important et complexe que la Communauté des Neuf. Et dans quelques années peut-être la Grèce, l'Espagne ou le Portugal auront-ils rejoint la Communauté ?

L'effort de réflexion et d'action doit porter dès maintenant sur la formation d'un exécutif européen qui assure à l'Europe occidentale une existence continue et une voix dans le monde. La formule pragmatique et transitoire des « sommets » et des directrices, auxquelles les présidents et les ministres français ont consacré tant d'efforts, ne peut constituer une solution durable. On ne gouverne pas épisodiquement et en l'absence de toute règle précise de délégation d'autorité.

L'expérience des derniers Conseils européens a montré les difficultés et les limites des compromis auxquels il était possible de parvenir dans ce cadre. Comment ne pas être frappé par la concentration croissante de l'ordre du jour sur les sujets institutionnels ou de politique extérieure, comme s'il devenait de plus en plus difficile d'endosser collectivement la responsabilité de la gestion économique et sociale au sein de la Communauté ? Même sur le plan du dialogue Nord-Sud, où la Communauté a pris récemment des initiatives importantes et originales — notamment la convention de Lomé, — l'élan semble s'essouffir. De son côté, la commission n'a pas su trouver des relais auprès de l'opinion publique, et s'est laissée enfermer dans un rôle technique ou de gestionnaire. Quant aux multiples conseils des ministres, ils prolongent avec lassitude les rires désolés au milieu desquels se cherchent d'insaisissables consensus entre neuf ministres, dont chacun s'efforce de défendre ce qu'il croit être l'intérêt de son pays avant celui de l'ensemble.

Face à cette situation, on peut imaginer plusieurs hypothèses : — Rien dans le système institutionnel actuel n'interdit à la commission, responsable devant le Parlement suivant le traité de Rome, de chercher à s'appuyer sur le Parlement élu pour trouver une autorité politique nouvelle. Beaucoup dépendra des hommes qui seront choisis pour siéger à la nouvelle commission à partir de janvier prochain. La désignation de M. Roy Jenkins comme futur président de la commission constitue un encouragement pour ceux qui pensent que la commission ne doit pas fuir le débat politique ;

— Mais faut-il attendre une crise ouverte entre la commission, s'appuyant sur le Parlement, et le conseil pour bâtir un exécutif efficace ? Constatant la paralysie croissante des rouages actuels et l'incapacité de disposer d'un organe indépendant pour préparer ses délibérations et assurer l'exécution des décisions, le Conseil européen pourrait désigner un cabinet européen qui serait responsable devant lui. Ce dernier reprendrait les tâches de l'actuelle commission. On s'acheminerait ainsi vers une nette séparation des pouvoirs entre le Parlement européen d'une part et le conseil/cabinet d'autre part. Selon certains propos publics, c'est à une évolution de ce type que réfléchirait M. Giscard d'Estaing.

Quant au conseil des ministres, il conviendrait alors qu'il conserve son actuelle fonction législative d'assemblée représentant les Etats, mais qu'il abandonne au cabinet européen une partie de sa fonction exécutive, fonction qu'il assure d'ailleurs fort mal.

D'autres plates, qui combleraient certains traits des solutions esquissées ci-dessus, sont ouvertes à l'imagination. Le problème ici n'est pas, contrairement aux apparences, institutionnel. Il s'agit d'un problème d'efficacité et de légitimité démocratique :

— d'efficacité, car la direction d'un ensemble aussi complexe que la Communauté des Neuf sur les terrains de la politique économique et sociale ou de la politique extérieure ne peut se satisfaire d'institutions conçues pour gérer un traité marchand ;

— de légitimité, car on peut craindre qu'un Parlement européen sans prise directe sur l'exécutif ne serve d'alibi à la déposition des Parlements nationaux de leurs pouvoirs et que les décisions européennes ne soient contrôlées en pratique ni sur le plan national ni sur le plan européen.

Si on ne saisi pas les deux prochaines années pour faire quelques progrès vers un exécutif européen, nombreux seront les électeurs de juin 1978 qui poseront la question : « Un Parlement, sans gouvernement, pour quoi faire ? »

* Secrétaire général de l'AFPEUR (Association française d'études pour l'union européenne, 4, rue Michalek, 75006 Paris).

SIDÉRURGIE : les industriels vivent d'espoir

La reprise dans la sidérurgie n'est pas évidente. Elle n'est pas ressentie par tous, mais dans l'ensemble elle permet d'avoir une impression encourageante. Inter-venant après le plus grave recul conjoncturel qui ait frappé l'industrie mondiale de l'acier, le récent congrès de l'International Iron and Steel Institute, à Osaka, a montré que, en dépit des inquiétudes dont il est fait actuellement état sur la sidérurgie européenne, les principaux dirigeants des firmes concernées sont plutôt optimistes. Qu'il s'agisse de M. Dieter Spethmann, de Thyssen, de M. James Driscoll, de la British Steel Corporation, de M. Albert Bureau, de la chambre syndicale de la sidérurgie française, ou du président de l'International Iron and Steel Institute, M. George A. Sluiter (de la National Steel Corporation), tous ont admis qu'il n'y a aucune raison de douter d'une augmentation progressive de la consommation. Ainsi, la dixième conférence annuelle de l'I.I.S.I. a-t-elle au moins permis à trois cents industriels de trente et un pays de se trouver rassurés.

Même au lendemain de la crise de 1975, les experts de l'I.I.S.I. n'avaient d'ailleurs réduit leurs prévisions sur la demande que de 1,4 %. Selon leurs estimations, la production mondiale (toute orientale comprise) devrait passer à 1,06 milliard de tonnes en 1985. Mais le fait que l'année dernière la production ait tombé pour la première fois de 708 millions à 646 millions de tonnes a fait que les producteurs d'acier de la Communauté européenne ne se sont pas trouvés pour autant renforcés par les pronostics des experts. Portant l'essentiel du fardeau de la récession avec leurs confrères américains, ils se sont vus en effet réduire leur production de 20 %, la faisant tomber à 125 millions de tonnes d'acier brut. Or ils ne prennent maintenant qu'une modeste part au redressement de la conjoncture, puisqu'ils n'ont accru leur production que de 5,9 % au cours des trois premiers trimestres de 1976. Cette constatation est valable, sensiblement dans les mêmes termes, pour tous les grands producteurs de la C.E.E. à l'exception de la Grande-Bretagne, où, dès 1974, année du boom de l'acier, une grave des mines a terriblement réduit la production. S'accroissant de 11,5 %, elle a cependant atteint 16,7 millions de tonnes en septembre dernier. Alléguant les progrès sont modestes : 5,3 % en R.F.A. (32,9 millions de tonnes), 5,9 % en France (17,2 millions de tonnes) et 4,3 % en Italie (17,3 millions de tonnes).

Un redressement limité

Pourtant, même ce redressement limité paraît fragile. Depuis plusieurs semaines, les grandes aciéries européennes assurent unanimement qu'il faut renoncer à l'espoir de rattraper les pertes subies. Presque partout, on prévoit de nouvelles entraves à la production, des réductions d'horaires et des fermetures d'unités prises. Le motif invoqué est toujours le même : le redressement de la demande, accéléré par les nouvelles augmentations du prix de l'acier, a donné lieu à un stockage chez les intermédiaires et chez les utilisateurs. Ceux-ci ont donc pris de l'avance sur

leur consommation réelle et ne sont pas prêts à relancer de nouvelles commandes.

En outre, la politique consistant à combiner des augmentations massives de la production avec une forte hausse des prix, qui a été celle de la plupart des producteurs à la suite des recommandations de la Commission de Bruxelles, a rendu le marché intérieur européen de nouveau attirant pour les importations en provenance des « pays tiers ». Les Japonais et les Espagnols ont ainsi fait une percée particulièrement forte sur le marché et sur sa composante principale, la R.F.A. : ils y ont presque doublé leurs ventes dans le premier semestre de 1976.

Une question se pose donc avec acuité : la Commission est-elle en mesure d'écarter par des moyens strictement diplomatiques la pression exercée par des importations à des prix de « combat » ? La question est d'importance, car certains producteurs, notamment en France, sont de plus en plus tentés d'invoquer de façon pressante la Commission de Bruxelles à appliquer les clauses de sauvegarde du traité (quotas de production et d'importation, et prix minimaux) pour surmonter une crise qui est loin d'être finie.

Cette perspective, qui menace la liberté d'entreprise et l'ouverture du marché, n'est pas écartée à l'annonce d'un redressement rapide de la conjoncture. Les espoirs que les producteurs nourrissent encore au printemps dernier quant à une nouvelle année de boom de l'acier ont en effet été renvoyés à 1978. De 1977, ils attendent seulement une lente consolidation d'une situation qui reste délicate.

JOACHIM GEHLHOFF

(Die Welt)

● La société française Sofrema (ingénierie minière) et la société suisse Alcan (producteur d'aluminium) ont été choisies pour assurer l'ingénierie du complexe phosphatier d'Abu-Tartur en Egypte. Ce complexe sera doté, au premier stade, d'une unité de production de concentrés de phosphates ayant une capacité de 7 millions de tonnes par an. Le projet prévoit la construction d'une ville de trente mille habitants, d'une ligne de chemin de fer de 560 kilomètres, d'une ligne à haute tension de 250 kilomètres, et d'un nouveau port à Safage, au bord de la mer Rouge. Le montant total de l'investissement est évalué à 800 millions de dollars.

● L'Iran entend user de son influence sur le groupe Krupp après avoir pris une participation de 25,01 % dans son capital. A la fin de l'année, M. Eshkan Ansary, dans une interview accordée au journal dominical *Welt am Sonntag* et publiée le 24 octobre. Cela ne veut pas dire, pour autant, que le gouvernement iranien entende être mêlé aux décisions quotidiennes du « Konzern ». Celles-ci relèveront exclusivement de la direction de l'entreprise, à laquelle M. Ansary, mais l'Iran influera l'expansion de l'entreprise « là où ses intérêts seront concernés ».

ALLEMAGNE FÉDÉRALE : les revenus du capital augmentent plus que ceux du travail

De notre correspondant

Bonn. — La crise économique et la politique du gouvernement fédéral allemand ont eu des conséquences sur la répartition des revenus au détriment des salariés. Les revenus bruts du capital ont augmenté de 8,5 % au premier semestre de cette année (par rapport à la même période de 1975), alors que le revenu national ne progressait dans le même temps que de 5,5 %. Selon le dernier rapport de la Bundesbank, cette évolution tient surtout à une meilleure utilisation des capacités de production due à la reprise économique et aux hausses de salaires modérées négociées au début de cette année.

La productivité du travail a augmenté de 2,5 %, les salaires bruts d'environ 5 %. Le coût salarial unitaire dans l'industrie a diminué de 9 %. La part des revenus non salariaux dans le revenu national est passée à 30,5 %, c'est-à-dire qu'elle a retrouvé son niveau de 1973 avant la « crise de l'énergie ». Du premier semestre 1976 au premier semestre de cette année, la part des salaires dans le revenu national est tombée de 72 % à 69,5 %.

La banque centrale note que cette redistribution du revenu national au profit des détenteurs de capitaux correspond aux objectifs fixés par la politique économique du gouvernement, qui vise à relancer les investissements pour soutenir l'activité. Cependant, si une partie des bénéfices a été réinvestie dans les entreprises, une autre partie a été sensiblement plus importante : a été distribuée au profit de la consommation et de l'épargne privées. Les revenus privés tirés du capital seraient, selon la Bundesbank, augmentés de 10 % au cours des six premiers mois de l'année. Quant aux revenus du travail, leur évolution a été plus lente, bien que leur progression se situe au-dessus des taux fixés par la négociation entre le patronat et les syndicats. Cela s'explique par la suppression presque intégrale du chômage partiel et le rétablissement des heures supplémentaires dans certaines branches de l'industrie. La masse salariale brute a augmenté de 3,5 % au premier semestre de cette année, contre respectivement 2 % et 6 % au second et au premier semestre de 1975.

Dans le même temps, la croissance des impôts sur le revenu et des cotisations sociales (respectivement 16 % et 13 %) a entamé

● LA C.E.E. CHOISIT DES ORIENTATEURS. L'actuelle Commission européenne, pour compléter l'équipement de son centre de calcul de Luxembourg, vient de décider d'acquiescer à la demande de la firme britannique I.C.I. de préférence à des machines de la C.I.L. d'I.R.M. et de Siemens. Pour l'instant, le centre de calcul utilise des ordinateurs I.R.M. et surtout C.I.L. Les partisans d'I.C.I. ont soutenu, au cours du débat qui a précédé la décision de la Commission, que, sur le plan politique, ce matériel avait l'avantage d'être purement européen, ce qui n'était plus le cas de celui de C.I.L. depuis la fusion avec Honeywell-Bull. Toutefois, c'est pour l'essentiel au vu du rapport technique rédigé par ses experts que la Commission a fait son choix. Certains commissaires ont contesté l'objectivité de ce rapport. — (Corresp.)

la poursuite d'achat des salariés. Leur revenu net n'a progressé que de 3 %, alors que dans le même temps le taux d'inflation atteignait 4 %.

Cette situation et, surtout, la disparité entre la croissance des revenus du capital et du travail inquiètent les syndicats. Ils savent qu'ils ne pourront imposer à leurs adhérents la même modération lors des négociations salariales qui vont commencer que s'ils peuvent obtenir des avantages annexes. C'est pourquoi les plans de participation aux fruits de l'expansion viennent d'être sortis des tiroirs.

Plusieurs projets sont en cours, qui vont d'une espèce d'actionnariat ouvrier, comme le propose la fédération des employeurs, à la création de fonds centraux de participation gérés par les syndicats et les pouvoirs publics. En attendant que le gouvernement propose un compromis acceptable à la fois par les syndicats et le patronat, comme par les sociaux-démocrates et les libéraux, il est probable que les « partisans sociaux » se mettront d'accord avec les patrons sur des solutions transitoires lors des prochaines négociations sur les conventions collectives.

DANIEL VERNET.

AUTOMOBILE

FERMETURE TEMPORAIRE D'USINES D'ASSEMBLAGE AUX ETATS-UNIS

La faiblesse des ventes et l'accumulation des stocks de nouveaux modèles de voitures vont entraîner la fermeture temporaire de plusieurs usines d'assemblage de General Motors et d'American Motors.

General Motors fermera la semaine prochaine son usine d'assemblage de voitures « sub-compact » de Lordstown (Ohio) et elle recommencera pendant deux semaines en novembre, mettant ainsi au chômage technique 2 700 ouvriers. American Motors, de son côté, mettra à pied la semaine prochaine 2 200 ouvriers de son usine de Kenosha (Wisconsin) et 1 800 autres qui travaillent à Milwaukee.

Ces décisions, inattendues, interviennent trois semaines seulement après la mise en vente des modèles 1977, à un moment où, traditionnellement, les usines tournent au maximum de leur capacité de production. En fait, les ventes d'automobiles de petite taille sont restées à un faible niveau depuis plusieurs mois et, contrairement aux prévisions des constructeurs américains,

FLAMBO

mobiliier d'organisation

(PUBLIITE)

IMPORTANT
INSTITUT DE RECHERCHE
situé à Rome (Italie)

recherche

des spécialistes de la micro-économie, de la macro-économie et de l'économie du niveau du docteur. Une parfaite connaissance de l'anglais comme langue de travail et une connaissance partielle de l'italien sont exigées. La rémunération est concurrentielle avec celle des universités américaines et se base sur l'expérience.

Adresser le curriculum vitae à B.P. 10807, 00100 ROME.

(Publié)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT
SUBDIVISION DES ÉTUDES FONCIÈRES ET DE TOPOGRAPHIE
32, quai Gallieni - 92151, SURESNES CEDEX

COMMUNE D'ASNIÈRES

Liaison départementale

entre l'autoroute A 86 et la RN 310

TRONÇON RUE BASLY - RN 310

ET

PROLONGEMENT DE LA LIGNE 13 BIS

ENQUÊTE PARCELLAIRE COMPLÉMENTAIRE

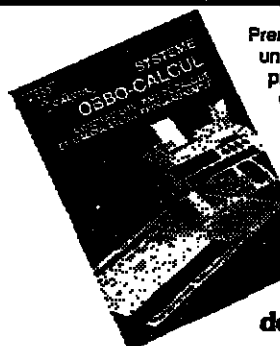
AVIS

Le public est informé que par arrêté préfectoral du 15 octobre 1976 une enquête parcellaire est prescrite sur le territoire de la commune d'ASNIÈRES concernant la liaison entre la route dite Rue Basly R.N. 310 et la liaison départementale reliant l'autoroute A 86 à la Route Nationale 310 et le prolongement de la ligne 13 bis de Métroprobitain.

Les plans de dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés pendant 22 jours à compter du 22 octobre 1976 dans la mairie d'ASNIÈRES afin que les personnes qui le désireraient puissent en prendre connaissance de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures (sauf dimanche, jours fériés et jours de congé). Les observations et réclamations doivent être adressées par écrit au maire de la commune intéressée ou à M. FERRIERES René, 176, rue Danton à LEVALLOIS-PERRET 92300, nommé commissaire enquêteur.

A l'issue de cette enquête les conclusions du commissaire enquêteur seront transmises à la Commission départementale des infrastructures et des transports et au préfet du département aux heures et jours susvisés d'ouverture.

Cette publication est faite en application de la loi No 75-1323 du 31 décembre 1975.

Vient de paraître
L'INFORMATISATION
du DECALQUE

Première étude sur le moyen d'adopter un complément électronique, le calculateur programmable OBBO type MEGA 7800 à la comptabilité par décalque.

Ce système permet d'automatiser tous les calculs, contrôle, ventilation, la paie, en conservant les avantages du décalque et sans bouleverser les structures de l'entreprise.

La comptabilité par **OBBO** décalque en régime électronique

Veuillez me faire parvenir gratuitement "L'Informatisation du décalque"

Nom : _____

Société : _____

Adresse : _____

Tel. : _____

OBBO - 9 rue de Maubeuge - Paris 9^e - 878.25.50 et 26.06

150

150

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

Sérieux désaccords entre les patronats français et japonais

C'est sur un communiqué mi-février que se sont terminés les entretiens qui ont eu lieu à Paris les 22 et 23 octobre (1) entre le Keidanren (Fédération des organisations patronales japonaises) et le C.N.P.F. (Conseil national du patronat français).

« Le problème du déséquilibre commercial franco-japonais a été au centre des entretiens », déclare le texte. La délégation française a exprimé ses craintes devant la détérioration des échanges franco-japonais au profit du Japon. Elle a fait valoir à la délégation japonaise les risques d'une telle situation (...). La délégation japonaise a mis en garde la délégation française contre les pratiques de certains exportateurs japonais en ce qui concerne la vente de biens d'équipement dans les pays tiers ; ces exportateurs proposent couramment leurs marchandises à des prix plus bas sur les marchés tiers. »

Il est symptomatique que la dernière phrase du communiqué — jugée trop rude — ait été rayée et remplacée par une formule adoucie. A la menace à peine voilée « de mesures à prendre si la situation des échanges franco-japonais ne s'améliorait pas de façon substantielle », on a substitué une fin plus diplomatique en écrivant : « ... et de formuler des recommandations si la situation des échanges ne s'améliore pas. »

Personne cependant ne s'y est trompé. M. José Bidegain, vice-président du C.N.P.F., qui assistait M. Ceyrac au cours de la conférence de presse donnée lundi 25 octobre par les deux délégations.

(1) Le Monde daté 24-25 octobre.

tions patronales, a reconnu : « Nous avons des divergences, c'est exact. Nous n'avons pas à le cacher. » Une liste non exhaustive mentionnait notamment : des taxes exorbitantes sur le cognac, les stylos à bille, les chaussures de ski ; des règlements sanitaires exagérément fastidieux sur la viande et la charcuterie ainsi que sur les parfums et cosmétiques ; des enquêtes fort longues et imprévues effectuées par les douanes japonaises ; des problèmes sur l'automobile et les produits pharmaceutiques.

Les propos tenus au cours de la conférence de presse n'avaient plus la moindre ambiguïté : « Il ne faut pas dépasser certaines limites de l'efficacité, car les réactions qui pourraient s'en suivre dans nos pays échapperaient aux responsables économiques », a menacé M. Ceyrac. Ce qui n'a pas empêché la délégation du Keidanren, conduite par son président, M. Doko, de plaider non coupable et affirmant très catégoriquement : « On a beaucoup parlé de ces soi-disant barrières non tarifaires dressées par le Japon. En fait, et la patronat français voudrait se donner la peine d'examiner concrètement la situation, il s'aperçoit qu'il n'y en a que pour peu. » — A.L.V.

LE JAPON N'ACCEPTERA PAS de réduire une nouvelle fois ses exportations vers les pays du Marché commun, a déclaré lundi, un représentant du ministère japonais du Commerce international et de l'Industrie (MITI), après un entretien avec M. Joseph Loefer, directeur du bureau des affaires industrielles et technologiques de la Communauté européenne.

Creusot-Loire va supprimer six-cents emplois dans son usine d'Ondaine

De notre correspondant

Saint-Etienne. — La restructuration de l'usine Creusot-Loire Ondaine va entraîner la suppression de 600 emplois (20 cadres, 100 collaborateurs, 400 à 500 ouvriers) dans les dix-huit prochains mois, a annoncé le P.-D.G., M. Forgeot, au cours d'une entrevue qu'il a accordée, à Paris, le 22 octobre, à une délégation inter-syndicale.

Il s'agit d'une conséquence de l'arrêt prévu de l'atelier des machines employant actuellement deux cent cinquante salariés et de l'arrêt de la fabrication des accessoires d'outils à froid.

Des dispositions vont être prises, selon la direction, pour régler sans drama les situations individuelles : blocage de l'embauche, pré-retraite, formation de polyvalents pour faciliter les mutations internes ou dans les usines Creusot-Loire de Saint-Etienne (deux cents) et de Saint-Chamond (trois cents) voire celle de Marol à Rive-de-Gier, filiale de Creusot-Loire. Par ailleurs, la direction a fait état d'un accord qui devrait être signé mercredi 27 octobre par Creusot-Loire avec Rockwell. L'implantation de cette société amé-

ricaine d'aéronautique et de mécanique dans des bâtiments de l'usine de l'Ondaine devrait permettre la création immédiate de soixante-dix emplois, puis de six cents autres entre 1977 et 1984.

Ne pouvant « tolérer pareil démantèlement », les syndicats C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C., F.O. et G.C.G. qui ont diffusé un tract à vingt mille exemplaires intitulé : « Ve-t-on vers la disparition de Creusot-Loire dans la vallée de l'Ondaine ? », rappellent que l'effectif de cette usine est tombé de sept mille cinq cents à quatre mille quatre cent soixante-six salariés en vingt ans, soit plus de trois mille emplois supprimés, dont deux cent soixante-dix-sept depuis le début de cette année — P.C.

CONJONCTURE

LA RÉUNION DU CONSEIL DE PLANIFICATION Des actions en profondeur contre l'inflation

Le conseil central de planification, qui sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, définit les grandes options économiques à moyen terme du gouvernement, a arrêté, lundi 25 octobre, trois lignes générales d'action : renforcement de la concurrence, amélioration

de l'efficacité de l'économie, développement de l'emploi et de la formation professionnelle. Ces actions doivent réduire les causes structurelles de l'inflation et compléter les mesures conjoncturelles qui avaient été décidées le 22 septembre par le conseil des ministres.

Un communiqué, publié à l'issue de la réunion, résume les différentes lignes d'action :

1) RENFORCEMENT DE LA CONCURRENCE

Le projet de loi actuellement déposé devant le Parlement, sur le contrôle de la décentralisation économique et la répression des ententes illicites et des abus de position dominante, sera modifié par voie de lettre rectificative. « La modification proposée par le gouvernement, précise le communiqué, tendra à élargir les compétences, à faciliter la saisine et à renforcer les moyens de la commission de la concurrence. Celle-ci devrait pouvoir jouer, dans le domaine de la concurrence, un rôle analogue à celui que joue, dès à présent, en ce qui concerne le marché financier, la commission des opérations de Bourse. »

« Les conditions de fonctionnement de certains circuits de distribution seront réexaminées. Cette étude portera en particulier sur le marché d'intérêt national de l'énergie. »

2) AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ DE L'ÉCONOMIE

« Les conditions d'utilisation du parc d'équipements collectifs et de leur fonctionnement seront réexaminées en vue de permettre une meilleure utilisation des deniers publics. D'autre part, la coordination des travaux d'équipements collectifs dépendant des diverses administrations sera renforcée. »

« La politique gouvernementale d'aménagement du territoire sera renforcée en vue de mieux utiliser le potentiel de main-d'œuvre de chaque région et de mieux répartir les activités économiques sur l'ensemble du territoire. »

« Un examen particulier portera sur les conditions de rémunération des activités économiques tarifées en pourcentage, pour déterminer si certaines de ces conditions ne sont pas de nature inflationniste et proposer les modifications nécessaires. »

« La politique gouvernementale de lutte contre les gaspillages, notamment en ce qui concerne l'énergie et les matières premières, sera intensifiée. »

« Les actions nécessaires pour permettre un meilleur aménagement du temps dans la vie collective, qu'il s'agisse de la répartition des activités dans la journée, dans la semaine ou dans l'année, seront mises au point. Il s'agit d'étudier les phénomènes de surcroissance et d'engorgement généralisés de dépenses inutiles et de hausses de prix. »

EXCÉDENT COMMERCIAL RECORD EN ALLEMAGNE

Wiesbaden (A.F.P.). — L'excédent de la balance commerciale de l'Allemagne de l'Ouest a atteint, en septembre, un nouveau record pour cette année s'élevant à 4,7 milliards de DM (1), contre 1,2 en août et 1,6 en septembre 1975. C'est le plus haut niveau enregistré depuis septembre 1974 (5,3 milliards de DM). Par rapport à septembre 1975 les exportations ont augmenté de 25 % (23,4 milliards de DM) et les importations de 17 % (18,8 milliards de DM). La balance des paiements courants s'est soldée par un excédent de 1,3 milliard de DM. Pour les neuf premiers mois de l'année, les importations se sont élevées à 162 milliards de DM (+ 22 % par rapport à la même période de l'année précédente) et les exportations à 187 milliards de DM (+ 16 %). En termes réels, les taux de croissance sont respectivement de 18 % et de 14 %. L'excédent de la balance commerciale s'est donc établi pour les neuf premiers mois de 1976 à 5,4 milliards de DM contre 3,8 milliards de DM en 1975. L'excédent de la balance des paiements courants s'est établi à 4,4 milliards de DM contre 5,9 milliards de DM pour les trois premiers trimestres de 1975.

(1) 1 deutsche mark = 2,36 francs environ.

UN ARRÊTÉ, PUBLIÉ AU JOURNAL OFFICIEL, du 25-26 octobre 1976, fixe à 0,35 F par quintal le montant de la taxe parafiscale destinée à alimenter le budget du Comité national de la pomme de terre pour la campagne 1976-1977.

Défense du Franc...

Offrez du Champagne ! toutes marques, chez

KIATOU CHAMPAGNES & LONG DRINKS

Maison fondée en 1924
SIÈGE : 44, rue du Bac et
SUCCURSALE : 6, rue de la Renaissance (angle r. Marbeuf)
Commandes : 222-37-08


Opel Rekord
Essence ou Diesel

IRMANN et CARO S.A.
15, bd Maurice-Berteaux
ST-MAUR Tel. 855.42.40
et 126, av. de Gaillet
CRÉTEIL Tel. 207.45.37

ROYAUME DU MAROC

Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Mines et de la Marine marchande

SOCIÉTÉ NATIONALE DE SIDÉRURGIE (SONASID)

AVIS INTERNATIONAL DE PRÉSÉLECTION

C - Troisième liste

La Société Nationale de Sidérurgie va procéder à la réalisation d'un complexe sidérurgique intégré qui sera construit dans la province de Nador, sur la côte méditerranéenne et atteindra dans une première phase une production de un million de tonnes d'acier liquide pour la fabrication de billettes, fil machine, ronds et profilés.

L'entrée en service du complexe est prévue pour début 1980. Ce complexe est divisé en plusieurs lots dont les deux premières listes ont fait l'objet de deux avis antérieurs. L'adjudication des lots objet de la présente liste se fera après consultation auprès d'entreprises présélectionnées.

Définitions des lots et contrats :

Lot	Contrat	Production ou capacité requise	Date d'appel d'offres	Date de mise en service ou achèvement
C1	Port : Manutention des matières Usine : Manutention des matières	Ensemble de convoyeurs avec poste de chargement sur wagons-capacité 1000 tonnes/h équivalence minéral de fer Système de manutention, stockage et reprise des matières premières	1 fév. 77	1 déc. 79
C2	Usine à chaux	2 fours production unitaire de chaux : 100 tonnes par jour	1 mars 77	1 fév. 80
C3	Centrale à oxygène	250 tonnes d'oxygène pur à 99,5 % par jour	1 mars 77	1 avr. 80
C4	Ponts roulants	6 ponts roulants de capacité : 80 à 220 tonnes	1 jan. 77	15 jan. 80
C5	Ponts roulants	8 ponts roulants de capacité : 40 tonnes environ	1 jan. 77	15 jan. 80
C6	Ponts roulants	20 ponts roulants de capacité : 10 à 30 tonnes	1 jan. 77	15 jan. 80
C7	Fluides	Réseaux d'eau, gaz, oxygène, etc. entre unités, y compris installations de stockage et de traitement	1 juin 77	1 fév. 80
C8	Distribution électrique	Système de distribution HT et MT (225 kV - 20 kV), avec 3 transformateurs de 40 MVA chacun à l'usine et le poste électrique du quai Sonasid au port de Beni-Enzar, l'ensemble comprenant appareillage électrique, câblages, etc.	1 avr. 77	1 déc. 79

Le financement de ces équipements et services se fera selon les besoins à partir des sources suivantes :

- 1/ Fonds propres de la Sonasid.
- 2/ Crédits acheteurs disponibles dans certains pays étrangers et accordés par les institutions financières d'aide à l'exportation de ces pays.
- 3/ Crédits accordés par des banques internationales de développement.

Les entreprises intéressées sont invitées à écrire à :

Monsieur le Directeur Général
SOCIÉTÉ NATIONALE DE SIDÉRURGIE
16, rue Abou Inane RABAT - MAROC -
Tél. : 317.21M

avant le 8 novembre 1976 en précisant le numéro de référence du ou des lots qui les intéressent pour recevoir le dossier de présélection correspondant et un questionnaire.

Le questionnaire rempli et retourné dans les délais prescrits servira à l'établissement des listes des entreprises présélectionnées pour les consultations correspondantes.

LA PENSÉE

REVUE DU RATIONALISME MODERNE
ARTS • SCIENCES • PHILOSOPHIE

N° 189 - OCTOBRE 1976

- LA REDECouverte DE LA MORT, par Michel VOVELLE
- MODE DE PRODUCTION ASIATIQUE - PROBLÈMES DE LA FORMATION SOCIALE ÉGYPTIENNE, par Ahmad SADEQ SAAD
- NOTION DE MODÈLE CULTUREL - CONCEPTS DE LA PRATIQUE DE LA VIE QUOTIDIENNE, par Denis DUCLOS
- DE HOBSON À LÉNINE : ROMAIN ROLLAND DEVANT L'IMPERIALISME, par David HANLEY
- LA COLONNE TRAJANE OU LE PHILOSOPHE ÉDIFIÉ PAR L'HISTOIRE, par Elisabeth GUIBERT-SLEDZIEWSKI
- DISCOURS ET IDÉOLOGIE - LE CONCOURS GÉNÉRAL, par Jacques CHAMPION
- LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE - TRADUCTIONS DE HEGEL, par Nicole-Edith THEVENIN

REDACTION - ADMINISTRATION
146, RUE DU FAUBOURG-POISSONNIÈRE - 75019 PARIS

1 an (6 numéros) : France : 70 F - Autres pays : 85 F
Vente au numéro : France : 15 F - Autres pays : 18 F
C.C.P. ÉDITIONS SOCIALES PARIS 4209-70

SAS à Charles de Gaulle

1^{er} novembre : Les DC9 de la SAS font leur nid à Roissy-Charles de Gaulle. D'ici là, 4 fois par jour, SAS, la compagnie aérienne scandinave s'envolera vers Copenhague, Oslo et Stockholm avec correspondance directe vers 62 villes du Danemark, de Norvège et de Suède.

Pour tous renseignements consultez votre Agence de voyages ou

réservez : **SAS 742.06.14**

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SYNDICATS

BILLET

Les démons de la C.F.D.T.

Le débat sur les dangers que feraient peser sur la C.F.D.T. les différents courants gauchistes va-t-il rebondir les 28, 29 et 30 octobre lors de la réunion du conseil national de cette confédération ? La publication dans l'hébdomadaire le Point d'un rapport interne en date de juin dernier révèle avec brutalité des difficultés qui ne sont pas nouvelles.

Au lendemain du trente-septième congrès, au cours duquel les voix de l'« ultra-gauche » s'étaient ajoutées à celles des fédérations les plus critiques à l'égard de la politique de M. Edmond Malra, ce dernier avait jugé nécessaire d'adresser aux nouveaux membres du bureau national une sévère mise en garde : « Il est impossible de continuer à travailler trois ans encore sur des bases houleuses... le cartel de la C.F.D.T. dans l'impasse. Et le secrétaire général, en renouvelant ses reproches aux syndicats qui avaient cumulé leurs voix avec celles des gauchistes », avait surtout porté ses attaques contre ces gauchistes... danger principal qui menace la C.F.D.T. ».

Le compte rendu diffusé à onze heures exemplaires était parvenu dans les mains de la C.G.T., qui y avait vu la confirmation des déclarations et des inquiétudes de M. Séguin concernant l'action des gauchistes à l'intérieur de la C.F.D.T.

La publication de ce document dans la grande presse relance le débat. Il semble bien que la confédération soit en fait doublement menacée par les deux démons du gauchisme et du réformisme. À entendre certains dirigeants nationaux, le grand problème de la C.F.D.T. est de résister à l'« antraxisme », des minorités dites gauchistes, qui, au congrès d'Annecy, ont réussi à peser sur les débats alors qu'elles ne représentaient

qu'un faible pourcentage des syndiqués : l'un des rapports du prochain conseil national - sur les enseignements à tirer du trente-septième congrès - aura d'ailleurs pour but de limiter à l'avenir la participation de ces courants.

Mais pour certaines fédérations, notamment celles qui se sont regroupées sous le thème d'une motion dite de « contribution au débat », le véritable danger est de voir la direction confédérale se figer dans un relatif immobilisme. Selon cette tendance, certains leaders de la C.F.D.T. veulent, à l'approche des élections législatives, et dans la perspective d'une victoire de la gauche, conserver les mains libres pour négocier avec le P.S. et peut-être même passer des compromis en retrait sur la plate-forme revendicative C.G.T.-C.F.D.T.

D'où la volonté d'une partie de l'état-major confédéral de consolider sa position en agitant le problème du gauchisme pour faire taire l'opposition non gauchiste.

Toutes ces explications seraient, en fait, largement dépassées, laisse-t-on entendre au siège confédéral, mais aussi dans certaines unions départementales. Le document qu'a publié le Point appartient au passé : depuis juin d'autres réunions de bureau ont eu lieu et l'unité s'est, à plusieurs reprises, dégageée. Unanimité fragile en tout cas : les discussions sur les rapports avec la C.G.T. et l'organisation de journées nationales d'action n'ont guère été faciles. Face à la prudence et aux réserves des dirigeants confédéraux à l'égard de la C.G.T., certaines fédérations ont tenté de pousser l'unité d'action, même s'il s'agit d'organiser des journées nationales, disent-ils, il ne faut pas opposer à la poursuite des actions dans les entreprises.

JEAN-PIERRE DUMONT.

Accord entre une société holding et l'ensemble des syndicats du groupe

De notre correspondant

Saint-Etienne. — La société holding ASA et les sociétés françaises du groupe textile de Roanne (Loire), de Valence (Drôme) et d'Aubenas (Ardèche), ainsi que Tricofil S.A. de Troyes, S.M.C. de Charleville (Loire), ASA International, ASA Europe et Citec de Lyon, viennent de signer avec les organisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T., U.G.I.C.T., F.O. et C.G.C.) une convention garantissant les droits du personnel dans les nouvelles structures du groupe.

En cas d'intégration de nouvelles sociétés, la représentation du personnel sera, aux termes de ce protocole, organisée selon les mêmes modalités. Comprenant le président et la direction d'ASA, les P.D.G. et les directeurs des sociétés du groupe et les représentants élus des différentes entreprises, un organisme de liaison a été mis en place. Il se réunira chaque trimestre pour être informé de toutes les questions intéressant la gestion et la marche générale du groupe.

La réunion du deuxième trimestre sera réservée à l'étude du bilan consolidé en présence des experts-comptables des deux par-

ties, ce qui permettra aux représentants syndicaux d'exercer un certain contrôle aux différents niveaux financiers de la société, a souligné le secrétaire du comité d'entreprise des A.R.C.T. M. Séguin, lundi 22 octobre à Roanne.

Cette convention au niveau d'une société holding prend caractère d'exemple. Elle concerne aussi les garanties sociales, économiques et financières réclamées par les syndicats des Ateliers roannais de constructions textiles depuis qu'a été constituée le groupe ASA. (Initiales des A.R.C.T. et de ses deux filiales d'Aubenas et de Valence : Sotexa et A.C.B.F.). — P. C.

DISTRIBUTEUR EXCLUSIF

recherché

par grand fabricant de montres britannique

La Trafalgar Watch Company de Londres, l'un des principaux fabricants de montres électroniques d'Europe avec une capacité de production journalière de 5.000 unités, et déjà solidement implantée dans de nombreux marchés étrangers, recherche actuellement un distributeur exclusif pour la France.

Les candidats devront posséder un réseau de distribution bien établi et un accès immédiat aux gros points de vente potentiels. Leur société devra également être capable d'installer et d'entretenir un service après-vente efficace.

Ecrire à W. Hermann,

Chairman,

The Trafalgar Watch Company Ltd;

Hale Lane, London NW7 (Angleterre), Tél. 922271

LE DÉBAT SUR LES NATIONALISATIONS

M. d'Ornano répond à M. Séguin

Les propositions de M. Georges Séguin d'élargir le champ des nationalisations à la construction automobile et à la sidérurgie ont suscité, lundi 25 octobre, diverses réactions dans les milieux politiques.

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, interrogé à l'I.F.I., a qualifié les propositions du secrétaire général de la C.G.T. de « mauvais coup porté à l'économie ». « Cette manœuvre de nationalisation est aussi un mauvais coup pour les nombreux petits épargnants qui se trouvent spoliés par les baisses de cours (à la Bourse) qu'enregistrent les déclarations intempestives de M. Séguin. »

Le ministre a repoussé catégoriquement l'argument selon lequel la construction automobile et la sidérurgie auraient bénéficié de « cadeaux » substantiels de la part de l'Etat : « Il n'y a jamais eu de cadeaux », a-t-il affirmé. « Si l'Etat a donné des prêts (avec un intérêt de 9,75 % pour les plus récents), mais ces sommes sont et seront remboursées à l'Etat par les entreprises. »

M. DILIGENT : des aides de l'Etat sous forme de prises de participation.

M. André Diligent, vice-président du Centre de démocrates sociaux, s'inquiète d'un « processus de surenchère démagogique qui conduirait l'économie nationale à la domination bureaucratique du parti communiste et de son satellite, la C.G.T., si la gauche arrivait au pouvoir. » « Pour le C.D.S., les nationalisations ne sont pas une fin en soi. Par contre, avant tout, un contrôle rigoureux de l'argent public, il est favorable à la nation-

nalisation des entreprises qui sont en situation de monopole et menacent l'indépendance des pouvoirs publics, ce qui est le cas des entreprises Dassault. C'est pourquoi, également, il souhaite que les aides accordées par l'Etat aux grandes industries, comme la sidérurgie et l'automobile, soient faites désormais sous forme de prises de participation et non plus de prêts ou de subventions.

« Deuxième fait troublant : M. Séguin relance l'idée de syndicat unique : nous voyons là une grave menace pour la démocratie. (...) »

● REGROUPEMENT DANS LA CARTOUCHERIE. — Les sociétés Gévelot, Manufacture générale de munitions et Cartoucherie française ont décidé de regrouper leurs moyens industriels dans le domaine des munitions de chasse et d'armement. L'opération, dont la réalisation s'étendra sur une période d'un mois deux ans, vise à lutter contre la concurrence étrangère très vive, italienne et britannique notamment. Gévelot, chef de file des fabricants français de munitions, servira de pivot à ce regroupement. La société possède déjà 65,15 % de la Manufacture générale de munitions et 34,45 % du capital de la Cartoucherie française. A elles trois, ces sociétés réalisent dans le secteur des munitions et armes de chasse, un chiffre d'affaires de l'ordre de 380 millions de francs.

INFORMATIQUE

CORRESPONDANCE

LA «GRANDE MAGOUILLE»

M. Jean-Pierre Brulé, président-directeur général de C.I.I.-Honeywell-Bull, nous écrit à propos de l'article de René Victor Pélissier « La grande magouille » (le Monde du 13 octobre) :

Depuis l'annonce de la fusion de C.I.I. avec Honeywell-Bull, le 12 mai 1975, le Monde a publié une série d'articles qui aboutissent à une vision très déformée de la situation. Ces articles ont fait l'objet de notre part d'une mise au point parue dans vos colonnes le 5 octobre. La sortie d'un livre (1) dû, en collaboration avec un de ses confrères, à l'auteur de ces articles, a l'occasion pour M. Pélissier de reprendre à son compte ces interprétations, à nos yeux aberrantes, en les présentant sous une forme plus tendancieuse encore.

Il s'agit d'un véritable déni-grements dont les thèmes sont les suivants :

L'informatique française est abandonnée aux Américains d'Honeywell, les pouvoirs publics français cautionnant cette opération et consentant des largesses financières sans contrepartie. En somme, une politique d'abandon et de gaspillage, selon l'auteur.

Voilà où on en est après un peu plus d'un an de campagne systématique de contre-vérité. L'auteur ne sent même plus le besoin de justifier ses affirmations et d'expliquer, par exemple, pourquoi et comment une société à majorité française (C.I.I.-Honeywell-Bull) pourrait être contrôlée par son actionnaire minoritaire (Honeywell). En mai 1975, le Monde signalait que cette dépendance serait la conséquence de l'existence d'un comité technique où Honeywell a trois sièges sur cinq, et qui fait des recommandations aux deux compagnies sur la coordination de leurs programmes d'études. Nous avons souligné de façon répétée que ce comité est, aux termes des accords, de nature strictement consultative et sans pouvoirs juridiques. D'autre part, C.I.I.-Honeywell-Bull a montré récemment par l'annonce du développement d'un grand système compatible avec les grands systèmes C.I.I., qu'elle déterminait bien sa politique en fonction des besoins de sa clientèle (ce à quoi le comité technique consultatif ne peut qu'adhérer). Cette récente annonce démentait ainsi concrètement les hypothèses alarmistes publiées tant sur la liberté de C.I.I.-Honeywell-Bull que sur le sort des clients ex-C.I.I., et que sur le développement futur de grands systèmes en France. Non seulement le Monde n'a pas cru bon de reconnaître qu'il s'était trompé, mais il publie au contraire sous la signature de M. Pélissier un article qui reprend le thème de l'abandon sans se donner la moindre peine de démonstration.

Sur l'aspect économique des choses, pas un mot dans l'article de M. Pélissier du fait que le plan calculé à côté de ses réalisations techniques et commerciales inco-

testables faisait appel chaque année de façon croissante aux finances publiques. Pas un mot du fait que l'industrie européenne est torpillée de trois firmes prévoyant un appel aux finances publiques pour une période de temps indéterminée. Pas un mot sur le fait que la grande informatique sur le budget national, après avoir été chaque année, va maintenant décroître chaque année.

Il est lieu de cela, l'hypothèse implémentée particulièrement permicieuse qu'on ne peut être à la fois profitable et indépendant. Là non plus, on ne démontre rien, on pose un théorème absurde, qu'on reprend inlassablement. Rien que le Monde lui-même comme entreprise s'engorgue d'être indépendante parce qu'il est profitable. En quel la situation d'une firme indépendante sans être profitable ? Si « magouille » il y a, elle est le fait de ceux qui broient ainsi les cartes, diffusent des données inexactes et, ne visant pas à construire, se donnent le plaisir de détruire.

Devant cette attitude, les responsables de la compagnie se doivent de répéter inlassablement les faits tels qu'ils sont : la France a une informatique qui est la plus grande société d'informatique européenne et de loin. Cette société est une association avec l'informatique américaine Honeywell-Bull. Cette association est équilibrée dans les faits objectifs, qu'il s'agisse du chiffre d'affaires, des marchés couverts, des effectifs commerciaux, de fabrication, d'études et de recherche, des budgets d'études et de recherche, etc. Il n'y a plus aujourd'hui en Europe que trois constructeurs de grande informatique : C.I.I.-Honeywell-Bull est nettement le premier et il est le seul à vendre sur le marché mondial. Il est le seul à contrôler un réseau de filiales étrangères couvrant une grande partie du monde, d'où proviennent la moitié de ses revenus. Ses compétences techniques couvrent tous les domaines viraux. La France est sûre en informatique la première place en Europe, comme elle le mérite par l'ancienneté de son entrée dans ce domaine (dès 1931 avec Bull) et par la qualité des équipes techniques et commerciales nationales. L'opération de fusion de C.I.I. et d'Honeywell-Bull est la meilleure solution tant du point de vue économique que de l'indépendance nationale. Ceux qui l'ont décidée et ceux qui la mettent en œuvre ne manquent en rien de ce que l'auteur de l'article appelle le sens des grands projets. Celui-ci en est un et ils le mèneront à bien.

(1) N.D.L.R. — « French Ordinateurs », Ed. Alain Moreau.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS (BELGIQUE) - L'URBAINE

Depuis 1920, l'Union des Assurances de Paris est, après la Compagnie Bruxelles-Lambert, l'un des deux actionnaires principaux de l'Urbaïne, compagnie belge d'assurances contre les risques de toute nature.

Par ailleurs, l'U.A.P. a, de longue date, implanté en Belgique une succursale importante.

Soucieuses de renforcer les liens existant déjà entre elles, les deux compagnies ont convenues d'étudier conjointement toute mesure propre à harmoniser leur politique sur le plan technique, financier et commercial et à uniformiser leur gestion en vue de regrouper leurs activités.

La complémentarité de l'Urbaïne et de la succursale de l'U.A.P. en Belgique, ainsi que la dimension nouvelle qu'une telle intégration leur conférerait, leur permettraient d'assurer à leurs clients un service encore meilleur, notamment en mettant à leur disposition une gamme plus large et plus étendue de garanties.

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT CAPITAL VARIABLE (SITUATION AU 30 SEPT. 1976)	INDO- VALEURS	SICAVIMMO	GESTION RENDEMENT	GESTION SÉLECTION
Actif net (en millions de F)	76,30	78,88	102,90	47,75
Nombre d'actions	444.524	448.570	533.965	343.900
Valeur liquidative par action (en F)	171,42	173,83	192,71	138,86
Répartition de l'actif net :	%	%	%	%
Valeurs françaises	20,20	23,87	80,13	28,32
— Obligations	17,46	45,36	—	56,65
Valeurs étrangères	0,31	4,69	7,65	3,32
— Actions	44,83	39,99	—	—
Disponibilités	3,19	17,29	13,22	1,71
	100	100	100	100
Dividende par action	Francs 8,97	Francs 8,75	Francs 8,64	Francs 7,78
— Dividende net	0,69	0,75	0,64	1,20
— Crédit d'impôt	—	—	—	—
— Revenu global	8,69	10,22	13,87	8,99
— Date de mise en paiement	19/12/75	2/7/1976	2/4/1976	9/4/1976

INTECHNIQUE

Chiffre d'affaires et commandes au 30 septembre 1976

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé du 1^{er} janvier au 30 septembre 1976 s'est élevé à 134,5 millions de francs contre 128 millions de francs en 1975, soit un accroissement de 5,1 %.

Pendant la même période, le montant hors taxes des commandes reçues s'est élevé à 158,7 millions de francs, le carnet de commandes s'est accru de 20,3 millions de francs et s'élève à 230,3 millions de francs.

La hausse escomptée du chiffre d'affaires pour l'exercice est de l'ordre de 15 %.

Certains Français lisent un second quotidien chaque jour.



DUMEZ

La situation prévisionnelle de Dumez au 30 juin 1976 fait apparaître un bénéfice net s'élevant à 19,3 millions de francs, contre 12,3 millions pour le premier semestre 1975.

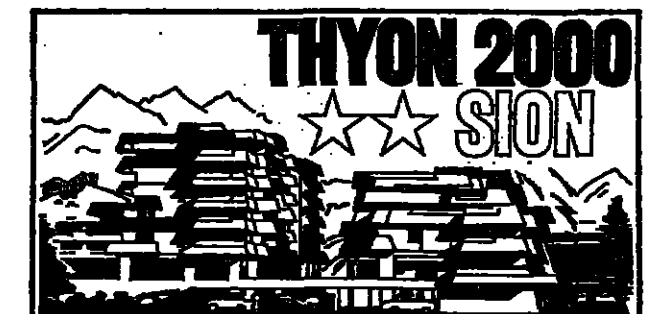
Sur le plan du groupe, les résultats nets consolidés pour le premier semestre 1976 peuvent être estimés à 80 millions de francs contre 55 millions de francs pour les six premiers mois de 1975.

Au cours des neuf premiers mois, l'activité des chantiers, particulièrement en développement à l'étranger, a progressé d'environ 25 % par rapport à la période correspondante de 1975.

	Neuf premiers mois	Rappel
	1976	1975
Dumez Travaux publics et filiales	536	405
Dumez Bâtiment et filiales	314	241
Dumez Industrie et filiales	1.113	831
Dumez et autres filiales	199	165
	2.162	1.642

Votre voiture immobilisée ? Louez-en une chez europcar 645.21.25

(Publicité) BARRE OU PAS BARRE vous avez été assuré et vous préparez chez vous à la fin de l'année les EXAMENS COMPTABLES OFFICIELS. Demandez guide gratuit n° 689. ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION. Ecole privée fondée en 1873, soumise au contrôle pédagogique de l'Etat. 4, rue des Petites-Champs, 75008 PARIS - CEDEX 02.



Valais-Suisse

A THYON 2000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisirs et joies. En été comme en hiver. Promenades, tennis, piscine, etc. Ski sur 4 vallées. Vue panoramique 320°. Ensoleillement unique. Accès de Sion (arrêt du train TEE Paris-Milan et aéroport).

La seule station avec circulation automobile souterraine!

Studios, appartements 2, 3, 4, 5 et 6 p. à partir de FS 88.000.-

Service de location à disposition de chaque propriétaire

VENTE AUX ÉTRANGERS AUTORISÉE

Venez nous rendre visite ou écrivez-nous!

THYON-PROMOTION SA

CH-1973 Thyon (Suisse) Tél. 38 363 OURST CH

• Nom Prénom
• Lieu/No postal
• Tél. privé Tél. prof.

150

Journal de 150

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 25 OCTOBRE

La baisse s'accélère

Bourse où vous-tu ? Que faites-vous ? C'est la question que l'on se pose en ce moment au vu de la séance de lundi.

Lois de la baisse, la fièvre de la baisse a continué d'exercer ses ravages sur le marché et plus de la moitié des valeurs inscrites à la cote ont à nouveau éprouvé de sérieuses pertes. Principales chutes de parades : la construction électrique, le bâtiment, l'automobile et la chimie. Trois titres ont particulièrement souffert : Nobel Borel (-6,5 %), Alcatel (-5,8 %) et, devant l'affluence des offres, la cotation de Motet-Hennessy a dû être retardée.

Bref, les différents indices ont encore baissé de 1,5 %.

Les motifs de ce nouveau recul ne manquent pas : chute brutale du marché de Londres, promesse d'une extension des nationalisations en cas de victoire de la gauche, craintes de la dévaluation de la livre, l'absence de nouvelles solides déclarations, l'absence de nouvelles solides déclarations, l'absence de nouvelles solides déclarations.

Voici à signaler : le sentiment autour de la corbeille n'était pas aussi mauvais qu'on pouvait le croire. En outre, l'activité avait quelque peu décollé. L'on se gardera toutefois de conclure.

Baisse quasi générale des valeurs étrangères, les américaines, les pétrolières et les mines d'or étant les plus touchées.

Sur le marché de l'or, peu de variations ont été enregistrées. Le lingot s'est traité à 183,50 F (-0,40 F) et le néopolon à 223,50 F (-0,40 F) après 223,20 F. Le volume des transactions est tombé à 521 millions de francs, contre 617 millions.

La rente à 1/2 % 1973 a, pour la première fois de son histoire, dépassé le cours de 600 F. Forte reprise de l'emprunt 7 % 1973.

En raison du déséquilibre persistant entre l'offre et la demande, la Chambre syndicale a décidé que la cotation des valeurs de Sarreguemines s'effectuait par « boîte » sous sa surveillance.

LONDRES

Le marché efface rapidement une nouvelle vague de baisse initiale. Les affaires sont très calmes. Peu de transactions ont eu lieu. Les fonds d'Etat manquent le pas. Indépendance des pétroles. Vite reprise des indices d'or.

OR (ouverture) (dollar) : 117 1/2 contre 115 1/2

VALEURS	COURS	DERNIER
100 Lons 3 1/2 %	22 1/2	22 1/2
Banque	22 1/2	22 1/2
British Petroleum	22 1/2	22 1/2
Imperial Chemical	22 1/2	22 1/2
Shell	22 1/2	22 1/2
Unilever	22 1/2	22 1/2
Westminster	22 1/2	22 1/2
100 Lons 1 1/2 %	15 3/4	15 3/4

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

NOBEL-BOREAL — Pour le premier semestre de l'exercice, la société a réalisé un bénéfice net de 3,22 millions de francs contre 2,22 millions un an plus tôt.

A. HERLICO ET FILS — La société, qui a réalisé pour le premier semestre 1976 un résultat avant provisions et impôts de 11,92 millions de francs contre 10,11 millions de francs l'an dernier, a décidé de procéder à la distribution gratuite d'une action nouvelle pour cinq anciennes.

D.A.R.T. — La société, dont 349 000 titres, soit 22,56 % du capital, sont mis à la disposition du public le 26 octobre 1976 au prix minimum de 300 F, a décidé pour le premier semestre de l'exercice en cours un bénéfice net de 9,5 millions de francs contre 12 millions un an plus tôt.

TELECOM — Le dividende global pour 1976 sera au moins égal au précédent (2 F) et non sera p. commun indiqué par erreur dans le Monde du 23 octobre, si les exigences du plan de lutte contre l'inflation le permettent.

Résultats au 30 juin 1976
SACLORE (avant tous amortissements) : tant de la société que de ses filiales industrielles : perte de 497 millions de francs contre une perte égale de 249 millions.

R.E.V. (après amortissements) : tant de la société que de ses filiales industrielles : perte de 5,30 millions de francs contre une perte égale de 5,02 millions.

CAUDRE (après amortissements) : tant de la société que de ses filiales industrielles : perte de 5,30 millions de francs contre une perte égale de 5,02 millions.

NEW-YORK

Calme et irrégulier
Sous l'effet de l'hypothèque électroale, l'activité s'est considérablement réduite lundi à Wall Street. On les cours ont varié dans les deux sens, sans s'écarter beaucoup de leurs niveaux précédents, mais quand même avec une très légère tendance au repli.

Les échanges ont porté sur 12,31 millions de titres contre 11,90 millions vendredi.

Deux compartiments seulement ont tenu sur une note soutenue : les pétroles et la sidérurgie. Sur 1 324 valeurs traitées, 696 ont flechi, 553 ont progressé et 82 n'ont pas varié.

Indices Dow Jones : transports, 305,23 (inchangé) ; services publics, 304,24 (-0,06).

VALEURS	COURS	DERNIER
Alcoa	58 1/4	58 1/4
Amstar	38 3/4	38 3/4
Boeing	39 3/4	39 3/4
Chrysler	27 1/2	27 1/2
General Motors	31 1/2	31 1/2
IBM	112 1/2	112 1/2
International Paper	31 1/2	31 1/2
Johnson & Johnson	31 1/2	31 1/2
Kimberly-Clark	31 1/2	31 1/2
McDonald's	31 1/2	31 1/2
Merck & Co.	31 1/2	31 1/2
Procter & Gamble	31 1/2	31 1/2
Union Carbide	31 1/2	31 1/2
Walt Disney	31 1/2	31 1/2
Weyerhaeuser	31 1/2	31 1/2
Yale	31 1/2	31 1/2

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) : 236 7/8 contre 233 3/8

Evénements du marché monétaire

Taux du marché monétaire : 10 15/16 %

INDICES QUOTIDIENS

(base 100 le 1er jan. 1975)

22 oct. 25 oct.

Valeurs françaises : 75,6 76,2

Valeurs étrangères : 103,7 104,7

C. DES AGENTS DE CHANGE (base 100 le 29 déc. 1961)

Indice général : 61,7 60,8

BOURSE DE PARIS - 25 OCTOBRE - COMPTANT

VALEURS	COURS	DERNIER
3 % 1969-1980	52 1/2	52 1/2
5 % 1969-1980	53 1/2	53 1/2
5 % 1970-1980	54 1/2	54 1/2
5 % 1971-1980	55 1/2	55 1/2
5 % 1972-1980	56 1/2	56 1/2
5 % 1973-1980	57 1/2	57 1/2
5 % 1974-1980	58 1/2	58 1/2
5 % 1975-1980	59 1/2	59 1/2
5 % 1976-1980	60 1/2	60 1/2
5 % 1977-1980	61 1/2	61 1/2
5 % 1978-1980	62 1/2	62 1/2
5 % 1979-1980	63 1/2	63 1/2
5 % 1980-1980	64 1/2	64 1/2
5 % 1981-1980	65 1/2	65 1/2
5 % 1982-1980	66 1/2	66 1/2
5 % 1983-1980	67 1/2	67 1/2
5 % 1984-1980	68 1/2	68 1/2
5 % 1985-1980	69 1/2	69 1/2
5 % 1986-1980	70 1/2	70 1/2
5 % 1987-1980	71 1/2	71 1/2
5 % 1988-1980	72 1/2	72 1/2
5 % 1989-1980	73 1/2	73 1/2
5 % 1990-1980	74 1/2	74 1/2
5 % 1991-1980	75 1/2	75 1/2
5 % 1992-1980	76 1/2	76 1/2
5 % 1993-1980	77 1/2	77 1/2
5 % 1994-1980	78 1/2	78 1/2
5 % 1995-1980	79 1/2	79 1/2
5 % 1996-1980	80 1/2	80 1/2
5 % 1997-1980	81 1/2	81 1/2
5 % 1998-1980	82 1/2	82 1/2
5 % 1999-1980	83 1/2	83 1/2
5 % 2000-1980	84 1/2	84 1/2
5 % 2001-1980	85 1/2	85 1/2
5 % 2002-1980	86 1/2	86 1/2
5 % 2003-1980	87 1/2	87 1/2
5 % 2004-1980	88 1/2	88 1/2
5 % 2005-1980	89 1/2	89 1/2
5 % 2006-1980	90 1/2	90 1/2
5 % 2007-1980	91 1/2	91 1/2
5 % 2008-1980	92 1/2	92 1/2
5 % 2009-1980	93 1/2	93 1/2
5 % 2010-1980	94 1/2	94 1/2
5 % 2011-1980	95 1/2	95 1/2
5 % 2012-1980	96 1/2	96 1/2
5 % 2013-1980	97 1/2	97 1/2
5 % 2014-1980	98 1/2	98 1/2
5 % 2015-1980	99 1/2	99 1/2
5 % 2016-1980	100 1/2	100 1/2
5 % 2017-1980	101 1/2	101 1/2
5 % 2018-1980	102 1/2	102 1/2
5 % 2019-1980	103 1/2	103 1/2
5 % 2020-1980	104 1/2	104 1/2
5 % 2021-1980	105 1/2	105 1/2
5 % 2022-1980	106 1/2	106 1/2
5 % 2023-1980	107 1/2	107 1/2
5 % 2024-1980	108 1/2	108 1/2
5 % 2025-1980	109 1/2	109 1/2
5 % 2026-1980	110 1/2	110 1/2
5 % 2027-1980	111 1/2	111 1/2
5 % 2028-1980	112 1/2	112 1/2
5 % 2029-1980	113 1/2	113 1/2
5 % 2030-1980	114 1/2	114 1/2
5 % 2031-1980	115 1/2	115 1/2
5 % 2032-1980	116 1/2	116 1/2
5 % 2033-1980	117 1/2	117 1/2
5 % 2034-1980	118 1/2	118 1/2
5 % 2035-1980	119 1/2	119 1/2
5 % 2036-1980	120 1/2	120 1/2
5 % 2037-1980	121 1/2	121 1/2
5 % 2038-1980	122 1/2	122 1/2
5 % 2039-1980	123 1/2	123 1/2
5 % 2040-1980	124 1/2	124 1/2
5 % 2041-1980	125 1/2	125 1/2
5 % 2042-1980	126 1/2	126 1/2
5 % 2043-1980	127 1/2	127 1/2
5 % 2044-1980	128 1/2	128 1/2
5 % 2045-1980	129 1/2	129 1/2
5 % 2046-1980	130 1/2	130 1/2
5 % 2047-1980	131 1/2	131 1/2
5 % 2048-1980	132 1/2	132 1/2
5 % 2049-1980	133 1/2	133 1/2
5 % 2050-1980	134 1/2	134 1/2
5 % 2051-1980	135 1/2	135 1/2
5 % 2052-1980	136 1/2	136 1/2
5 % 2053-1980	137 1/2	137 1/2
5 % 2054-1980	138 1/2	138 1/2
5 % 2055-1980	139 1/2	139 1/2
5 % 2056-1980	140 1/2	140 1/2
5 % 2057-1980	141 1/2	141 1/2
5 % 2058-1980	142 1/2	142 1/2
5 % 2059-1980	143 1/2	143 1/2
5 % 2060-1980	144 1/2	144 1/2
5 % 2061-1980	145 1/2	145 1/2
5 % 2062-1980	146 1/2	146 1/2
5 % 2063-1980	147 1/2	147 1/2
5 % 2064-1980	148 1/2	148 1/2
5 % 2065-1980	149 1/2	149 1/2
5 % 2066-1980	150 1/2	150 1/2
5 % 2067-1980	151 1/2	151 1/2
5 % 2068-1980	152 1/2	152 1/2
5 % 2069-1980	153 1/2	153 1/2
5 % 2070-1980	154 1/2	154 1/2
5 % 2071-1980	155 1/2	155 1/2
5 % 2072-1980	156 1/2	156 1/2
5 % 2073-1980	157 1/2	157 1/2
5 % 2074-1980	158 1/2	158 1/2
5 % 2075-1980	159 1/2	159 1/2
5 % 2076-1980	160 1/2	160 1/2
5 % 2077-1980	161 1/2	161 1/2
5 % 2078-1980	162 1/2	162 1/2
5 % 2079-1980	163 1/2	163 1/2
5 % 2080-1980	164 1/2	164 1/2
5 % 2081-1980	165 1/2	165 1/2
5 % 2082-1980	166 1/2	166 1/2
5 % 2083-1980	167 1/2	167 1/2
5 % 2084-1980	168 1/2	168 1/2
5 % 2085-1980	169 1/2	169 1/2
5 % 2086-1980	170 1/2	170 1/2
5 % 2087-1980	171 1/2	171 1/2
5 % 2088-1980	172 1/2	172 1/2
5 % 2089-1980	173 1/2	173 1/2
5 % 2090-1980	174 1/2	174 1/2
5 % 2091-1980	175 1/2	175 1/2
5 % 2092-1980	176 1/2	176 1/2
5 % 2093-1980	177 1/2	177 1/2
5 % 2094-1980	178 1/2	178 1/2
5 % 2095-1980	179 1/2	179 1/2
5 % 2096-1980	180 1/2	180 1/2
5 % 2097-1980	181 1/2	181 1/2
5 % 2098-1980	182 1/2	182 1/2
5 % 2099-1980	183 1/2	183 1/2
5 % 2100-1980	184 1/2	184 1/2
5 % 2101-1980	185 1/2	185 1/2
5 % 2102-1980	186 1/2	186 1/2
5 % 2103-1980	187 1/2	187 1/2
5 % 2104-1980	188 1/2	188 1/2
5 % 2105-1980	189 1/2	189 1/2
5 % 2106-1980	190 1/2	190 1/2
5 % 2107-1980	191 1/2	191 1/2
5 % 2108-1980	192 1/2	192 1/2
5 % 2109-1980	193 1/2	193 1/2
5 % 2110-1980	194 1/2	194 1/2
5 % 2111-1980	195 1/2	195 1/2
5 % 2112-1980	196 1/2	196 1/2
5 % 2113-1980	197 1/2	197 1/2
5 % 2114-1980	198 1/2	198 1/2
5 % 2115-1980	199 1/2	199 1/2
5 % 2116-1980	200 1/2	200 1/2
5 % 2117-1980	201 1/2	201 1/2
5 % 2118-1980	202 1/2	202 1/2
5 % 2119-1980	203 1/2	203 1/2
5 % 2120-1980	204 1/2	204 1/2
5 % 2121-1980	205 1/2	205 1/2
5 % 2122-1980	206 1/2	206 1/2
5 % 2123-1980	207 1/2	207 1/2
5 % 2124-1980	208 1/2	208 1/2
5 % 2125-1980	209 1/2	209 1/2
5 % 2126-1980	210 1/2	210 1/2
5 % 2127-1980	211 1/2	211 1/2
5 % 2128-1980	212 1/2	212 1/2
5 % 2129-1980	213 1/2	213 1/2
5 % 2130-1980	214 1/2	214 1/2
5 % 2131-1980	215 1/2	215 1/2
5 % 2132-1980	216 1/2	216 1/2
5 % 2133-1980	217 1/2	217 1/2
5 % 2134-1980	218 1/2	218 1/2
5 % 2135-1980	219 1/2	219 1/2
5 % 2136-1980	220 1/2	220 1/2
5 % 2137-1980	221 1/2	221 1/2
5 % 2138-1980	222 1/2	222 1/2
5 % 2139-1980	223 1/2	223 1/2
5 % 2140-1980	224 1/2	224 1/2
5 % 2141-1980	225 1/2	225 1/2
5 % 2142-1980	226 1/2	226 1/2
5 % 2143-1980	227 1/2	227

